Parti Socialiste
Comité directeur
8 et 9 septembre 1984

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Jean Poperen 2
Michel Francaix 11
Robert Chapuis 14
Christian Goux 19
Bernard Derosier 20
Marcel Debarge 23
Michel Coffineau 27
Jean-Paul Bachy 31
Alain Richard 34
Françoise Gaspard 38
Louis Le Pensec 42
Robert Gilly 45
Laurent Fabius 47
Martine Lignières 48
Luc Soubré 49
Denise Cacheux 52
Philippe Lentschener 55
Georges Sarre 58
Jean-Marc Ayrault 61
Jacques Huntzinger 63
Jean Poperen 68
Lionel Jospin 68
Jean-Pierre Worms 88
Roger Fajardie 91
Yves Durand 94
Guy Allouche 95
Lionel Jospin 97
Gérard Fuchs 101
Gérard Le Gall 107
Georges Garot 109
Gérard Lindeperg 111
Janine Parent 115
Jean Poperen 117
Didier Motchane 123
Alain Busnel 128
Patrice Finel 129
Jean Poperen 132

Fondation Jean-Jaurès

Lionel Jospin 133
Jean Poperen 133
Un camarade 134
Jean Poperen 135
Marie-Noëlle Lienemann 139
Jean-Pierre Worms 142
Christiane Mora 143
Martine Buron 151
Lionel Jospin 151

Samedi 8 septembre 1984 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Camarades, je vous demande un peu de silence ; Françoise Seligmann va procéder à l'appel.
(F. Seligmann procède à l'appel)
Camarades, nous allons donc ouvrir le Comité directeur. Il n'est pas utile de souligner l'importance de notre réunion d'aujourd'hui, après tous les événements qui se sont produits pendant l'été. Je vous rappelle simplement que le Comité directeur est organisé sur deux jours et j'espère que chacun d'entre vous a pris ses dispositions pour être présent demain à la conclusion de nos débats.
Le premier point de l'ordre du jour concerne le rapport d'activité de la Direction nationale et l'examen de la situation politique. Je donne la parole à Jean Poperen.

Jean Poperen

Chers camarades, c'est la période estivale écoulée depuis le dernier Comité directeur du 30 juin, 1er juillet, que nous avons à considérer aujourd'hui. Elle a été riche en événements politiques qui ont exigé notre intervention fréquente, celle en particulier de nos parlementaires, elle a été en même temps occupée par la préparation de nos activités de rentrée, dont je parlerai d'abord.
En premier lieu, la préparation de la rentrée scolaire. Le Secrétariat national au secteur public et la délégation à l'Education nationale ont collaboré avec le secrétariat à la communication propagande, et le secrétariat aux fédérations pour la définition du thème central : école publique pour la réussite de nos enfants, la confection d'un argumentaire et la réalisation du matériel mis à la disposition des fédérations avant la fin août. Cette campagne devait s'achever avec la rentrée elle-même, c'est à dire en ce moment même.
Simultanément, la campagne politique d'automne a été engagée dans sa préparation par une réflexion de la Commission compétente en étroite coordination avec les secteurs d'intervention du Parti, fédérations, entreprises,

Fondation Jean-Jaurès

relations extérieures, culture, MJS, femmes et en concertation avec une dizaine de Premiers secrétaires fédéraux. Nous aurons d'ailleurs à achever la mise au point de ce dispositif qui avait besoin naturellement pour être valable de la délibération politique que nous tenons aujourd'hui. C'est pourquoi dès la fin de cette séance nous mettrons en place si vous le voulez bien un groupe de travail qui, sur la base de ce qui a déjà été préparé et naturellement en fonction de nos propres délibérations et conclusions, mettra la dernière main à la préparation de cette campagne qui devrait s'engager sans doute courant octobre.

De son côté, le secrétariat à la formation auquel s'est associé le secteur études a proposé la gamme de ses stages d'été. Citons deux stages sur le thème : les Socialistes face à la crise, pour l'un et relatif aux relations internationales pour l'autre. Ce secrétariat a, par ailleurs, organisé et animé des stages adressés à des publics différents : MJS, lutte des femmes et les rencontres "éducation".

L'ensemble des sessions d'été a fait l'objet de comptes rendus disponibles au secteur formation et parfois d'une Commission au secrétariat du Parti, comme ce sera le cas pour l'enjeu éducatif.

Le secrétariat à la formation a par ailleurs poursuivi l'étude du projet de réédition de la brochure de base examinée en juillet par le Bureau exécutif et vous savez qu'elle a déjà connu un certain nombre d'éditions aux fil des ans.

Sur la situation en Amérique centrale, un travail de réflexion et d'étude a également été fait, notamment la préparation de l'importante conférence de l'Internationale Socialiste Australe, qui vient de s'achever en Tanzanie en présence du Premier secrétaire, conférence qui devait entre autres thèmes traiter celui de la lutte contre l'Apartheid en Afrique du Sud, et cela, malheureusement en pleine actualité, au moment où de graves événements se déroulaient dans ce pays.

Comme à l'accoutumée, le secteur international a représenté le Parti dans de nombreuses manifestations : fête de l'Unita du PCI, 5ème anniversaire de la Révolution Sandiniste à Managua, mais aussi dans différents Congrès : celui du Parti Travailliste Australien, de l'USFP au Maroc, du Parti Congolais du Travail à Brazzaville, et à la conférence des forces progressistes de la Méditerranée organisée à Belgrade en juillet.

Le secrétariat aux élections s'est consacré évidemment à la mise en place du dispositif pour les élections cantonales. Je rappellerai simplement à quelques fédérations un peu à la traîne que tout ce travail devrait être achevé à la fin de ce mois impérativement, d'autant qu'il ne dépend pas que de nous et qu'il est tout-à fait urgent pour ceux qui ne l'auraient pas fait encore, de nous faire part de leurs vœux ou de leur vœu qu'il ne se passe rien.

Signalons enfin le déplacement en août des principaux responsables du secrétariat aux fédérations pour l'animation de la campagne électorale en Corse.

Tel est le bilan de ce qu'a été l'activité de préparation souvent intense, indépendamment si j'ose dire de ce qu'a été le suivi des événements dont nous avons à parler maintenant.

Dans sa dimension principale, celle des rapports Est/Ouest et de l'éventuelle reprise des négociations sur le désarmement, disons que l'été n'a pas apporté

d'évolution sensible de la situation internationale et on peut penser que rien ne bougera, c'est le plus probable, avant l'élection présidentielle américaine. Simplement, les Soviétiques continuent de distiller, sans forcer le rythme, les mesures de réplique qu'ils avaient laissé prévoir après la décision d'installation des Pershings en Europe.
La plus significative de ces mesures est sans doute le report pour la seconde fois à une date indéterminée de la visite d'Honecker en RFA. Cependant, le fort courant qui s'est développé dans les deux Allemagnes, en faveur du dialogue, voire du rapprochement, ne disparaîtra pas avec cette décision négative et nous devrons continuer d'être très attentifs aux évolutions de l'opinion publique en RDA et RFA.
Pas de modification appréciable, non plus, au Moyen Orient. Au-delà de quelques épisodes d'affrontement, la stabilisation parait progresser lentement au Liban. Les désaccords entre organisations palestiniennes, s'ils ont moins d'acuité qu'au cours du printemps, n'ont pas encore été surmontés. Mais surtout le résultat des élections en Israël, ne laisse guère prévoir un déblocage de la politique israélienne ; la capacité d'initiative diplomatique du futur gouvernement risque d'être très limitée.
La conclusion de l'accord entre le Maroc et la Libye a pu surprendre. Il entraîne incontestablement une notable modification de la disposition des forces dans le Maghreb dont on comprend qu'elle ait provoqué des inquiétudes en Algérie. La France ne peut naturellement être indifférente à de tels changements dans cette région et le Président de la République dont le voyage au Maroc avait dû être antérieurement différé a saisi l'occasion de conversations dont on peut penser qu'elles ont concerné à la fois le Maghreb et l'ensemble des régions sahariennes.
En deux pays de l'hémisphère sud, la violence d'Etat s'est à nouveau déchaînée : au Chili, où la position du gouvernement a continué de s'affaiblir, politiquement, mais ou la période de lente évolution vers une relative libéralisation parait close et tous les derniers événements en marquent tragiquement le sens. En Afrique du Sud, où, là aussi, le gouvernement réagit par la brutalité à l'échec de sa politique marqué tout récemment par le fiasco des élections au soi disant Parlement métis.
En Europe même, sur le plan international sans doute, un des faits les plus remarquables est la poursuite de la crise sociale provoquée par la grève des mineurs britanniques qui a connu de nouveaux développements. Certes, nous le comprenons bien, le mouvement syndical britannique, le Parti Travailliste, ne peuvent prendre en compte l'ensemble des revendications des mineurs, puisque la nécessité de la modernisation pèse sur ce secteur essentiel de l'économie britannique ; mais par sa durée, sa cohésion, par les manifestations de solidarité qu'elle a provoqué, en dépit des menaces que la crise fait peser sur l'emploi, cette grève apparaît comme une réplique vigoureuse en profondeur, à la brutalité de la politique conservatrice de Mme Thatcher que notre droite prend si volontiers pour exemple. Et c'est là dans l'argumentation quotidienne un élément que nous avons peut être trop négligé.
Signalons enfin que l'Europe et notre pays ont encore eu à faire face en cette

période à des accès du terrorisme international et il convient de saluer à cet égard la fermeté et la maîtrise avec lesquelles le gouvernement français a su mettre fin au détournement du Boeing sur l'Iran.
C'est donc dans ce contexte de relative stabilité internationale que ces changements politiques importants se sont produits en France. Rappelons-nous, chers camarades, noter précédent Comité directeur, fin juin, début juillet. Que constations-nous ?
La Droite, dont les dirigeants les plus lucides enregistraient, et même admettaient publiquement les progrès de l'assainissement économique, avait changé de terrain principal dans sa lutte contre la majorité. A nouveau elle donnait priorité à la campagne sur le thème des libertés, mais menée cette fois avec une vigueur, une audace, une habileté aussi sans précédent. Portés par le résultat d'élections européennes qui globalement n'étaient pas favorables à la Gauche, par le mouvement de foule du 24 juin, les chefs de la Droite se comportaient comme s'ils pensaient qu'ils pourraient, à bref délai, porter un coup très dur peut-être décisif contre la majorité.
Au moment où nous sommes, il me semble qu'on peut ensemble en tous cas porter l'appréciation suivante, c'est que cela, ils ne le pensent plus, et que si l'opinion avait commencé à le penser, elle ne le pense plus elle non plus.
La majorité, pressée au début de l'été par l'offensive de l'opposition, a pu se donner de l'air, reprendre une réelle capacité d'initiative, et cela est dû pour l'essentiel aux actes politiques du Président de la République.
L'exercice d'une liberté essentielle étant, non pas en cause, mais en débat, les leaders de la Droite avaient demandé que le peuple fût consulté par référendum. Le Président ne le pouvait sans que la Constitution fût modifiée pour lui en donner le droit; ou alors fallait-il que le Président enfreigne les règles constitutionnelles ?
Le Président voulait donc assouplir les modalités de consultation référendaire, ce qui, disons-le bien, aurait eu pour effet en même temps d'ôter au référendum son caractère plébiscitaire et de le banaliser, sur le mode qui prévaut dans un certain nombre de pays, la Suisse notamment, à laquelle on fait souvent référence. La Droite parlementaire s'y est opposée. Elle réclamait la garantie d'une liberté mais elle en a refusé les moyens quand ils lui ont été offerts.
Cela, c'est le bilan brutal de ce qui s'est passé sur ce terrain.
Dès lors il apparaît, et pas seulement à nous, que la liberté invoquée en l'occurrence a été plutôt un prétexte. C'est si vrai qu'à peine ayant fait obstacle au référendum, certains chefs de la Droite ont une fois de plus, mais cette fois avec une insistance sans précédent, réclamé la dissolution de l'Assemblée Nationale.
L'opinion rejette cette prétention. Tous les indicateurs d'opinion le confirment et nous le savions au-dedans de nous-mêmes. Elle veut le respect des règles républicaines, elle veut le respect de l'alternance, elle veut la stabilité politique.
Parmi les responsables de l'opposition, certains l'ont compris et se sont désolidarisés d'une campagne outrancière dont le Président de la République vient d'ailleurs de rappeler qu'elle est de toutes façons sans espoir : la majorité

accomplira son mandat jusqu'à son terme.
Cependant, en l'occurrence, notons bien que la plupart des chefs de la Droite ne font que persévérer dans l'attitude qui a été la leur depuis trois ans, et cela dès le premier jour. Le refus obstiné de laisser jouer l'alternance et de reconnaître pratiquement le droit de la majorité désignée par le suffrage universel à appliquer sa politique. C'est cela qui était, une fois de plus, mais à un niveau plus élevé, est en cause. Comment ne pas comprendre que cette mise en cause des règles mêmes de notre vie démocratique contribue - ce n'est pas la seule cause, à coup sûr - contribue au discrédit de la vie politique dont certains font état aujourd'hui ? Comment le civisme ne serait-il pas atteint quand le fonctionnement des institutions est mis en cause, et d'abord, perpétuellement, par ceux qui ont reçu mandat du suffrage universel ?
La vie démocratique de la Cité, le civisme exigent aussi que les citoyens "sachent". Ils ont besoin de la vérité, comme a dit le Premier Ministre dès sa première intervention devant le Parlement, et comme il l'a rappelé à "l'Heure de vérité", ils ont besoin de savoir où l'on en est et aussi où l'on va, c'est-à-dire de connaître la perspective.
Sur la ligne de la politique menée depuis trois anis par le Président de la République - comme il l'a rappelé lui-même avant-hier à Chambéry - faisant justice, mais si le dialogue était je dirai honnête, cela ferait justice de toute cette campagne incroyable sur le tournant politique qui est le grand thème non seulement de la Droite mais de la majorité des médias, donc rappelant la continuité de sa politique depuis trois ans sur cette ligne, Laurent Fabius a marqué sa volonté de développer les résultats obtenus par le gouvernement de Pierre Mauroy, notamment dans l'effort d'assainissement et de redressement économique, et en premier lieu dans la lutte contre l'inflation.
L'effort, en effet, - c'est la première appréciation que nous avons à porter, en tout cas nous semble-t-il - doit être poursuivi. Telle doit être la volonté affirmée par le Parti Socialiste. Toute facilité aujourd'hui risquerait de compromettre ce qui a été acquis, d'autant plus que nous devons tenir compte des poussées renouvelées et ces derniers jours accentuées et aggravées, du dollar. Or, ces poussées expriment un fait plus général et plus préoccupant encore : il apparaît à l'heure où nous sommes, et atténuant un peu certains prévisions plus optimistes qu'on aurait pu avoir, que la reprise américaine se transmet difficilement à l'Europe et que, pour le moment, c'est plutôt l'ensemble du monde, y compris l'Europe, qui paie le prix de cette reprise.
Il me semble que là aussi c'est un élément de notre argumentation tout à fait important que nous avons trop négligé vis-à-vis de la Droite car c'est un aspect que se gardent bien d'expliquer à l'opinion française les zélateurs fervents du "modèle" reaganien, que la prospérité relative d'ailleurs, si on considère que par exemple les zones d'appauvrissement ne se sont pas sérieusement rétractées depuis que la reprise a commencé aux Etats-Unis, qu'elles sont à peu près étales, donc prospérité relative, pas pour tout le monde mais en tout cas cette prospérité se fait sur le dos du reste du monde, notamment de l'Europe.
Voilà donc comment nous ressentons ce qui doit se faire.

Fondation Jean Jaurès

Cela dit, continuité ne signifie pas immobilisme. Personne n'a jamais pensé ceci, ni le précédent gouvernement ni, naturellement, l'actuel. Il n'y a pas, à notre avis, tournant de la politique mise en œuvre au printemps 1983 au service des objectifs fondamentaux de la Gauche. Mais il y a nouvelle étape : celle d'une concentration de tous les efforts de la Nation pour que soit gagnée la bataille capitale contre le chômage. Le "traitement social" du chômage, tel qu'il a été conduit par le gouvernement de Pierre Mauroy, a eu l'incontestable mérite, qui n'est pas mince, de permettre à la France de traverser dans de moins désastreuses conditions que les autres grands pays industriels la phase la plus dure de la lutte pour l'assainissement économique.

Mais nous avons toujours pensé et dit que cela ne suffirait pas. Nous n'avons jamais dit que le traitement social du chômage suffirait ; il était un moyen de gauche, des Socialistes, d'en atténuer les effets pour une grande partie de la population laborieuse. Il n'était pas en lui-même la solution naturelle qui est évidemment économique et nous avons toujours pensé qu'il faudrait concentrer toute la volonté nationale un moment donné sur la mise en œuvre d'un dispositif économique et de formation qui apporterait les premières éléments de réponse au problème de l'emploi.

Cela, le Premier Ministre Laurent Fabius l'a dit très clairement. C'est incontestablement la tâche principale, alors c'est la nôtre à nous, Socialistes, si nous sommes en accord avec cette orientation bien sûr. Et ce sera dès lors une tâche prioritaire pour les Socialistes, les élus, de participer à l'application effective, pratique, sur le terrain des cinq mesures, celles en tout cas qui dépendent le plus d'eux, dont a parlé le Premier Ministre il y a trois jours.

Les directions fédérales, nous semble-t-il, auront à délibérer des initiatives à prendre, dans la situation concrète de chaque département.

Le Premier Ministre a fait appel, dans l'esprit même de la décentralisation, à toutes les structures susceptibles de jouer un rôle pour la réussite de ce grand dessein national, il ne faut pas que ce soit une pétition de principe lancée comme cela un soir d'émission. Chambres de commerce, chambres de métiers, chambres d'agriculture ; il faut que ces gens, ces structures, soient placés devant leurs responsabilités. Veulent-ils prendre leur part de l'effort national ? C'est ce qui donne tout son sens à l'appel parallèle lancé pour la lutte contre le chômage, pour la modernisation industrielle, au mot d'ordre de rassemblement.

Le désir de rassembler prend sa pleine signification, c'est rassembler pour moderniser, pour développer l'emploi et faire progresser l'exportation. Ainsi, toutes les forces sociales, tous les agents économiques, sont placés devant leurs responsabilités.

En agissant de cette façon, - car au-delà de la campagne sur le tournant dont il faut bien comprendre que si nous en contestons la réalité, ce qui est une réalité, c'est que l'opinion a été pour une large part persuadée qu'il y avait tournant et à partir de là c'est un fait politique qu'on ne peut pas ignorer - la réalité des faits est une chose, l'analyse que nous faisons en est une autre et la perception qu'on en a donnée à l'opinion à l'heure qu'il est en est une autre. Mais l'autre grand thème, vous le savez, c'est que, dès lors qu'il y a appel au rassemblement,

silence dans le rang, en clair les partis politiques, la Gauche, les Socialistes doivent se taire sur leurs propres positions, leur propre détermination alors tout de même qu'on mette chaque chose à sa place - en agissant de cette façon, en appelant au rassemblement des énergies nationales, comme d'ailleurs le Président de la République l'a fait maintes fois depuis trois ans, le Premier Ministre est dans son rôle et nous sommes dans le nôtre, nous, Parti Socialiste, et nous ne contrarions en rien, bien au contraire, l'appel gouvernemental à rassembler les Français, et en reprenant une fois de plus notre combat pour rassembler la Gauche, pour rassembler les forces de progrès et, au-delà des limites strictes et traditionnelles de la Gauche.

Nous le devons d'autant plus que notre influence respective au sein de la Gauche, celle de formation décidément prépondérante à gauche, et l'attitude du Parti Communiste, font de nous, plus que jamais, l'élément central, le pôle du rassemblement à gauche.

Après plusieurs mois d'hésitation - c'est évidemment un autre fait important de l'été - le Parti Communiste semble avoir saisi l'occasion du changement de Premier Ministre pour quitter le gouvernement. Il en a pris seul la responsabilité. Nous l'avons regretté. Nous ne croyons pas que ce qui apparaît comme une solution de facilité pour lui dans un moment dur, mais décisif pour la Gauche, nous ne croyons pas que cette solution de facilité soit une bonne chose, y compris d'ailleurs pour lui. Cela, c'est son affaire. Si les dirigeants Communistes devaient se laisser aller à une escalade de la désunion, - et il en a assez donné quelques signes ces derniers jours - nous pensons que cela ne leur serait pas plus profitable aujourd'hui que voilà quelques années. Ils prendraient une grave responsabilité si, en quoi que ce soit, ils facilitaient la tâche à ceux qui font et feront tout pour mettre en échec la politique de la Gauche.

Nous, nous devons, devant ce comportement, et en tenant compte des situations politiques tout à fait différentes, et d'abord qu'aujourd'hui nous sommes au gouvernement, avoir une démarche comparable à celle que nous avons eue lorsque la crise de 1977 s'était déclenchée.

Notre préoccupation de rassembler doit tenir compte d'incontestables désaccords qui ont pu apparaître mais elle doit être constamment notre volonté, fonder notre dynamique et fonder un certain nombre d'initiatives.

Dans le même temps nous ne pouvons ignorer que sont apparus à droite, pour la première fois sans doute depuis 1981, des désaccords appréciables dont l'ampleur se vérifiera ou s'infirmera au cours des semaines à venir. Tels qu'ils sont présentés actuellement, ces désaccords portent plutôt sur la tactique, sur le style politique. Et tous les leaders de la Droite protestent avec un ensemble touchant d'ailleurs de leur volonté de refuser tout compromis ce qui, soit dit en passant, indique clairement de quel côté est le sectarisme. Tous, même ceux qui se disent le mieux disposés au dialogue, disent "surtout pas de compromis avec le gouvernement". Rien à voir avec eux pour le moment. Mais il reste que l'expression publique répétée de ces désaccords illustre le trouble qui a pu gagner une partie de l'opposition à la suite des initiatives prises par le Président de la République et la majorité au cours de l'été ; elle traduit une interrogation

de l'électorat d'opposition devant l'incapacité de la Droite à présenter des solutions crédibles. Et cela, la grande opinion maintenant commence à le ressentir fortement. Vous verrez, confirmant d'ailleurs diverses enquêtes d'opinion de ces dernières semaines, la véritable chute que subissent les partis de droite, dans le baromètre mensuel de la SOFRES, quand les variations sont d'un ou deux points, on peut toujours s'interroger, attendre la suite, quand elles sont de six ou sept points, pour le RPR et pour l'UDF, cela traduit incontestablement des mouvements, alors que les partis de gauche marquent plutôt une légère remontée, le Front National lui-même perdant trois points.
Donc, il y a là un mouvement incontestable en profondeur, qui me parait chiffrer le bilan politique de l'été, que nous n'avons pas à exagérer, mais dont nous avons tout de même à prendre acte.
A cet état d'esprit, un nouveau dynamisme doit répondre de notre côté, à gauche.
Mais bien sûr, le rassemblement de la Gauche autour des Socialistes se consolidera sur les objectifs mêmes de la Gauche. Les Socialistes se sont félicités que le Premier Ministre ait rappelé avec insistance que l'effort demandé à la Nation serait mené - et c'est un autre signe de continuité que cette volonté, même si les difficultés, elles aussi, sont continues - avec la préoccupation constante de la justice sociale. L'assainissement a permis, pas toujours mais dans bien des cas, la reconstitution des marges des entreprises. La question est donc toujours posée de savoir comment ces marges serviront à l'investissement, donc au développement de la production et des exportations. Dans la conjoncture actuelle, la passe demeure très étroite mais, à ce moment où nous sommes, plus que jamais sans doute, l'effort nécessaire sera d'autant mieux consenti que la masse des salariés, retraités, petits exploitants, auront le sentiment que cet effort est équitablement réparti, que fonctionnent les mécanismes, souples, mais efficaces, de répartition de la richesse nationale.
Pour mettre la Gauche "dans le coup", nous l'avons nous-mêmes ressenti bien souvent, il faut qu'elle se sente elle-même. Comme, du côté de la Droite, la "revanche" apparaît la seule motivation et que plus les principaux leaders de la Droite parlent, plus l'opinion ressent qu'ils ont décidément peu à dire, sauf promettre la "restauration", il n'y a animation de la vie politique que s'il y a dynamisation à gauche. Gérer, et tout à la fois porter un projet, tel est l'impératif pour la Gauche et, notamment, pour le Parti Socialiste ; nous savons que les deux en même temps, ce n'est pas facile, mais c'est une exigence absolue.
Un Parti de progrès ,de "mouvement", au sens historique, du 19ème siècle, du mot, n'est attractif que s'il est porteur de valeurs. Et si ces valeurs ne peuvent être en rupture avec ses racines profondes, elles doivent en même temps être le produit d'une capacité créatrice permanente, faute de quoi il y a malaise, et peut-être faut-il chercher de ce côté, au-delà des causes plus générales qui tiennent à des évolutions en profondeur de notre société, au développement de moyens modernes et de masse de communication, la cause de la crise du "politique", qu'on évoque tellement ces jours-ci, faute de quoi aussi la Gauche se trouve en position défensive, sous la pression de l'idéologie conservatrice, voire

rétrograde. Et à l'évidence, c'est parce qu'elle se trouvait dans cette position que la dynamique, à un moment, a paru changer de camp et que la Gauche n'a pu atteindre l'ensemble des objectifs qu'elle s'était fixés, par exemple dans le domaine des rapports entre l'Etat et l'enseignement privé.
Les dispositions présentées récemment par Jean-Pierre Chevènement au nom du gouvernement peuvent être considérées sur plusieurs points non négligeables comme des progrès par rapport à la situation antérieure, mais il est vrai que nous nous trouvons en deçà de ce qu'était notre Projet Socialiste. L'insuffisant engagement idéologique de la Gauche sur ce terrain est-il seul en cause ? Réfléchissons que peut-être, la formulation de l'objectif d'unification du système éducatif a pu être présenté par nos adversaires, avec quelque vraisemblance, comme "contraignant", et ainsi a-t-on pu faire croire que nous étions en contradiction avec la voie qui est la notre, que le Président de la République a rappelée si souvent : convaincre et non contraindre. Dès lors, interrogeons-nous - et nous n'en sommes là qu'au stade de l'interrogation - ne faut-il pas, pour l'avenir, au-delà de l'étape qui va être franchie avec les dispositions nouvelles, donner plutôt sa pleine signification à la logique de la séparation que se sont efforcés de mettre en cause constamment, depuis Vichy, les tenants de l'enseignement privé ?
On le voit, c'est là un débat qui engage le fond. Il en est d'autres. Le Premier Ministre a fait observer que la crise que vit le monde aujourd'hui est non pas une crise cyclique classique, mais l'expression d'un bouleversement qui caractérise le passage à une autre étape du développement de nos sociétés. C'est là, à coup sur, encore un sujet de réflexion et d'approfondissement idéologique. Egalement, l'analyse des phénomènes qui affectent certains secteurs en voie de marginalisation de quartiers et cités populaires, et dont nous avons observé les effets politiques aux récentes élections. L'examen au fond, aussi, nous n'y échapperons pas - et dans son effort de langage de vérité, le Premier Ministre l'a annoncé, et y est revenu d'ailleurs dans son "Heure de vérité" à Antenne 2 - et pas seulement dans leurs dispositions d'application pratiques, car nous savons bien que cela touche à un certain nombre de nos engagements de principe, des problèmes posés par ce qu'il est convenu d'appeler l'insécurité. La question nous est posée.
Ainsi, le champ de notre activité idéologique et de réflexion est vaste, il est ouvert à nos initiatives. Sur des thèmes plus actuels encore - ceux-là le sont, mais plus immédiats - je crois que le Premier secrétaire aura à faire lui-même des propositions et je lui laisse le soin de vous les présenter. Bien entendu, au-delà, dès maintenant, notre réflexion, même si elle n'en est pas dans sa phase statutaire, aura à porter sur les propositions programmatiques pour la suite. Un gage de notre réussite, y compris en 1986, est qu'au-delà de ce que nous sommes en train de réaliser - et qui n'est pas achevé pour cette législature, pour ce mandat, mais qui est déjà considérable - nous soyons, disons dans le courant de l'année qui viendra, en mesure de dire ce que sera l'étape suivante. C'est cela, la perspective.
Si nous tenons compte en outre de la campagne politique que nous allons mettre

au point durant cette session, les membres du Comité directeur auront le sentiment que de vastes possibilités sont offertes à toutes les énergies, et notamment à celles qui ont manifesté, durant ces dernières semaines, le plus d'impatience à agir. C'est donc dans ce sens que nous allons travailler : notre réflexion, la mise au point de la campagne politique de rentrée d'abord, et évidemment nos conclusions politiques. En même temps qu'il y aura un groupe de travail sur la campagne politique, il faudra qu'il y ait un petit groupe de travail, autour d'un camarade à qui nous allons demander de commencer à réfléchir, sur le texte politique qui sortira de nos travaux et qui, vous le savez, est assez attendu, ce qui est un hommage à notre importance.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean Poperen.
Nous allons ouvrir tout de suite la discussion générale et je prends les inscriptions.
Je ne veux naturellement pas limiter arbitrairement le temps de parole, mais je demande simplement à chacun de se tenir, si possible, dans un temps de 10 minutes.
Allouche ?

Guy Allouche - Motion d'ordre, président.
Est-ce qu'on peut interrompre deux minutes pour ordonner toutes ces interventions entre aujourd'hui et demain, s'il te plait ? En effet, il arrive souvent que des camarades, pris par des engagements - et peut-être ne devraient-ils pas accepter ces engagements... – doivent quitter la séance, et il serait bon qu'on leur donne la parole dès maintenant afin...

Le président - Non. Je vous demande de me faire confiance pour ordonner les passages de manière que toutes les "sensibilités" s'expriment dans l'ordre normal. Si quelqu'un, pour des raisons impératives, ne peut pas être là demain, par exemple, qu'il me le fasse savoir et je m'arrangerai pour lui donner la parole aujourd'hui, mais c'est tout ce que je peux faire.
La parole est à Francaix.

Michel Francaix

Mes chers camarades, en moins de deux mois le nouveau gouvernement a pu prendre la mesure des principaux défis auxquels il est confronté :

- communication
- Croissance
- Clarification.

Il s'agit d'abord de la communication publique, c'est-à-dire de la capacité de se rendre crédible auprès d'une fraction de l'opinion plus large que la clientèle de gauche restée au pouvoir.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Il s'agit ensuite de la lutte contre le chômage, autrement dit du retour à une croissance économique équilibrée, sans dérapage du côté des déficits publics, de la balance extérieure et des prix.
Il s'agit enfin de la clarification du jeu politique avec, en particulier, la définition des nouvelles règles électorales pour les législatives de 1986.
Mais, n'oublions pas que ces trois défis, communication, croissance, clarification, ne peuvent être relevés que parce que, cet été, il s'est passé une chose singulière, énorme, à vrai dire considérable : plus personne ne pense que le pouvoir menace les libertés !
Oui, je sais, quand les partisans de l'école privée manifestent dans la rue, l'affaire la plus importante, ce n'est ni le chômage, ni la hausse des prix, c'est la défense des libertés ! En revanche, lorsque le Président de la République rétablit la vérité, on proclame que c'est une "diversion" et que, ce qui compte, c'est le chômage et la hausse des prix ! Reste à comprendre, camarades, pourquoi il a fallu tant de temps à la Gauche et au Parti Socialiste en particulier pour rétablir la vérité.
Car enfin, dans cette salle, avant 1981, peut-être que beaucoup d'hommes et de femmes de gauche auraient émis des doutes sur notre capacité à résorber l'inflation de 14 à moins de 7%, mais pas un n'aurait pensé que nous courions le moindre risque sur le terrain des libertés !
Cela m'amène tout naturellement à développer le thème central, c'est-à-dire la communication, et à réfléchir à la répartition des tâches entre ceux qui doivent prioritairement jouer le rôle de la décrispation, du rassemblement et de l'intérêt national - gouvernement, sans doute Premier secrétaire du Parti - et ceux qui ne doivent pas laisser le terrain libre, comme cela a été trop souvent le cas cet été, aux Madelin, Pons, Labbé et autres Pasqua.
Si nous savons dire que la Droite, c'est de nouveau l'abandon économique, la régression des progrès sociaux, l'abandon des libertés reconquises, si nous savons dire tout cela, les déçus et les frileux retourneront aux urnes et redonneront à la Gauche l'autorité qu'elle mérite et qui lui permettra de poursuivre sa tâche.
Chers camarades, le Parti Socialiste doit dégager des marges d'autonomie sur ce terrain, marges d'autonomie entre le discours du Président de la République et du gouvernement, qui sont les garants de la pérennité de la Nation et de son unité, le Parti devant être plus orienté vers le "porte-parolat" de la base électorale et sociale de la Gauche.
En schématisant - un peu trop - le gouvernement a eu trop souvent ces derniers mois un discours militant, mal compris de l'opinion publique, et le Parti a parfois eu un discours de gestion gouvernementale, mal compris de la base militante.
Permettez-moi, camarades, à ce moment-là, de faire le point sur l'incompréhension chronique qui existe entre le Parti Socialiste et le monde des médias.
Je sais, on ne parle pas le même langage. Les médias, y compris les rares médias de gauche, ne retiennent que l'immédiateté des faits ; nous appelons cela la

frivolité. D'une certaine façon, il y a même entre les anciens dirigeants de la Droite et l'idéologie des médias un accord intellectuel profond ; il y a symbiose.
Pour nous, le message que nous voulons faire passer se place bien entendu sur le terrain de la durée, sur le terrain des réalisations à long terme, sur le terrain du travail en profondeur. Il n'est donc pas étonnant que l'opinion ressente un décalage, voire trop souvent une incohérence entre le message à long terme que nous développons et l'immédiateté des faits, voire l'explication tronquée qu'en donnent les médias. L'œuvre du gouvernement se trouve ainsi morcelée. Et, comme il n'est pas pensable de transformer les comportements des médias devant l'événement en moins d'une génération, même si cela est regrettable, même s'il faut s'y employer, je crois, camarades que c'est à nous de nous adapter.
En effet, nous le savons tous, le pouvoir politique n'est pas seul, il y a des dizaines d'autres pouvoirs. Les remettre tous en cause, même si cela est légitime, c'est la révolution et c'est ressenti d'une certaine façon par l'opinion publique comme une atteinte aux libertés, alors que, pour nous, il s'agissait d'une attaque légitime aux privilèges.
C'est pourquoi je crois indispensable la création d'un secteur avec des professionnels chargés d'organiser la réaction du Parti Socialiste à l'événement pour mieux illustrer ou défendre la politique gouvernementale et accroître l'expression du Parti, ce qui permettrait de réagir sur l'immédiateté des faits et de les traduire d'une manière positive comme un maillon essentiel de notre politique à long terme. Exemple : la baisse du taux d'intérêt, 1 point, c'est positif. C'est positif quand l'inflation a baissé de 7 points en trois ans. Faut-il que quelques-uns replacent cet événement dans le cadre de notre politique à long terme. Notre incompréhension avec le monde des média procède de ce que nous ne parlons pas le même langage ; nous péchons aussi par orgueil : on croit que nous avons raison et nous considérons que notre capacité naturelle à convaincre nous dispense d'avoir recours à une communication de type publicitaire que l'on considère comme dégradante. Pourtant, chers camarades, même un bon produit a besoin d'une bonne publicité pour se vendre.
Enfin, trop souvent, il s'agit d'un manque de professionnalisme.
Finis pour nous les communiqués de presse indigestes où l'on soupçonne la presse d'avoir d'ailleurs à juste titrée loupé les deux lignes capitales. Réfléchissons aussi sur le retentissement, souvent modeste, de nos textes issus des Comités directeurs et adaptons nous aux média d'aujourd'hui.
Tracts ciblés pour un type d'électeur. Interventions télévisées courtes sur un seul thème. Une politique des radios locales. Enfin, croyez le, la politique du quotidien doit être plus souvent défendue par des gens du quotidien. Ce sont des médecins Socialistes qui doivent expliquer la politique de la santé ; ce sont des agriculteurs Socialistes qui doivent expliquer la politique agricole commune ; ce sont des hôteliers Socialistes qui doivent parler de politique du tourisme ; ce sont des responsables HVE, s'il nous en reste, qui doivent parler de l'exportation française. Leur message paraîtra plus crédible qu'il apparaîtra non partisan et rendra difficile pour la Droite de regrouper tous les corporatismes. Mais cela ne

sera possible que si on ne retourne pas vers nos vieux démons. Non, on ne peut se sauver tout seuls, en croyant pouvoir faire abstraction du Parti Socialiste. Non, chers camarades, le danger ne vient pas de l'intérieur, les grandes manœuvres internes, au lieu de combattre l'adversaire de Droite, n'ont pas de sens aujourd'hui.
En conclusion, je vous dirai que la communication comme la culture, c'est ce qui reste lorsque l'on a tout oublié.
Bientôt, par notre capacité à prendre en compte ce type de problème, je saurai si j'ai fait œuvre utile de communication. Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Robert Chapuis. Ensuite, Christian Goux.

Robert Chapuis

Chers camarades, je crois, comme Jean Poperen qu'entre notre Comité directeur précédent et celui-ci, il s'est passé des événements importants.
Au début de l'été, nous avions dans notre Comité directeur, constaté le recul de la Gauche aux européennes, et même si le Parti Socialiste, grâce à une campagne active avec son Premier secrétaire avait tenu, même si la Droite n'avait pas partie gagnée, nous sentions qu'au fur et à mesure de ces élections, les risques les plus graves pouvaient être courus par la Gauche.
C'était aussi parallèlement le risque d'un blocage des institutions parlementaires et c'était, plus grave que tout, l'affaiblissement de notre crédibilité sur les deux terrains où nous avions porté l'action et emporté la victoire en 1981 c'est à dire le terrain des libertés et le terrain de l'emploi. L'action de François Mitterrand a permis de redonner à la Gauche l'initiative.
Sur les libertés, la bataille du référendum, malgré la confusion que nous connaissons, a permis à la Gauche de mettre en évidence que ce que proposait la Droite n'était qu'un jeu et que les libertés, pour elle, étaient précisément l'occasion d'un jeu et non pas une des questions essentielles dans la crise que nous traversons pour pouvoir définir les libertés nouvelles qui sont nécessaires à notre démocratie.
Les initiatives du Président de la République ont permis de donner du champ et aussi plus de crédibilité à l'action gouvernementale et, lorsque l'on voit la façon dont l'opinion accueille le nouveau Premier Ministre, nous sentons bien de tous côtés qu'une nouvelle chance nous est donnée.
Nous discuterons probablement dans ce Comité directeur, et aussi, dans les mois qui viennent, pour savoir s'il y a simplement dans l'intervention de Laurent Fabius des accents nouveaux ou une orientation nouvelle, et les mots de rassembler et de moderniser devront bien évidemment être précisés par l'action, dans les semaines et dans les mois qui viennent, et c'est la que le véritable débat aura lieu.
Mais bien sûr, si tous ces changements sont positifs, il en a fallu payer le prix.
Le Président de la République s'est porté en première ligne il a pris des risques ;

Fondation Jean-Jaurès

nous savons qu'il a pris aussi ses responsabilités et que les Français reconnaîtront l'importance de cette action de cette prise de responsabilité, même si, aujourd'hui, les sondages semblent montrer une difficulté.
Je crois qu'à cet égard, nous l'avons dit lors du dernier Comité directeur, les Français ont besoin, en effet, d'être gouvernés et c'est vrai que l'action du Président de la République nous a redonné l'initiative parce qu'il a su recréer les conditions d'un choc au niveau des Français qui donne au nouveau gouvernement la possibilité d'une action nouvelle plus importante.
Mais, quand on voit le problème de l'école, et je ne citerai que celui-ci, nous savons que nous payons le prix d'un certain nombre de problèmes qui se sont posés à nous et, sur l'école, le point d'équilibre a été retrouvé mais très en-deçà de nos espérances.
On se souvient que le projet Savary comportait une stratégie qui était de donner plus de cohérence au service public de l'enseignement pour donner tout son sens à la décentralisation et toute sa force à la rénovation de l'enseignement.
Il est vrai que nous n'avons pas su toujours mener le débat dans toute sa dimension et donner le sentiment aux Français que nous revenions sur un débat presque vieux d'un siècle, au lieu de répondre aux problèmes que nous pose notre temps, aux problèmes que nous pose la fin même de notre siècle.
Je crois qu'il faut rendre hommage à Alain Savary d'avoir eu cette ambition, même s'il n'y a pas eu, toujours, des explications suffisantes, même si nous n'avons pas, non plus, toujours contribué à donner au projet Savary toute sa dimension et toute l'explication nécessaire, et, à cet égard, il nous faut quand même tirer la leçon de la manière dont nous avons nous aussi conduit le débat.
Mais l'essentiel, maintenant, c'est de regarder devant nous. La relance de l'action gouvernementale s'effectue dans des conditions politiques nouvelles, après le départ des ministres Communistes. Le Parti Communiste ne pouvait plus supporter le grand écart qu'il avait mis en pratique depuis plus d'un an : solitaire dedans et de plus en plus adversaire dehors. Le résultat des européennes sanctionnait cette inconséquence. Il a choisi de se reprendre, de se redonner du souffle. Il n'a pas encore vraiment choisi de soutenir sans participer, après avoir participé sans soutenir. Les heures ou les jours qui viennent nous en diront peut être plus. L'histoire aussi nous dira si le choix de retrait du Parti Communiste a pour lui été le bon.
Mais, ce qui est certain, c'est qu'un tel choix, s'il ne remet pas en cause l'union de la Gauche, en change le contenu. Si nous ne gouvernons plus en commun, il est évident que pour les Français, la question se posera de savoir si nous avons le même programme. Le programme commun de la Gauche, c'était un programme de gouvernement. Il est évident d'ailleurs que depuis 1972, ce n'est pas seulement le paysage qui a changé, mais, comme le disait Laurent Fabius mercredi soir, il y a un mouvement profond dans notre société et la crise n'est pas seulement un moment difficile lié à une difficulté interne du capitalisme, c'est une mutation profonde de nos sociétés industrielles, analogue peut-être si les comparaisons sont possibles, à ce qu'une partie de l'Europe avait pu connaître vers le 15ème siècle où tout pouvait déboucher sur l'effondrement ou

sur la Renaissance.
C'est ce type d'enjeu que nous avons à gérer pour la société française en tant que Socialistes. Il faudrait peut-être que nous soyons en effet parfois un peu plus conscients de l'enjeu séculaire de ce qui se passe actuellement dans notre pays.
C'est pourquoi aussi bien à cause du débat interne de la Gauche qu'en raison de l'enjeu, la question du programme redevient essentielle, non pas parce qu'il faut adapter les mesures à la dureté des temps, mais parce que, pour nous, Socialistes, un programme est l'expression concrète d'une stratégie du changement, une stratégie qui a besoin de forces et de continuité, qui doit engager une multiplicité de forces Socialistes, qui a besoin d'une action politique cohérente au niveau de l'Etat comme au niveau du pays lui-même.
C'est là notre responsabilité, aujourd'hui, en tant que Socialistes. Le gouvernement de la France, c'est plus que jamais celui des Socialistes, nous serons plus que jamais engagés par chacune des décisions qui seront prises par le gouvernement. La crédibilité, l'efficacité de l'action gouvernementale dépendra plus que jamais de la stratégie du programme et de l'action concrète du Parti Socialiste lui-même. Et, quand nous voyons le gouvernement, quand nous voyons ceux qui le composent, nous retrouvons, comme aujourd'hui beaucoup de membres du Comité directeur, nous retrouvons ceux qui ont été parmi les plus grands dirigeants du Parti Socialiste. L'opinion ne s'y trompe pas. Cela veut dire que l'avenir du gouvernement et l'avenir du Parti seront une seule et même cause, et nous devrons pour cela être très clairs entre nous. Nous ne gagnerons pas les élections de 1986 et nous ne pourrons pas maintenir un pouvoir de gauche en France si nous ne tirons pas les conséquences des changements politiques qui viennent de s'opérer dans le dispositif des forces comme dans le discours gouvernemental.
Si la volonté de ressembler et de moderniser la France, dans la justice sociale, reste une formule, si elle n'inspire pas complètement l'ensemble du gouvernement et les propositions du Parti, je crois que nous courons à l'échec et même à un grave échec.
Je crois qu'un premier danger serait de reprendre les promesses et d'en remettre, en quelque sorte, la réalisation à plus tard, comme si nous disions : nous ferons en 1987 ce que nous n'avons pu faire en 1983. Qui pourrait croire à un tel discours, alors que l'effort et la rigueur seront constamment à l'ordre du jour ?
Deuxième danger : faire oublier les incertitudes, les contradictions de la Gauche, en se contentant de dénoncer la Droite ou l'extrême droite. Laurent Fabius a eu raison de dire que beaucoup votent Le Pen non pour les réponses qu'il donne, mais à cause des questions qu'il traite. C'est aussi à ces questions que nous devons de toute urgence apporter notre réponse.
Troisième danger : celui du double langage : confier au gouvernement le soin de s'appliquer au réel, de trouver le pragmatisme nécessaire, et confier au Parti le soin de s'appliquer à l'idéal et de défendre les valeurs traditionnelles. Les valeurs du Socialisme, nous avons le sentiment, parfois, que nous les présentons comme de vieilles dames qu'il faut visiter de temps en temps pour ne pas les oublier, que c'est, en quelque sorte, la vieille maison, le vieux langage qu'il faut

tenir de temps en temps un peu propre pour pouvoir s'adonner parallèlement au choix du pouvoir.
Or les valeurs du Socialisme sont inscrites dans la réalité même de notre société, dans les forces sociales qui sont à l'œuvre et que nous avons mission de conduire.
On ne peut parler vrai à moitié. Ou bien les Socialistes sont capables de dire ce qu'ils font, et l'on pourra croire qu'ils font ce qu'ils disent, ou bien nos discours seront renvoyés aux oubliettes.
Le problème de la Gauche aujourd'hui, c'est sa crédibilité face à la crise des sociétés industrielles. Nous avons su être crédibles pour conquérir le pouvoir, nous devons maintenant être crédibles pour continuer à l'exercer.
Certains débats aujourd'hui nous renvoient à des débats entre Guède et Jaurès, entre Marx et Proudhon. Le grand débat concerne en réalité les objectifs d'un Socialisme appliqué aux problèmes de notre temps, et c'est pourquoi la responsabilité du Parti est essentielle.
Le gouvernement agit nécessairement dans le court terme, il doit tenir compte des événements quotidiens, du contexte international. Nous avons donc en tant que Parti à mettre toute cette action en perspective, à définir des objectifs à moyen terme, capables de mobiliser au-delà des mesures immédiates du gouvernement les forces qui veulent travailler au changement social. Plus de justice, plus d'égalité, plus de liberté de choix, ce doit être un ensemble de moyens, de mesures, de propositions qui concernent le Parti et qu'il doit tirer de l'expérience de trois ans de pouvoir. L'expérience du pouvoir doit nous servir à apprécier les objectifs qui peuvent être à la fois les plus crédibles et les plus mobilisateurs.
Je ne prendrai que trois exemples, mais qui me paraissent être les domaines les plus importants aujourd'hui.
L'emploi : dans ce domaine, on a épuisé toutes les ressources du vocabulaire, et il faut engager de toute urgence une vaste concertation sans attendre que les conflits l'un après l'autre obligent à un dialogue en catastrophe.
Dans les cinq domaines d'actions qui ont et évoqués par le Premier Ministre, il faut mieux coordonner l'action que l'on peut tirer du plan et celle des pouvoirs décentralisés. Il faut élargir la discussion contractuelle avec les forces syndicales et avec les régions pour préciser des calendriers, préciser des échéances, définir des mesures concrètes et donner les moyens qu'elles requièrent. Il faut faire des bilans, soit pour continuer, soit parfois pour rectifier.
Un exemple : dans les villes des zones de reconversion, où allons-nous dans ces zones de reconversion ?
Il faut aussi reparler de politique industrielle, non pour soumettre l'industrie à la politique de l'Etat, mais pour fixer des objectifs de restructuration qui soient crédibles, des objectifs de diversification, savoir où l'on va dans la localisation des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, que l'on puisse savoir comment développer, mieux gérer leurs investissements en améliorant les technologies de production et en assurant les reconversions de personnels sur une durée suffisante vers le secteur industriel, mais aussi vers le secteur des

Fondation Jean-Jaurès

services.
Je crois qu'à cet égard nous ne pouvons pas simplement attendre des mesures gouvernementales, mais que le Parti lui-même doit se remettre au travail.
Deuxième exemple, deuxième enjeu, la jeunesse. La crise de l'emploi frappe particulièrement les jeunes, nous le savons, et dans nos municipalités nous savons quelle est la cassure profonde dans la vie sociale des jeunes, et même dans leur personnalité profonde. Il faut des mesures spécifiques, mais prenons garde qu'elles ne contribuent pas à isoler les jeunes davantage. Ceux-ci sont attachés à de nouvelles formes de travail, à de nouvelles formes de culture, de vie sociale que nous ignorons peut-être un peu trop.
Il est vrai qu'à cet égard, quand on regarde la composition même de notre Parti, nous avions peut-être un peu trop oublié de donner davantage la parole aux jeunes pour qu'ils nous parlent de leurs problèmes, pour qu'ils nous parlent des nouvelles formes de socialisation, des nouvelles formes qui peuvent créer les bases du Socialisme de demain.
L'éducation des jeunes ne se résume pas à la vie scolaire, nous devons proposer aux jeunes de nouveaux modes de relation qui les aident à mieux connaître, mieux savoir, mieux inventer eux-mêmes les solutions économiques ou culturelles qui leur conviennent, et dans ce domaine l'impératif d'autogestion n'a jamais été autant d'actualité.
Troisième exemple, troisième enjeu, la protection sociale. Dans une société où la croissance sera au mieux modérée, tous les systèmes de redistribution connaissent des difficultés considérables. Nous l'avions dit pour l'école, le principe d'égalité peut aboutir à des inégalités plus grandes, quand ceux qui ont le plus de facilités peuvent accaparer l'essentiel des moyens disponibles. De nouvelles pauvretés nous interrogent. Il ne suffit pas d'avoir décentralisé l'action sociale ou de vouloir réformer le système hospitalier, il faut imaginer les politiques sanitaires et sociales capables de répondre, dans le respect du pluralisme, mais aussi dans l'invention d'un nouveau mutualisme, aux problèmes sociaux qui se posent aujourd'hui.
Quand Laurent Fabius a évoqué devant l'Assemblée Nationale le parallèle entre l'avancement de l'âge de la retraite, l'allongement de la durée de la vie et le fait que cela interroge la conscience de chacun des Français, de chacun des producteurs, de chacun des éléments qui contribuent à la vie sociale, il y a eu un écho, mais ceci, c'est une question qui est en même temps posée au Parti du pouvoir. Quelles sont nos propositions ?
Alors, mes camarades, je crois que nous le sentons, le temps nous est compté. Il ne s'agit pas pour nous de s'arrêter d'agir pour débattre. Notre débat doit être lui-même une action. Si nous savons mener ce débat dans les mois qui viennent parallèlement au développement de l'action gouvernementale, il sera un facteur décisif dans la reconquête de l'opinion dont nous avons beaucoup parlé, mais qui n'a pas encore été véritablement engagé. En développant ce débat sans crainte avec le pays comme dans les profondeurs du Parti, nous contribuerons à élargir notre propre base, nous contribuerons à re-mobiliser autour de nous des forces syndicales et associatives sans lesquelles il ne nous est pas possible de

Contribution Jean-Pierre

mener le combat Socialiste.
Je crois que le rôle de notre Comité directeur, c'est de fixer le cadre des échéances du débat. Le Premier secrétaire fera des propositions dans ce sens. C'est une question, je crois, très importante, parce que ce n'est pas simplement un problème d'organisation, c'est un problème politique essentiel. Le rythme qui sera celui du Parti sera le rythme de notre capacité ou non à reconquérir l'opinion dans les temps qui viennent
En 1986 nous devons proposer au pays de passer un nouveau contrat avec les forces de Gauche. Or c'est dès maintenant qu'il faut nous y préparer.
Dans cette perspective, je crois que nous nous retrouvons tous sur une même formule : maintenant il faut parler vrai. Mais, mes camarades, nous donnons parfois le sentiment qu'il y a une sorte de contradiction entre nous. Ne donnons pas l'impression que plus on parle vrai, plus on s'éloignerait des solutions Socialistes, plus on s'éloignerait du Socialisme. Il est urgent de réconcilier la vérité du Socialisme avec les réalités de notre temps, sinon nous serons disqualifiés par ceux-là même qui nous ont fait confiance.
Ce qui va se jouer, je crois, dans les mois à venir, ce n'est pas simplement, nous le sentons bien, le succès ou l'échec électoral, c'est la crédibilité de la Gauche, c'est la crédibilité du Socialisme, comme sa capacité à gérer les temps nouveaux.
(Applaudissements)

Le président - Christian Goux, puis Bernard Derosier.

Christian Goux

Chers camarades, les événements survenus ces dernières semaines ont mis en pleine lumière ce que nous ressentons tous depuis déjà de nombreux mois, mais que nous ne pouvions ni peut-être nous ne voulions dire. Je vais les résumer brièvement.
D'une part la phase du rassemblement, de la modernisation, est à l'ordre du jour. C'est à la fois la problématique et le vœu du Premier Ministre. Mais d'autre part le départ des Communistes du gouvernement et les effets à cour terme de la politique menée ne peuvent guère conduire à un élargissement de la majorité. Terrible contradiction ! S'engager à dire la vérité, chers camarades, à parler le langage de la vérité, c'est bien et c'est nécessaire. Mais plus encore que la vérité qui a toujours inspiré nos propos, et qui m'ont hélas conduit à cette tribune à faire des réflexions souvent pessimistes, qui se sont vérifiées, je préférerais parler aujourd'hui du courage, du grand courage qui va être indispensable pour assumer les choix et les orientations des mois à venir.
Ce courage, chers camarades, nous trouverons la force de l'avoir, mais aussi la force de le demander aux Français si ce que nous voulons faire trouve ses fondements dans nos idéaux et sont mobiles dans le redressement de notre pays.
Mais pour être capable d'en juger, encore faut-il préalablement faire le point non seulement sur notre doctrine économique - il y aurait beaucoup à dire du passage

d'un système volontariste nécessaire que nous avions exprimé dans le projet, peut-être un peu trop marqué, à un pragmatisme débridé et sans autre logique que celle de l'instant - mais aussi à faire le point sur notre conduite et sur notre discours.
Au cours de ces dernières semaines j'ai essayé de sortir de mon travail quotidien, un peu ce ghetto de l'économie du budget et des finances de l'Etat, et de réfléchir à nos problèmes.
Je vais m'exprimer par écrit non pas tant sur tel ou tel point de tactique mais sur l'évolution de notre société et sur les conséquences que cette évolution fait et fera subir à un grand Parti comme le nôtre.
Cette évolution, il me semble que je pourrais la caractériser rapidement par les phénomènes suivants auxquels nous devons apporter une réponse.
Tout d'abord dans le champ économique l'approfondissement de la crise qui se manifeste au cours de cette décennie par la croissance de l'endettement et du chômage dans tous les pays, qu'ils soient ou non industrialisés, et dans le champ de la société c'est surtout l'apparition d'un nouvel individualisme lié à une seconde phase de la société de consommation beaucoup plus qu'à la crise elle-même et l'émergence corrélative, chers camarades, de toute une série de comportements asociaux, voire égoïstes, entraînant un repli sur soi.
Comment rassembler une Nation désengagée ? Le plus grand adversaire de notre idéal de solidarité, ce n'est pas tellement la Droite et les idées de ceux qui nous combattent, mais c'est la désertion des Français pour les grandes causes, le désintérêt aux projets collectifs et finalement, comme le disait le Président de la République, cette phénoménale indifférence à autrui.
La généralisation de ces comportements, chers camarades, ne peut manquer d'avoir des conséquences sociales fâcheuses et dramatiques : désengagement, indifférence aux questions de notre temps, au moment où justement notre société a le plus besoin de cohésion et de mobilisation.
Il est donc temps, et ce doit être notre rôle, de réveiller les consciences en sortant de la neutralité des jugements, de montrer le sens des choses et de marquer des repères. Voilà le rôle de notre Parti et, je crois, du Comité directeur. Je pense que le Premier secrétaire fera des propositions dans ce sens, faute de quoi le pays déjà découragé et déstabilisé par l'opposition, risque de se désagréger.
Chers camarades, c'est donc par la bataille des idées et non pas seulement celle des médias que l'on obtiendra le rassemblement, voire le consensus souhaité et en tout cas que l'on regagnera le cœur de ceux qui nous ont soutenus et portés au pouvoir.
(Applaudissements)

Le président - Bernard Derosier, ensuite Marcel Debarge.

Bernard Derosier

Chers camarades, Jean Poperen a tout à l'heure parfaitement bien analysé le

contexte dans lequel se déroule notre Comité directeur, les intervenants qui m'ont précédé y ont fait référence, qu'il s'agisse du dernier Comité directeur de fin juin début juillet, qu'il s'agisse de l'initiative du Président de la République du changement de gouvernement, avec sa perception dans l'opinion et sa présentation vis-à-vis de cette opinion, qu'il s'agisse de la position du Parti Communiste, et aussi d'un élément qui n'est pas apparu dans le rapport de Jean Poperen, mais qui, je pense, doit faire l'objet de notre attention, à savoir la perception dans l'opinion publique du monde politique, et je fais référence à tout ce qui a été écrit ces derniers temps, et en particulier dans un article du Monde cette semaine sur la réaction de l'opinion publique face au monde politique.
Tous ces éléments, et sans doute beaucoup d'autres, devraient amener le Parti, et donc le Comité directeur réuni aujourd'hui et demain, à se poser des questions. Christian Goux vient d'apporter quelques éléments de réponse et j'y souscris. Mais si le Parti doit se poser des questions, il doit apporter des réponses à toutes ces questions.
Je passe sur le dernier Comité directeur qui était l'un des éléments auxquels je faisais référence, car il constitue comme celui d'aujourd'hui un jalon à un moment donné dont nous n'aurons plus beaucoup le souvenir dans deux mois car d'autres événements seront venus sans doute occulter ce que nous allons décider aujourd'hui.
Nous avons peut-être également à assumer cette difficulté d'être un parti dans lequel il ne se passe peut-être pas grand chose, parce que la vie politique est ailleurs, elle est au gouvernement, elle est aux groupes parlementaires, elle est avec le Président de la République. Il est dommage que le Parti soit ainsi en quelque sorte occulté, et qu'il n'assume pas sa responsabilité d'être un véritable Parti de gouvernement.
L'initiative du Président de la République, qu'il s'agisse du référendum ou qu'il s'agisse du retrait du projet de loi sur l'enseignement privé, constitue une double et bonne initiative qui a contribué à calmer le jeu, qui nous a rendu l'initiative sur le terrain politique.
En un mot, je crois que c'est une bonne opération qui n'a pas été assez soulignée en tant que telle peut-être ou en tout cas pas assez perçue dans l'opinion à partir d'actions du Parti. La période ne s'y prêtait peut-être pas.
Pour ce qui est du texte de loi sur l'enseignement privé j'aimerais, chers camarades, que nous convenions entre nous et une fois pour toutes que nous avons effectué un repli tactique, qu'il était nécessaire, qu'il était indispensable à partir du moment où nous avions, convenons-en, sous-estimé le caractère coriace de nos interlocuteurs, voire de nos adversaires devant nos propositions.
Nous avions en toute bonne foi imaginé que la méthode retenue recevrait l'assentiment de nos interlocuteurs. Et nous nous sommes aperçus que pour certains, eux aussi en bonne foi, et pour d'autres manipulés par la Droite, ils ont résisté et même plus que résisté, réussi à nous amener à un changement de tactique.
Je crois qu'il serait bon que nous cessions sur ce sujet un certain nombre de déclarations que je qualifierai d'intempestives, voire de contradictoires avec

Fondation Jean-Jaurès

d'autres déclarations faites par les mêmes en d'autres temps au moment du débat en particulier et de sa préparation.
Convenons aussi, mais n'en parlons plus, que certains positions maximalistes n'ont sans doute pas contribué à créer le climat nécessaire à un débat de cette nature.
La rentrée cette semaine fut bonne. C'est un fait. Mais si elle le fut c'est parce qu'il y a un certain nombre de choses qui ont été préparées pour cette rentrée. La paix scolaire a été rétablie. C'est vrai. Mais si elle l'a été c'est parce qu'il y a eu aussi toute cette phase au cours de laquelle il fallait mettre en application ce que nous avions décidé de faire. Il fallait mener ces contacts et il fallait réaffirmer nos engagements car je souhaite, chers camarades, que le Parti continue de réaffirmer ses principes et fasse avancer peut-être des idées complémentaires à ces principes concernant le service publique laïque unifié.
En effet, si nous maintenions purement et simplement cette proposition, je crois que nous ne serions pas à la hauteur de notre responsabilité, si nous ne recherchions pas la nécessité d'adapter ce grand principe à la situation à laquelle nous sommes confrontée, à savoir le pluralisme qui est un fait d'une part et la décentralisation qui devient chaque jour une réalité d'autre part.
Il faut que ce service public unifié laïque soit connu dans sa pluralité d'une part et soit surtout réellement décentralisé d'autre part. Nous avons dans ce domaine, qu'il s'agisse du recrutement des enseignants, qu'il s'agisse de la gestion du système éducatif, à faire des propositions en tant que Parti.
Tous ces événements, cette initiative du Président de la République, amenaient naturellement un nouveau gouvernement dans lequel le Premier Ministre est Socialiste, dans lequel de nombreux ministres sont Socialistes, dans lequel ou avec lequel la politique menée est Socialiste car elle est la continuité. Ce fait a été réaffirmé avec suffisamment de force par les principaux responsables du Parti pour que dans ce Comité directeur, nul n'en doute. Mais s'il en est ainsi, c'est malheureusement peut-être que dans l'opinion, et pire dans le Parti, vous le savez, cela n'est pas évident. Il y a doute. J'ai entendu tout à l'heure notre camarade Poperen prendre acte de l'existence de cette situation de doute : les faits sont une chose, a-t-il dit, l'analyse que nous en faisons en est une autre, la perception quant à l'opinion en est une troisième. Je pense que dans son propos, que je n'ai pas retrouvé dans le texte écrit qui nous a été distribué, il n'y avait pas de contradiction entre les faits et l'analyse, sinon ce serait à clarifier et s'il y a doute c'est, qu'on le veuille ou non, que, le pari qui a été fait ici selon lequel la Droite, l'opinion de doite, dans laquelle se range une partie de nos électeurs de 1981, accepterait mieux notre politique si on la lui présente différemment.
Soyons conscients que ce pari est dangereux et je souhaite que tout soit mis en œuvre pour que nous le gagnions. Le Parti a le devoir urgent de s'exprimer, de faire encore et toujours la démonstration que la politique menée a le soutien du Parti parce qu'elle est conforme à ce que le Parti a décidé. Ou alors une nouvelle interrogation naîtra : à quoi sert le Parti ? Est-il en sommeil dans la période actuelle ? Et sous couvert de décrispation ? Et jusqu'à quand, chers camarades ?
Tout cela amène à évoquer la donnée qui n'est pas nouvelle mais qui est la

dernière en date, le comportement du Parti Communiste. Nous allons avoir affaire, et cela a commencé, à un langage particulièrement démagogique. Il suffisait d'entendre hier soir encore cette émission de France Inter où Roland Leroy s'exprimait avec des propos que l'on ne pouvait pas croire. On ne pouvait en croire ses oreilles quand on imaginait que quelques semaines auparavant il était mêlé à cette politique. Et je tiens à féliciter Claude Estier d'avoir résisté devant cet assaut de démagogie.

Si nous voulons éviter que notre électorat nous quitte pour se ranger derrière le Parti Communiste, une partie de notre électorat, si nous voulons tirer toutes les leçons de notre histoire commune, qu'il s'agisse de 1936, de la période d'après-guerre, de la période plus récente de 1977-1981, je crois que nous avons d'abord à utiliser tous les arguments possibles pour démontrer que la non-présence des Communistes au gouvernement est de leur seule responsabilité. Cela a été réaffirmé par Jean Poperen dans son rapport. En un mot, réaffirmer encore que tout a été fait pour répondre aux questions qu'il posait et qui étaient les conditions de leur entrée au gouvernement, et ensuite dégager dès aujourd'hui à l'issue de nos travaux et avec force ce que seront pour les dix-huit mois à venir notre politique, notre tactique.

En un mot, chers camarades, rappelons-nous que nous nous sommes rassemblés en 1971 sur des bases qui demeurent plus que jamais indispensables et que l'union de la Gauche, de toute la Gauche, constitue notre règle.

Cela n'exclut pas, cela n'est pas contradictoire avec la nécessité d'une base sociale qui nous soutienne, qui soit la plus large possible d'une majorité présidentielle pour reprendre les propos tenus par Louis Mermaz en d'autre lieux, car nos institutions la rendent nécessaire.

Cette majorité se retrouvera sur les résultats de la politique que nous soutenons, de la politique du gouvernement que nous soutenons, mais elle se retrouvera aussi et surtout désormais sur des projets, sur des propositions relatives aux grands problèmes auxquels nous sommes confrontés et dont je ne veux ici faire aucune liste car ils sont nombreux et vous les connaissez. Qu'il s'agisse de toutes les données nouvelles qui découlent de l'utilisation de l'informatique, qu'il s'agisse d'un certain nombre de données biologiques et des conséquences sur notre droit, droit des familles, droit de la paternité par exemple. Mais si nous avons à faire des projets, nous avons ici l'occasion, la possibilité d'apporter des réponses à cette opinion qui attend de nous autre chose qu'une gestion quotidienne, qui avait placé en nous un certain nombre d'espoirs. Il faut renouveler cet espoir, chers camarades. C'est la condition essentielle.

(Applaudissements)

Le président - Marcel Debarge, ensuite Coffineau.

Marcel Debarge

Chers camarades, je crois que nous nous trouvons, et je crois que nous devons en avoir la volonté et je crois que nous l'aurons, devant la nécessité d'affirmer

notre solidarité avec l'action gouvernementale et en même temps, mais cela ne me paraît pas contradictoire dans la mesure où nous savons être responsables, il y a, je pense, nécessité d'un débat au sein du Parti. Etre solidaire, savoir allier la responsabilité d'être le Parti du gouvernement et également en débattre. Jouer pleinement notre rôle.

Je suis peut-être naïf, mais je crois que si le Parti ne joue pas son rôle, l'échéance de 1986 sera très désagréable et je ne prétends pas, moi, que le Parti n'ait pas joué son rôle. Je crois qu'il y a nécessité bien sûr d'aller au-devant de l'opinion publique, peut-être de mieux communiquer, de mieux informer. Il y a même nécessité du débat devant cette opinion publique également à condition qu'il y ait non seulement solidarité mais également l'action nécessaire du Parti et je crois que le Parti a su montrer et démontrer un certain type d'action.

Récemment au cours de la campagne des élections européennes avec le Premier secrétaire, je crois que le Parti a su se mobiliser. On dit toujours que nous avons des états d'âme. Il m'est arrivé d'employer l'expression assez souvent, à telle enseigne qu'on pourrait se demander s'il ne faudrait pas inclure les états d'âme dans nos statuts. Nous ne sommes pas qu'un parti d'états d'âme, nous sommes un parti d'actions et nous l'avons prouvé. Nous aurons encore à le prouver, face à la Droite, notamment, ou a un moment donné en fonction de ce qui a été fait et de ce qui se fait. La question sera très simple. En 1986 ce seront eux ou nous.

Je crois que c'est dans des thèmes assez simples qu'on peut trouver ce genre d'affaire. Cela dépend aussi de notre action, de notre activité, du rôle du Parti, de l'engagement qui sera celui de nos élus, de l'engagement que sera celui de nos responsables, qu'ils soient membres du Bureau exécutif ou membres du Comité directeur.

Quelquefois on sait se mobiliser dans d'autres lieux. Il faudra, là, se mobiliser en permanence sur le terrain. C'est une chose nécessaire. Le Parti Socialiste gagnera et peut gagner, peut influencer largement et même de plus en plus l'opinion publique dans la mesure où il s'attelle dans son ensemble, dans sa diversité, en tenant compte de tous les courants de pensées, à la tâche.

Nous gagnerons ensemble, nous ne gagnerons certainement pas en ordre dispersé.

Le débat doit avoir lieu, la confrontation doit avoir lieu si elle est nécessaire et à partir de là il faut mener l'action que j'évoquais. On a dit un certain nombre de choses sur les libertés, sur le rôle du Président de la République, sur le fait que nous avons su ou pas su, à partir de l'initiative du Président de la République non pas gagner je crois mais remonter le terrain perdu en grande partie, arriver, d'où nous partions, à une sorte de match nul qui, après tout, n'est pas si mal que cela dans le contexte actuel.

De même, en ce qui concerne l'école, il faut bien le dire, le Premier secrétaire, Lionel, l'avait évoqué lors d'un Bureau exécutif ou lors d'une déclaration. Le résultat est modeste par rapport à nos ambitions. L'autre partie, il l'avait analysée, c'est : quels déboires nous attendaient dans la situation dans laquelle nous nous trouvons ? En ce qui concerne l'école je ne suis pas suspect du point de vue de la laïcité, c'est un rapport de force, il y a eu 1 million de personnes

dans les rues de Paris. S'il y avait eu 1,2 million de laïques dans les rues de Paris huit ou quinze jours après, cela aurait changé beaucoup de choses. C'était peut-être simple à exprimer, difficile à réaliser.
Dans la mesure où le rapport de force n'est pas apparu aux yeux de l'opinion publique, dans l'opinion publique, comme favorable à nos thèses, je crois que nous avons agi pour le mieux pour arriver dans un climat d'apaisement avec une rentrée scolaire qui, du point de vue pratique, se déroule plutôt bien si j'en crois les informations que l'on peut avoir, avec la nécessité aujourd'hui aussi, j'ai l'occasion de la préciser, de valoriser la vitrine de cette école publique ; non seulement la vitrine mais bien entendu le contenu.
Nous sommes donc, Le Premier Ministre l'a annoncé devant Le Parlement et l'a précisé au cours de son émission de télévision, dans une période de crise et de mutation économique. Je crois que c'est l'expression qu'il a employée. Il s'agit d'aller vers un autre système. Il est un fait évident qu'il faut que notre industrie poursuive de façon efficace sa modernisation nécessaire à la productivité et à la compétitivité. Nul ne doute que ce n'est pas par une politique de slogan que nous arriverons à définir une solution.
Il convient donc, dans la concertation et avec le langage de vérité qui a été employé par Laurent Fabius, que des dispositions soient renforcées ou prises avec le volontarisme qui convient pour arriver à améliorer la situation de l'emploi.
Qu'il s'agisse de mesures ayant trait peut-être - il faudra préciser - à la réduction de la durée du travail, au partage du temps de travail, à l'utilisation plus permanente de la machine, à la formation professionnelle, à condition qu'elles soient clairvoyantes, il s'agit de mesures diverses qui demandent concertation ; il en existe d'autres, mais il est cependant nécessaire d'avoir en permanence à l'esprit que - et l'élu que je suis s'en rend compte dans les permanences que j'assume en ce moment ou au cours de mon mandat - le pouvoir d'achat est devenu incompressible pour un très grand nombre de salariés, et que, d'autre part, ce sont des choses très simples et très pragmatiques, si l'emploi doit être au rendez vous des différentes mesures prises ou à prendre, il faut avoir la volonté d'appliquer les cinq points que le Premier Ministre a développés à la télévision.
On a parlé aussi, c'est peut être une interrogation, encore que je crois en connaître la réponse, de ces technologies nouvelles, je ne crois pas, à moins d'une erreur de ma part, que ces technologies nouvelles soient tellement créatrices d'emplois et, en définitive, il faudra que le gouvernement s'attache peut-être à ce qu'il est convenu d'appeler des valeurs plus traditionnelles en matière d'emploi comme le bâtiment, les travaux publics, avec la valorisation nécessaire parce que c'est dans ce domaine qu'on peut arriver à des faits plus positifs ; il ne faudrait pas se leurrer sur le terme de modernisation, modernisation cela doit concerner aussi les industries traditionnelles.
Nous devons encore, au risque de nous répéter, avoir bien en vue si nous arrivons, ou si nous incitons ou si nous prenons des mesures d'allégement des charges financières d'une façon ou d'une autre dans les entreprises, il faut que là aussi l'emploi soit au rendez vous. Il faut bien considérer que le patronat nous a

un peu trop, dans ce domaine, habitués aux marchés de dupes ou aux paris farces et attrapes.
Rappelez vous la phrase de M. Gattaz : "Nous pouvons créer 470 000 emplois, mais avant donnez nous les possibilités de licencier d'une manière plus facile". C'est cela le pari farces et attrapes, et comme l'a dit Jean Poperen tout à l'heure, il nous faut mettre au pied du mur les différentes composantes du domaine social, économique qui permettent la création d'emplois.
Il faut dire aussi, je pense que c'est normal, sans pour autant crisper les choses, d'ailleurs il ne faut pas confondre décrispation et confusion, il faut dire aussi et dénoncer un certain nombre d'actes patronaux comme nous avons pu le voir notamment en ce qui concerne Creuset Loire qui est l'exemple typique d'un patronat qui ne veut faire que des profits et qui, quand il n'y a plus profits, colle ça sur le dos de la collectivité nationale comme on dit. Ce sont des pratiques qu'il faut dénoncer, comme il faut, Laurent Fabius l'a dit, condamner les pièges à rats comme on les voit chez Citroën. C'est quelque chose d'absolument inadmissible qui fait montre du mépris dans lequel on tient les travailleurs. Un Parti doit savoir mener un certain nombre de campagnes, ce sont des actions mobilisatrices nécessaires.
Un effort doit également être constant en ce qui concerne la vie de société : sécurité, lutte contre la drogue, environnement, logement, rentrée scolaire, j'en ai parlé, la vie quotidienne, le problème des émigrés… ce sont des faits que nous devons prendre à bras le corps, ce sont des faits où nous devons populariser ce qui a déjà été fait et les propositions sur ce qui reste à faire, et le faire d'une meilleure manière; je crois que nous avons encore un problème de communication dû à la déviation des mass média, certes, mais un problème de communication soulevé tout à l'heure, encore que je ne sois pas certain que ce soit aux spécialistes de parler de leurs problèmes ; je crois que les problèmes dépassent les spécialités pour être des problèmes d'ordre politique, économique.
Il faut rassembler, oui, il est bon aussi de rappeler que les Socialistes ont le sens de la collectivité nationale. Rassembler, cela demande la pratique de la solidarité ; il est relativement facile d'être charitable, il est beaucoup plus difficile d'être solidaire dans la mesure où la solidarité va de pair, du moins au plus près, avec la justice tout court donc avec la justice sociale.
Rassembler, oui, mais en partant d'une idée force qui n'a jamais été démentie, qui a été celle de nos Congrès, du front de classe avec son expression politique : l'union de la Gauche, même si celle ci traverse une très rude épreuve.
En effet, en ce qui la concerne, la situation nouvelle est apparue, il s'agit du refus du Comité central du Parti Communiste de participer au nouveau gouvernement, tout en restant dans la majorité selon lui, encore qu'avec les propos récents tenus par un certain nombre de responsables politiques du Parti Communiste même cette affirmation peut être mise en doute, même si elle passe par l'abstention positive
Sur cette attitude du Parti Communiste plusieurs raisons ont été évoquées : la baisse d'influence sans cesse accentuée du Parti Communiste, la volonté par sa direction de bloquer les débats dans son sein, ses relations internationales, le fait

de vouloir revenir au vieux péché originel ou peut être plus simplement un parti qui dans un système démocratique comme le notre dans la mesure où il n'est pas seul à pouvoir actuellement être un parti de gouvernement, reste, quoi qu'il arrive, un parti d'opposition. Je crois que tout cela est un ensemble de choses.
Il faut cependant rappeler que nous gérons ensemble un certain nombre de collectivités territoriales et locales.
Je crois aussi qu'il faut aborder cette période avec beaucoup de sang-froid, nous aurons l'occasion d'y revenir et nul ne doute que bien des événements non connus ou non maîtrisés actuellement compteront ; quant à nous, tout en conservant notre liberté d'appréciation, en ne pratiquant pas l'unité bêlante, nous devons continuer à être avec nos personnalités pour l'union de la Gauche, chaque Parti qui compose cette union prenant ses responsabilités ; on parle de rupture, je ne sais pas si elle se concrétisera, mais si elle devait se concrétiser, ce que je ne souhaite pas, il appartiendrait que ce soit le Parti Communiste qui en prenne la responsabilité devant l'électorat de gauche.
Cela aussi, ce sont des choses importantes que nous devons savoir gérer, mais encore une fois ce n'est pas la solution que je souhaite.
Le Parti, quant à lui, a su se mobiliser dans des périodes souvent difficiles et, je l'ai dit tout à l'heure, il l'a démontré au moment de la campagne des européennes ; notre Parti est une formation où le débat démocratique est nécessaire et l'actualité ne manque pas de nous en fournir l'occasion, mais non moins nécessaire est sa cohésion.
Nous devons mettre en œuvre les conditions d'un rassemblement autour des Socialistes et de la politique menée par le gouvernement : montrer que modernisation et justice peuvent se conjuguer, que c'est par-là que notre action Socialiste se manifestera, par-là que se constituera un noyau élargi de l'union de la Gauche.
Nous devons tendre tous nos efforts pour comprendre et résoudre avec toute notre personnalité Socialiste les problèmes de société que j'évoquais tout à l'heure et à partir desquels peut se construire le rassemblement qui a été évoqué par le Premier Ministre.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Coffineau, ensuite à Jean Paul Bachy.

Michel Coffineau

En disant "moderniser et rassembler", je ne dirai pas des choses très différentes d'autres camarades, et j'ai le sentiment que personne parmi vous aujourd'hui ne dira le contraire - mais je peux me tromper - parce que cela est juste.
Je dirai en premier lieu que cela doit être un mot d'ordre repris par tout le Parti. Mais encore faut-il que l'on s'explique entre nous sur ce qu'il y a comme contenu derrière l'idée de moderniser, derrière la nécessité de rassembler.
D'abord, sur le ton général, je voudrais dire ceci : est-ce un développement de notre projet adapté à la réalité politique et économique d'aujourd'hui, et donc il

Coll. Fondation Jean-Jaurès

faut le faire apparaître comme tel, "moderniser, rassembler", ou bien faut-il, pour apparaître crédible sur ce terrain ou considérer que l'on doit apparaître crédible, sacrifier à la pensée libérale, néo ou pas, comme si les Socialistes en tant que Socialistes étaient incapables de moderniser et rassembler ?
Il est bien évident que pour moi c'est la première orientation, le premier choix, et je pense que nous ne pouvons pas nous sortir de cela en disant qu'entre les deux il y aurait je ne sais quel Socialisme moderne. Pour moi le Socialisme est toujours moderne, il a toujours été moderne. C'est de mon point de vue la pensée libérale qui est archaïque et non le contraire. Alors dire qu'il y aura un Socialisme moderne parce que ce que nous faisions hier était archaïque me parait déjà un premier point qu'il faut éclaircir entre nous, et qu'il serait dangereux de laisser entendre dans ce sens.
Rassembler ? La question est posée par tout le monde. Qui est rassemblé sur quoi ?
Le pire, à mon point de vue, serait de laisser entendre que l'on veut gagner en trouvant des terrains d'entente avec les forces de Droite, quel que soit l'habillage, qu'on appelle les forces de Droite centre ou de toute autre formule, néo ou pas néo, moderne ou pas moderne.
Une chose, me semble-t-il, est d'essayer de décrisper si cela nous ramène un certain nombre de gens dans les couches sociales du point de vue électoral qui nous avaient quittés, alors décrispons, mais laisser entendre qu'il puisse y avoir un projet d'accord avec les forces de Droite, quelles qu'elles soient, c'est évidemment la pire des choses, Il faut bien que nous le disions.
Alors rassembler - je suis désolé de redire des évidences, mais entre nous il faut que chacun sache bien ce que l'autre pense - c'est d'abord les forces de Gauche, les forces populaires, et là je ne développerai pas, j'irai dans le sens de la plupart de nos camarades. Il y a aujourd'hui pour nous nécessité de continuer à dire que l'union de la Gauche, l'union des Partis de Gauche, l'union des forces de Gauche est indispensable à la réussite de notre projet, même si la conjoncture, qui risque de durer longtemps, nous amène à une situation différente.
Chers camarades, nous ne sommes pas les seuls à Gauche, et moi je pense que si cette prétention devait s'affirmer, elle nous nuirait dans l'opinion populaire, dans l'opinion de Gauche. Nous ne devons pas dire que nous sommes les forces de Gauche, les seules forces de Gauche, les seuls à Gauche... je fais référence à quelques réactions de ces jours derniers, ce serait tout à fait néfaste vis-à-vis des travailleurs, de penser que nous sommes capables, en tant que responsables dirigeants, de ne pas nous laisser entraîner sur le terrain de la provocation de qui que ce soit. Nous avons eu l'expérience dans les années passées de telle ou telle provocation, notamment des Communistes, qui doivent nous laisser froids et ne pas nous faire tomber dans un risque qui serait celui de nous faire écarter de l'union de la Gauche.
Mais, l' union des Partis, ce n'est pas suffisant. Moi je pense, et d'autres l'ont dit avec moi, qu'il faut élargir à l'ensemble des forces populaires, syndicales, associatives de Gauche. L'ensemble de ces forces, il faut trouver les moyens de faire en sorte que sur une base de Gauche nous l'élargissions plus grandement.

L'élargissement, le rassemblement, c'est bien entendu aussi, et peut-être d'abord, celui des couches et catégories sociales de notre pays. Tout le monde sera d'accord là dessus, on ne peut pas ne pas être d'accord, pour rassembler plus. Cela a un caractère politique électoral évident. Mais encore convient-il d'être conséquent sur ce sujet, et savoir que lorsque nous disons que nous voulons rassembler des catégories sociales, nous n'avons pas la tentation, parce que ces couches sont puissantes dans les différents tiers, de satisfaire les couches ultra minoritaires sur le plan de leur représentation dans le pays, en pensant qu'à partir de là on va rassembler.

Chers camarades, il y a dans notre pays, socialement parlant, et François Mitterrand l'a bien dit avant moi, une majorité sociologique. Sociologiquement, logiquement, la réalité politique est une base majoritaire dans notre pays. Quand il s'agit de couches socialement et numériquement très minoritaires, mais qui ont un certain rôle de décideurs sur le plan économique, s'il s'agit de faire attention à ce que ces couches ne nous soient pas très défavorables, d'accord, faisons un certain nombre de choses.

Est-ce que la suppression de la surtaxe progressive est le meilleur moyen ? Fondamentalement, je pense que non. En tout cas, c'est socialement tout à fait injuste. Si cela doit peut-être les satisfaire, je suis prêt à dire : discutons-en, mais il convient en même temps de montrer à l'ensemble des autres couches de la population qu'elles ne sont pas victimes de cette décision et que, par exemple, nous n'allons pas satisfaire les couches sociales les plus favorisées en augmentant d'une manière immodérée le coût d'un certain nombre de produits qui sont payée par tout le monde, ou en n'essayant pas - je pense qu'il faudrait le faire - de faire en sorte qu'à une moindre progressivité de l'impôt direct, on essaie de faire une meilleure progressivité de la contribution sociale.

J'ai l'impression qu'aujourd'hui, il convient de faire en sorte qu'un certain nombre de couches sociales de notre pays, les plus nombreuses, ne sentent pas que l'orientation actuelle des dispositions sont de nature - et c'est souvent le cas - à faire qu'elles soient les victimes d'une mode, finalement, vis-à-vis d'un certain nombre. C'est le cas en ce qui concerne le pouvoir d'achat. D'autres l'ont dit avant moi, je pense qu'on doit dire clairement que l'immense majorité, notamment des travailleurs, doit avoir son pouvoir d'achat maintenu. L'immense majorité, c'est largement plus que notre électorat. Que nous ne le disions pas pour tout le monde, peut-être, si cela doit être un compromis, mais au moins pour l'immense majorité.

Sur l'emploi, constatons, au moins pour les dix-huit mois à venir, que le chômage ne trouvera pas sa solution à travers la croissance. Moi, je fais ce constat. Je ne dis pas que cela me fait plaisir, constat ne signifie pas approbation. Il n'y aura pas dans les dix-huit mois à venir d'amélioration du chômage par la croissance. Tout ce qu'on pourra faire dans ce sens-là, il faut le faire.

Par contre, tout ce qui pourra apparaître comme de nature à faire apparaître la situation du chômage comme moins désastreuse, il faudra que le Parti le fasse.

Dans ce sens, les cinq points proposés par Fabius sont une bonne base de discussion sur une multiplicité de dispositions pour faire apparaître le chômage

moins mauvais. Mais pour cela, il faut éclairer certaines choses. Il faut faire attention à certaines contradictions. S'il convient de créer des emplois en suscitant la création d'entreprises et de faire en sorte d'assouplir un certain nombre de dispositions, discutons-en, comme le disait Debarge, à condition d'être clair. Pour moi, il n'est pas question de toucher au Code du Travail. Il n'est pas question de toucher au Code protecteur des salariés. Par contre, on peut avoir des dispositions conjoncturelles et j'allais dire provisoires qui permettraient d'améliorer, si toutefois cela permet d'améliorer l'emploi.
Lorsque l'on dit qu'il faut créer des entreprises et que la paperasserie administrative et le handicap majeur ou unique, soyons sérieux, nous savons bien, tout le monde sait bien que ce n'est pas le vrai problème. Le vrai problème, c'est celui des banques. Or, les banques, nous pouvons faire quelque chose. Faisons-le de telle manière que les banques ne soient pas le frein constant contre les créations d'entreprises.
Voilà les quelques exemples que je voulais donner.
Enfin, un dernier point sur ce qu'il conviendrait de faire, c'est d'arrêter de dire sur un certain nombre de points des choses qui, à mon avis, ne vont pas dans le bon sens. En tout cas, celui qui devait aller dans le bon sens, c'est la sécurité, au sens large du terme.
La sécurité en termes de délinquance, je ne développe pas. Nous savons qu'il y a beaucoup de choses à faire là-dessus, non pas qu'il y ait un développement de la délinquance. Il y a un sentiment d'insécurité, mais l'insécurité n'est pas seulement à ce niveau. C'est quelque chose qui recouvre d'une manière générale ce que pensent les gens. Il y a un phénomène d'insécurité devant le travail. Les syndicats, les travailleurs ont un sentiment d'insécurité car actuellement, on ne fait pas suffisamment pour qu'ils se sentent partie prenante, par exemple, de la modernisation économique, pour que les syndicats soient partie prenante de la stratégie industrielle, pour que nous fassions tout pour faire appliquer les lois Auroux. Ils se sentent insécurisés car face à une bataille patronale, de droite, nous ne faisons pas suffisamment pour les sécuriser, pour l'application de leurs droits et pour leur avenir. Bref, tout ce que nous pouvons faire pour sécuriser les gens actuellement, notamment les travailleurs, il convient de le faire.
En conclusion, nous sommes entrés dans une phase qui est celle de la préparation de la campagne électorale pour 1986. Nous devons gagner 1 986...
Je suis d'accord avec les commentaires que j'entends. Ce serait mieux qu'ils soient fait au micro, Denise...
Je suis d'accord, il faut gagner 1986, mais il faut gagner 1986 à gauche. C'est banal de dire cela, Denise, mais je pense que si nous disons tous "il faut gagner 1986 à gauche" je m'en réjouirais et on en tirera les conséquences. Il faut gagner en modernisant et en rassemblant. Il y a un nouveau gouvernement, c'est le même qui, sauf imprévu, mais je ne crois pas qu'il y en aura d'ici l'échéance de 1986, sera là en 1986 et c'est avec celui-là qu'il faut gagner à gauche. Cela paraît évident.
Par contre, il convient que le Parti dise à ce gouvernement ce qu'il convient de faire pour ne pas trop nous écarter de nos orientations Socialistes, pour

rassembler d'abord l'opinion de gauche et ensuite autour de l'opinion de gauche. Cela signifie beaucoup de choses. J'ai essayé d'en dire quelques-unes en citant quelques exemples, mais il y en aurait bien d'autres.
La phase que nous vivons - je conclus sur ce point et je ne développe pas - il est évident que ce n'est pas celle d'une nouvelle avancée dans la mise en place de notre projet, pour des raisons qui sont à la fois externes à notre pays - environnement international - et internes - la crise - mais qui sont également externes et internes à notre Parti. Je constate aujourd'hui qu'il ne s'agit pas d'une phase au cours de laquelle nous pouvons faire avancer notre projet.
Faut-il pour autant penser que notre projet n'est plus de mise ? Pas du tout. Il y a des données nouvelles qui constituent une justification et je pense tout simplement, sans être le seul à le penser, que nous pouvons peut-être nous trouver dans des situations meilleures au cours desquelles nous pourrons de nouveau faire avancer le projet Socialiste. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il y aura des jours meilleurs et dans cette optique, essayons de gagner 1986, en tout cas gagnons-le à gauche, après je pense qu'on pourra faire beaucoup mieux.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bachy.

Jean-Paul Bachy

Au mois de juin nous étions sur la défensive et la Droite était triomphante. Aujourd'hui nous avons reconquis un certain nombre de marges de manœuvre. Le nouveau gouvernement paraît, aux yeux de certains de nos militants, brouiller les cartes en jouant le jeu de l'ouverture. Je crois que c'est pourtant tactiquement habile et nécessaire et il suffit de voir à quel point la Droite se trouve embarrassée par cette attitude. Le gouvernement a pris aussi des initiatives qui correspondent très concrètement à ce que le Parti Socialiste réclame depuis longtemps.
Au Comité directeur du mois de janvier nous avions demandé un ministère du Travail fort. C'est fait. Nous avions également demandé des relais cohérents dans la mise en œuvre de la politique industrielle avec la constitution des ministères qui unissent la reconquête du marché intérieur, le souci du renforcement de l'exportation et la politique industrielle. C'est fait. Nous avions également demandé au gouvernement de prendre les moyens de relancer une politique active de l'empLoi. Le Premier Ministre a confirmé que c'était bien la priorité des priorités.
Enfin, en choisissant le thème de la modernisation comme le thème essentiel de sa politique, je crois que Laurent Fabius a fait un bon choix d'une part parce que c'est une nécessité économiquement incontournable, d'autre part parce que sur le terrain politique ce thème est un thème rassembleur qui prend la Droite à contre-pied, un thème politiquement crédible, surtout lorsqu'il est porté par un Premier Ministre de 38 ans. Dans l'opinion publique cela compte.
Ceci dit, il est vrai que la mise en œuvre de cette politique de modernisation

soulève un certain nombre de contradictions. Il est normal, il est nécessaire que, pour réussir un certain nombre de restructurations industrielles, le gouvernement fasse des compromis avec le patronat. Jusqu'à plus ample informé, il faut des patrons pour créer des emplois, mais le gouvernement fait son travail ; nous, nous avons à faire le nôtre et le Parti Socialiste ne rendrait pas service au gouvernement en se taisant sur ce sujet de la modernisation.
Il me semble notamment indispensable que nous répondions aux trois questions suivantes qui devraient faire l'objet dans les rangs du Parti d'une réflexion ou d'un débat mais aussi vers l'extérieur d'une action et d'une expression.
Finalement, le clivage entre nous et la Droite se résume en trois questions.

- Pour qui modernise-t-on ?
- Avec qui modernise-t-on et sur quelle force s'appuie-t-on pour le faire ?
- Quelle est la méthode que l'on emploiera ? Est-ce que l'on associe véritablement l'ensemble de toutes les forces qui peuvent contribuer à ce que cette modernisation se fasse dans le sens que nous souhaitons ?

C'est cela, je crois que nous pouvons dire car nous devons nous préoccuper, nous, Parti, avant tout de notre base sociale car c'est sur elle que nous devons compter pour gagner les élections de 1986. Le problème consiste à savoir quel avantage cette base sociale, notre électorat naturel, tirera des mutations en cours que le gouvernement veut mener à bien.
Le risque, c'est évidemment que nous réussissions la mutation industrielle que la Droite n'a pas faite, n'a pas osé ou n'a pas voulu faire, mais que dans l'intervalle nous la fassions de telle sorte que nous compromettions nos chances pour 1986 et au-delà pour l'échéance de 1988.
Pour les Socialistes il est clair que la modernisation ne peut être le synonyme de dégraissage systématique comme le veut le CNPF. Les retards et les inerties dont souffrent beaucoup d'entreprises sont aussi imputables à beaucoup d'autres facteurs : l'incompétence des dirigeants, l'immobilisme des hiérarchies, l'insuffisance du niveau de formation des hommes et de l'encadrement, l'absence de démocratie dans le fonctionnement de l'entreprise. Tout cela, nous devons l'exprimer et nous devons intervenir.
Le CNPF. mène campagne et la Droite aussi sur les soi-disant contraintes que la législation sociale, par exemple en matière de licenciement, ferait peser les entreprises en présentant en quelque sorte une espèce de contradiction entre l'idée de progrès social et l'idée de progrès économique. En fait, nous savons que toute comparaison objective avec les autres pays industrialisés, notamment les pays européens, montre que souvent les salaires y sont mieux protégés que chez nous et cela n'empêche pas les entreprises allemandes, néerlandaises ou suédoises d'être compétitives. Bien plus, on parle souvent du Japon. Or, la clé de la compétitivité des entreprises japonaises - ce sont les patrons japonais eux-mêmes qui le disent - c'est précisément la stabilité de leur emploi. Comme l'a dit Laurent Fabius, car je crois qu'il est conscient de ce problème, le progrès économique et le redressement de notre industrie ne peuvent se faire au détriment et sur les décombres de la législation sociale. La compétitivité, la mobilité de l'emploi, c'est indispensable. Le changement technique est

indispensable et il est créateur de richesses, créateur d'emplois.
Mais, à condition que la mobilité qu'il implique ne soit pas assimilable à une loi de la jungle, ce que la Droite appelle en fait le néo-libéralisme et qui n'est, en fait, que la loi du plus fort.
La mobilité de l'emploi, elle est acceptée lorsqu'elle est programmée, organisée, négociée. La négociation, c'est un mot creux s'il n'y a pas de part et d'autre de la table des partenaires avec une autorité et une représentativité suffisantes. C'est un des éléments sur lesquels, reconnaissez-le, depuis 1981, nous nous sommes cassés les dents, car ce n'est pas le moindre paradoxe des résultats de la politique de la Gauche depuis que nous sommes au pouvoir que de s'être accompagnés, même s'il n'y a pas de relation directe de cause à effet, d'un affaiblissement important du syndicalisme !
L'exploitation du thème de la crise du syndicalisme, cela camoufle souvent des opérations idéologiques de droite dont le but est, précisément, de discréditer le mouvement syndical, et une certaine presse de gauche tombe parfois un peu dans ce travers, mais c'est vrai que le malaise est réel - les jeunes sont sous-syndicalisés - et c'est vrai aussi que dans beaucoup de conflits aujourd'hui - les conflits récents encore de ces dernières semaines, Citroën, ou Creusot-Loire - on a vu la difficulté des responsables ou des délégués à maîtriser une base qui, tantôt, s'emporte, tantôt, reste trop passive, alors qu'il lui faudrait lutter et se mobiliser.
Certes, ce problème est d'abord posé aux organisations syndicales, mais il est posé aussi au Parti Socialiste et il est posé aussi au gouvernement. Moi, je crois que tout ce qui pourra, dès les prochaines semaines et sur tous les terrains contribuer à conforter la représentativité et la responsabilité collective du syndicalisme, est un enjeu décisif pour les deux années qui viennent.
Cela dépend d'une pratique : est-ce que l'on donne effectivement aux partenaires sociaux, et notamment aux syndicats, leur place dans l'élaboration des grands choix économiques ?
Et puis, cela dépend aussi du terrain juridique : en 1985 - début 1985 - si les échéances prises par le gouvernement précédent sont respectées, un bilan devra être fait des lois Auroux. Il y a beaucoup à dire sur ce sujet. Je pense qu'il faudra que le Parti, le groupe parlementaire, prennent à ce moment-là des initiatives réfléchies, concertées avec les syndicats, pour que nous puissions, sur un certain nombre de points, dépasser les lois Auroux dans le sens d'un renforcement du mouvement syndical, car c'est un des éléments fondamentaux pour l'avenir.
Je terminerai en disant que nous avons eu, dans la Gauche et notamment dans les rangs Socialistes, à beaucoup de reprises - parfois encore aujourd'hui, encore que depuis ce matin les interventions des uns et des autres montrent que nous savons dépasser ce débat - la querelle du quantitatif et du qualitatif. C'était une querelle dont, moi, je me suis toujours appliqué à penser qu'elle était un peu désuète. C'est vrai qu'aujourd'hui les contraintes financières sont telles, l'environnement international est tel, qu'il sera difficile de faire beaucoup sur le terrain du quantitatif, quelle que soit la réalité des demandes, des besoins, et de l'état de l'opinion, notamment dans certaines couches populaires. Nous devons

donc intervenir sur le terrain de la solidarité de manière plus nette, plus courageuse et plus décisive.
Et puis, nous devons aussi, je crois, donner enfin à ce pays et à tous ceux qui le font vivre et qui sont, pour nous, les relais indispensables dont nous avons besoin d'ici 1986, les moyens d'assumer véritablement les enjeux de la démocratie économique. Si nous savons faire, sur ce plan, des gestes significatifs en tant que Parti, des propositions claires et sans ambiguïté en tant que force politique, et si le gouvernement fait également des gestes significatifs, la brise un peu plus favorable qui a soufflé depuis ces deux mois s'amplifiera et nous gagnerons, je crois, les élections de 1986.
(Applaudissements)

Le président - Alain Richard. Ensuite, Recours.

Alain Richard

C'est toujours un plaisir d'intervenir devant le Comité directeur du Parti Socialiste...
(Mouvements divers)...

Dans la salle - C'est partagé !

Alain Richard.-... mais vous comprendrez que je me remémore la dernière intervention que j'avais faite, il y a exactement un an, sur des sujets comme ceux dont je vais parler et vous comprendrez le plaisir que j'éprouve à constater que, tout de même, un certain nombre de choses ont avancé et que, peut-être, les contributions au débat que certains d'entre nous s'efforcent d'introduire de temps en temps ne sont pas totalement restées lettre morte.
Il y a donc à examiner une nouvelle situation politique.
Pour ce, moi, j'appelle le Comité directeur à mesurer l'ampleur de l'étape qui a été franchie, sans entrer dans la querelle de docteurs de la foi de savoir s'il s'agit d'une étape avec tournant ou sans tournant. En tout cas, il y a vraiment un changement de paysage politique.
N'en tirons pas prétexte pour oublier les raisons de l'insuccès et de l'anxiété où nous étions plongés il y a deux mois.
Tout ne se ramène pas à l'habileté diabolique de la Droite et au complot des médias. Nous avons besoin, sans auto-critique bruyante, d'évaluer les problèmes de société et les problèmes de mentalité profonde qui ont dévoilé certaines faiblesses de notre stratégie et, par exemple, la réflexion qu'a entamée Jean Poperen tout à l'heure sur ce que représentait - et en même temps ce qui lui manquait peut-être - l'objectif de service public unifié me parait être un signe positif de cette volonté d'évaluation. Je crois que nous avons besoin de faire ce travail ensemble.
De même, je suis inquiet en entendant peut-être un peu trop de manifestations de soulagement. Ce serait vraiment imprudent de croire si vite qu'on en est sorti.

Fondation Jean-Jaurès

Aucune consolidation n'est acquise et si la remise en mouvement de la vie politique - une espèce de sentiment de coup d'éclat permanent, que nous avons ressentie pendant l'été nous ouvre un peu d'espace de manœuvre, ne croyons pas, tout de même, qu'il suffira d'événements situés uniquement dans la sphère du pouvoir politique pour combler cet espace.
Le ton et la démarche de Fabius répondent à une attente profonde de clarification, de pragmatisme, d'esprit de décision, ils ne peuvent pas remplir notre contrat à nous, Parti politique de gauche.
Il y a donc une place pour nous pour réaliser un certain nombre d'impulsions de société qui aillent dans le même sens que cette volonté de modernisation.
Pour nous, ce nouveau départ est possible à condition d'effectuer entre nous quelques clarifications. Elles ont, selon nous, été faites par Laurent Fabius, publiquement et de façon courageuse ; je pose la question de savoir si le Parti Socialiste les réalisera pour son propre compte ? Je les cite au passage.

- La nature de la crise et les forces motrices qu'elle révèle.
- Le refus de la radicalisation sur des enjeux purement symboliques.
- La constatation de l'échec de l'Etat omniprésent.
- La recherche du dynamisme économique par l'initiative et la compétitivité, non par le dirigisme.
- Le nouveau contenu de la solidarité et de la justice sociale sans concession aux situations acquises ni aux corporatismes.
- L'extension de la participation populaire et des droits concrets du citoyen.

Où en sommes-nous sur tous ces points ? J'espère n'entrer dans aucun risque d'être ni caricatural ni marginal en soulevant ces questions et j'ai entendu, pour l'instant, une réponse intéressante qui revenait au projet Socialiste. Je pense que d'autres peuvent apparaître parmi nous et je les attends avec intérêt.
Nous avons donc à nous prononcer sur des options stratégiques quant à l'organisation de société politique à laquelle nous voulons travailler.
Notre idée, c'est que le Parti Socialiste doit se donner pour tâche d'être le centre-moteur et le centre de rassemblement de tout le mouvement pour le changement social, ce qui veut dire être clair sur la notion du "noyau dur".
Là encore, en entendant Jean Poperen parler d'étendre le rassemblement au-delà des frontières traditionnelles de la Gauche, c'est-à-dire, je crois, faire allusion au mouvement de synthèse sociale qui a porté François Mitterrand, il me semble que nous franchissons ensemble une évolution intéressante.
Je crois que nous devons aller plus loin et refuser clairement l'espoir secret d'éparpillement, avec naissance de formations centristes ou de formations conservatrices molles qui nous permettraient d'éluder cette responsabilité d'engager un rassemblement positif. Ceci - peut-être est-il maladroit d'y faire allusion ? - n'est pas tout à fait sans rapport avec le débat que nous devrons avoir sur le mode de scrutin.
De même, en ce qui concerne les rapports avec le Parti Communiste, je ne crois pas que la stratégie du silence soit positive. Ce n'est pas possible - je pense que nous aurons à y revenir - de faire "comme si" on avait dressé un constat et clairement fait établir par huissier que c'était l'autre qui n'avait pas rempli le

Fondation Jean-Jaurès

bon cas de priorité. Il me semble que nous ne devons pas faire "comme si" le Parti Communiste s'isolait et nous étions d'accord pour le laisser s'isoler, mais qu'au contraire, sans agressivité, mais avec un esprit de débat clair, nous devons l'interroger, nous devons le mettre devant ses responsabilités, publiquement, par rapport à un certain nombre de choix qu'il a assumés jusqu'au milieu de juillet 1984, et qui restent des choix fondamentaux de la société.
Plus largement, je crois que cet esprit de rassemblement doit conduire à une volonté d'élargissement des sphères d'intervention du Parti et à une volonté de maintien ou de réouverture du dialogue avec l'ensemble des forces de changement, même non situées dans le champ politique.
Notre tâche est aussi d'agir aux côtés du gouvernement et, là, je ne fais que mentionner les grandes têtes de chapitres puisque je pense que ce sera largement débattu dans les Commissions et dans les derniers moments du Comité directeur.
Lutte pour le redressement économique, cela veut dire mettre le plus possible de travailleurs - et pas simplement des dirigeants d'entreprises - devant la créativité économique, devant l'engagement pour l'innovation et pour la transformation des structures de notre production.
C'est aussi poser les problèmes des inégalités dans leur réalité telle qu'elle est perçue par les Français aujourd'hui, c'est-à-dire pas seulement à travers des questions de statut, mais à travers des questions de politique salariale, à travers des questions de sens des transferts sociaux. Est-ce que notre système de protection sociale remplit encore sa fonction de lutte contre les inégalités ?
C'est aussi travailler à ce que la transformation de l'école et la remontée de ses performances pour former la nouvelle génération aux exigences d'une société ouverte sur l'extérieur ne soient pas cantonnées uniquement à un effort de perfectionnement professionnel d'une seule couche mais soient véritablement considérées comme un enjeu de société dans lequel tout le monde est impliqué, et pour commencer les usagers du service public d'éducation.
C'est enfin poursuivre le desserrement de l'étau sur la question des libertés. Ne croyons pas que, simplement grâce à l'opération, techniquement réussie, du référendum, et à l'abandon, peut-être plus préoccupant, du projet de loi Savary, nous ayons définitivement réglé le contentieux qui nous opposait à un certain nombre de nos partisans ou de nos anciens partisans sur le problème des libertés. Nous n'avons pas encore su traduire ce que pouvait porter de libérateur la décentralisation, nous n'avons pas encore su transformer les rapports du service public en général - de l'administration avec ses usagers, nous n'avons pas encore su montrer que la justice de ce pays, par exemple, pouvait être plus humaine pour les gens en situation faible.
Il y a donc, du côté de l'activation des libertés, encore tout un effort à faire, et celui-là ne coûte pas d'argent.
Tout cela appelle donc à un débat dans le Parti. Nous nous réjouissons d'entendre beaucoup d'appels dans ce sens. Nous pensons qu'ils sont la confirmation des engagements pris à Bourg-en-Bresse et dont, pour l'instant, l'application avait connu un pas mesuré.
Nous sommes d'accord avec cette volonté de dialogue, avec ce besoin de débat,

Fondation Jean Jaurès

à condition que cela ne consiste pas à commenter l'actualité ou, a fortiori, l'histoire récente. L'intérêt du débat entre Socialistes, notamment au pouvoir, c'est d'anticiper sur les grands choix de société, sur des échéances que nous savons être devant nous, et je citerai à cet égard un petit exemple : sur une proposition présentée au Comité directeur - au mois de février, je crois - consistant à s'approprier l'objectif de réduction du prélèvement obligatoire et à en faire un thème de débat politique - en discutant entre nous des choix qu'il comportait - nous avons recueilli 6 voix !

On constate par ailleurs qu'un projet de budget va être présenté, je crois, dans la semaine qui vient à la presse, que sauf nouveauté que j'aurais ignorée jusqu'à présent, le débat et la contribution qu'ont pu donner les Socialistes dans cette élaboration, sont restés de l'ordre de la feuille de papier à cigarettes.

Il me semble donc que pour la suite, nous devons retenir cette leçon et nous devons essayer de débattre des problèmes qui sont devant nous. J'en cite trois parce qu'ils me semblent être les plus frappants et les plus certains dans l'année qui vient : la gestion sociale des restructurations avec, en effet, le refus de se résigner à une gestion plus ou moins habile des sureffectifs, mais une véritable implication de toutes les couches de l'entreprise et de son environnement dans la réflexion sur les besoins actuels de notre économie. Le rééquilibrage de notre système institutionnel au pouvoir, autour d'une plus grande place du citoyen vis-à-vis de l'Etat. Le partage du travail - autre réflexion sur laquelle un récent Comité directeur avait estimé urgent d'attendre.

Nous pensons donc que tout cela va nous permettre de concilier le besoin d'actualiser nos thèmes politiques sur de l'action concrète avec la remise à jour, la remise en pleine activité des valeurs de la Gauche auxquelles, je crois, nous n'avons jamais, les uns et les autres, cessé de croire, mais que nous n'avons peut-être pas su traduire dans les thèmes d'action politique qui étaient ceux de la période actuelle.

Je pense que nous aurons à concrétiser que l'autorité de l'Etat, l'uniformisation, la surproduction statutaire n'ont été que des traductions temporaires situées dans l'histoire des valeurs de la Gauche et que les vraies valeurs de la Gauche sont des choses plus élevées et plus générales, comme l'émancipation de l'individu vis-à-vis de tous les pouvoirs, la solidarité dans les situations sociales concrètes et l'égalité des chances, la responsabilité collective et le pouvoir partagé, le développement de la connaissance et la recherche permanente de l'échange culturel entre les hommes.

Ce sont cela, me semble-t-il, les valeurs de la Gauche que nous avons à traduire dans nos engagements politiques concrets. Il me semble que si nous savons nous les remémorer, les faiblesses que nous avons le sentiment de voir apparaître dans le pays sur la distinction entre Socialisme et libéralisme ne seront qu'un mauvais souvenir.

C'est donc ce que nous voulons soulever comme une contribution au débat, et nous en avons déposé une pour ce Comité directeur qui nous paraît pouvoir servir au travail de la Commission des résolutions ; nous l'avons intitulée, pour, je crois, bien situer les enjeux qui nous paraissent ceux de l'instant :

"Moderniser la Gauche et gauchir la modernité"
(Mouvements divers)
Il ne s'agit pas de travailler à un programme-catalogue. Il me semble que les rapports difficiles qu'a décrite la réalité politique de ces trois dernières années entre un programme-catalogue et son application doivent nous guérir de ce genre d'exercice.
Ce que nous avons à rechercher, c'est une nouvelle identité politique, au contraire, avec les valeurs qui la portent, et c'est ainsi que nous rétablirons ce qui manque le plus à cette rentrée politique et sociale : des raisons de militer.
Ce n'est pas simplement par une mise à jour plus grande mais par une véritable rupture de l'image que nous avons laissée - là, il y a une rupture - par une volonté d'affirmer un élan pour un nouveau départ que nous réussirons, je crois, plus que par de simples techniques de communication, à faire du Socialisme dans ce pays, ce qu'il n'a jamais, je crois, cessé d'être, c'est-à-dire un élan.
(Appesantissements)

Le président - Merci.
Nous allons interrompre la discussion générale à ce point, mais avant de nous séparer, je voudrais vous donner la composition des deux groupes de travail qui pourront commencer à se réunir dès le début de l'après-midi.
(Lecture des noms)
Comme il est moins de 13 h, je vous demande d'être revenus pour 15 h très précisément.
(La séance est suspendue)

Parti Socialiste
Comité directeur
8 et 9 septembre 1984

Samedi 8 septembre 1984 (Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président - Camarades, je vous rappelle que les deux groupes de travail dont j'ai donné la composition tout à l'heure, pourront commencer à travailler dans la demi-heure qui suit.
Nous reprenons la discussion. La parole est à Françoise Gaspard. Ensuite, Le Pensec.

Françoise Gaspard

Chers camarades, je voudrais vous parler du Parti et, je le dis pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté dès le départ dans mes propos, je pense qu'il est inutile de

Fondation Jean-Jaurès

tourner autour du pot et des mots : nous vivons incontestablement dans notre Parti un tournant. Nous sommes aussi à la croisée des chemins. Autrement dit, nous sommes engagés dans un virage dans lequel il y a un carrefour.
Ce sont là des images triviales pour vous dire que dans la crise multidimensionnelle que nous vivons, c'est-à-dire une crise qui a une dimension économique, technologique, sociale, culturelle et j'en passe, nous sommes, nous, Socialistes en train de choisir et c'est cela qui me semble grave implicitement, une voie, non, c'est vrai, sans hésitation.
Il vaudrait mieux,, à tous égards, par honnêteté à l'égard des militants, que le Parti Socialiste dise clairement quelle route il compte choisir, ou plutôt, pour rester dans la métaphore routière, qu'il cesse d'être à la remorque du gouvernement pour pouvoir exister et être entendu.
Aujourd'hui, le Parti est incontestablement en panne de réflexion et apparaît à sec sur le plan des idées et de l'expression.
Pour reprendre, à l'usage du Parti, ce qu'a dit le Premier Ministre il y a quelques jours, je dirai que rien n'est plus urgent que le Parti Socialiste se rassemble et se modernise. Soyons clair. Il n'est pas de tâche plus impérieuse pour nous, Socialistes, que de nous mettre en état de soutenir le gouvernement. Il y a eu, à cet égard des ratés dans le passé récent. Ils ne doivent pas se renouveler, et cela d'autant plus que les décisions récentes en matière d'école, en matière de fiscalité - je suis à cet égard inquiète de ce qui a été annoncé dans "Le Monde" d'hier concernant les collectivités locales et d'autres mesures, pour ne pas parler du référendum - ces décisions récentes et à venir ne peuvent que dérouter notre base. Si le Parti Socialiste ne se mobilise pas pour porter ces décisions, pour les expliquer, pour faire comprendre qu'il faut passer des compromis avec la société française, qui d'autre que nous le fera ?
Nous ne pouvons plus nous permettre, sauf à décourager nos sections et à continuer de prendre le pays pour le Parti, nous ne pouvons plus permettre que des dirigeants Socialistes se livrent publiquement à des déclarations maximalistes qui, certes, feraient leur effet dans un Congrès, mais ne peuvent que contraindre un gouvernement à reculer au-delà de ce qu'il eût été permis d'attendre. Ce n'est pas parce que nous sommes majoritaires que nous avons raison contre les faits, surtout quand la raison ne se pare que de l'argument majoritaire. Soutenir le gouvernement aujourd'hui est plus nécessaire que jamais et cela pour au moins deux raisons - outre, bien évidemment que ce gouvernement est le nôtre.
Première raison : c'est que nous, Socialistes, nous sommes désormais seuls ou presque à pouvoir le faire, et c'est là l'un des moments historiques les plus importants de cet été 1984, que la sortie des ministres Communistes du gouvernement.
La seconde raison est ce qu'on appelle la médiatisation. Je traduirai personnellement cela par la "République des journalistes".
La presse concourt largement à faire l'opinion. Elle n'est en France ni un quatrième pouvoir, ni un contre-pouvoir. Elle a curieusement ici une sorte d'autonomie sans déontologie. Il y a la presse qui nous est hostile, nous la

connaissons, elle est puissante en raison de sa diffusion. Il y a celle qui a la réputation d'être objective. Il y a celle qui est considérée comme se situant à gauche. Il n'y en a pas qui nous soit véritablement favorable. Lorsqu'elle existe, curieusement, elle perd de l'argent, beaucoup d'argent, peut-être parce qu'elle ne sait pas être autre chose que l'exact contraire de la presse d'opposition et que la langue de bois n'est pas celle que nos militants et que nos sympathisants entendent et aiment. Ce qui est, en tout cas, frappant, c'est que la presse qui pourrait, a priori, ne pas nous être hostile pour tenter aujourd'hui d'être branchée, comme on dit, et d'apparaître indépendante a pour souci principal de prendre ses distances avec le pouvoir et de soumettre à la critique la plus sévère ceux qui l'incarnent.

L'une des raisons pour lesquelles le PS doit être un volet puissant du gouvernement dans l'opinion, c'est qu'à cause de cette presse, il risque d'être rapidement usé. J'ai été heurtée par certains articles que j'ai lus au lendemain de l'émission de Laurent Fabius et que j'ai trouvé gratuitement injustes. Tout se passe comme si les journalistes les plus indépendants, confortés par des sondages - celui de la SOFRES pour "Le Monde", par exemple - étaient conscients qu'il y a une profonde désaffection des Français à l'égard des hommes et des femmes politiques, des élus, essayer d'être en harmonie avec ce que ressent la société, et que leur souhait principal est de trouver la faille et de s'y engouffrer avec délectation.

La marque d'objectivité aujourd'hui et d'indépendance semble s'apprécier autant dans la capacité d'analyse que dans la capacité de critique pour la critique. Ainsi, accomplir une bonne performance comme l'a fait Fabius est d'emblée suspect. Cela ne veut pas dire, bien sûr, par ailleurs, que nous n'ayons pas, nous, d'effort à faire dans notre expression. Le gouvernement a besoin d'être relayé sur le terrain et c'est le Parti Socialiste d'abord qui doit jouer ce rôle. Or, il apparaît qu'il a affaire à un aggiornamento. Pour être claire et parler français, disons qu'il est urgent, je le répète, que le Parti se rassemble et se modernise.

Treize ans après Epinay, après trois ans en situation de Parti majoritaire, le Parti Socialiste - ne nous voilons pas la face - a pris dans l'opinion, malgré les bons sondages, que nous avons encore un coup de vieux. Il apparaît - ouvrez vos oreilles et ouvrez vos yeux, notamment du côté des jeunes - il apparaît comme ringard, y compris dans une partie de notre opinion, de l'opinion de gauche. Mais attention aussi : tout débat dans notre sein qui tenterait d'opposer anciens et modernes, d'opposer deux cultures, serait lui-même bien vite dépassé. Nous serions rejetés encore une fois pour ceux qui nous regardent et nous écoutent, si nous ne bougeons pas, dans le même sac.

La logique d'Epinay, c'est celle de la synthèse, c'est celle du rassemblement dans le même Parti de tous les Socialistes.

Pour faire la synthèse, pour la vivre, il est nécessaire qu'il y ait débat, et j'ai entendu souvent ce mot depuis ce matin, et que le débat porte non sur des mythes mais sur la réalité.

Se moderniser, pour le PS, c'est clarifier d'abord ses rapports avec le

gouvernement, soutenir, mais ne pas être à la traîne, soutenir et exister, c'est-à-dire aussi dire ce que nous pouvons et ce que nous ne pouvons pas soutenir.
Se moderniser, c'est être en phase avec la société pour pouvoir concourir à la transformer. Le gouvernement joue son rôle, et il n'est pas facile. Pour pouvoir jouer le sien, le Parti doit penser, débattre, parler, expliquer, proposer. Parler au gouvernement, c'est-à-dire lui dire ce que nous, Socialistes, nous souhaitons. Parler au pays, et d'abord à la Gauche, c'est-à-dire dire à ce pays que ce gouvernement est le sien et que nous, Socialistes, nous sommes et nous devons être les garants du maintien de nos objectifs fondamentaux.
A cet égard, nous devons par exemple réaffirmer le contenu social de la modernisation. Nous n'avons guère à inventer, il existe des textes de référence. Il y a eu des débats à ce sujet, et je ne ferai que me référer aux textes préparatoires et aux textes du 9ème plan qui doit rester pour nous un texte fondamental qui devrait être lu et expliqué dans le Parti, même si bien évidemment avec l'histoire et avec le temps qui passe, et avec l'accélération du temps, nous devons bouger.
Etre moderne, pour nous, militants, c'est d'abord dédramatiser la notion de modernisation qui résonne dans les oreilles de ceux qui nous entendent comme une menace de chômage, comme une menace de rejet. Etre moderne, c'est parler le discours de la réalité et dire que cette réalité, nous ne l'acceptons pas telle qu'elle est, que nous ne l'accepterons pas tant qu'elle rejettera des millions de femmes et d'hommes dans la misère, dans l'angoisse du lendemain, dans la peur de l'avenir.
Parler le discours de la réalité, c'est dire les problèmes tels qu'ils sont, la société telle qu'elle est, pour en expliquer les causes et proposer des remèdes.
Je suis frappée comme d'autres de voir comment nous nous sommes laissé piéger sur le terrain des libertés au point de contraindre le Président de la République à monter en première ligne. Allons-nous sur le thème de la sécurité continuer de nous taire ou de ne pas parler assez au risque de perdre là aussi du terrain ? Sommes-nous incapables de mener une campagne d'explication sur ce thème qui ne soit pas sur la défensive ?
La pire des insécurités, mes chers camarades, c'est celle qui crée le sentiment d'insécurité. C'est le chômage, c'est la misère, c'est la peur qui s'installe dans un corps social malade.
Allons-nous laisser la Droite prendre l'initiative sur le thème de ce qu'on appelle la nouvelle pauvreté ? Sur ce terrain, nous devons parler et mobiliser nos militants, et nous ne sommes pas désarmés : il n'est là aussi que de prendre en compte et d'analyser ce qui a été fait depuis 1981, et qui est la traduction du Socialisme quotidien. Il est dommage que les analyses et le travail réalisé dans le cadre de la Commission Dubedoux, puis de la Commission Besse, puis de la Commission Bonnemaison, ne soient pas davantage pris en compte dans les débats du Parti. C'est parce que le Parti d'Epinay a su parler à la société française qu'il est là où il est ; c'est parce qu'il lui parle moins bien, moins juste sans doute qu'il apparaît moins capable d'entraîner les forces de mouvement de notre pays.

Communiquer, oui, mais quand il y a des ratages dans la communication, il ne faut pas croire qu'il suffit de faire appel à des professionnels, pour enrayer nos difficultés. Il faut aussi nous demander si ce n'est pas ce que nous avons à communiquer qui n'est pas suffisamment clair.
Moderniser le Parti Socialiste, c'est accepter aussi, et le plus rapidement possible, de confronter ce que nous avons dit avant 1981, avec notre expérience de trois ans de confrontation avec la gestion du réel, c'est ajuster notre discours aux mutations que nous vivons, c'est débattre pour rassembler et mobiliser le Parti et, au-delà, une majorité autour de la Gauche.
Le gouvernement a besoin d'un parti Socialiste fort. Pour que le PS soit fort, il est impératif qu'il retrouve sa tradition de dialogue et qu'il s'engage tout entier dans ce dialogue avec la société. Lancer des campagnes est une chose, encore faut-il que les militants se sentent à même de les mener. Nous rencontrons, entre autres, sur l'école publique, pour le moins des réticences dans nos rangs. Je ne verrais que des avantages à ce que sur des thèmes comme l'inégalité et la pauvreté, ou sur le rôle de l'Etat dans la société, ou encore sur l'insécurité, ou, pourquoi pas, sur la notion de société d'économie mixte, nous réunissions des Conventions nationales comme nous le faisions autrefois. Ce serait l'occasion pour tous les militants, dans toutes les sections, de se sentir concernés et de pouvoir ensuite mieux soutenir l'action du gouvernement.
C'est grâce à l'initiative du Président de la République que nous avons l'impression aujourd'hui de retrouver un peu d'air. Allons nous devoir contraindre de nouveau le chef de l'Etat à monter au créneau ? C'est à nous et non au gouvernement d'expliquer ce qu'est le Socialisme, de dire que le Socialisme est moderne. Mais pour cela, mes chers camarades, encore une fois il faudrait que le Parti se modernise et se ressemble !
(Applaudissements)

Le président - Le Pensec. Ensuite Gilly.

Louis Le Pensec

Chers camarades, on a évoqué le désarroi des militants. Il me semble qu'une des raisons majeures de ce désarroi tient moins aux difficultés inévitables qu'il y a à expliquer la crise, à faire comprendre la nécessité de la rigueur et de l'effort, mais bien plus au sentiment qu'ils ressentent que quels que soient la qualité et le sérieux de nos propositions, quelles que soient l'honnêteté et la sincérité de notre discours, quels que soient l'acharnement et le dévouement des militants et des élus, un certain mur d'incompréhension s'est élevé entre une partie des Français et les Socialistes.
D'où vient par exemple que nous n'avons pas été en mesure de remonter la pente pour convaincre que les propositions d'Alain Savary sur l'école ne portaient pas atteinte aux libertés et qu'elles ne signifiaient pas la mort de l'école privée ? Incriminer la mauvaise foi de la Droite, les déformations des médias, ne suffit pas. Est-ce que la Droite était moins forte ? Est-ce que les

médias nous étaient plus favorables en 1981 lorsque face à l'Etat Giscard les Français voyaient en nous les meilleurs défenseurs des libertés ?
Nous ferions fausse route si ce n'était d'abord en nous-mêmes que nous cherchions les réponses à nos difficultés.
Et pourtant, à l'occasion des élections européennes, Lionel Jospin et le Parti Socialiste ont fait une bonne campagne, claire, honnête, imaginative, qui a permis de rassembler l'électorat Socialiste traditionnel et de faire bonne figure. Je crois qu'il n'y a pas un Socialiste qui puisse à cet égard regretter la façon dont ce combat a été conduit et la mobilisation du Parti qu'il a traduite.
Mais comment ne pas comprendre que les militants soient désorientés par le fait que cette campagne, appuyée sur des propositions réalistes, menée dans un contexte économique où les premiers résultats de la politique de Pierre Mauroy et de Jacques Delors commençaient à apparaître, n'ait pas réussi à conquérir ou reconquérir les électeurs gagnés entre 1978 et 1981 et à faire sortir de leur abstention bien des électeurs de Gauche ? On serait à coup sur préoccupé à moins.
Je crois que nous ne parviendrons pas à regagner du terrain, à redonner confiance à nos militants pour que leur action porte ses fruits, si nous ne savons pas analyser mais aussi combler cette sorte de fossé de crédibilité qui s'est ouvert entre le Parti Socialiste et une fraction déterminante de l'opinion qui fait qu'un peu comme Giscard et l'UDF dans les derniers mois de leur règne, quoi que fassent et que disent les Socialistes, ils ne sont plus entendus.
Chers camarades, les rapports entre le Parti et le gouvernement sont bien une composante essentielle de cette crédibilité. Aujourd'hui le problème n'est plus de savoir si le Parti Socialiste sera considéré ou non comme un parti "godillot" ou quelles bottes nous porterons. Telles sont les institutions de la 5ème République. Nous n'avions déjà pas le choix auparavant, nous l'avons encore moins maintenant que repose sur le PS et sur le PS quasi exclusivement l'immense tâche d'expliquer et de soutenir la politique du gouvernement.
Laurent Fabius a dit lors de sa déclaration d'investiture qu'il ne faisait qu'une seule promesse aux Français, leur dire la vérité. Mais quelle portée cela peut-il avoir si parallèlement les dirigeants Socialistes nuancent cette vérité, la corrigent, l'interprètent, comme la vérité d'un moment ou comme la vérité d'une circonstance ? Que peuvent bien penser les Français quand ils entendent le Premier Ministre Socialiste expliquer que la crise sera longue, que les difficultés sont devant nous pour longtemps, si après un responsable Socialiste proclame que la rigueur n'est qu'une parenthèse, et comment peuvent-ils adhérer au redressement et se mobiliser pour l'effort auquel les appelle le Premier Ministre Socialiste si un responsable Socialiste décrète que la politique du gouvernement ne peut pas réussir ?
Sans doute cela n'est-il pas encore arrivé à Laurent Fabius et je souhaite que cela ne lui arrive point, mais je crois aussi que le degré d'incompréhension entre le Parti Socialiste et de nombreux Français ne serait pas aussi grand si cela ne s'était pas produit aussi fréquemment dans le passé.
Chers camarades, je crois être de ceux qui sont à même de dire qu'on peut,

même en période difficile, aller au devant du suffrage universel pour défendre, pour expliquer la politique du gouvernement.
Mais en matière de communication politique, il y a une règle d'or : ne pas faire comme si... C'est-à-dire qu'il faut non seulement faire ce que l'on dit, tenir ses engagements, non pas expliquer que l'on fait cela, mais qu'on aurait préféré autre chose si... On n'explique pas plus avec des "si" qu'on ne gouverne avec des "mais".
Comment les Français seraient-ils en effet convaincus de la justesse de notre politique si nous donnions si peu que ce soit l'impression de ne pas y adhérer, ou que nos explications soient encombrées d'arrière-pensées ?
Chers camarades, il est donc essentiel, et nous n'avons que quelques mois devant nous pour y faire face, que le discours du Parti Socialiste redevienne positivement complémentaire de celui du gouvernement, se situe dans la même logique, relève de la même inspiration. Cela ne condamne pas pour autant le Parti à n'être plus que le duplicateur des circulaires gouvernementales ou le haut-parleur des discours ministériels, tant s'en faut. Il y a un échange très important de réflexions, de propositions qui doit permettre de replacer pour l'opinion l'action du gouvernement en perspective. Les Conventions thématiques qui ont été envisagées lors du dernier Comité directeur peuvent en être le cadre, à la fois pour reprendre l'offensive et relever les défis de la Droite et pour préparer le programme que nous proposerons aux Français en 1986.
Convention sur les libertés, à propos desquelles l'affaire du référendum a permis de démonter la duplicité de la Droite, de renverser l'accusation de sectarisme portée contre nous, et où nous devons à la fois faire le bilan de ce qui a été réalisé depuis trois ans et porter le fer idéologiquement contre les illusions du libéralisme.
Convention sur la décentralisation, sur les nouvelles poches de pauvreté.
Mais une telle entreprise a besoin de toutes les forces du Parti Socialiste et au-delà de la contribution de tous ceux qui fondent leur espérance dans la victoire de la Gauche.
C'est une tâche dans laquelle l'addition de nos différences, de nos sensibilités, au lieu de l'équilibre paralysant qu'il a trop souvent été, doit avoir un effet démultiplicateur. C'est en tout cas ainsi que nous le concevons et que nous entendons contribuer à la réflexion collective. Et c'est aussi pour cela que l'on peut à bon droit s'inquiéter de voir certains placer en bon rang dans leurs préoccupations immédiates, dans des notes qui circulent ou dans des bulletins, le combat contre telle sensibilité du Parti comme si l'on avait à ce point intégré mentalement la perspective de la défaite de 1986, comme s'il fallait d'ores et déjà préparer des règlements de compte.
Nous ne nous installons pas d'avance pour ce qui nous concerne dans l'idée de défaite en 1986. Le souffle nouveau que les décisions du Président de la République ont données à l'action gouvernementale au mois de juillet, la continuité d'une politique économique dont les premiers résultats sont reconnus, y compris des plus lucides de nos adversaires, tout ceci me semble des bases solides pour une remontée en puissance.

J'indique quelques conditions qu'il me paraît nécessaire de réunir pour que le Parti tienne toute sa place. Encore faut-il qu'il soit rassemblé, que la tentation des exclusives et des procès d'intention n'y prennent pas le dessus et que certains camarades ne veuillent pas refaire les batailles d'hier. Imaginez en effet, chers camarades, que l'envie en gagne d'autres ; que donneraient ces batailles entre les hommes d'hier mais avec les arguments d'aujourd'hui ? (Applaudissements)

Le président - Je précise aux membres des deux groupes de travail que celui sur la campagne autour de Christiane Mora peut se réunir dès maintenant au 8ème bureau, en face à L'Assemblée Nationale, et le groupe sur le texte avec Jean Poperen se réunit dans un petit bureau qui se trouve à ma gauche derrière la salle, dès maintenant.
La parole est à Gilly et ensuite à Martine Lignières.

Robert Gilly

Chers camarades, le Parti Socialiste est un parti jeune. Vous me direz, il a déjà treize ans, mais dans un grand nombre de fédérations comme la mienne un tiers de ses adhérents sont membres du Parti depuis 1981. Cela explique que parmi un certain nombre d'adhérents, peut-être les moins formés mais aussi parmi d'autres et une partie de notre électorat, règne actuellement une certaine confusion.
On a parlé aussi déjà de désarroi, entretenu par les médias.
On entend pratiquement tous les jours en ce moment dire que le Socialisme c'est fini, que cela n'existe plus. C'est entretenu aussi par les déclarations récentes et un peu moins récentes des dirigeants Communistes dont on constate finalement que le départ du gouvernement, c'est en quelque sorte la suite à une pente naturelle du Parti Communiste. Il faut se rappeler un certain nombre de précédents historiques et un orateur ce matin a parlé en termes d'opposition.
Il faut se préparer au fait que désormais nous risquons très prochainement d'avoir une opposition sur notre droite et une opposition sur notre gauche ce qui, bien sûr, n'est pas sans troubler un certain nombre de nos camarades qui sont venus au Parti sur la base de l'union de la Gauche.
Et pourtant, l'ensemble des orateurs du Comité directeur s'accordent à dire que la situation politique aujourd'hui est meilleure qu'il y a deux mois, que la Gauche a des marges de manœuvre plus larges...

Le président - Chers camarades, en votre nom à tous j'ai le plaisir d'accueillir le Premier Ministre, Laurent Fabius.
(Applaudissements)
(Arrivée de M. le Premier Ministre)
Excuse-moi, Gilly, tu reprends tes propos.

Robert Gilly - Je disais donc que l'ensemble du Comité directeur s'accorde à

Contribution Jean-Jaurès

dire depuis ce matin que la situation politique aujourd'hui est meilleure qu'il y a deux mois et que la Gauche a des marges de manœuvre plus larges.
Comme eux, je salue et j'apprécie les initiatives de François Mitterrand, je salue la performance de Laurent Fabius à Antenne 2, mais je voudrais aussi relever les références qu'a faites François Mitterrand à Chambéry cette semaine, références à ses idées, aux Socialistes.
Un certain nombre de camarades, notamment Christian Goux, sont intervenu en disant qu'il fallait reprendre la bataille idéologique, qu'il fallait restructurer idéologiquement notre langage et nos perspectives, qu'il fallait reprendre l'offensive sur le plan des idées. Egalement dans le domaine de la stratégie et je rejoins Marcel Debarge lorsqu'il dit que nous devons répéter notre fidélité à l'union de la Gauche, malgré l'attitude du Parti Communiste en matière d'économie. Il suffit de reprendre les trois questions posées ce matin par Jean-Paul Bachy : pour qui modernise-t-on ? Avec qui ? Avec quelle méthode ?
Sur le plan social, où en sommes-nous sur le plan de la défense et de l'élaboration du Code du Travail ? En matière d'imposition est-ce que nous voulons par exemple modifier les impôts locaux, la base, l'assiette des impôts locaux dont nous avons toujours dit que c'était une base d'imposition qui est fondamentalement injuste ?
Dans le domaine de l'école, quelles sont nos perspectives à long terme par rapport au privé et aussi quels moyens allons-nous donner à l'enseignement public pour mener véritablement la rénovation et la modernisation dont il a besoin ?
Il faut donc re-préciser nos perspectives a court et à moyen termes. Je crois que cela est attendu par un grand nombre de nos militants et un grand nombre de nos électeurs. Comme l'a dit Marcel Debarge, il ne faut pas confondre décrispation et confusion, mais il ne faut pas avoir peur de réaffirmer nos valeurs. Et je rejoindrai sur ce point Françoise Gaspard qui disait que finalement c'est le Socialisme qui est moderne, ce n'est pas le libéralisme. Nos valeurs aujourd'hui sont les seules qui peuvent nous permettre de faire avancer la France. Les valeurs de solidarité qui manquent tellement aujourd'hui, les valeurs de justice, elles sont toujours attendues aujourd'hui par nos électeurs et par nos militants.
Enfin je voudrais intervenir sur un deuxième point. J'ai dit que le Parti Socialiste est un parti jeune. Je le répète. Mais je dois regretter comme vous tous que ce ne soit pas véritablement un parti des jeunes. Trop souvent les jeunes aujourd'hui nous considèrent - j'ai entendu le mot prononcé tout à l'heure par une camarade - comme un parti ringard. Et pourtant, la moyenne des militants est entre 35 et 40 ans. Donc cela prouve que nous n'avons pas su parler à cette jeunesse, nous n'avons pas su lui offrir un grand dessein et je crois qu'il ne sera pas trop des dernières années du mandat de notre Assemblée Nationale pour que nous offrions à nos jeunes un dessein qui les accroche définitivement au Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Je donne la parole à Laurent Fabius.

Collection Jean Jaurès

Laurent Fabius

Chers camarades, je suis venu vous dire en cinq minutes et même moins juste un bonjour.

J'ai souhaité le faire parce qu'après tout, même si mes fonctions maintenant, par construction, m'éloignent un petit peu du Comité directeur, je crois qu'il était nécessaire, et cela me faisait personnellement plaisir, de venir vous donner un salut amical.

Je pense que chacun dans sa responsabilité, le Comité directeur dans celle qui est la sienne, le gouvernement dans celle qui est la sienne, le Premier Ministre dans celle qui est la sienne, il est très important que nous ayons des relations proches et confiantes.

Demain comme hier il sera très important d'expliquer ce qu'est le gouvernement. Il faut d'abord que le gouvernement le fasse lui-même. On a commencé à le faire, j'espère qu'on le fera de plus en plus et de mieux en mieux, mais la réalité aussi c'est que le Parti dans ce domaine joue un rôle absolument irremplaçable car beaucoup de nos camarades sont interpellés sur le terrain comme étant le gouvernement lui-même, même s'ils n'ont aucune responsabilité dans le Parti.

Il faut donc, comme j'ai eu l'occasion de le dire, expliquer, expliquer, expliquer encore.

Je prendrai, au nom du gouvernement, des initiatives dans ce domaine mais je compte beaucoup sur le Parti pour m'aider. Et puis, en sens inverse, je pense qu'il est essentiel pour ce que nous essayons de construire d'avoir la remontée de toute une série d'informations, d'observations, de sentiments, parfois de ressentiments, des responsables que vous êtes, des militants que vous rencontrez, et autour de nous des sympathisants et de la population, quelle que soit son opinion.

Il faut que le gouvernement, le Premier Ministre notamment, soient à l'écoute de ce qui se passe dans le pays, à l'écoute de ce qui se passe dans le Parti Socialiste.

C'est pourquoi nous continuerons les dispositions qui existaient déjà et qui fonctionnement bien je crois pour que les ministres accueillent ceux qui sont les responsables du Parti et que les ministres écoutent ce que peut leur dire le Parti.

Dans la période qui vient comme dans la période passée d'ailleurs mais d'une façon peut-être encore plus nette, nous ne pourrons compter que sur nous-mêmes. Cela se précise tous les jours, presque toutes les heures. Ce n'est pas une surprise, mais l'enjeu est tellement important, tellement proche en même temps que je pense que nous n'avons pas le droit de gaspiller aucune de nos forces autrement que pour cette cause que nous servons ensemble.

Gouvernement, Parti Socialiste, Socialistes, rassembler, c'est dans cet esprit que je travaillerai.

J'aurai l'occasion de venir, non pas à chaque fois mais de temps en temps devant ce Comité directeur, peut-être pour faire un jour une intervention sur le fond quand ce sera nécessaire.

Aujourd'hui, avant de retourner à la tâche ingrate de boucler le budget, je

voulais vous dire que particulièrement en ce moment je crois que nous avons tous besoin de beaucoup de fidélité et de beaucoup d'amitié. Merci.
(Appesantissements)

Le président - Merci à Laurent Fabius et je crois pouvoir lui dire en notre nom à tous qu'il trouvera toujours dans ce Comité directeur cette amitié et cette fidélité.
(Applaudissements)
La parole est à Martine Lignières, ensuite à Luc Soubré.

Martine Lignières

Je voudrais, en quelques minutes, parler très rapidement de l'état du Parti et de la vie quotidienne : dans ma fédération, nous avons eu un bureau fédéral fin août qui nous a permis de faire le point des adhésions, des cotisations, et nous avons constaté que dans notre fédération, nous avons une rentrée de cartes inférieure de 20 à 25% par rapport à ce qu'elle était l'an dernier. Je ne sais pas si cette situation est particulière à la fédération des Pyrénées Atlantique ou si elle est plus générale dans le Parti.
Je crois que ce désengagement des militants est certes la conséquence d'un certain nombre de choses : c'est vrai que des militants laïques de la FEN ou proches de la FEN n'ont pas repris leur carte cette année et, de ce point de vue, le travail que nous avons centré sur l'école pour la rentrée n'était pas des plus opportun quant aux mesures qui devaient être annoncées.
C'est vrai aussi que ce désengagement des militants est le résultat de certains votes économiques ; il est peu acceptable que le chômage des jeunes augmente plus rapidement que dans les autres pays européens depuis trois ans et que ce qu'André Bergeron nomme les îlots de pauvreté se soient agrandis depuis trois ans. Or, c'est une réalité.
Où en est-on de la réduction des inégalités sociales ?
Le Parti, à travers le Comité directeur...

Le président - S'il vous plait, voulez-vous écouter l'oratrice.
(D-3
Martine Lignères - …qui est son organisme dirigeant, a fait des propositions depuis un an, deux ans, en matière de justice sociale, des contre propositions vis-à-vis du patronat… tout le monde voit que les marges de manœuvre s'agrandissent sans que la situation de l'emploi soit améliorée.
Par rapport à cette question, où est le rôle d'un parti quand celui ci semble ne pas être entendu sur des points qui paraissent fondamentaux.
Face à ce désarroi, le bureau fédéral a décidé de convoquer une Convention fédérale pour permettre aux militants de s'exprimer sur la situation politique et économique et je ne crois pas que le sentiment que j'exprime soit propre, je crois qu'il traduit et exprime, comme disait Laurent Fabius, un certain ressentiment, un certain désarroi, non seulement chez les militants, mais chez les

Fondation Jean Jaurès

gens qui nous soutiennent.
(Applaudissements)

Le Président - Soubré, ensuite Denise Cacheux.

Luc Soubré

Chers camarades, nous sommes en train de vivre, je crois, un Comité directeur responsable.
On appelle Comité directeur responsable un Comité directeur où les propos sont feutrés après avoir eu un bouillonnement de presse et moyennant quoi tout ce qui n'est pas dit ici a été dit dans la presse avant et moyennant quoi on peut tenir des propos de bonne compagnie.
(Rires)
Je vais vous décevoir, parce que je vais être d'une orthodoxie que je qualifierai peut être de morose, mais c'est le genre aujourd'hui !
Je voudrais d'abord faire une remarque amicale, parce que je partage une partie de ce qu'il a dit, à Alain Richard. Alain Richard a une belle formule, il a dit : il faut gauchir la modernité. Chers camarades, dans les usines, gauchir une pièce ou une pièce gauchie, c'est une pièce tordue !
(Rires)
Alors, je crois qu'il faudrait, là aussi, que nous nous entendions sur le vocabulaire, surtout quand on veut parler vrai et parler peuple.
Mais ceci dit, je dirai tout à l'heure en quoi je suis d'accord avec Alain Richard, notamment sur la position par rapport au Parti Communiste, je voudrais simplement, et cela a été abordé, j'irai vite, parler des rapports de l'Etat et de l'enseignement privé.
C'est vrai, chers camarades, que le grand problème de l'école et de la laïcité n'est pas tranché et c'est vrai que ce n'est pas à nous d'en constater le décès, surtout pas aux Socialistes, et c'est vrai aussi que le projet présenté essayait de résoudre ce débat, par ce que nous avions appelé l'unification et que nous sommes, cela a été dit à de multiples reprises, sur un projet plus modeste.
Quoi qu'il en soit, de la démarche actuelle, je crois et je vous renverrai à l'argumentaire approuvé par le Secrétariat national et qui doit être je crois en quelque sorte diffusé dans les fédérations, que nous n'avons pas consacré les deux systèmes d'éducation à égalité, nous n'avons pas consacré le dualisme scolaire, nous avons d'un côté constaté qu'il y avait un enseignement public et de l'autre qu'il y avait simplement des établissements privés et que ces établissements privés étaient chacun un cas particulier à tel point que la solution de leurs problèmes ne se résolvait pas de la même façon et c'est vrai qu'ils avaient soit des contrats simples, soit des contrats d'association. Je crois que c'est très important de montrer qu'au point où nous en sommes il y a un enseignement public et, à côté, des établissements privés : nous ne reconnaissons pas la globalité du système de l'enseignement privé. Chers camarades, je crois que ces choses devraient aussi être bien définies et bien

Fondation Jean Jaurès

dites.
En ce qui concerne toutes les autres avancées positives elles ont été dites et je suis de ceux qui pensent qu'il ne faut plus songer au terme d'unification mais que l'on doit et je m'inscrirai dans la démarche initiée par Jean Poperen dans son rapport d'activité, tenir compte de la réalité et qu'on l'appelle comme on voudra, ce que nous voulons faire, c'est quoi ?
C'est l'épanouissement du service public, c'est l'épanouissement de l'Education nationale et puis, on peut le dire entre nous, nous souhaitons que dépérisse l'enseignement privé.
Donc il faut changer le rapport de forces sur le terrain, chers camarades, et il faut, et là je ne voudrais pas amener dans cette bataille idéologique quelques conceptions que vous trouveriez vulgaires, mais il faut gagner pour l'Education nationale auprès des consommateurs scolaires. Il faut que les consommateurs scolaires se reconnaissent plus dans l'Education nationale que dans l'enseignement privé. Il faut gagner, on le dirait autrement, des parts de marché.
L'Education nationale scolarise actuellement 83% des enfants. Imaginez la situation si elle scolarisait 90%. A ce moment-là ce serait le rétrécissement de l'enseignement privé sur des bases confessionnelles ou de classe et ce serait changé. Donc il faut que nous aidions à gagner l'Education nationale et que nous l'aidions à gagner sur le terrain.
Alors, chers camarades, quand on parle de reconquête, reconquête du marché c'est un peu vulgaire, reconquête de l'opinion publique, comment accomplir cette tâche quand les Socialistes eux-mêmes, d'abord craignent cette idée de reconquête parce qu'ils ne sont pas sûrs de ce que nous avons déjà réalisé ou ce que nous sommes en train de réaliser, et qu'ils doutent eux-mêmes; et j'ai entendu des secrétaires fédéraux qui me parlent me dire par exemple qu'au nom de la défense de l'école publique ils ne diffusaient pas les affiches Socialistes qui sont pour l'école publique. Alors, chers camarades, si quand on veut renforcer une idée on commence par mettre dans sa poche ce qui pourrait être en quelque sorte la devanture et la publicité, je ne vois pas comment on peut aboutir.
Il semble aussi que pour avoir l'idée de reconquête il faut savoir de quoi nous partons et si nous avons des acquis. Si nous nous laissons influencer par tout ce que dit la Droite sur ce que serait l'Education nationale ou sur ce que seraient nos propres positions, par exemple quand la Droite dit ou a l'air de dire que nous sommes pour le laxisme ou pour le manque d'autorité des professeurs etc. ou encore que nous sommes contre l'effort, comment aboutir ? Qui a tenu ce discours parmi nous ? Personne. Mais la Droite nous ferait presque croire que c'est nous qui avons tenu ce discours, que nous n'avons jamais tenu.
Je crois qu'il faut voir ce que nous avons fait depuis quelques années, ce que nous sommes en train de faire et je me permets de vous demander, je sais que vous avez tous de lourdes tâches, de vous replonger dans ce que nous avons publié… je suis très content... Mexandeau n'est plus là, mais j'allais lui rendre hommage, je vais faire comme s'il était la… de ce que nous avons publié qui était : Libérez l'école, plan Socialiste pour l'éducation. Vous voulez, chers

camarades, que je vous rappelle les grands axes qui étaient dans ce plan ?
C'était notamment : concevoir un système éducatif comme un système d'éducation permanente. Est-ce que nous avons renoncé à cela ou est-ce qu'il y a eu un début de réalisation ?
C'était : promouvoir une école inégalitaire pour créer les conditions d'une véritable égalité. Est-ce que nous ne sommes pas en train de réaliser ?
Etablir une cohérence entre le budget de l'Education nationale et les objectifs généraux de la Gauche : par ces temps de rigueur, je vous demande de regarder le budget actuel de l'Education nationale et de voir les autres budgets.
Nous disions qu'il fallait des équipements, des emplois nouveaux ; sur ce thème là simplement je donnerai quelques détails.
Les crédits en équipements, chers camarades : le plan machine outil, le plan informatique dans les établissements scolaire, est-ce qu'on les passe par pertes et profits ou est-ce qu'on essaie de montrer que nous avons même avec insuffisance été dans le bon sens et que nous continuons ?
Quand on regarde les priorités qui étaient données par le plan Socialiste de l'éducation, promouvoir l'éducation continue, privilégier la petite enfance, généraliser la formation technique, je vous rappelle au passage que dans ce gouvernement il y a eu la création d'un secrétariat à l'enseignement technique et aux technologies et aux enseignements technologiques, est ce que c'est innocent ou est ce que nous ne sommes pas dans le bon sens ?
Je pense que nous disions aussi qu'il fallait renouveler les institutions scolaires. Par quel moyen ? La décentralisation, chers camarades. On disait que les collectivités locales, territoriales, devaient de plus en plus aller dans le sens de la complémentarité avec les établissements d'enseignement ; est ce que ce n'est pas en train de se réaliser ? Est-ce que des choses ne sont pas faites ? Est-ce que les déclarations du ministre de l'Education nationale ne vont pas dans ce sens ? Bien évidemment oui.
Mais si on ne connaît pas ces acquis, les bases dont on part, alors on a la sinistrose et on n'a pas envie de conquérir l'opinion publique.
Il faut dresser un bilan, mais ce n'est pas tout, il faut aussi que nous puissions définir les choix et les priorités actuelles
Il faut que nous, en quelque sorte, considérions ce que nous avons réparé dans l'Education nationale après vingt trois ans de droite et ce que nous voulons développer.
C'est vrai qu'il y a eu des insuffisances pas toutes dues à la conjoncture, des maladresses, mais on ne peut pas dire que rien n'est fait ou que rien n'a été fait et le Parti doit donc occuper la bataille idéologique autour de son axe essentiel.
Je vous rappelle ce qu'est l'axe essentiel en matière éducative : la création d'un enseignement de masse pour que chaque jeune puisse acquérir la meilleure qualification possible, aller jusqu'au bout de ses possibilités, et l'objectif ne sera atteint que par la victoire de l'école publique.
Cette victoire de l'école publique suppose que nous en soyons absolument convaincus et que nous ne soyons pas nous-mêmes les véhicules du dénigrement de l'école publique.

Fondation Jean-Jaurès

Je ne dis pas qu'il faut voir tout en rose, mais nous n'avons pas à véhiculer les échecs de l'enseignement de l'école publique qui font voir les faiblesses, mais sa force.
Cette actualisation de nos positions devrait être faite l'année qui vient et ne pas être faite en vase clos, mais au moyen d'un colloque national ouvert. C'est une proposition que je me permets de faire qui devrait permettre d'actualiser nos positions et qui permettrait de faire que le Parti Socialiste puisse intervenir dans des débats, car je vous rappelle qu'hier au soir, peut-être l'avez-vous vu, il y avait un débat à "Apostrophe" sur l'éducation et, à part un auteur, cela a été un déluge de dénigrements de l'éducation.
Il faudrait que nous ayons des armes, armer nos militants pour occuper cette place. Voilà ce que je voulais dire sur cette question.
Je terminerai très brièvement, par rapport au Parti Communiste pour dire que les propos d'Alain Richard m'ont beaucoup intéressé. C'est vrai que, par rapport au Parti Communiste, nous n'avons pas intérêt à jeter de l'huile sur le feu et à prendre sans arrêt l'opinion à témoin pour le contredire ou pour lutter contre les Communistes. Mais, chers camarades, quand même, il ne faut pas faire semblant de ne pas voir que le Parti Communiste est en train de s'enfoncer et il ne faudrait pas que, face à l'histoire, nous soyons accusés de non-assistance à personne en danger... (mouvements)... car le Parti Communiste est en grave danger de trahison, de trahison de l'union de la Gauche et de trahison des couches sociales qui lui ont fait confiance. Chers camarades, si nous restions indéfiniment silencieux, je pense qu'on pourrait porter cette accusation. C'est pour cela qu'il faut gérer cette affaire, non pas en mettant de l'huile sur le feu mais en regardant ce qui se passe et en prenant à témoin l'opinion de gauche.
(Applaudissements)

Le président - Denise Cacheux. Ensuite Philippe Lentschener.

Denise Cacheux

Mes chers camarades, c'est le premier Comité directeur qui se réunit après les événements de cet été et je voudrais qu'il soit dit à ce Comité directeur que nous pouvons dire merci à Pierre Mauroy pour tout ce qu'il a fait pendant trois ans.
(Applaudissements)
Je voudrais ici, très brièvement, en quelques mots, rendre hommage à ce qui m'a paru être ce qu'il a fait, et ce qu'il était, c'est-à-dire sa fidélité à ses convictions, la construction du socle du changement et sa parfaite loyauté à l'égard du Président de la République, ce qui me paraît l'essentiel de ce qui a été fait en trois ans.
Il faut dire aussi qu'il a bénéficié sur une partie de son parcours de l'état de grâce de l'arrivée de la Gauche au pouvoir. Le nouveau gouvernement bénéficie de cet appel d'air, des modifications de l'été, mais il ne faut pas oublier qu'il a tout de même trois ans d'exercice du pouvoir par la Gauche derrière lui, ce qui est un poids et que, par la force des choses, l'état de grâce sera beaucoup plus

Fondation Jean Jaurès

court.
Je pense que notre nouveau Premier Ministre a même un appel d'air dans la politique, c'est la tarte à la crème de parler de son âge, mais je crois que le rajeunissement n'est pas qu'une question d'état civil ; sa technique de la communication, ce changement de forme de la communication, le changement d'image du gouvernement, sont une bonne chose pour nous, mais je souhaite que cet appel d'air ne se fasse pas que sur la forme et le passage de Laurent tout à l'heure au Comité directeur, son appel à notre amitié, à notre sympathie qui, bien évidemment, lui sont toutes acquises et au-delà, me semble un peu insuffisant. J'aurais aimé qu'il demande et qu'il dise autre chose au Comité directeur sur le fond de sa politique, sur ce qu'il attendait du Parti, sur la façon dont il demandait au Parti de comprendre et d'adhérer à sa politique, d'en débattre avec lui. J'ai trouvé que c'était un petit peu court. Il a demandé au Parti d'être là pour expliquer la politique du gouvernement. Bien évidemment, on est là pour cela, et cela lui est tout a acquis.
Il a demandé au Parti de l'informer sur l'état de l'opinion. Bien évidemment, et c'est tout acquis.
Mais j'aurais souhaité qu'il demande aussi à nourrir l'action du gouvernement de la réflexion du Parti et je pense que le Parti lui-même doit se poser des questions sur la façon dont lui, le Parti, pense nourrir l'action du gouvernement, non pas dans les semaines et les mois qui viennent, mais dans les années qui viennent.
Nous avons mis en œuvre un certain nombre de propositions que nous avons élaborées. Il reste bien évidemment à les faire entrer dans la réalité des faits, ce qui n'est pas toujours encore le cas, il y a des résistances terribles au changement, mais je crois que le Parti doit aller au-delà.
J'ai été frappée par les sondages qui sortent cette semaine. C'est tout de même notre Parti qui garde la meilleure image des Partis politiques et c'est même le seul Parti qui garde une image positive. C'est un acquis, mais à nous de conserver cet acquis, à nous d'aller au-delà maintenant dans notre réflexion et nos propositions d'intégrer beaucoup plus, tous ensemble, et ce n'est pas du tout une critique, c'est une question que je nous pose à nous tous : comment intégrer beaucoup plus l'ensemble des militants à la réflexion et à l'action du Parti ?
Ce qu'on entend le plus vis-à-vis de nos militants, les reproches qu'on a même comme responsables politiques ou comme élus, c'est : "Vous faites appel à nous quand vous avez besoin de porter des tracts et puis, le reste, cela se passe ailleurs ".
Je crois que c'est tous ensemble que nous avons à réfléchir et à chercher comment mieux associer les militants non seulement à nos campagnes, puisque c'est le sujet de réflexion d'une Commission qui va nous faire part de ses réflexions tout à l'heure, non seulement associer les militants aux campagnes du Parti, mais les associer aux analyses du Parti, aux décisions du Parti.
Un peu trop souvent - et on est tous dans la même charrette dans cette réflexion-là - les militants ont l'impression d'être mis devant le fait accompli.
Je pense également que Luc qui m'a précédée à la tribune faisait sur le mode

Fondation Jean-Jaurès

humoristique une référence à des sensibilités qui se sont exprimées dernièrement. Je trouve que c'est normal dans le Parti et ce serait dommage pour la richesse du Parti de faire l'impasse, de nier ces différentes sensibilités, mais dommage aussi de ne pas en tenir compte. On doit tenir compte dans le Parti de toutes ces sensibilités. Il ne doit pas y avoir d'exclusive, ni d'exclusion vis-à-vis des uns et des autres.
Je ne sais plus dans quel livre François Mitterrand disait - ma citation remonte avant 1981, je ne sais pas si elle est exacte - "Ils rêvent de bâtir une cathédrale et ils n'arrêtent pas de construire des chapelles". Je crois que c'est toujours un peu le fait de notre Parti.
J'ai été frappée depuis ce matin de voir la façon dont les applaudissements étaient sélectifs selon les interventions, alors que j'ai trouvé chez les uns ou chez les autres, quelle que soit la sensibilité dont se réclamaient les camarades, - que ce soit Christian Goux ou Alain Richard - des choses qui nous satisfaisaient tout à fait, alors que les applaudissements étaient sélectifs dans la salle...
(Applaudissements)

Dans la salle - Bravo, Denise, très bien.

Denise Cacheux - C'est très astucieux de ma part, vous le remarquez...
(Rires)
Je terminerai en disant - cela n'a échappé à personne -que le Parti a besoin maintenant d'élaborer un certain nombre de propositions. Des suggestions ont été faites depuis ce matin. Parce que je vis, parce que je ressens, j'aimerais qu'on aille plus loin dans notre réflexion et dans nos propositions sur une réflexion sur les nouvelles pauvretés et les inégalités créées par le système même qu'on a mis en place, réflexion sur la place de l'Etat dans la société, réflexion sur quel rassemblement de tous les Socialistes.
Je ne terminerai pas sur une formule, mais sur une réflexion c'est sur la formation. Je pense que nos militants actuellement sont un peu "vacants", parce qu'ils sont arrivés pour certains d'entre eux... - il y avait un camarade qui rappelait qu'un tiers de sa fédération datait de 1981, je n'ai pas fait le pointage dans la mienne -... sur un élan de cœur, sur une idée, mais qu'ils n'ont pas d'histoire, ils n'ont pas de passé dans le Parti, ils n'ont pas de tradition. Or, pour bâtir l'avenir, il faut une histoire et il faut une tradition.
Il est évident qu'on est dans une période de complet renouvellement et qu'il faut que ces militants-là, pour construire l'avenir avec nous, aient un passé avec nous et que nous devrions avoir d'une façon systématique une formation à l'histoire du Parti, à l'histoire des traditions Socialistes, aux valeurs du Socialisme, pour que ce soit le socle commun à nous tous, pour qu'ensemble, nous puissions faire des propositions adaptées au monde d'aujourd'hui.
Voilà tout ce que je voulais vous dire.
(Applaudissements)

Le président - Merci.

Collection Jean Jaurès

Philippe Lentschener.

Philippe Lentschener

Comme tout le monde, je présume, j'ai apprécié l'intervention de Laurent Fabius. J'y ai lu la ferme affirmation qui, me semble-t-il avait quelque peu déserté tous nos rangs, que l'espoir à nouveau renaissait et qu'il était possible de gagner 1986. Cet espoir est né d'un même concept fort, adapté, et spécifique. C'est la modernité. Et nous devons tous nous réjouir du fait qu'un homme domine parfaitement la communication de son image au travers du médium roi, la télévision, qui nous fait un peu peur, pour donner corps à cette modernité.

Proximité dans le langage, clarté dans l'expression, intérêt envers les préoccupations, c'était parfait. Et pour ceux qui seraient tentés de faire la fine bouche, il ne faudrait pas oublier qu'avant lui, tout autre homme politique, placé dans les mêmes conditions, qu'il soit ministre des Finances ou de la Recherche, n'avait pu faire passer cette idée aussi facilement et aussi clairement, ce qui devrait relativiser les critiques qui ont été apportées.

Pour qu'une République soit moderne, il ne suffit pas de le décréter ; il faut lui donner une représentation et nourrir son corps. Mais nous devons aujourd'hui bien évaluer ce que l'émergence de cette réalité nous impose, en tant que Parti. Auparavant, j'aimerais rappeler cette évidence qui a déjà été rappelée mais deux fois valent mieux qu'une, si la modernité est un moyen accepté, si l'espoir paraît à nouveau possible aujourd'hui, tous deux naissent de la continuité et c'est l'action entreprise depuis trois ans qui crédibilise les propos aujourd'hui tenus.

Je vais encore une fois faire une répétition, mais l'histoire de la Gauche ne commence pas le 24 juillet 1984. En cherchant dans nos mémoires, on peut se rappeler un article de Pierre Mauroy, en février 1982, sur la modernisation de la France. Il posait, en des termes clairs, précis et concis, ce qui aujourd'hui fait le corps des propositions de Laurent Fabius.

Etre moderne c'est voir le présent avec l'avenir en point de mire, mais c'est aussi voir l'avenir avec la mémoire de l'action, et j'aimerais ici souligner la profonde reconnaissance et le profond respect que, personnellement, j'éprouve pour l'action d'Alain Savary qui, a défaut d'être opportuniste, a su être moderne. Tout le monde sait bien que, par exemple - c'est un fait connu - chaque classe d'âge, au Japon, est scolarisée à 90%, quand les classes d'âge correspondantes françaises le sont 6 à 7 fois moins.

Alain Savary - il y a des choses que l'on ne sait pas, parce qu'on a parlé du projet mais peut-être pas beaucoup de son contenu - posait les bases d'une école publique apte à répondre à des défis, à cette modernité : 1 vidéo-disque par établissement du secondaire, l'équipement en micro-informatique des lycées français, la création avec Hachette Nathan et d'autres d'un GIE. produisant des logiciels éducatifs et ludiques. Je ne doute pas un seul instant que cette action sera entretenue et approfondie, mais il faut savoir que si la rentrée scolaire est aujourd'hui possible et tournée vers l'avenir, c'est aussi à Alain Savary qu'en grande partie on le doit.

Laurent Fabius a une chance formidable, et on s'en réjouit tous, c'est qu'alors que tous les hommes politiques demandent à être jugés sur ce qu'ils vont faire, lui peut s'appuyer sur ce qui a été fait.
C'est une chance extraordinaire !
Des scanners doublés en deux ans, la résonance magnétique nucléaire enfin installée, c'est une médecine moderne !
Des personnels de recherche plus nombreux, des structures autonomes, une augmentation budgétaire constante, c'est une recherche moderne !
Un service public créé qui a investi, innové, qui assure des mutations - par exemple, on peut se souvenir que la CGE a plus reçu en deux ans qu'en vingt ans d'histoire de la Droite au pouvoir - c'est un secteur public moderne !
La mémoire humaine est chargée de chagrin et de trouble, peut-être, mais il faut savoir faire la part du cœur et celle de la raison.
Mais, cette modernité va nous donner une obligation. On a toujours tous pensé ici que le Parti Socialiste devait être tout entier groupé autour du Premier Ministre de la France et toute autre attitude a conduit à la diversion, au trouble, à l'incohérence, à la non-compréhension de ce que nous cherchons. Alors, la modernité, eh bien moi, j'aurais tendance à dire : chiche, allons-y ! Mais cela nous impose quoi ? Qu'est-ce que cela veut dire ?
Est-ce que cela veut dire - et je dis cela au moment où un groupe se réunit - nos sempiternelles campagnes, une fois une campagne d'adhésion, une autre fois une campagne sur l'école ? Je n'en suis pas sur.
Plus que jamais, le Parti ne peut plus suivre ou accompagner l'action du gouvernement. Il est obligé désormais de la devancer. Le Parti doit devancer le gouvernement sur son propre terrain, car accompagner ou suivre, c'est totalement réducteur au regard d'un potentiel.
Alors moi, personnellement, vu mon âge et en tant que membre du Comité directeur, il y a une chose que je n'accepte pas et qui m'énerve grandement, c'est que la modernité et l'audace soient confisquées par le gouvernement. Personnellement, je n'accepterai pas qu'un groupe qui gère puisse être en avance sur un groupe qui doit innover, proposer et prospecter.
Nous devons être encore plus à l'écoute des aspirations nous devons être dans le mouvement social pour lui offrir un débouché, nous devons - pourquoi pas en éclatant ce Comité directeur en multiples Commissions, et l'on verra bien qui a des idées - offrir un fourmillement d'idées, avoir des propositions neuves et motivantes, des propositions spécifiques et adaptées.
Alors, laissons les chiffres et les indices aux gouvernants. Je ne crois pas que ce soit un problème de débat sur une culture qui existerait ou qui n'existerait pas.
Mais se battre sur la technocratie, c'est épouser une culture politique dominante qui, j'en suis sur, j'en suis certain, j'en suis convaincu, n'est pas la nôtre.
Le Parti - et je pense là aux élections européennes - n'a jamais été plus fort que lorsqu'il a été rassemblé, que lorsqu'il a été au devant de la France.
Ne nous y trompons pas - et la SOFRES cette semaine l'a confirmé - notre langage, qui est codé, qui est stéréotypé, n'est pas perçu. Ne nous faisons pas d'illusion. Acceptons une remise en cause, cessons de nous cacher derrière notre

Fondation Jean Jaurès

petit doigt en pensant que nous avons forcément raison.
Le secrétariat à la communication va sortir des affiches. Moi, personnellement, je préférerais qu'il nous apprenne à créer, à contrôler, à faire des radios locales partout. Je rappellerai une évidence : à Paris, après 17 heures, elles sont leaders en audience. Une question toute simple : est-ce qu'on va regarder passer le train des télés libres, comme nous avons laissé passer celui des radios libres ? La Droite, une nouvelle fois, elle, ne le fera pas.
Pourquoi - Edith Cresson n'est pas là, mais elle a lancé une formidable machine administrative qui permet de construire des entreprises en un mois - ne pas, après tout, puisque c'est une chose que le gouvernement a faite, qui est à porter à son crédit, que d'avoir réhabilité l'entreprise, pourquoi ne pas créer des entreprises expérimentales ? Pourquoi est-ce que, comme à Valence, on ne créerait pas des réseaux-vidéo câblés ? Pour demain, est-ce que le Parti dominera l'image interactive avant les professionnels de la communication dont on a parlé, ou est-ce qu'on laissera à nouveau les partis de droite confisquer ce domaine ?
La fête de l'Humanité va recevoir Nina Hagen après avoir reçu les Rolling Stones. Hier soir, Renaud, au journal télévisé, a dit qu'il se trouvait très proche du Parti Communiste. Alors, on peut dire ce qu'on veut, on peut dire que c'est du folklore, que ce n'est pas là que se gagnent les combats politiques, mais je pose des questions toutes simples : quel est notre univers culturel ? Qui sont nos Gide, nos Malraux, nos Camus d'aujourd'hui ?
Paul Quilès travaille à aménager la loi Quilliot. Il a raison. Il montre l'exemple, avec des vrais mutuelles du logement pour les étudiants, comme celles qui ont été créées à Nantes. Il faut que partout, dans la France entière, des choses comme cela soient créées, et il faut que ce soit des militants du Parti qui insufflent et soient à la base de telles choses.
Qu'est-ce qu'on va répondre à ceux qui nous demandent où est passé le temps libre ? Quel discours moderne tiendrons-nous aux jeunes appelés ? Et comment demain allons-nous, en tant que Parti, parler aux gens dans l'entreprise ? La crise s'impose à tous, c'est une évidence, et la bataille des chiffres, je ne suis pas certain qu'elle serve à grand chose. Il ne s'agit plus de dire qu'un pouvoir d'achat a augmenté de 10% là où il n'augmentait que de 3% auparavant. Mes camarades, pensez juste à une chose : lorsqu'un ménage qui perçoit 8000 F. voit son niveau de vie augmenter de 10%, faites un calcul... cela ne fait jamais que 800 F. Voilà des choses concrètes ! 10% d'un côté, 800 F. de l'autre... et même s'il ne faut pas galvauder les choses, 800 F... il n'y a pas de quoi faire basculer un vote ! Il faut savoir ces choses-là... (quelques protestations)... Je suis prêt à répéter ce que je viens de dire.
Alors, il va falloir trouver des mots pour expliquer la solidarité...

Le président - Vas-y, continue... Laissez parler l'orateur, s'il vous plait.

Lentschener - …alors, il va falloir trouver des mots pour expliquer la solidarité, pour expliquer la place à tenir dans la société civile, l'apport de chacun, de façon

à redonner des certitudes aux gens qui forment notre base sociale.
Laurent Fabius et la modernité, cela a quand même donné un coup de vieux au Parti, et un coup de jeune au gouvernement Tant mieux pour l'un, on va faire avec pour l'autre... Mais la modernité nous impose de tout faire pour que le décalage entre le nouveau gouvernement et le Parti soit vite comblé.
Laurent Fabius a dit que pour être l'homme de son pays, il fallait être l'homme de son temps. Moi, je dirai que pour être le Parti de son pays, il faut être en avance sur son temps.
(Applaudissements)

Le président - Georges Sarre, ensuite Ayrault.

Georges Sarre

Chers camarades, je commencerai par une interrogation : les inflexions annoncées par le nouveau gouvernement suffiront-elles à mobiliser notre électorat ?
Première constatation, et cela fait plaisir à dire : il y a des inflexions : dans le choix des hommes... (rires et applaudissements)... je l'attendais... L'annonce du gouvernement - et vos applaudissements en témoignent - a eu un écho favorable dans l'opinion.
Deuxième élément : le départ des Communistes s'est fait dans des conditions claires. Il est profondément regrettable et marque la fin d'une période. L'époque de l'union de la Gauche, telle que nous l'avons connue depuis des années, depuis 1972,est révolue. Mais les conditions dans lesquelles les Communistes ont fait leur choix sont sans ambiguïté. Les conditions sont publiques, les causes aussi, et nous avons là - j'y reviendrai tout à l'heure - un rôle important à jouer.
Autre élément : il y a des inflexions dans le contenu de la politique.
Le premier problème de la France est un problème industriel. Cette priorité est bien affirmée comme telle, il faut s'en réjouir. Mais, pour s'en réjouir vraiment, chers camarades, il faut que les moyens suivent.
Il y a aussi des inflexions dans les méthodes : des décisions rapides, la réaffirmation de l'autorité de l'Etat, vont dans le sens de ce que nous souhaitons. Mais ces inflexions suffiront-elles à mobiliser notre électorat, à rassembler autour de nous ?
L'emploi et la modernisation.
La modernisation de l'appareil industriel, eh bien rien de nouveau sous le soleil, nous y sommes favorables. Mais, coller l'étiquette de la modernisation sur chaque suppression nécessaire d'emploi est une erreur. Elle conduit l'opinion à assimiler modernisation et chômage. Or, l'emploi, c'est la première préoccupation des Français. Il ne suffit pas de le dire - comme on a pu le lire cet été dans des tribunes de presse - et d'affirmer dans le même temps que la politique économique de rigueur et de récession est l'horizon indépassable de notre temps, parce qu'alors, chers camarades, il y a tromperie sur la marchandise !

Fondation Jean-Jaurès

Pour assurer la modernisation - et nous le savons, là encore, depuis 1981 - il faut 50 à 60 milliards. Allons-nous les dégager ?
Soyons clairs. Pour freiner la dérive du chômage tant qu'il en est temps, avant 1986, des inflexions fortes sont nécessaires dans la politique budgétaire, dans la politique monétaire, dans notre politique commerciale extérieure. Il vaut mieux le dire que d'additionner des vœux sans en définir les moyens.
Prenons un exemple : la réduction des prélèvements obligatoires.
Là encore, il faut bien dire que la baisse des prélèvements obligatoires en période de non-croissance aboutit à une grave auto-limitation des moyens d'action de l'Etat. Le budget pour 1985, auquel, si nous avons bien compris, travaille en ce moment Laurent Fabius, pourra-t-il peser dans le sens d'un soutien à l'emploi ? Je vous livre ma pensée : non, malheureusement. Si ses effets négatifs pour l'emploi sont maîtrisés, ce sera déjà un bon résultat.
Dans ces conditions, nous ne devrons compter que sur les effets mécaniques d'une reprise faible l'an prochain.
Comment le secteur public et les entreprises nationales auront-elles les moyens de jouer un rôle directeur ? Comment seront financées les fameuses "filières" ?
Chers camarades, au jour où nous sommes, ces interrogations demeurent.
Autre question importante pour nous : cette politique peut-elle rassembler ?
Le changement d'hommes, le changement de méthodes sont sans doute capables d'apaiser, je ne crois pas qu'ils soient suffisants pour rassembler.
Que signifie le rassemblement ?
L'idée d'un rapprochement avec le centre parait évanescente. Quel centre ? Quelle formation centriste ou modérée pense à autre chose aujourd'hui qu'à notre succession ?
Le thème de la décrispation opère surtout au sein de la Droite pour classer les concurrents, en repousser certains à droite, en faisant apparaître les autres comme plus responsables. Très franchement, ce n'est pas tellement notre affaire ! C'est l'apaisement, ce n'est pas le rassemblement.
Toute idée de rassemblement ne peut prendre corps qu'autour de projets, de perspectives acceptées. Cela exige une politique ferme et volontariste autour de laquelle peuvent s'agréger des femmes et des hommes, à commencer par ceux qui nous sont proches car, chers camarades, on n'a pas le droit de dresser l'acte de décès de l'union majoritaire.
Notre premier souci doit être d'agréger autour de nous les électeurs Communistes, et je rejoins en cela deux autres orateurs, et non de les provoquer.
Si une période de l'union de la Gauche est morte, cela ne signifie pas que l'idée d'un rassemblement auquel participent au premier chef les Communistes soit morte, au contraire. Il ne faut pas laisser les Communistes sur le bord de la route.
Nous abordons donc, je le crois, une nouvelle période. Nous sommes à vingt mois des élections législatives, c'est dire que nous sommes dans la dernière longueur et que la campagne est entamée. Le grand affrontement gauche/droite de 1986 est commencé. Cela appelle, pour l'immédiat, notre engagement dans la bataille.

Fondation Jean-Jaurès

Cet engagement, pour notre part, est clair et lucide.
Je l'ai dit, les inflexions apportées ne paraissent pas suffisantes pour modifier vraiment le cours des choses et pour rassembler autour de nous. Je vous le dis comme je le pense : la solidarité, l'amitié n'excluent pas la lucidité.
Nous sommes sur la lancée des choix regrettables faits en mars 1983 et qui ont façonné les conditions difficiles dans lesquelles nous sommes amenés à préparer maintenant la bataille de 1986.
L'heure n'est pas aux regrets et aux remords. A la croisée des chemins, un mauvais chemin a été pris. Nous n'avons sûrement pas fini de méditer sur cette période. Mais aujourd'hui nous ne la rayons pas d'un trait de plume, et le redressement que nous appelons de nos vœux n'aura en toute hypothèse que des effets tardifs.
Mais nous sommes dans une période nouvelle, celle qui prépare 1986. Personne ne pourra se soustraire à cet engagement frontal, et comme nous pensons qu'il s'engage maintenant, autant y prendre sa part dès maintenant. Comment dire les choses plus simplement ?
Voilà pour aujourd'hui.
Mais l'extraordinaire défaite idéologique que nous vivons doit pousser plus loin nos réflexions.
Quelle issue ? Celle de rassembler. On ne rassemblera pas par un immuable face à face de la Gauche avec elle-même, par un tête à tête stérile PS-PCF, par une nouvelle version du dialogue idéologique. On doit rassembler autour des questions décisives qui valent pour l'ensemble du pays. Pour rassembler, nous ne devons pas nous adresser seulement à la Gauche mais à tout le pays et traiter de l'essentiel, bref, cerner les idées-clés, les idées-force autour desquelles se fondera demain un rassemblement positif et constructeur.
Cela demandera du temps. Notre horizon va au-delà de 1986. Mais il faudra bien, chers camarades, répondre à notre recul, à notre défaite dans l'ordre des idées, il faudra bien répondre à cette stupéfiante déroute de nos valeurs, de nos choix, il faudra bien répondre à la perte d'identité de la Gauche.
A quoi sert la Gauche ? Entre la Gauche des années 1990 et celle que nous avons connue depuis la fin de la 2ème guerre mondiale, il y aura peut-être plus de différence qu'entre la Gauche de 1970 et celle de 1848.
Répondre aux questions qui touchent à la survie du pays, voilà un de nos objectifs. Quel sera, chers camarades, le contenu de la démocratie dans les années qui viennent ? Quelles marges de manœuvre nous seront laissées dans un monde où le système bipolaire se renforce, où les décisions monétaires, économiques, militaires sont de plus en plus concentrées aux Etats-Unis ?
Conserver à la démocratie un contenu, c'est se battre bec et ongles pour l'indépendance, et c'est vrai pour tous les pays d'Europe.
L'une des idées-force autour de laquelle nous pourrons rassembler est assurément celle de l'indépendance pour que la démocratie et la République gardent un sens et un contenu. Le déclin de toutes les valeurs du monde du travail doit nous inviter à mieux analyser et comprendre les modifications, les bouleversements qui se produisent au sein de la société française.

Fondation Jean Jaurès

Voilà, chers camarades. C'est en traitant vraiment ces questions que nous serons à la hauteur de nos responsabilités et que nous pourrons préparer les rassemblements de demain.
(Applaudissements)

Le président - Ayrault, ensuite Huntzinger.

Jean-Marc Ayrault

Chers camarades, je risque d'apparaître un peu "ringard", puisque le mot est à la mode aujourd'hui. Je vais vous reparler de l'école et de la laïcité.
Ce qui a été décidé, retirer le projet Savary, ce que nous avons décidé de faire, qui est en fait un recul, et nous avons eu le courage de le dire, par rapport à nos engagements - je ne critique pas, nous ne pouvions pas faire autrement - malgré tout n'est pas sans laisser de trace dans le Parti, et n'est pas sans laisser de trace dans le Parti profond, je veux dire en particulier parmi les cadres de la politique du Parti, les secrétaires de sections, les membres des CEF, qui sont très souvent des militants formés à l'école du syndicalisme ou dans les associations de parents d'élèves, qui ont dès le départ de leur engagement politique intégré le combat pour l'école publique.
Alors il faut être clair, il faut le dire, il y a aujourd'hui un désarroi dans le Parti, et cela n'a peut-être pas été dit assez à l'occasion de ce Comité directeur, je le dis franchement.
Oui, beaucoup de désarroi, beaucoup d'inquiétude, et nous devons essayer de répondre à cela. Je pense que c'est d'autant plus grave que quand les cadres moyens du Parti sont touchés, c'est tout le Parti dans son ensemble qui est touché. Quand le Parti connaît des difficultés, quand la situation est difficile, les militants ont tendance à se replier sur eux-mêmes, à ne plus venir aux réunions, à ne plus participer aux actions du Parti, et ce sont souvent et même toujours les cadres moyens du Parti qui raccrochent, qui sont là pour relancer l'action, pour redonner confiance. Si ceux-là sont touchés, cela aura des conséquences graves pour le Parti.
Certains camarades ont dit que finalement c'était une bonne chose, ce qui a été décidé. Sur le plan des circonstances, sans doute, mais sur le plan du fond de la question, cela est plus inquiétant, et on a un peu tendance aujourd'hui à dire que ce problème de la laïcité, c'est une question un peu archaïque, un peu dépassée, qu'il faudrait être moderne dans ce domaine. Eh bien moi, je ne suis pas d'accord pour opposer la rénovation de l'école à la question de nos valeurs, et la laïcité, c'est une de nos valeurs.
Qu'est-ce que c'est, la laïcité ? Cela a toujours été notre grand combat pour l'égalité des chances, pour donner à tous les enfants les mêmes chances pour accéder au savoir, et c'est aussi le refus de l'individualisme, le refus du repli sur soi. C'est l'acceptation des différences c'est la solidarité.
Alors est-ce que ce sont des valeurs dépassées aujourd'hui ? Au contraire, je pense que ce sont des valeurs qui sont encore plus d'actualité et qu'il ne faut pas

avoir peur de défendre.
Quand on dit cela, on nous reproche de vouloir rallumer la guerre scolaire. La guerre scolaire, parlons-en. Aujourd'hui, dans l'Ouest de la France, les autorités académiques, dans un certain nombre de départements où il n'existe pas dans de très nombreuses communes d'école publique, ont décidé d'ouvrir des classes à la rentrée 1984 et ce sont les maires réactionnaires de ce vieux pays chouan qui ont décidé de refuser de mettre à la disposition de l'école publique les moyens matériels nécessaires à l'ouverture de ces classes. Eh bien cela, c'est une réalité. Il ne s'agit pas, je le dis franchement, de rallumer une espèce de vieille guerre "cléricaux/anti-cléricaux", ce n'est pas là le fond du problème. Dans ces villages de l'Ouest de la France, dans ces petites communes rurales, ce sont souvent les militants passés par le syndicalisme agricole ou ouvrier qui sont d'origine catholique, et qui sont encore militants catholiques, qui ont renoncé pour leurs enfants à l'école privée pour sortir de ce ghetto culturel, et qui sont les premiers à se battre ces jours ci sur le terrain pour l'ouverture de ces classes, de ces écoles laïques.
Eh bien je crois que nous aurions tort de nous désintéresser de ce combat parce que justement il fait évoluer en profondeur la société française dans ces régions de l'Ouest, et je crois que ce Comité directeur aujourd'hui s'honorerait à proclamer dans sa résolution finale son soutien à ces militants qui aujourd'hui dans l'Ouest se battent pour l'ouverture des écoles publiques.
(Applaudissements)
Nous avons été quelques-uns à le dire à Jean-Pierre Chevènement qui a écouté avec beaucoup d'attention l'exposé de ces problèmes dans l'Ouest. Je pense qu'il serait souhaitable que l'autorité de l'Etat s'exerce dans les prochains jours pour permettre à ces enfants d'être accueillis décemment, même dans des conditions provisoires. Cela aussi redonnerait espoir à de nombreux militants désemparés et d'abord aux nôtres.
Le gouvernement parle de rassemblement. Rassembler les Français, oui, je crois que c'est le rôle du gouvernement. Le Président de la République dans sa campagne électorale parlait de rassemblement pour le redressement national. Oui, c'est le rôle du Président et c'est le rôle du gouvernement. Mais pour le Parti Socialiste, il s'agit d'abord de rassembler la Gauche, et rassembler la Gauche, cela se fait sur notre identité, cela se fait sur nos idées, cela se fait sur nos malheurs.
Le Parti Socialiste plus que jamais est l'axe central de ce rassemblement de la Gauche qui est la condition de la réussite en 1986. Oui, je dis l'axe central plus que jamais, car le Parti Communiste nous fait défaut. Mais tous ceux et toutes celles qui se reconnaissent dans la Gauche, dans le Parti Communiste, risquent d'être déçus, désemparés, risquent de se replier sur eux-mêmes, et nous avons là un rôle fondamental à jouer. Mais nous ne pourrons le jouer que si nous revenons plus que jamais à ce que nous sommes.
J'ai entendu tout à l'heure un camarade - je crois que c'est Philippe Lentschener - qui a dit une chose qui m'a choqué. Je suis peut-être simpliste, mais j'en reste toujours à ce que j'ai appris au Congrès d'Epinay, de ce que nous avons dit sur

le rassemblement des travailleurs, sur ce qu'est le front de classe. Quand il dit : 10% de plus ou de moins sur un salaire, ce n'est pas là le fond du problème, ce n'est pas cela qui fera basculer les votes, eh bien quand on vit difficilement, et en France on vit encore difficilement, je crois que tout le monde le reconnaît, il y a beaucoup de petits et de moyens salaires, je ne crois pas que son discours sur la communication soit très favorable pour le Parti Socialiste. Si nous tenions de tels propos sur le terrain, je crois nous aurions quelques difficultés et ce n'est certainement pas la voie à suivre. C'est un des risques de développer ce discours sur la modernité sans en expliquer à chaque fois le contenu.
Il n'est pas question d'employer une sorte de langue de bois, d'employer des formules toutes faites. Il faut effectivement, tout en revenant à nos sources, tout en restant nous-mêmes, comprendre la société telle qu'elle est aujourd'hui, tenir compte de ses évolutions. Mais ce n'est pas pour cela qu'il faut tout brader, car quand les choses vont mal, quand le combat est difficile, il y a toujours cette tentation de l'opportunisme, et je l'ai entendue ce matin chez un certain nombre d'orateurs.
Alors je crois qu'il serait dangereux qu'au bout du compte nous arrivions à la revendications progressive d'un Congrès de … (?), pour le Parti Socialiste Français. Si des camarades pensent que c'est l'aggiornamento dont on parlait tout à l'heure, là nous sommes sûrs d'aller à l'échec, et ce serait la remise en cause de tout ce que nous avons appris depuis 1971 et même avant.
Si nous avons gagné en 1981 avec François Mitterrand, c'est justement parce que nous avons vérifié sur le terrain qu'on ne pouvait pas gagner sans rassembler d'abord les forces populaires, sans rassembler d'abord la Gauche, et on ne peut rassembler la Gauche, j'en suis convaincu après les événements de ces derniers mois, que si nous sommes nous-mêmes et que si nous nous battons sur nos propres valeurs.
(Applaudissements)

Le président - Huntzinger, ensuite Worms.

Jacques Huntzinger

Chers camarades, M. Tchernenko a grimpé deux étages tout seul, le dollar est à 9 francs, et nous sommes en septembre 1984. Ce sont les trois événements que je voudrais commenter devant vous en quelques instants.
M. Tchernenko a grimpé deux étages tout seul. Si l'on fait le compte des événements internationaux de l'été, qui a été moins riche que l'été précédent - souvenez-vous, le Liban, le Tchad - qu'est-ce qui est le plus important ? L'accord entre Pères et Chami ? Les élections canadiennes ? Le voyage au Maroc ? Trois situations sur lesquelles nous devons nous interroger. Est-ce que ce qui s'est passé, ce qui se passe actuellement en Afrique Australe, la tragédie sur laquelle je crois que le Premier secrétaire reviendra ? Nous étions en Tanzanie pour représenter le Parti Socialiste à la conférence de l'Afrique Australe.

Je crois qu'il faut analyser ce qui se passe actuellement dans cette région, et notamment sentir à quel point les faiblesses internes de l'Afrique du Sud sont peut-être un élément de transformation des rapports de force entre les régions, et que ce colosse au pied d'argile est peut-être maintenant ou va être aux prises avec des éléments d'action politique et militaire qui vont permettre une transformation, mais avec des violences difficilement maîtrisables.
Cependant il me semble que l'événement a été la réception des cosmonautes par Tchernenko puisqu'il a fallu cet événement pour annoncer au bon peuple que M. Tchernenko vivait encore.
Plus sérieusement, chers camarades, c'est la situation politique actuelle de l'URSS et de l'Europe de l'Est qui me semble constituer une évolution en profondeur, un glissement de terrain dans la structure de la société internationale et vous me permettrez de dire que nous avons beaucoup de problèmes à l'intérieur de notre pays, nous devons également regarder ce qui se passe chez les autres pour analyser et agir.
Il y a un processus de paralysie et de rétrécissement croissant du pouvoir soviétique lié à l'attitude de la vieille garde brejnévienne qui occupe le pouvoir. Pour les règlements de compte, ils en sont capables. On est en train de liquider la politique européenne et le maréchal Andropov vient d'en subir les effets, mais en politique intérieure c'est l'arrêt de la lutte contre la corruption et l'arrêt des réformes engagées par Andropov dans les relations Est-Ouest-, l'incapacité manifeste du pouvoir soviétique d'arrêter une politique. Mais surtout, c'est cette perte de maîtrise de l'Union soviétique sur les pays d'Europe de l'Est qui se fait sentir, pas seulement avec l'affaire Honecker mais dans d'autres circonstances, croyez-moi, moins spectaculaires.
Le tsar est malade et affaibli, alors l'empire s'ébroue de tous côtés.
Une anecdote rapide. Je me trouvais à Berlin Est, face à Honecker le jour où la RDA a décidé de boycotter les jeux olympiques. Honecker venant de m'informer de la décision qui venait d'être prise par le Comité olympique est-allemand, je lui ai demandé comme cela "Monsieur le président, que pensez-vous de cette décision du Comité national olympique est-allemand ?" Il m'a répondu : "je ne pouvais pas faire autrement". Je crois que le processus inter-allemand dont a parlé ce matin Jean Poperen est quelque chose qui est extrêmement important. C'est une crise disent certains. Cela a été un peu le sentiment de Jean. C'est un espoir, disent d'autres.
Dépasser Yalta, cela passera d'abord par une évolution des rapports entre les deux Allemagne qui est maintenant irréversible.
Je me souviens de ce que disait à ce propos Jean-Pierre Chevènement à Bourg-en-Bresse. Je crois qu'il y a là une analyse à faire par le Parti Socialiste le plus rapidement possible.
Nous avons eu des responsabilités à exercer dans l'ordre international. Le PS est un point de référence majeur dans l'International Socialiste aujourd'hui.
Regardons un peu à l'extérieur ce qui se passe, constatons, et là je ne suis pas d'accord avec Georges Sarre, que le système bipolaire s'érode et ne se renforce pas. Le raidissement des grands traduit leur incapacité croissante à maîtriser les

phénomènes et les processus.
Le dollar est à 9 F. Il a franchi ce pallier. Rien n'indique qu'il va descendre sensiblement dans la prochaine période. Je ne suis pas un expert des problèmes monétaires mais sur le plan politique, il faut analyser ce phénomène. Le dollar est plus que jamais une valeur refuge. Il est sur-coté, c'est pourquoi son mouvement ascendant se poursuit. La politique de la banque fédérale de réserve américaine demeure ce qu'elle est, maîtrise de l'inflation avant tout. Enfin et surtout, et Jacques Delors en a souvent parlé ici, le déficit budgétaire record américain crée un besoin de capitaux, lequel conduit à une hausse des taux d'intérêt et alors l'afflux vers le dollar. Il y a là un circuit infernal dont nous souffrons, dont les pays du tiers-monde souffrent, mais dont demain la politique américaine souffrira également. Et les dernières déclarations du FMI sur le danger du déficit budgétaire indiquent cet avertissement au Reagan qui sera réélu demain. C'est un événement politique qui peut se produire si Reagan a mangé son pain blanc dans son premier mandat et qu'il va être obligé dans son deuxième mandat de pratiquer une autre politique de résorption du déficit. Alors, je crois qu'on pourra voir à quel point la reagano-manie a été un échec. Mais en tous les cas les risques sur la poursuite de l'expansion américaine, les risques de protectionnisme accru américain, les risques de perturbation monétaire, nous en souffrirons.
L'aspect interne est évidemment que toutes nos prévisions économiques ont été calculées sur la base d'un dollar qui n'était pas à 9 F. Certes, c'est un appel d'air à nos exportations, mais cela a ses limites, chers camarades, et nous en profitons moins que d'autres des exportations vers le marché américain. Par contre, c'est un coût supplémentaire pour nos productions énergétiques car tout cela est facturé en dollar et cela nous oblige à maintenir des taux d'intérêt en Europe qui sont un frein à la reprise, On le sait, malgré tous nos efforts. Un dollar à 9 F et demain, qui sait, cela nous obligera à resserrer d'un cran encore notre ceinture.
Alors, que faire pour échapper à ce circuit infernal ?
Je me permets de reprendre un thème qui, je crois, est devenu essentiel, qui n'est pas spectaculaire dans l'opinion publique, que nous avons abordé dans la campagne européenne : le seul moyen de nous en sortir est de nous créer une marge d'économie financière dans nos pays européens. C'est le problème de l'union monétaire européenne, c'est une zone monétaire européenne, c'est l'établissement de certains rapports entre le dollar et le yen ainsi qu'avec les monnaies européennes. Il y a là un problème politique essentiel qui est lié directement à nos futures capacités d'actions. Bien sûr, cela pose des problèmes extrêmement importants, la livre sterling n'est pas dans la zone. D'autres problèmes se posent. Mais je suggère que cette question soit abordée politiquement par nous dans les mois qui vont venir.
Enfin, nous sommes en septembre 1984. C'est le Comité directeur de rentrée, Luc Soubré l'a qualifié de morne ou plutôt de responsable, mais cela voulait dire la même chose. Il semble que depuis son appel, les réponses soient parvenues. Denise Cacheux y a répondu avec allégresse et l'intervention de Georges Sarre, également dans le fond, a posé un certain nombre d'analyses que nous avons

bien entendues.
Il est vrai que des camarades qu'on avait l'habitude d'entendre exprimer des critiques intelligentes s'étaient tus jusqu'à l'intervention de Georges Sarre. Il est vrai que des camarades qu'on avait l'habitude d'entendre soutenir activement et longuement le gouvernement et qui récemment ont découvert de façon hardie les vertus de l'esprit critique étaient dans un quasi silence jusqu'à l'intervention de Denise Cacheux, et c'est vrai que les camarades qui ont eu beaucoup d'états d'âme cet été et qui les ont exhalées récemment CNAL (?) se sont manifestés par un grand silence toute la journée. Seul Richard a parlé. Il a ouvert le débat et je crois que ce débat mérite attention. En tous les cas je crois qu'il faut parler de ce que l'on croit aujourd'hui.
Je dirai que nous sommes effectivement seuls contre tous. Le dépare du Parti Communiste et les déclarations d'Herzog et de Leroy font que nous sommes seuls contre tous, objectivement. Attendons les discours de la fête de l'Humanité qui nous donneront quand même un élément d'appréciation supplémentaire. Je puis vous dire que certains responsables de différents Partis qui sont venus à la fête de l'Humanité et qui ont vu longuement nos camarades du Parti Communiste, et que nous avons nous-mêmes rencontrés ces derniers jours, sont dans une très grande perplexité sur la réalité des débats du Parti Communiste français. Je crois que les perspectives du Congrès du PCF vont s'ouvrir mais pour ma part je crains un peu l'immobilisme du débat interne. Nous sommes seuls au gouvernement, exposés en première ligne. C'est un risque social, politique. Ce doit devenir une chance pour nous par rapport aux prochaines échéances bien sûr dans le cadre du maintien de l'union de la Gauche qu'il nous faudra bien prouver dans la stratégie électorale.
Je pense que ce nouveau gouvernement a bien démarré. L'objectif premier n'était pas d'apporter des inflexions à la politique économique gouvernementale, il était de reconquérir un espace d'action politique, de retrouver une liberté d'action politique, de reconquérir l'opinion et je crois, à partir de cette reconquête d'un espace politique, il s'agit maintenant de faire de la gestion Socialiste. Et je crois que le style, le comportement l'image de Fabius ont été une bonne chose.
Ne faisons pas ici des actes de contrition, n'ayons pas de scepticisme ni de malaise excessif. On le voit bien, les sondages sont quand même une indication importante et nous le ressentons. Bien sûr, le malaise est chez nous et cela est réel. Tout ce qui a été traduit ici, je le ressens, mais dans le même temps je crois qu'il faut voir les aspects positifs de ce qui s'est passé depuis le mois de juillet. Le style a changé. Un élément qui n'a pas été indiqué, vous me permettrez de le dire, c'est qu'on sent dans ce gouvernement une expérience, une maturité qui est venue avec le temps. Il est jeune mais il est expérimenté. Je parle du gouvernement et de tous ceux qui sont dans ce gouvernement.
Reste le fond.
Georges Sarre a dit, c'est une phrase qui n'est pas du tout anodine "nous continuons à payer les mauvais choix de mars 1983". Alors, le débat est là. Avon-nous fait de mauvais choix en mars 1983 ? Oui ou non ? Le problème

n’est pas de savoir si on a fait de bons ou de mauvais choix puisque nous avons tous dit que les choix étaient bons, n’est-ce pas ? La question est de savoir quel complément on y apporte et on y apportera demain, cher Georges. Moi, je fais pleinement confiance à ce gouvernement pour apporter les compléments à la politique de mars 1983 quand les marges de manœuvre seront créées.
Est-ce la dernière ligne droite avant les élections de 1986 ? Excuse-moi, cher Georges, je vais encore devoir dire que je ne suis pas d’accord avec toi. Nous ne sommes pas dans la dernière ligne droite avant les élections de 1986, nous n’avons rien à accélérer, ne pressons pas les échéances. Pour prendre un terme sportif, nous sommes dans le dernier virage... (rires, applaudissements)... Bien sûr, il s’agit de bien le négocier, mais il ne s’agit pas de porter son effort trop tôt. Cela m’amène à dire ceci : La politique de rigueur, chers camarades, doit être poursuivie dans toute sa dimension dans les mois qui viennent et on ne doit pas faiblir un instant là-dessus.
Il n’y a pas d’échéance électorale essentielle avant 1986. C’est le moment d’agir au mieux pour obtenir les fruits de la politique de redressement des équilibres au moment opportun. S’il faut se serrer un peu plus la ceinture, c’est maintenant et il faudra le dire. Nous avons jusqu’à la fin 1985
Je dirai que le tour de force de la réduction de l’imposition fiscale directe est bien sûr équilibré par la rigueur budgétaire et les taxations.
Mon dernier point, ma conclusion, porte sur le Parti. Dans ces circonstances et dans cette perspective, quelle doit être l’action du Parti dans la période a venir ? Rester unis, débattre, agir.
Rester unis dans le Parti. Les débats sont normaux. Les états d’âme compréhensibles. On a un peu l’impression qu’il y a des vases communicants entre le Parti et le gouvernement mais dans un sens curieux. On a parfois le sentiment que l’expression dans le Parti serait inversement proportionnelle au degré de participation au gouvernement, c’est certain. Ce serait une curieuse conception des rapports Parti-gouvernement.
Alors, nous devons rester unis. Nous avons les mêmes objectifs. Denise Cacheux a eu raison de nous appeler à saluer l’action de Pierre Mauroy et je crois que nous sommes tous derrière Laurent Fabius.
Débattre. Le Parti a besoin d’un grand débat. Beaucoup l’ont dit. Je ne le répéterai pas, j’approuve ce qui a été dit. C’est un grand débat qui, à mon sens, devrait porter sur les grands problèmes auxquelles nous sommes confrontés. Je me rallie totalement à ce qu’a dit ce matin Jean-Paul Bachy là-dessus.
Les dernières propositions du Comité directeur portaient sur 3 débats : liberté, emploi, problèmes de la vie quotidienne. Il me semble que le problème clé est modernisation, emploi, progrès social, et le lien entre ces 3 notions, modernisation, emploi, progrès social.
Sur le thème de la modernisation : c’est ce qui permettra vraiment la création d’emplois en France, mais il n’y a pas de modernisation sans progrès social et le progrès social est le moteur de la modernisation. Souvenons-nous de ce que nous disait Delors sur l’importance du chômage structurel par rapport au chômage conjoncturel, sur les rapports entre les grands secteurs et les PME, sur

la politique d'investissement de la France dans les prochaines années, sur la modernisation de l'agriculture, sur la qualification professionnelle et la politique éducative; Je crois qu'il va nous falloir, sur un certain nombre de points, débattre et peut-être aller jusqu'à une Convention là-dessus.
Enfin, agir, agir c'est à dire rassembler, rassembler par le dialogue, sortir le Parti de lui même, s'ouvrir aux problèmes des gens et ce dès la rentrée ; ce sont les problèmes de la vie quotidienne, nous devons nous en préoccuper, il faut que le militant de Dreux, chère Françoise rencontre l'électeur de Le Pen et que le dialogue s'instaure entre les deux.
Voilà les observations que je voulais faire ; je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Un mot de Jean Poperen.

Jean Poperen

C'est un sujet très important, il ne faut pas qu'il y ait malentendu entre nous : je voudrais te dire, cher Jacques, qu'à propos des deux Allemagne, naturellement nous ne pouvons que nous féliciter du dialogue et regretter que pour le moment, et je suis optimiste sur la suite, il soit apparemment bloqué, mais antérieurement c'est vrai que j'avais évoqué les craintes d'un dialogue entre la RFA et l'Union soviétique, la RDA n'étant qu'un pion dans le jeu de l'Union soviétique, ce qui est tout à fait différent et la preuve que c'est différent, c'est que quand il s'agit du dialogue entre les deux Allemagne, qui aboutira à l'unification un jour ou l'autre, personne ne peut imaginer qu'on laissera ce peuple coupé en morceau, mais quand il s'agit de cela, l'Union soviétique n'est pas d'accord, parce que cela ne l'arrange pas du tout.

Le président - La parole est au Premier secrétaire, Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, souvent quand j'interviens devant le Comité directeur, je consacre une partie de l'analyse aux événements internationaux ; pourtant, compte tenu de la teneur du débat, j'opérerai exceptionnellement à une hiérarchie qui aboutira à l'exclusion et je ne traiterai pas de questions internationales pour consacrer mon propos sur les problèmes qui sont devant nous et, donc, sur la situation intérieure.
Je me suis efforcé en vain, sans qu'il m'entende, de faire signe à Jacques Huntzinger, qu'il aurait été bon qu'il développe davantage l'importance de la conférence de l'internationale Socialiste sur l'Afrique Australe, contre l'Apartheid qui s'est tenue en Tanzanie il y a quelques jours, mais peut être aurons-nous l'occasion de le faire, en tout cas nous nous exprimerons dans le presse du Parti pour cela.
Ce débat en Comité directeur est important compte tenu de la période et je me

Fondation Jean-Jaurès

réjouis qu'il ait été abordé avec netteté, avec franchise, même si d'une certaine façon le fait qu'il ait été amorcé avant hors du Comité directeur, même si c'était pour la préparation du Comité directeur, et qu'il ait été un peu développé à l'extérieur, a tendu à atténuer un certain nombre d'analyses ou de propos, pas toujours mais en tout cas souvent.
Je crois que je ne peux pas, malgré la clarté et le caractère synthétique du point de vue politique avec lequel Jean Poperen a lui même abordé cette question importante dans son rapport introductif, dans le rapport d'activité et d'analyse, je ne peux pas commencer mon intervention sans revenir malgré tout, pour déboucher sur le présent, sur l'analyse du passé immédiat, puisque depuis notre dernière réunion se sont produits effectivement des événements importants : l'initiative sur le référendum et la bataille politique qui s' est engagée autour de lui, le retrait du projet de loi sur l'enseignement privé-enseignement public et d'Etat, formation d'un nouveau gouvernement, nomination d'un nouveau Premier Ministre, en même temps que le retrait du gouvernement des ministres Communistes.
A cet égard, et parce que la question a été abordée, sinon dans ce Comité directeur, ce qui est surprenant, puisqu'il s'agit de lui même et qu'il était le mieux qualifié pour en parler du moins à l'extérieur, je ne peux pas ne pas informer le Comité sur la question de la non réunion du CD après ces événements.
Je voudrais que vous sachiez, parce que je dois vous rendre compte, que cette décision de ne pas tenir finalement un Comité directeur anticipé, en quelque sorte, bien que nous ayons anticipé la date de celui ci qui devait se tenir primitivement une semaine plus tard, je crois, a été prise unanimement par le Bureau exécutif du Parti et que personne n'a proposé après l'analyse que nous avions faite...

Didier Motchane - Je crois l'avoir fait.

Lionel Jospin - Alors, tu as été le seul. Mais tu représentes souvent dans le Bureau exécutif un point original.
Donc, cette décision a été prise, peut être avec une abstention, je ne me souviens plus de ton vote, Didier, par le Bureau exécutif.

Didier Motchane - Il n'y a pas eu de vote.

Lionel Jospin - C'est bien pourquoi il a été unanime, sinon peut être te serais tu abstenu, car le point de vue que nous avons défendu à ce moment là est que nous ne disposions pas, et nous espérions en disposer assez vite pour pouvoir le tenir, du dispositif et en particulier tant qu'il n'apparaissait pas clairement une réponse à la question de savoir s'il y aurait ou non référendum, c'est à dire bataille politique à mener maintenant, car nous serions, si le référendum avait eu lieu, dans la campagne de ce référendum.
La clarté a été faite plus tard, à un moment où il paraissait difficile de réunir

Coll. Fondation Jean Jaurès

utilement le Comité directeur, et nous n'avons pas finalement accéléré les choses. Cela, c'est en passant, ce n'est pas très important, mais c'est pour faire écho à quelque chose qui a été dit à l'extérieur, qui ne semblait pas avoir été inspiré par Didier.
Je voudrais maintenant parler un peu de l'appréciation des événements de cette période que nous avons connue depuis deux mois. Je voudrais dire que je pense que ce qui s'est passé depuis deux mois, je porte dessus une appréciation positive, et je crois d'ailleurs rejoindre l'opinion qui à beaucoup d'égards, en tout cas globalement, était celle du rapport d'activité.
Je voudrais préciser que j'exclus de cette appréciation le problème du changement de gouvernement et de Premier Ministre et je l'exclus, non pas que je ne puisse pas éventuellement formuler une opinion sur cette question en mon for intérieur, je l'exclus par principe. Je pense qu'une telle décision est, dans le système institutionnel dans lequel nous vivons, et que nous n'avons pas à changer, de la responsabilité du Président de la République. Je pense, et j'y reviendrai, qu'il n'y a pas dans ce changement de gouvernement, véritablement de changement politique ou plus exactement changement de politique, mais que la question du gouvernement a été posée et du changement de Premier Ministre par le temps, je dirai par l'écoulement du temps et que nous savions d'une certaine façon tous qu'elle était posée et qu'il lui serait apporté réponse.
Et puis, mon attitude de principe, en tant que Premier secrétaire du Parti, est que je suis solidaire avec l'action du gouvernement, que je suis dans mon action politique et dans ma façon de conduire le Parti et de m'exprimer en son nom quand j'ai charge de le faire au côté du Premier Ministre qui est le nôtre.
Je peux dire des choses au gouvernement en votre nom ou parfois simplement au nom de mes propres réactions ou de mes réflexes ; je dois transmettre l'opinion du Parti, et quelle qu'elle soit. De ce point de vue, chers camarades, ne vous censurez surtout pas, car si des opinions s'expriment, et si des opinions dominantes s'expriment, et si des opinions majoritaires s'expriment, quelles qu'elles soient, en tant que Premier secrétaire du Parti, sauf à ce que je juge que je me sens en contradiction avec ces opinions, quelles qu'elles soient, je les transmettrai au gouvernement ou je les exprimerai même publiquement.
Donc, le problème de la responsabilité, le problème de la contradiction de la vie politique, ne croyez pas qu'ils doivent concerner quelques-uns d'entre nous, dirigeants du Parti pour qui ce serait un exclusif privilège, c'est votre problème à chacun et particulièrement à chacun dans ce Comité directeur.
(Applaudissements)
Sachez donc bien que quelle que soit, non pas telle opinion individuelle, mais quel que soit ce qui s'exprime au niveau de la direction du Parti ou du Parti plus généralement, j'aurai mandat de le transmettre.
Transmettre, combien sommes-nous de secrétaires fédéraux ou au niveau de la direction du Parti, à le faire chaque semaine ?
Je n'hésite donc pas à transmettre cette opinion et, parfois, à l'exprimer. Mais, je suis solidaire ; si je ne l'étais pas, si j'avais moi-même, en tant que militant, en tant que responsable, en tant qu'individu,, en tant que citoyen, un problème de

conviction, je ne serais pas Premier secrétaire.
Cette attitude systématique et de principe, je l'ai eue avec l'ancien Premier Ministre pendant trois ans, et je crois que lui, en tout cas, m'en a rendu témoignage.
En ce qui concerne l'ancien Premier Ministre, je rappelle, parce que c'est devant le Comité directeur que je dois formuler à nouveau cette proposition, que j'avais suggéré au Bureau exécutif dès le changement du Premier Ministre de demander que, non-membre du Comité directeur, il soit invité naturellement à assister au Comité directeur de son Parti dès qu'il le voudrais, décision qui a paru naturelle et adoptée, cette fois, je crois unanimement, peut-être sans vote d'ailleurs, par le Bureau exécutif, mais que je renouvelle devant le Comité directeur qui doit, bien sûr, en principe trancher, mais je ne doute pas de son sentiment et de son appréciation politique.
Cette attitude, je l'ai eue avec l'ancien Premier Ministre pendant trois ans, au milieu de grandes difficultés et de beaucoup d'interrogations et d'états d'âme qui fleurissaient pas toujours aux mêmes endroits, mais qui fleurissaient.
Eh bien, cette attitude, je l'ai et je l'aurai avec le Premier Ministre actuel. J'étais solidaire avant, je suis solidaire après.
Pourquoi, chers camarades, après avoir exclu donc cette nomination, la nomination du Premier Ministre, d'une position négative ou non, ce n'est pas pour moi le problème, je voudrais dire pourquoi je juge ces deux mois positifs finalement, non pas que je m'illusionne sur la réalité du rapport de force, non pas que je crois que l'offensive menée dans l'ordre politique - et je crois qu'Alain avait, sur ce point, raison, malgré les contraintes qu'il y voyait, - c'est-à-dire qu'il y a bien eu une offensive sur le terrain du politique, au niveau où il y a une autonomie du politique, parce que je pense, - et je crois qu'il pensait la même chose - que c'est peut-être le seul terrain où nous étions capables de faire quelque chose et où le Président pouvait effectivement mener une offensive.
Je n'ai pas l'illusion de croire, avec vous tous, que cela a changé fondamentalement le rapport de forces ni n'a résolu les problèmes de fond, économiques et sociaux, de communication avec l'opinion de notre base politique et sociale auxquels nous sommes confrontés depuis de longs mois maintenant, mais je pense que cela a délayé un terrain idéologique, un terrain politique, je dirai presque un terrain fantasmatique et que cela nous met dans une position différente pour aborder justement, et si possible traiter, et si possible vaincre, ces problèmes de fond.
Je juge ces deux mois finalement positifs parce que je compare la situation dans laquelle nous sommes a celle qui était en train de se développer fin juin début juillet, non pas peut-être du point de vue de ce qu'en pense l'opinion. On a dit : "Cela n'a pas été positif pour le Président de la République et les Socialistes, puisque les sondages montrent que l'offensive du référendum n'est pas mise au crédit du Président de la République, puisqu'il l'a demandé et pas obtenu".
Ces problèmes ne sont pas indifférents à nous de même qu'il n'est pas indifférent de savoir que, dans tel sondage, on nous dit que l'événement qui a frappé l'opinion, la masse de l'opinion, ce n'est pas le référendum, ce n'est pas

la sortie des ministres Communistes, ce n'est pas le changement du gouvernement, c'est la hausse de l'essence, du timbre et des communications téléphoniques.
Je ne suis pas indifférent à ce que cela peut signifier, mais je dis qu'en tant que responsables politiques, nous nous devons comprendre et bien analyser la situation dans laquelle nous étions et la situation dans laquelle nous serions maintenant si cette offensive n'avait pas été menée pour apprécier de notre point de vue, de notre intérêt, en espérant faire partager cela à un nombre plus vaste, ce qui signifie une situation plus positive ou moins positive.
La Droite était fin juin à l'offensive, toute. Il s'était créé dans l'opinion une espèce d'emballement, une peur excessive, j'ai dit tout à l'heure un peu fantasmatique, qui était attisée systématiquement sur la question des libertés.
Le projet de loi sur l'école, qui était le projet du gouvernement - je m'empresse de le dire, c'est pourquoi je ne prononcerai jamais ici le nom de personnes, mais je parlerai du projet sur l'école - le projet de loi sur l'école était en train de se transformer en une question - je mets le mot entre guillemets - en une question "mortelle" pour nous sur le plan politique. Les éléments d'une crise politique et institutionnelle étaient, selon moi, en train de se réunir et de se cristalliser et la précipitation des rythmes recherchée systématiquement par la Droite à chaque fois qu'elle croit en trouver l'occasion, semblait effectivement enfin possible pour elle, c'est-à-dire qu'à mon avis, à ce moment-là et notamment à propos de ce projet de loi, indépendamment de ce que nous y avions mis de nos intentions, de ce qu'en aurait donné une lecture honnête, en tant que phénomène politique, la question d'aller ou non jusqu'à 1986 était, selon moi, posée, et c'est ce qui m'a déterminé dans mon attitude à ce moment-là, fin juin, début juillet de cette année.
Cette offensive a été cassée par les changements politiques qui sont intervenus. Quand on juge du caractère positif ou non des changements intervenus depuis, on doit comparer notre situation actuelle à celle dans laquelle nous serions si cette contre-offensive sur plusieurs bancs n'avait été menée.
Sur ce passé récent, je voudrais personnellement faire deux réflexions et apporter deux éclaircissements au Comité directeur. Le premier, c'est sur la question qui a été posée de l'association du Parti aux initiatives du Président. Je vois, à ce propos, refleurir, en tout cas, dans la presse, deux thèmes. Le premier, c'est que le Parti court derrière, comme dit quelqu'un, entérine après, qu'il n'y a plus que le Président, que le Parti lui-même n'existe pas ou plus, du point de vue de son affirmation, de son identité politique ou de son droit de s'exprimer sur ces questions. Je crois qu'une telle analyse, pour les Socialistes, ne paraît pas être de l'intérêt du Président lui-même, car je ne pense pas qu'il soit de notre intérêt de dire si on le croyait qu'il est seul, mais je pense qu'elle ne correspond pas à la réalité ; j'y reviendrai.
Le deuxième thème que l'on voit refleurir, et j'y reviendrai, concerne les critiques sur la direction du Parti. Qu'il y ait ces critiques, c'est normal, légitime, et en plus, pour les dirigeants du Parti, pour certains d'entre eux, peut-être pour moi, après tout, cela aide à se sentir en forme et je sais que cela doit

revenir traditionnellement, et j'ai envie de dire, comme Léo Ferré : quand c'est fini, ça refleurit, ça recommence, mais c'est sur le premier point que je voudrais insister.
Je voudrais vous informer à cet égard clairement. Vous le savez, ceux qui participent de près à la direction du Parti avec moi, je me suis fait toujours un devoir de discrétion sur ce que je dis, sur ce que je fais, sur la question de savoir si on me consulte, si je prends telle ou telle part, et quand je dis "je", ce n'est pas Lionel Jospin, c'est le Premier secrétaire du Parti, lorsqu'il y va de questions essentielles et lorsque la discrétion ou je dirai même le secret sont indispensables à la réussite.
Je ne voudrais pas que le Parti se sente induit en erreur par tel ou tel commentaire. J'en parlais au Président de la République il y a déjà un certain temps, il me disait : "Ah ! Gardez cela pour l'histoire." Je vais peut-être faire avancer un peu l'histoire parce qu'un certain nombre de choses m'agacent un peu, non pas qu'elles me concernent, ne croyez pas à un excès de narcissisme chez moi, croyez pour autant que j'en ai une dose correspondante aux vôtres... mais je ne voudrais pas que le Parti se sente malheureux et qu'il se dise : "Mais on n'a vraiment pas été dans le coup dans cette affaire".
Alors, je voudrais vous dire, chers camarades, que, dans cette période, quand il s'est agi de décider, vers qui s'est tourné le Président de la République, discrètement et secrètement ? Dans la période de dix jours qui a préparé l'offensive qu'il a mise au point et qui a abouti à son annonce, il s'est tourné notamment - et je ne pense pas qu'on puisse agiter beaucoup de noms - vers le Premier secrétaire du Parti, non pas parce que c'était moi, mais parce que le Président de la République, dans les conditions effectives du secret - mais il n'en a pas parlé beaucoup, à ma connaissance, du côté de sa propre structure, je dirai même qu'il n'en a parlé nullement, parce que dans les conditions du secret étaient indispensables pour lui, à travers la confiance, la représentativité, je pouvais m'engager de façon fausse, erronée, non intuitive, sans que cela corresponde à ce que vous pensiez ou à ce que vous auriez pensé si on vous avait consultés, vous, alors que cela n'était pas possible, vous le comprenez, il s'agissait d'une bataille aiguë et peut-être décisive, eh bien, il s'est tourné vers le Premier secrétaire du Parti, car il avait besoin de savoir et de sentir ce que le Parti, au moins à travers celui qui le représentait, pouvait penser.
Donc, chers camarades, au moins sous cette forme très particulière et très spécifique, dont je mesure ce qu'elle a d'exceptionnelle, ce qu'elle a, à la limite, d'irritante, et dont vous devez mesurer en même temps ce qu'elle avait d'indispensable pouvoir mener une offensive, eh bien, nous avons été sous cette forme consultés et associés alors que d'autres ne l'étaient pas.
Sur ce sujet, au moins, à travers cette délégation dont je redis encore que je ne voudrais pas qu'on fasse méthode, le Parti a donc été consulté et associé.
Deuxième réflexion que je voudrais faire, qui concerne l'école. Il faut, à mon avis, clarifier un peu l'appréciation qu'on porte sur cet épisode pour le présent et peut-être aussi pour l'avenir. Je voudrais vous donner la mienne. Est-ce que le retrait du projet sur l'école est un recul ? On me dit que c'est ressenti comme tel

dans un certain nombre de milieux, notamment les milieux laïques, et chez un certain nombre de nos militants ou de nos cadres qui se sentent identifiés à l'idée laïque et qui l'ont fait vivre. Je réponds : c'est possible, et j'ajoute c'est même vraisemblable et, d'une certaine façon, c'est logique. Cela, je l'admets. Mais qu'il y ait actuellement, dans une certaine mesure, sentiment de recul, mais y a-t-il recul ? Non pas sentiment de recul, mais y a-t-il recul ? Ma réponse personnelle est la suivante : oui, il y a retrait par rapport à ce qu'était notre ambition, par rapport à ce qu'étaient nos propositions, une proposition du Président de la République, à savoir la réalisation d'un grand service public, unifié et laïque.

Y a-t-il retrait par rapport au projet de loi que nous avions primitivement présenté ? Ma réponse est non. Il n'y a pas retrait, parce que les points positifs de ce projet sont dans les nouvelles propositions.

Il n'y a pas recul parce que les points négatifs qui existaient dans ce projet et que j'ai constamment indiqués pour ce qui me concerne, n'y sont plus. Je pense notamment à la reconnaissance officielle et presque à la taylorisation de la part d'un gouvernement de gauche du dualisme scolaire. Je pense à un mélange de genres du point de vue philosophique, du point de vue des statuts, du point de vue des rapports entre l'école publique, l'école confessionnelle et l'Etat, du point de vue de la tradition même de la laïcité, mélange de genre que j'ai personnellement - à partir du moment où nous nous sommes engagés dans la discussion concrète de ce projet - que j'ai personnellement trouvé très rapidement dangereux.

On dit que le Parti suit et qu'il ne précède pas. En l'occurrence, chers camarades, je voudrais rappeler sur ce point précis que cela fait de longs mois que, pour ce qui me concerne, j'ai dit qu'il ne fallait pas rester sur la logique de la réunification, que cette volonté ambitieuse, honnête, de rassemblement, de fusion des deux écoles, des deux réseaux, que cette illusion historique et philosophique, ou cette intention historique et philosophique de rassembler, de marier la tradition laïque et de l'école, et la tradition et les structures de l'enseignement confessionnel, je ne parle pas des fusions philosophiques, des synthèses qui se sont opérées dans le Parti à certains égards, je distingue bien, je pense que cela s'est révélé impossible à conduire ; on peut philosophiquement débattre pour savoir s'il fallait le faire, j'étais prudent, et je me suis exprimé à plusieurs reprises, et en Comité directeur, et dans une certaine réunion du groupe, en présence du Premier Ministre d'alors, mais en tout cas, au-delà de ce débat philosophique que nous ne pourrons pas trancher, puisque ce projet a été retiré, je pense que les événements, la réalité sociale et politique, ont montré que nous ne pouvions pas le conduire à terme. Ce projet, c'est injuste, allait dresser plus encore les uns contre les autres, sans mobiliser les autres.

Je voudrais rappeler que le 27 février de cette année, dans une édition de presse, donc publiquement, j'ai suggéré de s'en tenir à ce que nous proposons maintenant, et je vous ai rendu compte, compte tenu d'un certain nombre d'incompréhensions peut-être, de cette attitude dans le Comité directeur des 10 et 11 mars qui a suivi, où je me suis expliqué à fond sur cette question.

Je crois, chers camarades, que si on avait corrigé le tire et la ligne, c'est vrai, en changeant notre attitude par rapport à celle que nous avions adoptée dans le Parti à partir de 1971, j'en conviens tout à fait, je pense qu'on se serait évité beaucoup d'ennuis et que le rapport de forces droite/gauche ne se serait pas modifié à ce point.
J'approuve l'approche des problèmes et les propositions qui sont faites par le ministre et par le gouvernement; je crois, et je rejoins là d'une certaine façon, m'a-t-il semblé, ce que disait Jean Poperen, qu'il faudra que le Parti revienne sur sa doctrine, sur celle qu'il avait développée, mais de façon trop abstraite, trop naïve peut-être, les dix dernières années, et je l'ai déjà dit avant, je le redis maintenant, je suis effectivement davantage sur la vision de la séparation que sur celle de la fusion.
Il est indispensable, chers camarades, d'aider l'école publique. Il est nécessaire que le gouvernement fasse effectivement respecter ses décisions. Je suis saisi d'un télégramme à propos de ces problèmes de trois municipalités de droite qui, en Loire-Atlantique où le problème se pose en différents endroits, refusent, malgré la création par l'autorité académique des postes budgétaires correspondants, de créer des classes. Je sais, parce que je connais comme vous la réalité communale, que se pose le problème des terrains. Il y a des problèmes concrets, mais je suis d'accord personnellement pour que le Comité directeur, soit par écrit, soit en en rendant compte et j'aurai peut-être l'occasion d'en parler demain, puisque je fais le Club de la Presse, de transmettre au ministre de l'Education nationale, à l'intention du gouvernement, la volonté que les moyens, que les problèmes techniques... Ah ! Jean-Pierre, comme tu as changé de place, je ne t'avais pas vu... soient résolus symboliquement, par rapport à une disposition essentielle des nouvelles propositions du gouvernement au moment où une nouvelle bataille s'engage, où c'est nous qui défendons le pluralisme, le sectarisme est clairement d'un côté. Il faut montrer que le gouvernement dépasse cette question là, la résout et de ce point de vue, je reprends à mon compte ce qui a été dit.
(Applaudissement)
Je crois que, parallèlement avec le gouvernement, le Parti doit absolument mener, re-mener, son travail de défense de l'école publique, et je dois dire que quand une campagne du Parti est lancée sur ce thème, préparée à temps, nullement rendue caduque par les nouveaux éléments - peut-être que cela a pu créer des problèmes de sensibilités, de perception, mais la nécessité de se battre pour l'école publique n'est pas modifiée par les décisions prises - j'ai du mal à comprendre que certains commencent d'abord par critiquer et par dire que cette campagne ne peut pas être menée ! Si, quand on a le matériel, quand les décisions sont prises, quand le Parti a travaillé, certains nous disent : "On ne peut pas le faire, on ne vaincra pas les obstacles...", alors, quand peut-on agir ? J'approuve tout à fait ce qui a été dit par Luc Soubré sur ce point.
Chers camarades, je ne peux parler, bien sûr, de ce passé récent sans aborder - ce qui me conduit au présent - le problème du retrait Communiste du gouvernement et celui de l'évolution de la direction Communiste.

Je voudrais bien préciser aussi sur ce point que, dans mon bilan positif, je ne considère pas que le retrait des ministres Communistes du gouvernement est un point positif, mais je pense que c'est un fait objectif, que c'est un événement qui n'a pas été créé par nous, sauf à supposer, bien sûr, qu'il aurait fallu mener la politique des Communistes pour les garder... Nous ne portons pas la responsabilité de ce départ, il faut être clair là-dessus, et que, maintenant, comme plus tard, il n'y ait pas d'ambiguïté sur les responsabilités. Nous ne sommes pas la cause de ce départ.
Cette cause est à rechercher dans le Parti Communiste lui-même, dans sa crise qui se poursuit, dans l'interrogation qui existe en son sein, chez ses militants, sur sa fonction historique, sur sa nature même de Parti Communiste formé dans les années 30, sur son avenir dans une société comme la notre.
Il faut bien comprendre que la participation gouvernementale avivait chaque jour, sur des questions concrètes, ces tensions, ces interrogations, que la participation Communiste cristallisait, rassemblait cette question politique et le débat politique amorcé, potentiel, dans le Parti Communiste.
A mon avis, retirer les ministres Communistes du gouvernement, c'était peut-être, de la part de la direction de ce Parti, retirer, dans l'organisation Communiste, ce ferment, cet élément d'agitation et cet élément de contradiction politique permanente et concrète.
Par le retrait de ses ministres, le Parti Communiste tente de revenir à ses certitudes. Certes, il solidifie peut-être par-là même son contact avec sa base sociale et politique, mais en même temps il faut bien comprendre qu'il se ferme une dimension indispensable à tout Parti politique majeur, il se ferme une perspective et une analyse convaincante du pouvoir et de son rapport au pouvoir, il s'interdit de bouger sur une question fondamentale pour lui et ses militants, c'est-à-dire sur la place du PC dans une société développée, moderne, en pleine mutation en même temps qu'en pleine crise.
Dans un pays comme le nôtre, un parti qui ne débat pas est un parti qui ne s'oxygène plus et, de ce point de vue, sa taille ne lui garantit rien quant à son avenir.
Depuis le retrait Communiste, et depuis quelques jours, il y a eu, c'est sensible, une nouvelle évolution dans la direction du Parti Communiste. Roland Leroy a dit effectivement, il y a peu : "Le PC n'est plus dans la majorité depuis qu'il n'est plus dans le gouvernement".
Je crois que cette évolution, cette étape, doit nous inspirer un certain nombre de réflexions ; en tout cas, moi, je vous livre les miennes.
D'abord, quand Roland Leroy dit que le Parti Communiste n'est plus dans la majorité, parce qu'il n'est plus dans le gouvernement, notons qu'il contredit ce qui avait été dit antérieurement, jusqu'à ce qu'il parle.
Ensuite, notons qu'il engage le Parti Communiste plus loin dans une attitude négative à l'égard du gouvernement. Mais cela, peut-être fallait-il s'y attendre... C'est comme deux continents qui s'écartent... sauf que cela va plus vite que la dérive des continents, bien sûr ! Et que ce soit Roland Leroy qui, dans ces cas-là, s'exprime, est, après tout, conforme à une histoire récente. Quand je dis

Collection Jean Nabas

"récente", je pense sur dix ans.
Mais, chers camarades, il faut peut-être commencer, prudemment - on en discutait avec Marcel Debarge, notamment - à poser un certain nombre de questions au Parti Communiste :
Si le PC n'est plus dans la majorité, où est-il ?
Il fait comme Jobert ? Le PC, ce serait un gros Jobert ?
Ou alors, il est dans l'opposition ?
Mais alors cela, c'est entièrement nouveau ! S'il est dans l'opposition, il est dans l'opposition avec la Droite - non pas du tout que je fasse la confusion, qu'on me comprenne bien, mais les places politiques, elles existent - ou bien il est entre les deux ? Je le disais, comme Jobert...
Mais s'il est dans l'opposition, ou s'il n'est plus dans la majorité, alors la question se pose à nous, Parti Socialiste : faut-il le considérer comme un partenaire politique ?
Moi, je suis pour, mais Jean Poperen a rencontré Gremetz récemment, pour discuter, m'a-t-il semblé, des élections cantonales, et voir effectivement comment ils approchaient ces problèmes, quelles étaient leurs préoccupations, quelle était leur vision de ces élections... Sur quelle base, en tout cas sur quelle base maintenant, puisque la rencontre était antérieure ? Y -a-t-il, aux yeux du PC, encore une union de la Gauche ? Y -a-t-il encore entre nous un contrat politique qui justifie de telles discussions, que ce soit sur les élections cantonales ou que ce soit sur tout autre sujet, y compris concernant les élections existant maintenant ou à venir ?
Chers camarades, moi, je le dis, il faut commencer à poser ces questions, car elles sont sérieuses.
Notre réponse à ces questions, c'est l'ouverture. Nous, nous souhaitons que l'union de la Gauche vive et se poursuive, nous souhaitons que le Parti Communiste soit dans la majorité, qu'il considère que l'union de la Gauche existe toujours. Nous regrettons même qu'il ait quitté le gouvernement. Mais lui, quelle est sa réponse ? Comment se définit-il et quel type de lien veut-il désormais avoir, sur telle ou telle question qui l'intéresse, avec notre formation politique ?
Chers camarades, ce que je voudrais dire enfin, pour en terminer sur ce point, c'est que notre position, avec le retrait Communiste, n'est effectivement pas forcément facile, et mari opinion personnelle est qu'elle n'est pas rendue plus facile, mais au moins, nous, on est clair ! Nous restons sur le bateau dont le peuple nous a confié en 1981 le gouvernail, nous ne le quittons pas dans la tempête pour rester sur tel ou tel esquif dont je ne suis pas sur, d'ailleurs, qu'il ait une meilleure flottaison.
Une question se pose maintenant au PC, très importante c'est : quelle sa perspective politique ? Quelle est son analyse ? Quels objectifs se fixe-t-il pour lui-même ? Quel rôle historique se voit-il ? A court terme comme à long terme, personnellement, je ne le vois pas.
Plus positives, par contre, me paraissent être un certain nombre d'évolutions qui se sont produites à droite.

Collection Jean Jaurès

Sur ce terrain-là aussi, moi, je ne cède nullement aux illusions ou à une espèce d'engouement optimiste. Le rapport de forces reste, dans notre pays, pour le moment, favorable à la Droite. Elle reste globalement coalisée contre nous, il n'y a pas encore de divisions profondes en son sein, même si le mouvement vers la Droite à l'intérieur de la droite - c'est-à-dire le mouvement vers l'extrême droite qui s'est opère et qui est un phénomène inquiétant et négatif, peut faire surgir des contradictions.

Mais il y a quand même un certain nombre d'éléments nouveaux de la dernière période qui méritent d'être analysés et dont tous ne sont pas négatifs, ou en tout cas peuvent nous fournir des occasions de contre-attaque.

La Droite avait tellement poussé, au lendemain des élections européennes et de la grande manifestation de la Droite et du privé, et elle avait poussé avec si peu de précautions, pour créer une situation nouvelle de crise, y compris institutionnelle, qu'avec son élan, finalement infructueux, et la contre-offensive qui a été menée en lui dérobant un terrain, celui des libertés - en lui tirant le tapis sous les pas, si vous voulez - et en contre-attaquant de façon plus offensive, elle s'est, en quelque sorte, déséquilibrée par cette poussée excessive, presque extrême, et qu'elle est désormais quelque peu désorientée.

Elle a aussi, dans la dernière période, étalé ses contradictions sur la question du référendum, disant non à ce qu'elle paraissait souhaiter. Donc, par-là même, il me semble qu'elle a montré clairement la différence qu'elle établit entre l'intérêt du pays - puisqu'elle faisait des propositions de référendum qu'elle jugeait positives pour le pays et pour la démocratie - et l'idée qu'elle se fait de son propre intérêt en tant que faction politique, puisqu'elle a refusé au pays ce qu'elle disait bon pour lui car cette proposition n'était pas bonne pour elle ! Je pense que cette dissociation doit être mise en lumière davantage encore.

Elle manifeste devant nous, je crois, de plus en plus ouvertement son incapacité à présenter une alternative politique ; je ne parle pas au sens arithmétique - car elle est potentiellement en état de présenter une alternative si l'on en juge par les élections qui se sont déroulées - mais je parle d'une alternative politique au sens où elle serait capable de faire des propositions cohérentes et convaincantes.

C'est pourquoi, au fond, je réfléchissais à cette idée que la caricature de nos positions n'est pas simplement faite à cause de l'intérêt d'une caricature - la déformation - mais que, d'une certaine façon, elle lui est absolument indispensable, c'est un besoin pour elle essentiel, car sinon elle ne pourrait pas véritablement soutenir le débat politique avec nous, elle s'y diviserait, ou la réalité de ce qu'elle propose apparaîtrait.

Elle ne peut pas reconnaître la réalité des efforts que nous faisons au service du pays, elle n'ose pas véritablement présenter, en dehors de tel ou tel de ses spécialistes ou de ses dirigeants mineurs, ou de ses officines particulières, une politique de droite, parce que celle-ci représenterait, sur de nombreux points essentiels - la sécurité sociale, les droits du travail, l'école, par exemple - une régression formidable.

Je pense aussi, fondamentalement - et je me demande si elle ne le sent pas elle-même, en tout cas les éléments les plus sérieux - que le reaganisme, qui est

l'idéologie à laquelle elle se raccroche, est inapplicable à la France. Cela peut peut-être se mener dans un pays-continent qui est la première puissance du monde, qui peut régler ses problèmes, notamment son déficit budgétaire et son déficit commercial, sur le dos de ses partenaires, devenus par-là même adversaires et victimes, cela peut peut-être se mener dans ce pays où le capitalisme privé, où les forces privées du capitalisme sont puissants, sont novateurs, mais je ne crois pas que cela puisse se mener dans un pays comme la France, compte tenu de ce que sont ses contraintes, compte tenu de ce qu'est la faiblesse historique d'une partie de son capitalisme, de sa réalité industrielle, et de ce qu'est aussi la tradition justement née non pas simplement de la vieille histoire centraliste du pays, mais née des faiblesses intrinsèques de ce capitalisme au niveau de ses entreprises, de ses structures, et parfois même des hommes, du rôle indispensable de l'Etat dans le développement économique. La preuve d'ailleurs que ce message reaganien n'arrive pas à passer véritablement dans l'opinion, c'est que le mouvement, dans la période récente, ne s'est pas fait vers la Droite, mais s'est fait vers l'extrême droite.

En outre je pense que cette Droite connaît les premiers signes d'une contradiction; ils sont encore à mon avis très légers, mais je pense qu'ils sont en même temps trop persistants pour qu'ils ne soient pas d'une certaine façon significatifs, et c'est pourquoi, chers camarades, je pense que dans la période qui vient il faudra être par rapport à elle sans complexe et offensifs. Pas brutaux dans le ton car il faut maintenir l'objectif et le style de la décrispation, c'est nécessaire pour nous tous, dirigeants du Parti, militants, c'est nécessaire aussi pour notre action au sein du groupe parlementaire, mais il faut être offensif en démontant le discours et les contradictions de la Droite, en même temps - mais il y a des dispositions qui ont commencé à se prendre et qu'il va falloir préciser et accélérer, et la direction du Parti au sens politique s'en mêle et veille - qu'il va falloir maintenant intensifier notre travail d'analyse, de saisie politique de ce qu'est l'extrême droite en France, je ne crois pas que pour le moment elle corresponde beaucoup au schéma classique.

Chers camarades, j'ai essayé de donner quelques éléments, tels que je les ressens, moi, sur l'attitude des autres, de la Gauche et de la Droite, mais l'essentiel évidemment pour nous, pour s'orienter, est non seulement de comprendre les autres, mais d'être au clair sur notre propre politique.

C'est à cette clarification que je veux contribuer en abordant quelques questions.

Première question, y a-t-il changement de politique ? Ce thème a été amorcé par certains d'entre nous, mais discrètement, d'ailleurs pas tellement ici, dans ce Comité directeur où j'ai pu être un peu inattentif parce que je travaillais un peu à ce que j'allais dire, mais avant, dirons-nous, encore que j'ai eu l'impression dans certains discours aujourd'hui - enfin disons que cela concerne une ou deux individualités, et quand je dis deux, c'est déjà trop - qu'on avait un peu changé de cible aujourd'hui. Mais enfin ce thème est répandu à l'envi autour de nous, et là je ne parle plus du Parti.

Je crois qu'il faut comprendre qu'il y a une offensive politique délibérée qui est menée actuellement sur ce thème, et que cette offensive est tout à fait logique. Si

on peut dire que se perd le message Socialiste, qu'il y a déviation, décentrage, trahison, et certains le disent - un spécialiste du Socialisme, un type qui a relevé cela depuis longtemps, comme Philippe Tesson par exemple - si on peut répandre dans l'opinion, et encore plus alors chez des militants du Parti Socialiste, l'idée qu'il y aurait cette déviation, cet abandon, ce décentrage ou cette trahison, il est bien évident que c'est une façon de nous boucher la perspective, une façon de nous faire perdre notre identité, c'est une façon de répandre le désarroi parmi nous

Alors premier élément de réponse sur cette question y a-t-il changement de politique depuis le nouveau gouvernement ? Soyons clairs, on a déjà une réponse, celle de Georges Marchais. Lui, il ne pense pas que cela date du dernier gouvernement puisqu'il a dit, je crois, tout à l'heure, que selon lui, à tort ou à raison - je lui en laisse la responsabilité mais c'est un élément dans le débat - le changement daterait de juin 1982.

Ce n'est pas non plus l'opinion du Président de la République, et c'est déjà un point de vue, une caution qui mérite peut-être d'être prise davantage en considération, qui vient de rappeler en Savoie la perspective du Socialisme qui était la nôtre, et qui n'a pas semblé commenter ce changement de gouvernement et de Premier Ministre en développant le thème d'un tournant, d'un changement profond ou d'une déviation.

Ce n'est pas ce qui ressort non plus de l'analyse. Qu'il y ait un style propre au Premier Ministre, et d'une certaine façon peut-être au gouvernement, dans sa communication notamment puisqu'on a beaucoup parlé de cela, je dirai : c'est bien le moins. Qu'il y ait une adaptation au contexte politique dans lequel nous sommes, contexte politique que nous avons créé, notamment ce qu'on appelle la décrispation, c'est vrai et je crois que c'est juste.

Mais je pense personnellement qu'il n'y a pas de changement fondamental d'orientation. Sur ce point, d'ailleurs, Jean-Paul Bachy, quelques autres aussi - j'ai écouté avec un intérêt particulier, je dirai presque avec gourmandise, l'intervention de Georges Sarre - a dit excellemment, notamment sur des points importants et concrets, qu'ils résultent justement, puisque certains s'en préoccupaient, de discussions et de propositions faites y compris par un mémorandum que j'ai été chargé de transmettre au Premier Ministre par le Comité directeur, a dit excellemment donc que ce gouvernement avait commencé à faire un certain nombre de choses que nous avions demandées. Je ne vais pas reprendre son énumération mais je mentionne tout particulièrement la création d'un grand ministère du Travail, et on pourrait donner d'autres exemples.

Alors avec ce gouvernement comme avec le précédent, il faut à l'évidence que le Parti Socialiste continue à insister sur ce qui lui parait important, à demander ce qui lui parait nécessaire, qu'il prenne parfois même publiquement des prises de position sur des questions essentielles, et parmi celles-ci je rejoins plusieurs d'entre vous pour estimer qu'effectivement nous devons lui dire, notamment à l'occasion du budget - mais la discussion est maintenant rapide - et au groupe parlementaire, avec un certain nombre de ceux qui sont membres du Parlement

Fondation Jean Jaurès

comme Alain Richard par exemple, d'engager la discussion.
Je crois qu'il faut lui dire que nous mesurons les contraintes économiques, même si Christian Goux ne nous les a pas rappelées cette fois ci - il voulait rompre avec le sujet, s'aérer un peu, rompre avec la spécialité d'économiste qu'on lui fait et qui nous est d'ailleurs bien utile - et même s'il a parlé d'autre chose sans nous rappeler ces contraintes. Mais je crois que malgré des contraintes économiques, il faut que le gouvernement fasse un effort sur la répartition effectivement, et si dans le budget on peut prendre telle ou telle mesure, malgré celles qui existent déjà, ayant un caractère symbolique, je crois que ce serait important. Il faut faire un effort sur l'emploi. Cette question à l'évidence sera décisive en 1986. Je crois savoir d'ailleurs que le gouvernement prépare d'arrache-pied un certain nombre de propositions qui devraient être exposées à la fin de ce mois et qui pourraient donner des éléments de solution sur une question très difficile.
Je crois qu'il faut que le gouvernement porte ses efforts sur les problèmes concrets des gens, et vous savez que personnellement j'ai insisté à plusieurs reprises sur ces problèmes. Et notamment, puisque la question a été évoquée aujourd'hui, si l'on pense que la question de la pauvreté ou des nouveaux pauvres, que nous mesurons effectivement dans sa réalité au moins partielle dans nos permanences d'élus, est importante et angoissante, alors il faut qu'un gouvernement Socialiste, un gouvernement de Gauche s'efforce d'y apporter une réponse spécifique.
De même il faudra que dans la gestion de la vie politique, le gouvernement soit attentif à un certain nombre de conflits du travail. Le Premier Ministre devrait dans les prochaines semaines donner d'ailleurs un certain nombre d'axes plus précis de travail, dans le cadre qu'il avait annoncé au Parlement.
Chère Françoise Gaspard, sache que nous en avons déjà discuté avec lui, que nous avons déjà fait des remarques et que nous continuerons à le faire, en intégrant notamment ce que le Comité directeur a déjà dit et ce qu'il dira encore dans le débat.
Ce que je pense sur cette question de savoir si la politique a changé avec le nouveau gouvernement - mais je vais dire là une vérité d'évidence - c'est qu'il faut juger sur le fond la politique du gouvernement et non pas la juger en fonction des participations au gouvernement. J'ai déjà dit cela avant avec le précédent, je me sens très à l'aise pour le redire maintenant.
J'ai parfois l'impression que des historiens sont en train de se lever dans le Parti, que des spécialistes de la mise en perspective commencent à réfléchir. Je voudrais dire à ceux-là que je ne suis pas sûr encore d'identifier tout à fait, que tout le monde dans le Parti aime l'histoire, et que si certains jugent le présent non au nom de nos principes, mais au nom du passé, alors la tentation serait grande de juger le passé aussi au nom de nos principes, et en tant que Premier secrétaire, pour relativiser tout cela, je constate que depuis quelque temps, d'un côté cela grogne moins, de l'autre cela renâcle. Disons que chacun goûte tour à tour les délices d'une position un peu exclusive, et je rappellerai aux uns comme aux autres à la fois leurs droits et, je crois, leurs devoirs de responsabilité.

Deuxième question que je voudrais poser : est-ce que la décrispation politique risque de contribuer à la confusion ? Je crois que là dessus on a quand même pas mal avancé, et à entendre l'intervention du Premier Ministre à la télévision, ou à sa lecture puisque je revenais d'Afrique à ce moment là et que je ne l'ai ni vue ni entendue, et que cela a aussi contribué à lever certains doutes, si jamais des doutes existaient.
Ce qu'on appelle la décrispation politique sur laquelle on a voulu m'interviewer pendant les dix derniers jours, et même avant parce que c'était le nouveau thème de la presse - personnellement j'ai refusé toute interview sur ce thème - est une nécessité j'allais dire physique, et une nécessité politique par rapport à la Droite. Elle doit concerner le climat général de la politique en France. Elle est de notre intérêt et elle joue au désintérêt de la Droite. Il faut donc la poursuivre. Mais je crois que le premier Ministre a dit très clairement que cette décrispation, elle devait concerner la vie politique nationale et le climat politique, mais aussi un rassemblement des gens, de la masse des gens, autour des problèmes de la transformation et de la modernisation, et qu'elle ne devait pas viser à je ne sais quel rapprochement politique avec les forces conservatrices.
J'ai moi-même dit - quelqu'un le rappelait, je crois - qu'au départ, quand j'avais répondu au Premier Ministre après sa déclaration de politique générale à l'Assemblée, j'ai dit : vous dites "rassembler" et nous approuvons; mais les Socialistes, c'est-à-dire nous-mêmes, devront d'abord rassembler les nôtres. Donc je m'inscris tout à fait dans la préoccupation de ceux qui ont pu dire cela ici aujourd'hui.
Dernière question que je voudrais examiner : y a-t-il une fois de plus un problème de l'existence et du rôle du Parti ?
Bien sûr, le Parti n'est pas parfait, il a ses défaillances et ses problèmes, et sa direction et celui qui anime sa direction. Et puis plus fondamentalement, et cela je l'ai dit très tôt dans une Convention qui avait lieu chez notre ami Robert Pontillon, à Suresnes, dans un gymnase nous aurons des problèmes et le Parti Socialiste aura des problèmes à vivre dans le système de la 5ème République. Cela me parait être une évidence. Mais les problèmes que nous aurons et qui ont paru extrêmement graves et importants, à écouter les interventions, résulteraient-ils - c'est la première question que je me pose - d'une nouvelle donne politique qui résulterait des deux derniers mois ? Est-ce que c'est cela qui créerait ces problèmes si graves dont on nous parle ?
Alors moi je ne le crois pas, personnellement. Là je suis sur le terrain objectif. Je ne le crois pas pour deux raisons. La première, c'est que les élections européennes et leur résultat, qui ont manifesté, qu'on y ait vu de l'intérêt ou pas, un échec de la tentative de rassemblement d'une force de Centre, et le départ du Parti Communiste qui a opéré un processus de fuite à Gauche, à mon avis rendent encore plus indispensable le Parti Socialiste dans la période actuelle, et le rendent d'autant plus indispensable au gouvernement et au Président de la République. Donc moi je ne partage pas, en terme d'analyse politique, l'idée selon laquelle il y aurait des fondements objectifs, des fondements nécessaires ou une volonté de tel ou tel, du Président ou du gouvernement, de faire en sorte

que le Parti n'existe plus, car alors, sur quoi ferions-nous et feraient-ils reposer leurs forces ? Je pense qu'il y a un contresens dans l'analyse politique.
La deuxième raison, c'est que je crois que l'insistance, parce qu'il fallait s'adapter aux problèmes de la période et parce qu'il fallait peut-être aussi reconsolider, en tous cas résister mieux à un certain nombre d'attaques caricaturales sur notre capacité à gérer, sur notre compétence, l'insistance mise par le gouvernement sur les problèmes de gestion à mon avis, pour la période qui vient, offre un espace politique plus important pour le Parti Socialiste.
Donc moi je ne vois pas de raison qui viendrait de la situation politique, et notamment des évolutions récentes, qui expliquerait cette situation dont on nous parle.
Moi je ne ressens pas les problèmes avec ce degré d'intensité et de globalité. Mais ces problèmes viendraient-ils des défaillances du Parti lui-même, et soyons clairs, de sa direction, ou de ses directions si l'on veut englober les directions fédérales ?
Alors là dessus je voudrais dire d'abord que la direction du Parti est collective, et que la direction du Parti, elle est ici, elle est notamment le Comité directeur.
Et je voudrais dire ensuite c'est que, parce que je suis Premier secrétaire du Parti, ce que j'ai à défendre justement c'est le Parti, ce n'est pas autre chose, même si je défends le gouvernement par ailleurs.
Je ne laisserai pas certains avoir la tentation de faire leur pac (?) sur le dos du Parti ou plus exactement mettre tout d'un coup, sans que rien ne le laissait prévoir parce que ce n'était pas la thématique il y a dix jours, l'accent sur les défaillances énormes du Parti, peut-être parce qu'on n'oserait pas, ce qui me paraît d'ailleurs excellent compte tenu de la situation politique, le dire du gouvernement.
(Quelques applaudissements)
Ce n'était pas nécessaire ou c'était bien isolé.

Un membre - Cela me regarde.

Lionel Jospin - C'est Luc...
Je voudrais dire, chers camarades, que la direction du Parti n'est ni une abstraction ni une concrétisation partielle. J'ai même eu l'impression que certains parlaient du Parti, mais très peu. Je ne voudrais pas qu'on se méprenne. Très très peu. Certains ont eu une façon de parler du Parti comme si celui-ci était extérieur à eux, comme s'ils ne se sentaient pas concernés par la critique qu'ils formulaient.
Qu'il y ait des critiques, c'est tout à fait légitime et c'est tout à fait utile pour la direction du Parti et pour moi. Mais j'ai l'impression que certains ne le connaissent plus bien ce Parti et sa direction. C'est la seule explication que je vois à une intervention notamment, significative par son intensité critique, son caractère trop systématique mais son caractère aussi extrêmement vague.
Je me demande si certains ne mesurent pas les performances du Parti à l'aune de leur propre incapacité ou de leur propre inertie.

Fondation Jean-Jaurès

On a parlé du désarroi des militants. Mais que s'est-il passé, chers camarades, depuis deux mois alors que tout le monde a reconnu que dans les européennes, le Parti s'était vraiment pleinement mobilisé, était content, avait confiance, avait mené une bonne campagne, je ne parle pas de moi, je parle du Parti. Que s'est-il passé depuis deux mois pour qu'on soit tout d'un coup tombé dans ce gouffre du désarroi ? A part les vacances dont certains sortent tout juste, mais là je ne parle pas de nous, car nous avons tous recommencé à travailler, je parle du Parti qui revient, je ne vois pas ce qui expliquerait cette évolution, à moins que ce soit le changement de gouvernement et le fameux changement politique. Mais il ne faut pas se tromper de cible, il faut le dire.

Donc sur ce terrain on a parlé de la baisse des effectifs. Quand j'entends un certain nombre de choses, rapidement je demande aux secrétariats, aux fédérations, de consulter un certain nombre de secrétaires fédéraux afin de savoir s'il y a une baisse des effectifs. Je voudrais vous dire qu'il n'y a pas de baisse d'effectifs partout. Il y a des endroits où il n'y en a pas. Par contre il y a des baisses d'effectifs dans un certain nombre de fédérations. Elles ne sont pas toutes aussi importantes que ce que l'on a annoncé. Je me dis qu'il y a peut-être aussi des défaillances fédérales.

Et puis, je voudrais aussi ajouter que chacun sait qu'il y a toujours une intensification du mouvement en fin d'année. On n'y est pas encore. Il y a aussi des différences selon que l'on a une élection en début d'année ou pas.

Ce que je reconnais comme valide ou comme essentiellement valide dans un certain nombre de choses qui ont été dites c'est qu'il est possible effectivement qu'il y ait un trouble chez un certain nombre de nos cadres, notamment chez les cadres enseignants. Je veux bien croire que ce problème existe et dans la mesure où certains d'entre eux sont des animateurs de sections, cela peut jouer. Je suis prêt à admettre cette explication dans sa réalité partielle, bien qu'un ou deux secrétaires fédéraux m'ait fait dire qu'ils étaient laïques, enseignants, qu'ils avaient été formés au CNI et qu'ils ne connaissaient pas un désarroi dramatique. Ils se reconnaîtront. J'admets que ce problème puisse exister dans une certaine mesure et c'est pourquoi il est important d'y répondre pour essayer d'expliquer et de changer progressivement cela.

Chers camarades, je voudrais sur ce point terminer en disant la chose suivante. Si ces critiques un peu systématiques de la part de quelques personnes, quelques camarades, passent, on verra bien, par contre j'admets les critiques précises, argumentées, qui permettent de mettre le doigt sur une défaillance réelle, et nous en avons de nombreuses, et qui, par rapport à cette défaillance réelle, proposent éventuellement, modestement, une thérapeutique, une solution. La critique très précise en disant voilà, il y a un problème politique clair ou il y a un secteur d'activité sur lequel nous avons été défaillants, sur lequel nous n'avons pas avancé, il faut y remédier, cela ne va pas, j'admets et on essaie d'y répondre à la direction du Parti, mais la critique systématique, globale, qui vous assomme et dont on ne peut rien faire finalement surtout quand elle n'est pas assortie de propositions autres que très générales, je dis que si ces critiques de caractère passent, ce sera bien, et il est normal qu'un Comité directeur puisse en entendre

un écho. Si ces critiques systématiques et vagues tendaient à s'amplifier, ou à durer, il faut être clair, c'est qu'il y aurait un véritable problème de direction du Parti. Sachez à ce moment-là, j'en parlais d'ailleurs avec Jean Poperen il y a un instant, que je ne me contenterais pas de généraliser, à ce moment-là, je ne laisserai pas le vague sur les problèmes de direction et sur la part de chacun car les dirigeants existent physiquement et je connais la part qu'ils prennent au travail collectif, la part que chacun y prend ou n'y prend pas. Je dirai ceux qui se sont battus dans les dernières périodes sur les idées, puisqu'on parlait de débat sur les idées, et ceux qui se sont plutôt moins battus, ceux qui travaillent et ceux qui travaillent moins ou pas, ceux qui essaient à leur façon de faire vivre l'aggiornamento et, ceux dont j'espère désormais qu'ils tireront davantage sur les ridelles.

Je poserais, si c'était nécessaire, devant le CD, le problème de la direction du Parti dans ses termes politiques et concrets et je vous demanderais de le trancher. A vous d'abord.

Mais je ne crois pas, finalement, que ce sera nécessaire, si l'on veut bien ne pas se démobiliser soi-même et démobiliser les autres et si l'on vise à faire travailler le Parti et à donner la force à ses militants.

J'en termine.

De quoi, et je réponds à cette préoccupation, du moins j'essaie à mon niveau, a besoin le Parti ? Il a besoin, je crois, dans la période qui vient - ses militants - de débattre et d'agir. A terme, mais à mon avis le moment n'est pas encore venu de le fixer, à terme donc, c'est-à-dire - ne le prenez pas au pied de la lettre ou au pied des mois - dans huit, dix mois, il faudra que Le Parti engage en son sein le débat classique, novateur, dans ses formes, dans sa tradition, pour le nouveau contrat que les Socialistes présenteront au pays, bien sûr en discussion et en dialogue avec le gouvernement. Il faudra qu'il opère la mise en œuvre dans les idées et dans les structures pour préparer, engager la bataille des élections législatives. Il faudra le faire dans notre Congrès, dans notre prochain Congrès. Cela me paraît a priori évident. Je ne vois pas comment on pourrait le faire ailleurs ou à côté. Alors, nous verrons quand il faudra en fixer la date.

Je propose par rapport à cette donnée dont on sait bien qu'elle est évidente et que je voulais évoquer pour caler un peu notre dispositif dans le temps que nous ne lancions pas dès maintenant une discussion de caractère programmatique sur les propositions ou sur ce contrat dont je parlais et que nous ne préparions pas déjà un Congrès. D'abord parce que ce serait nous détourner des tâches qui sont indispensables maintenant et ensuite parce que je voudrais faire remarquer que sur le plan politique ce serait faire le jeu de la Droite et notamment de Chirac parce que ce serait poser nous-mêmes le problème de l'avancée des échéances. Donc il faut clairement dire : ce moment viendra, nous le calons, nous savons qu'il est là, il est devant nous, nous l'aborderons le moment venu, mais ce n'est pas la préoccupation ou la tâche essentielle de la période.

Le problème est donc de savoir, me semble-t-il, ce que nous devons faire dans les dix mois qui viennent. Bien sûr, on va continuer à se battre pour expliquer la politique gouvernementale. Il va falloir savoir utiliser rapidement, et nous avons

Collection Jean Jaurès

déjà fait des exercices réussis dans ce domaine et il faudra le refaire, chaque moment, chaque événement de la vie politique et sociale, internationale parfois, pour réagir et agir.
Il faudra poursuivre le programme d'activité du Parti. Je lisais au niveau du Bureau exécutif, parce que c'est une ébauche mais j'utilise cette faculté que j'ai dans l'immédiat par rapport à vous. Le calendrier prévisionnel des activités du Parti tel qu'il avait été ébauché pour qu'on en discute et qu'on cale tout cela par le secrétariat à la coordination. Je pourrais vous le dire, mais je ne veux pas vous infliger cela parce que je suis bien long, mais j'avais envie de vous l'infliger. Cependant ce serait trop long, je ne veux pas le faire. Je pourrais vous dire le nombre des instances régulières de décisions dans le secteur agricole, dans le secteur entreprises, dans le secteur éducation, dans le secteur lutte des femmes, dans le secteur international qui se réunissent au niveau des Premiers secrétaires fédéraux, avec la direction du Parti, et qui vont se réunir dans les semaines à venir. Je pourrais évoquer telle rencontre sur les collectivités locales et le développement économique, telle animation ou colloque sur le service public dans l'avenir de l'audiovisuel, sur les contenus de l'enseignement, sur le service public et le citoyen, sur les communes et les nouvelles solidarités en matière de minorités des cultures, sur le colloque sur les droits de l'enfant, bien que des décisions immédiates ne soient pas encore prises. Je veux dire que le Parti va poursuivre son travail de façon parfois interne et aussi de façon publique. Et quand vous dites "il faut aborder telle question, discuter telle question", comment peut-on le faire autrement que sous les formes que nous employons pour le faire ? Parmi ces multiples tâches, et parce qu'il faut, semble-t-il, à un moment ou à un autre, essayer de concentrer, de résumer l'activité du Parti pour rassembler ses militants autour d'objectifs, je ferai personnellement deux propositions, propositions sujettes à discussion et à concilier avec d'autres, bien que je n'en ai pas entendu énormément qui soient précises jusqu'ici. J'ai dit qu'il y avait chez nos militants et apparemment chez nous, deux besoins, débattre et agir.
Alors, je propose de répondre à ces deux besoins en les conjuguant autour des deux grands thèmes qui sont ceux de la politique du gouvernement : moderniser et rassembler, ce qui permettra clairement de mettre en relation l'action gouvernementale et l'action du Parti, chacun sur son plan.
Première proposition : je suggère que nous fassions débattre tout le Parti sur la modernisation. Je pense que nous pourrions engager une discussion et l'intitulé que je retiens provisoirement peut tout à fait être amélioré, j'en suis conscient, sur le thème - en gros, pour me faire comprendre - modernisation et progrès social.
Qu'est-ce que c'est que la modernisation pour les Socialistes ? Pourrait-on dire, si la formule n'était pas un peu lourde.
Je crois que l'intérêt d'une telle discussion, c'est qu'elle mettra le Parti à même d'intervenir sur un thème central, par rapport à quelque chose qui est dans l'actualité immédiate, et qui, en même temps, n'a pas été totalement tranché par le gouvernement, parce qu'il faut qu'il avance sur cette perspective, qui sera

ainsi à même d'éclairer le gouvernement, de l'informer, de lui faire connaître ce qu'il souhaite, les exigences ou les impatiences, de le précéder même, puisque certains ici, je crois que c'était Hélène Zeller parlait de cette nécessité d'être capable de précéder éventuellement.
Je crois que ce débat pourrait être préparé par une Commission de tout le Parti, c'est-à-dire que je voudrais éviter qu'il soit préparé sous les formes un peu traditionnelles et plutôt qu'on s'inspire d'une méthodologie qui avait été utilisée avec profit, c'est-à-dire qu'une Commission lance les discussions pour les sections... reprenant la méthodologie du projet, et pas du tout le projet, le projet sera le contrat.
Je propose donc qu'on utilise une méthodologie de ce type, c'est-à-dire qu'ensemble, Commission d'études et direction du Parti, nous dégagions un peu le contact avec le gouvernement, librement, qu'on dégage un peu les grands thèmes, les grandes interrogations, les risques, les problèmes, les débuts de réponses qu'il faut apporter, qu'on questionne, qu'on interroge nos militants, toutes les sections et on conclura ce débat, qu'il faudra caler, par une Convention du Parti.
Je propose qu'on cale cela, en tenant compte de la campagne des cantonales, je ne fixe pas la date, mais le groupe de travail y réfléchira ; deuxième proposition : on dit que le Parti doit débattre, mais aussi qu'il doit agir et se mobiliser, et j'ai dit : conjuguons le thème du rassemblement, alors je propose que nous nous efforcions, nous, par une initiative de rassembler les gens autour du Parti Socialiste, c'est à dire qu'avec les gens à la fois nous débattions et nous mobilisions, et je propose, parce que cela m'a paru partir d'un certain nombre de préoccupations, y compris de premières suggestions, on pourrait peut-être dire de décisions, mais la vie a changé un peu, que nous partions des problèmes du vécu des gens et que toutes les sections à partir d'éléments, de matériel qu'on pourrait leur proposer, mais aussi de questions, car il faut à la fois qu'on permette aux gens de s'exprimer, il ne faut pas que ce soit nous qui apportions je ne sais quelle boite de Pandore ; je propose que recevant et réagissant, toutes les sections se lancent dans une campagne sur les points où elles sont présentes : entreprises, localités ou autres, sur ces problèmes du vécu des gens : qu'est-ce qui s'exprime ? Comment vit-on en 1984, si je peux risquer cette formulation, encore qu'il serait utile à cette occasion de rappeler aussi comment on vit ailleurs.
Et je propose qu'à l'issue de cette première campagne - cela doit être discuté par le groupe de travail je ne veux pas entrer trop dans le détail - les sections organisent une réunion débat dans chaque section, une réunion publique qui, sous des formes à apprécier, rassembleraient ce que nous aurions à la fois donné et reçu dans une conclusion politique de caractère plus global.
L'intérêt de cette proposition, dont on peut tout à fait critiquer le caractère, mais dont je crois l'esprit, la méthode sont importants, c'est qu'à travers cela, en même temps que nous proposons un débat au Parti, conclu par une Convention, dans la période qui vient - cela doit être séparé dans la chronologie - nous nous efforcions d'aller vers les gens, car je crois que notre problème est de ne pas

rester un cercle de 200 000 militants dans une espèce d'anneau de Saturne autour du gouvernement, et de tendre à peser en bas.
Une des conclusions que je tire du retrait des ministres Communistes du gouvernement, c'est qu'il y a une nécessité pour nous à peser davantage en bas et à tenter, par un travail de masse de peser sur la réalité politique. Nous avons dit : "acteurs du changement" à une époque, là je vous propose que nous travaillions en bas et dans la masse, que nous tentions de peser, comme je viens de le dire, sur la réalité politique et sociale en même temps que nous sortirons un certain nombre de nos militants de leur peur de rencontrer les gens.
J'aimerais qu'on travaille sur ces hypothèses dans le groupe de travail ; je crois d'ailleurs que le groupe de Christiane Mora a commencé à le faire et a déjà un peu réfléchi à cela.
Je souhaite, chers camarades, et j'en termine, que le Comité directeur se termine par un texte précis, qui est en préparation, texte de soutien à la politique gouvernementale, de caractérisation de la période, de ce que nous avons à affronter et de la façon dont nous voulons le faire et qui se termine aussi par les indications de mobilisation et de combat qu'à l'instant, pour votre discussion en confrontation avec d'autres suggestions, je vous soumettais. Je vous remercie
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, il est 18 h 30, nous avons une douzaine d'orateurs inscrits ; je vous propose que nous continuions une demi-heure, trois quarts d'heure avant d'interrompre la séance jusqu'à demain matin, mais je vous demande de rester jusqu'à 19 h 15, afin que les derniers orateurs ne parlent pas dans le vide, s'il vous plait.
Asseyez-vous, je vous en prie.
La parole est à Jean Pierre Worms, ensuite Roger Fajardie.
…
Voulez-vous vous asseoir, la séance continue encore pendant 30 à 35 minutes. Jean-Pierre, tu as la parole.

Jean-Pierre Worms

Effectivement, chers camarades, ce Comité directeur se déroule dans un climat politique assez étrange.
C'est sans aucun doute le résultat d'une situation politique qui a été singulièrement modifiée au cours de l'été.
Certes, ces changements sont pour partie tout à fait réels et ils méritent - d'autres l'ont souligné avant moi, - qu'on les prenne en compte aussi lucidement que possible.
D'autres, je crois, ne sont pas de vrais changements, et ne devraient pas entraîner chez nous ce trouble, ces hésitations qui s'expriment ici ou là.
Les changements réels qu'il faut absolument prendre en compte, qui nous interpellent très gravement au-delà de toutes les péripéties et grandes manœuvres référendaires de l'été, c'est évidemment d'abord le départ du Parti

Confrontation Jean Jaurès

Communiste non seulement du gouvernement, mais, cela a été dit clairement, de la majorité. C'est sans aucun doute le problème politique le plus important sur lequel le Parti Socialiste fidèle à son ancrage à gauche doit travailler dans les mois qui viennent.
Il y a également, et je crois qu'il ne faut pas non plus les négliger, les modifications au sein des forces politiques de droite. La Droite reste ce qu'elle est, mais les contradictions entre ce que j'appellerai volontiers des forces de "putschistes" qui espèrent par des moyens de pression de la rue arriver à bousculer les échéances normales et une droite légitimiste qui espère ramasser à son heure les fruits bénéfiques de l'action de la Gauche, ne sont pas, je crois, négligeables et méritent également de notre part une réflexion attentive.
Il y a des changements au gouvernement, cela aussi est une évidence, pas dans ses orientations fondamentales, pas dans sa composition, peu dans sa composition, nous savons tous qu'au moment du changement de gouvernement il y a eu moins de libérations de postes ministériels que certains peut être ne l'espéraient, mais en revanche, incontestablement, dans la répartition des responsabilités au sein du gouvernement, il y a eu des changements qui ne sont pas sans avoir une répercussion politique, sinon une intention politique, et il y a de toute évidence beaucoup de changements dans le style gouvernemental et dans la stratégie de communication du gouvernement.
En ce qui concerne le Parti, je dirai que le changement le plus frappant, c'est la modification du discours des uns et des autres. Il y a quelques mois, lorsqu'on traitait de moderniste un militant du Parti, on y accolait généralement le qualificatif de droite et cela n'était pas, loin de là, un compliment ; aujourd'hui, ceux là même qui usaient volontiers de cet anathème, appellent tout le Parti à se convertir aux valeurs de la modernité.
En revanche, ceux qui, il y a quelques mois, soulignaient l'urgence de la modernisation du Parti Socialiste, de l'ensemble de la Gauche., dans son programme, dans sa pratique et dans son langage, sont ceux qui, aujourd'hui, éprouvent la nécessité d'une mise en garde sérieuse contre certains enthousiasmes de néophytes de la modernité et appellent effectivement à un gauchissement des valeurs de la modernité.
A cet égard, je voudrais dire à Luc Soubré, qui nous appelait à retourner à l'usine, que lorsqu'un ajusteur gauchit une pièce, c'est précisément pour la rendre apte à remplir ce pourquoi elle a été faite, parce que si elle n'est pas gauchie, sa rigidité antérieure la rend totalement inutilisable.
Dans cette nouvelle situation, les militants, c'est vrai pour certains d'entre eux, semblent à la fois soulagés et gênés. Soulagés, e'est incontestable, nous l'avons tous senti, car ils se sentent d'une certaine façon dé-piégés par rapport à un certain enlisement dans lequel les uns et les autres nous pouvions craindre que la Gauche, le Parti Socialiste, le gouvernement ne s'enlisent avant l'été.
Il est clair que de ce point de vue-là, la situation aujourd'hui est beaucoup plus ouverte, beaucoup plus libre pour reprendre l'initiative et l'offensive politiques.
Mais cependant beaucoup de militants semblent également gênés, car ils ont du mal à retrouver leur identité de Socialistes dans ce qu'ils ressentent comme une

nouvelle donne politique, et je ne crois pas que cette gêne soit en quoi que ce soit fondée.
Tout d'abord, je voudrais, moi aussi, dire qu'il me semble tout à fait essentiel de prendre la mesure de l'importance des changements qui ont été apportés par trois ans de gouvernement Socialiste, non seulement dans les domaines dont nous aimons le plus volontiers à nous glorifier, qu'il s'agisse des changements structurels des nationalisations ou d'un certain nombre de mesures de progrès social significatives : la retraite à 60 ans, la diminution, ou la relative diminution du temps de travail, la 5ème semaine de congés payés, etc.
Je crois qu'en fait ce sont les réformes qui ont été engagées ou, pour certaines d'entre elles, qui se poursuivent, qui portent sur le contexte dans lequel les forces sociales de ce pays sont appelées, dans les années à venir, à intervenir. Ce sont ces modifications structurelles, au sens fort du terme, qui elles, sont porteuses de changement tout à fait considérable, qu'il s'agisse des lois Auroux, dont nous commençons seulement aujourd'hui à entrevoir les possibilités de modification des rapports sociaux, mais également de la mise en œuvre de nouvelle politique industrielle et de l'emploi, qu'il s'agisse de la loi Quillot qui, sur le plan de l'habitat, réintroduit un nouvel équilibre tout à fait fondamental dont il ne faut pas oublier à quel point il redressait des inégalités scandaleuses de la société antérieure, ou qu'il s'agisse bien évidemment, - je ne m'appesantirai pas dessus - qu'il s'agisse de la décentralisation qui est sans doute, de toutes les réformes de structures, celle qui portera les plus grandes modifications quant aux comportements sociaux de ce pays.
Mais, au-delà de ces réformes de structures, et peut-être encore plus profondément, je crois que ce qu'il a été apporté, ce qui continue d'être apporté, ce sont les modifications, pas tellement de domaine législatif, encore que dans certains cas - je pense à la loi sur l'initiative économique - il y a eu réforme législative, mais dans d'autres cas c'est la pratique gouvernementale, le gouvernement de la Gauche qui a levé des obstacles multi-séculaires à de nouvelles avancées dans notre pays, non seulement sur la voie d'une société moderne, mais également permettant d'ouvrir la voie du Socialisme.
Et je m'explique, je crois que, sans doute, les modifications les plus profondes sont dans le domaine économique.
Au-delà de la politique de rigueur de rétablissement ou de lutte pour le rétablissement d'un certain nombre de grands équilibres, il me semble tout à fait fondamental d'avoir engagé pour la première fois de son histoire dans ce pays, une réorientation fondamentale de la structure de l'épargne.
Il y a trois ans, nous avions, sur ce plan-là, une orientation d'un pays presque préindustriel, où l'essentiel de l'argent disponible était placé de façon stérile pour le développement immobilier, le foncier, voire dans des stocks d'or privés.
Il y a, engagée de façon tout à fait fondamentale, une réorientation de l'épargne en direction des actifs industriels et c'est là la condition même d'un redéploiement, d'un redémarrage de notre économie et de nouvelles conquêtes pour le mouvement social.
De la même façon, je crois qu'a été engagé, et se poursuit aujourd'hui un

fantastique mouvement de déplacement des valeurs centrales de ce pays, les valeurs de l'entreprise, les valeurs "entrepreneuriales". Le risque, l'initiative, la responsabilité, la créativité avaient été appropriées par la Droite, et la Gauche s'était, d'une certaine façon, repliée sur les seules valeurs de l'Etat. La République et l'Etat étaient confondus.
Ce qui a été opéré, ce qui est en train de s'opérer, qui est une ré-appropriation des valeurs "entrepreneuriales" par la Gauche, ouvre pour nous, en matière d'activité nouvelle, de création d'activité nouvelle, en matière de capacité de mobilisation sociale sur les enjeux de la reconstruction industrielle de ce pays, ouvre des espaces politiques absolument considérables.
C'est l'acquis le plus fondamental de l'expérience Socialiste et c'est aujourd'hui la nouvelle frontière qui s'offre pour les militants Socialistes.
Je crois qu'on ne prend peut-être pas suffisamment la mesure de l'importance que représentent cet enjeu et ce défi, la démocratisation et la socialisation de l'initiative économique. L'économie, ce n'est plus le privilège, le monopole d'une classe et de ses héritiers. Il appartient aujourd'hui à l'ensemble des forces du travail, ainsi qu'aux élus et notamment aux élus locaux, de devenir des acteurs du redéploiement industriel et de la création de l'entreprise. C'est à la fois une donnée de la crise que nous traversons et de la mutation. Vous le savez, avant la première crise pétrolière, l'essentiel des emplois se créait dans les grandes entreprises de plus de deux cents salariés. C'était là que se créait l'essentiel des emplois. Depuis 1974, la proportion s'est radicalement inversée. De 1984 à 1981, 550 000 emplois ont été perdus, 550 000 postes de travail ont été perdus dans les entreprises de plus de 200 salariés, mais dans le même temps, exactement le même nombre, 550 000 emplois nouveaux étaient créés dans les toutes petites entreprises de moins de vingt salariés, et c'est cet espace nouveau qui s'ouvre pour le Parti, pour les militants politiques et pour les militants syndicaux Socialistes.
Va-t-on laisser la création d'activité, l'esprit d'entreprise en déshérence politique, en déshérence idéologique ? Plutôt que de sombrer dans je ne sais quelle désespérance parce qu'on aurait du mal à retrouver son identité Socialiste dans la nouvelle situation politique, il est temps pour le Parti d'abandonner peut-être un certain nombre de vieilles querelles, de se rendre compte de cet enjeu, de ce défi qui est aussi la reconstitution de sa base sociale, et de s'engager dans les mois et dans les années qui viennent à la fois dans les réflexions, les débats, mais aussi dans les actions et les mobilisations que la période qui s'ouvre aujourd'hui présente comme un défi pour l'avenir du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Roger Fajardie. Ensuite Bartolone.

Roger Fajardie

Chers camarades, à l'heure où nous sommes et à ce point du débat, je voudrais essayer d'être bref. Je voudrais pourtant essayer de retrouver au mot près ce

qu'il a pu m'arriver de dire dans une autre enceinte, de façon à le répéter aussi exactement que je le peux, devant le Comité directeur.
En entendant certaines interventions tout à l'heure, et non des moindres, et en pensant que, quelque part, je faisais partie de ceux qui se faisaient gentiment tancer, j'avais l'impression d'être rajeuni d'une bonne vingtaine d'années... (exclamations, mouvements divers)... Oui, rajeunir est une bonne chose, je m'en réjouis...

Dans la salle. - C'est une cure gratuite.

Roger Fajardie - Disant cela, je voudrais donc traiter très rapidement trois thèmes.
Le Parti doit être rassemblé pour l'action.
Il doit avoir constamment à l'esprit quelques problèmes d'organisation.
Enfin, il est bon qu'il fasse le point, mais nous en avons déjà beaucoup parlé aujourd'hui, sur un certain nombre de choix stratégiques et idéologiques.
Le Parti, rassemblé pour l'action.
On a parlé de fidélité et d'amitié. Je ne suis pas de ceux qui, généralement dans le Parti jouent les marginaux et je ne suis pas un maniaque des états d'âme. Donc, je dis sans façon : autour du Président de la République, hier avec Pierre Mauroy, aujourd'hui avec Laurent Fabius, avec les camarades du gouvernement, eh bien ! Soutien majorité, cela a été dit par Lionel, je reprends cela à mon compte, soutien sans faille, en disant que certains Socialistes ont peut-être, dans un passé récent, soutenu avec un certain manque de fermeté - je ne dis pas cela pour la direction du Parti, de grâce, que Lionel ne prenne pas cela de travers je sais fort bien ce qu'il a fait, comme il l'a fait et je lui en rends aussi volontiers témoignage - mais certains Socialistes ont peut-être manqué de fermeté dans le passé, j'espère que tous les Socialistes, sans exception, soutiendront avec fermeté et sans état d'âme le nouveau gouvernement.
En ce qui concerne les problèmes d'organisation, j'avais évoqué il y a quelques semaines l'un d'entre eux qui me paraissait préoccupant, il a été mal interprété, je veux le redire très clairement devant le Comité directeur.
Ce que j'ai dit, c'est qu'il fallait prendre garde. Je suis de ceux qui s'intéressent à l'histoire, qu'on m'en pardonne, surtout quand je l'ai vécue. J'ai dit qu'il fallait prendre garde à l'exemple du Parti Socialiste SFIO qui a été ce qu'il a été mais il a précédé le Parti d'aujourd'hui, cela a été une grande formation, il a fait une part importante de notre histoire Socialiste, ce Parti Socialiste SFIO, mais ce qui lui est arrivé dans des circonstances, certes, différentes - et je ne fais pas d'analogie absolue - a été qu'il n'a pas su assumer les responsabilités au pouvoir en même temps que sa vie propre, et cela a eu des conséquences terribles sur la vie de ce Parti, dont j'ai vu la vie interne se dégrader peu à peu, et dont le nombre des adhérents s'est, en une dizaine d'années, formidablement tassé. Alors, sans pousser l'analogie jusqu'au bout, je dis que je crains que nous n'ayons un peu affaire à un phénomène qui ressemble à celui-là, toutes choses égales, et sans mettre qui que ce soit en cause, je dis que nous avons à chercher

Fondation Jean Jaurès

collectivement, puisque l'histoire nous a enseigné quelque chose, les moyens d'éviter de se retrouver dans la même situation.
Voilà ce que j'ai dit lors de la réunion de Valence qui a fait un certain bruit à travers les colonnes du "Monde", notamment cette partie de mon exposé, je viens de le refaire à peu près intégralement, voyez bien que c'est quelque chose qui doit susciter notre réflexion, cela en vaut la peine, mais ce n'est pas quelque chose qu'on ne peut pas dire dans une réunion de militants Socialistes responsables.
Et puis, j'ai parlé aussi, je le répète, de faire le point sur nos choix stratégiques et idéologiques. Ceci vaut aussi quelques commentaires. Je préfère ceux que j'en fais moi-même.
Ce que j'ai dit, c'est que nous avons à Epinay choisi la stratégie d'union de la Gauche, face au Parti Communiste qui, paraît-il, ne s'inscrit plus aujourd'hui dans la majorité. Ce que j'ai dit, c'est : n'y a-t-il pas lieu à vérification ? Pouvons-nous imaginer de laisser le Parti Communiste s'enfermer sans débat dans l'expectative et recueillir à nouveau - ce que je crois pour ma part comme cela est arrivé dans le passé - les suffrages de travailleurs mécontents. Je disais donc : il faut l'interroger sans relâche. Il faut clarifier les choses avec lui et je dois dire que, sur ce point, je n'ai plus rien à ajouter, car ce qu'en disait tout à l'heure Lionel me satisfait parfaitement, nous sommes exactement sur la même position par rapport à l'attitude à l'égard du Parti Communiste.
Ce que j'ai ajouté, c'est qu'il ne faut pas, ceci étant dit, chercher à s'enfermer dans une sorte de tête-à-tête, mais c'est aussi une vieille affaire que nous avons souvent brandie entre nous.
Je crois qu'il faut choisir le moment actuel - quelques camarades l'ont dit dans le Comité directeur - pour chercher à renforcer au maximum le dialogue avec les forces syndicales, avec les forces sociales, avec le mouvement associatif.
La recherche d'un élargissement politique, nous savons tous que c'est quelque chose d'aléatoire. Il me semble que ce qui est le plus utile pour la suite, pour notre avenir collectif, pour l'avenir du Socialisme, c'est finalement de chercher à s'adresser avec obstination à ce que nous avons appelé le "peuple de gauche" et à le rassembler au mieux.
Et puis, dernière réflexion, toujours en référence au Congrès d'Epinay. Je me permets de rappeler un point d'histoire que m'inspirait une réflexion du Premier secrétaire tout à l'heure et je crois que c'est une affaire dont je peux parler librement, parce qu'après tout, au Congrès d'Epinay, j'ai été de ceux - pas le seul... j'en vois plusieurs dans la salle - qui ont jugé le passé à la lumière des principes, qui ont fait à ce moment-là un certain nombre de choix et qui en ont tiré toutes les conséquences. A ce Congrès d'Epinay, nous avions dit majoritairement et clairement que le Parti Socialiste que nous étions en train de construire devait occuper tout l'espace politique compris entre le centre et le Parti Communiste.
Or, on a affirmé que j'avais essayé ces temps-ci de relancer une sombre querelle entre ceux qui, parmi nous, seraient plutôt "guesdistes", et ceux qui, parmi nous, seraient plutôt "jaurésistes"... (murmures)... Je ne crois pas que ce soit cela, le

problème, parce que mon opinion est, je l'ai dit bien souvent, que selon les circonstances et selon nos humeurs - j'en suis convaincu depuis belle lurette - Jaurès ou Guesde vit en chacun de nous, que chaque militant Socialiste est au fond une synthèse de cette grande aventure historique, et, par conséquent, je ne voudrais pas relancer une querelle qui risquerait de me couper en deux !
Mais en revanche, ce que j'ai dit et ce à quoi je tiens, c'est que dès lors que nous avons affirmé que nous devions occuper tout le terrain depuis le centre jusqu'au Parti Communiste lors de notre Congrès d'Epinay, et que nous affirmons tous, me semble-t-il, que ceci est encore notre pensée, cela signifie que nous devons recevoir sans réserve toutes les familles de pensée qui se réclament du Socialisme. N'étant pas chrétien moi-même, je suis fort irrité de voir que quelquefois, plus souvent qu'on ne l'imagine, on est persuadé que l'engagement de tel ou tel chrétien dans le Parti est moins Socialiste que celui d'autres ! Je trouve que cela n'est pas supportable et je le répéterai aussi souvent qu'il le faudra ! Ma pensée est que quiconque se reconnaît dans le Socialisme doit avoir, sans histoire, sa place dans le Parti.
Voilà. Il n'y a pas de quoi en faire un drame, mais apparemment il n'est pas mauvais de le répéter ; alors, je le répète inlassablement et j'espère quelquefois être entendu...
Ce sont là les éléments que j'avais apportés au débat et que je rapporte, sans en retirer rien et sans y rien ajouter, devant le Comité directeur. Vous constatez que ces éléments n'ont pas d'autre ambition que de contribuer finalement à renforcer notre unité, à faire en sorte que nous soyons plus nombreux, et à peut-être un peu mieux baliser pour nous-mêmes quelques-uns de nos propres espaces de liberté.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Bartolone n'est pas là ?
Alors, Durand, qui sera le dernier orateur de l'après-midi ?

Yves Durand - Ce sera très rapide, je n'ai pas besoin d'aller à la tribune…

Le président - Si, viens à la tribune, parce qu'on ne t'entend pas.

Yves Durand

Ce long chemin, mes camarades, pour vous dire qu'un certain nombre d'interventions, en particulier celles d'Alain Richard, ce matin, et celle de Coffineau, m'avaient amené à prendre la parole, mais la conception que je me fais du rôle du Premier secrétaire qui est intervenu tout à l'heure, d'une part, et d'autre part la largeur et le caractère tout à fait complet du tour d'horizon qu'il a fait, me conduisent à ne pas faire cette intervention, d'autant plus qu'il a fait des propositions de débat dans le Parti. C'est, je crois, là-dessus maintenant qu'il faut se déterminer. Personnellement, j'y suis parfaitement favorable et c'est dans le cadre de ce débat qu'en tant que militant et membre du Comité directeur je

Fondation Jean Jaurès

m’exprimerai.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Demeurent inscrits : Gérard Fuchs, Le Gall, Lindeperg, Janine Parent, Motchane, Germon, Finel, Busnel et Garot. Nous pourrons donc reprendre la séance demain matin à 10 heures
La séance est levée.

Jean Poperen - Le groupe de travail sur le texte se réunit maintenant.

Parti Socialiste
Comité directeur
8 et 9 septembre 1984

Séance du dimanche 9 septembre

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président - Camarades, la séance est ouverte. Je donne la parole à Guy Allouche.

Guy Allouche

Chers camarades, il n’était pas dans mes intentions d’intervenir cette fois ci dans ce Comité directeur, et si je le fais aujourd’hui dès la reprise de nos travaux, c’est parce que l’un des points de l’intervention de notre Premier secrétaire en fin d’après-midi nécessite selon moi une mise au point.
Je considère le fait trop important pour ne pas dire grave.
Comme toujours et où que ce soit, au Bureau exécutif, au secrétariat ou au Comité directeur, je suis très attentif à ce que dit notre Premier secrétaire, d’abord parce qu’il est le Premier secrétaire du Parti, ensuite parce que je lui porte personnellement respect, sympathie et estime, sans me soucier de la réciprocité de tels sentiments, Enfin je suis attentif à ce que dit le Premier secrétaire qui est toujours riche d’enseignements.
Le point de son intervention qui me fait m’exprimer devant vous porte sur les critiques qui auraient été formulées à l’égard du Parti lors d’une réunion qui s’est tenue à Valence. Pour avoir déjà eu une explication sereine et franche lors du Bureau exécutif du 29 août, je croyais que l’affaire était close, qu’un terme y avait été mis. J’avoue avoir été étonné d’entendre Lionel Jospin reprendre hier dans les mêmes termes, et sur un ton absolument pas badin comme cela fut le cas au Bureau exécutif, les critiques, observations et menaces devant le Comité

Fondation Jean-Jaurès

directeur.
Que signifie la déclaration du Premier secrétaire lorsqu'il dit : "certains membres de la direction du Parti passent davantage de temps à critiquer l'action du Parti qu'ils n'en passent à travailler au sein de cette direction" ? Je ne reprendrai pas toute la citation, peut-être l'avez-vous encore en tête.
Comme manifestement le propos appuyé de Lionel Jospin visait les participants de la réunion de Valence, vous comprendrez que je me sente particulièrement concerné.
Nous menacerions ainsi de porter atteinte à l'esprit de collégialité de la direction du Parti au point qu'en cas de récidive le Premier secrétaire en tirerait toutes les conséquences ? Faut-il croire qu'au sein de la direction du Parti et aux yeux du Premier secrétaire, tous les secrétaires nationaux sont égaux entre eux mais que certains sont plus égaux que d'autres ? Lionel Jospin avait fait preuve de bien plus de mansuétude lorsque d'autres secrétaires nationaux ont fait des déclarations publiques ô combien fracassantes et qui, elles, mettaient réellement en cause la cohésion de la direction du Parti. En quoi la formulation d'une critique serait-elle incompatible avec l'expression de la solidarité ?
Si tel est le fond de la pensée du Premier secrétaire, il y a alors lieu de s'interroger sur le comportement dans la période récente de bien des responsables du Parti et du Parti lui-même. Voilà une inégalité de traitement et de considération supplémentaire contre laquelle le Parti tout entier devrait lutter.
Nous avons en tête souvenir du ton particulièrement vif, incisif, j'allais dire menaçant du Premier secrétaire. Mais pourquoi donc ? Est-ce Martine Buron qui ne fait pas son travail correctement au secteur "lutte des femmes " ? Est-ce Geneviève Domenach-Chich qui ne remplit pas son rôle au secteur international ? Est-ce Bernard Roman, au secteur communications et propagande, qui ne remplit pas sa tâche ? Est-ce moi-même, au service des élections, tout en sachant que cette délégation ne requiert pas un travail quasi quotidien ? Peut-être les quatre ensemble.
Pourquoi ces appréciations ? Pourquoi ces jugements de valeur ? Pour tenir deux fois consécutives le même langage et formuler les mêmes reproches, faut-il croire que rapport au Premier secrétaire a été fait par les secrétaires nationaux titulaires ? Si c'est le cas, cela mérite une explication plus précise, et pour ma part j'y suis prêt, même devant le Comité directeur, j'y suis prêt parce que j'ai toujours assumé avec une conscience militante les tâches qui m'ont été confiées.
Je n'assiste pas aux travaux du Bureau exécutif et du Secrétariat national en touriste. Si pour toi, Lionel Jospin, être Secrétaire national signifie qu'il faille être présent à Paris, rue de Solferino, cinq jours sur sept, il faut le dire clairement, il fallait le dire lors de la désignation du Secrétariat national. Si c'est ton désir, cela changerait quelque peu la nature, la nature même de la direction du Parti, laquelle deviendrait alors une structure permanente, et cela nécessiterait dans ce cas le remplacement de la quasi totalité des secrétaires nationaux.
Qu'il me soit permis de rappeler que le travail pour le Parti ne s'effectue pas pour ce qui me concerne uniquement à Paris. Je suis parlementaire, même si le Parti s'intéresse peu aux travaux du groupe sénatorial, je suis aussi Premier

secrétaire fédéral d'une fédération dont l'importance n'échappe à personne, et ce n'est pas non plus la fédération du Nord qui te procure, Lionel, souci et tracas. C'est dire qu'elle fonctionne bien, et je parle ici sous le contrôle des secrétaires fédéraux membres du Comité directeur.
Toi-même, Lionel, lors de ton récent passage dans le Nord, tu as rendu publiquement hommage au travail que Bernard Roman et moi-même accomplissions au sein du Parti, nous gratifiant au passage de "jeunes et dynamiques animateurs du Parti".
Alors que signifiaient les propos répétés hier ? Que visent-ils ? Que cachent-ils ? Pourquoi sont-ils si menaçants ?
Paroles et critiques seraient-elles l'apanage de quelques-uns alors que d'autres se verraient imposer une prétendue loi du silence ?
Je sais ce qu'est la discipline du Parti, je l'applique à moi-même, je la recommande aux autres. Mais je m'exprimerai chaque fois que cela me paraîtra nécessaire. En tant que Premier secrétaire fédéral, je sollicite critiques et remarques des autres secrétaires fédéraux parce qu'elles m'aident à améliorer le fonctionnement de la fédération pour le grand bien du Parti. Malveillance mise à part, j'ai toujours pensé qu'il y avait du vrai et du bon dans toute critique émise.
Pourquoi cette crispation dès que l'on parle du fonctionnement du Parti ?
N'est-il par, lui aussi, perfectible ? Certains camarades ont dit ici ou là ce qu'ils pensaient du Parti. C'est d'abord parce qu'ils l'ont à cœur, qu'ils aiment leur Parti… ils n'ont rien dit d'autre. Ils veulent un parti rassemblé où règne la camaraderie et, pourquoi pas, l'amitié, où fleure bon le travail collectif, l'enrichissement individuel par la réflexion en commun sur des thèmes qui nous paraissent importants et qu'il est urgent d'aborder ensemble.
Sache, Lionel, que nous sommes preneurs des propositions avancées hier et pour ne rien te cacher, sache aussi, Lionel, que dans la fédération du Nord, une partie de ce travail là nous l'avons déjà commencé au printemps dernier, pendant la campagne des européennes, avec l'ensemble de nos 350 sections. Telle est donc la mise au point que je tenais à faire. La gravité des propos de Lionel Jospin, hier, me faisait obligation d'intervenir ; j'attends et je souhaite une réponse claire et sans détour. Je n'accepterai, je répète, aucune mise en cause personnelle, ni même que l'on porte un jugement de valeur sur mon action sans que l'on m'en fournisse les plus élémentaires explications.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, j'ai écouté avec attention l'intervention de Guy Allouche et je crois que si l'on veut être clair devant la direction du Parti, il faut d'abord faire remarquer deux choses : la première, c'est qu'il ne faudrait pas inverser les rôles, la deuxième, c'est qu'il ne faudrait pas inverser les logiques.
Qui peut dire que dans ce Parti, depuis trois ans; que cela concerne les

Collection Jean Jaurès

sensibilités ou que cela concerne les personnes, on m'a entendu d'abord essentiellement et en tout cas le premier, formuler des critiques ?
Qui peut dire, soit publiquement, soit dans des confidences faites à d'autres, que j'ai passé mon temps à critiquer tel ou tel en tant que personne ou tel ou tel en tant que groupe ?
Ce n'était pas moi qui, à Valence, me suis exprimé le premier de façon négative, et extrêmement négative, devant le Comité directeur. Alors, cette sincérité, cette indignation si elles sont réelles, je veux bien en prendre acte, mais il y a peut être un peu d'habilité traditionnelle, dans l'intervention de Guy Allouche, lorsqu'il tend à laisser croire qu'il y aurait eu attaque grave et gratuite contre tel ou tel.
Les critiques qui ont été portées de façon globale, systématique et vague contre la direction du Parti ne sont pas venues de mon fait, je vous en prie, chers camarades, n'inversez pas les rôles.
Pour ce qui concerne la réunion de Valence, je crois qu'il y a là malentendu, par rapport à mon intervention d'hier. J'en ai parlé au Bureau exécutif dès qu'il y a eu compte rendu de cette réunion, parce qu'un certain nombre de choses rapportées dans un article me paraissaient graves A ce moment là elles concernaient le Parti, mais elles concernaient aussi le gouvernement et il m'avait semblé que la tentation qui pouvait venir à certains dans une nouvelle situation politique, dans un nouveau dispositif, alors que les responsabilités étaient réparties autrement, de se laisser aller à cela me paraissait dangereux. Je l'ai dit.
Un certain nombre des membres de ceux qui avaient assisté à cette réunion ont expliqué que la plupart des propos traités avaient été déformés ; j'ai considéré, pour ma part, que la question était close et mon intervention d'hier au Comité directeur, pour ce qui traitait du Parti, ne s'adressait donc pas à Valence, il faut que ce soit clair, Guy Allouche.
Si je suis intervenu comme je l'ai fait, c'est que dans ce Comité directeur, certaines critiques ont été renouvelées. Les critiques, je l'ai dit, sont loisibles, à condition de les argumenter, à condition qu'elles soient justes, à condition qu'elles visent des objectifs précis, des cibles qu'on peut délimiter.
J'ai dit hier que c'était des lacunes sur lesquelles on peut mettre le doigt pour y remédier, à condition qu'elles entraînent, non pas qu'elles démobilisent.
J'accepterai, naturellement, toute critique et je l'ai d'ailleurs toujours fait, envers le Parti collégialement, mais je n'accepterai pas les critiques systématiques et vagues.
Hier une camarade s'est exprimée devant le Comité directeur, et c'est essentiellement cette intervention, plus une autre peut être d'un jeune camarade, d'un jeune dirigeant du Parti qui pense que son Parti est déjà ringard. Mais à part ce genre de caractérisation de style mode, à part ce genre de caractérisation dans le style mode, j'ai été profondément irrité et scandalisé hier par une intervention et je ne peux pas m'empêcher de penser qu'elle est marginale, je ne peux pas m'empêcher de penser qu'elle est due au hasard, puisqu'elle a été faite par la camarade que vous aviez chargée du rapport introductif à Valence Si quelqu'un a recommencé Valence hier, ce n'est pas moi. Si quelqu'un s'est référé à

Valence hier, ce n'est pas moi, c'est cette camarade. J'ai pris des notes précises sur ce qu'elle a dit et j'en ai oublié, mais j'ai noté l'essentiel. "Il faut que le PS cesse d'être à la remorque du gouvernement, il faut qu'il cesse d'être en panne de réflexion, il faut enfin qu'il se rassemble et se modernise, il faut le mettre en état de soutenir le gouvernement. Il y a eu des ratées". Lesquelles ? Pas précisé. "Elles ne doivent pas se renouveler. Si le PS ne se mobilise pas, qui le fera ?"
Voilà le genre de formulation, de jugement, non pas précis, ne mettant pas en lumière un secteur défaillant, une personne qui ne fait pas son travail. Mais c'est une critique qui assomme, une critique qui vise à démolir et non pas à construire.
Cette intervention précise a été faite par une camarade précise, et je ne crois pas qu'elle soit marginale, et c'est ce qui m'a scandalisé et qui m'a amené à réagir comme je l'ai fait. Je ne me suis pas référé, chers camarades, hier à Valence, mais à des interventions et particulièrement a une intervention devant le Comité directeur.
Inégalité de traitement. Chers camarades, je crois que ceux qui participent au Bureau exécutif ou ceux qui participent au Comité directeur, et même ceux qui ont Participé à un certain nombre de nos Conventions le savent. Je me souviens d'une Convention particulière, c'était peut-être à Alfortville, je ne m'en souviens plus, ou c'était peut-être au Pré-Saint-Gervais, où j'ai parlé d'une image qui concernait les mollets. Eh bien, chers camarades, je crois avoir été ce jour là net et incisif, et je l'ai été d'ailleurs à plusieurs reprises, je l'ai toujours été comme je le suis avec d'autres, en tenant compte de la nécessité que le Parti commence à travailler ensemble.
Quand il y a une critique formulée sur des points précis, sur la politique économique, sur la politique monétaire, sur l'idée qu'il faudrait se consacrer davantage au marché intérieur, ou bien quand j'entends des interventions comme celle d'Alain Richard qui dit qu'il faut se consacrer surtout à la diminution de la durée du travail, qu'il faut changer les rapports sociaux ou qu'il faut être encore plus et toujours avec le gouvernement, ce sont des remarques et des jugements et on peut en débattre et en discuter.
Et donc j'accepte le débat et j'argumente. Personnellement, je préférerais qu'on dise : on a eu des défaillances sur telle ou telle chose mais ceci n'empêche que c'est une critique, la critique globale du Parti et cette critique est meurtrière pour nous.
Voilà ce que je pense.
Deuxième remarque que je voulais faire. J'ai dit que j'étais toujours solidaire avec le gouvernement. Je l'ai été pendant trois ans et je continue à l'être.
Je ne suis pas le Premier Ministre, je ne suis pas le Président de la République mais je suis tout de même le Premier secrétaire du Parti Socialiste.
Je dis qu'il ne fallait pas inverser les rôles et les logiques. Je n'ai mis en cause personne en particulier, pas plus Guy Allouche que d'autres.
C'est vrai que je considère - et cela ne concerne pas Guy Allouche - Bernard Roman, Geneviève Domenach-Chich ou Martine Buron - et je souhaiterais que les Secrétaires nationaux puissent être plus souvent, plus longtemps au Parti,

plus de jours au Parti qu'ils ne le sont. En même temps, je connais les contraintes des provinciaux et je sais que beaucoup de nos leaders - parce qu'ils doivent être représentatifs - ne peuvent être disponibles car ils ont d'autres engagements. C'est vrai que lorsque j'ai demandé à telle ou telle de nos camarades de devenir Secrétaires nationaux, je leur ai demandé d'être le maximum possible au Parti.
Cela peut concerner certains d'entre nous, mais cela peut en concerner d'autres.
Je ne fais pas de satisfecits publics et d'ailleurs je n'ai pas vocation à cela. Je ne suis pas maître d'école et je n'ai nullement le temps de le faire.
Ce que je veux dire simplement, c'est que si ces critiques systématiques et globales de la direction se poursuivent, cela voudra dire qu'il y a un problème de direction du Parti et ce problème de direction du Parti devra être traité.
N'inversons pas les logiques.
Guy Allouche a fait remarquablement son travail, Bernard Roman a été excellent et Martine Buron a été formidable.
Geneviève Domenach-Chich a dépassé les espérances qu'on avait mises en elle, et pourtant le Parti est en panne de réflexion, il est à sec ; sur le plan des idées, il a des ratés constants et il est temps qu'il cesse d'être ringard.
Alors, chers camarades, il faut choisir !
(Applaudissements)
Si vous faites votre travail, voila où vous êtes bien et ne supportez pas l'idée qu'il puisse y avoir procès. Je n'ai pas fait procès, de même que je ne décerne aucun satisfecit et, en même temps, l'état catastrophique décrit sans nuances, sans précisions par Françoise Gaspard, provient peut-être de ce que les autres ne font pas leur travail, que vous, vous faites le vôtre, mais alors c'est vous qui faites un procès, et alors il faut s'en expliquer.
Donc, chers camarades, ce que je récuse, je le dis encore, c'est le caractère global et systématique de la critique ; en aucune façon je ne récuse le droit à en formuler quand elles sont utiles, et je redis, chers camarades, que si l'on devait retrouver cette attitude dans le Parti, d'où qu'elle vienne, comprenez-le bien, d'où qu'elle vienne, nous mettant en cause, collectivement, il faudrait bien, - le problème du Parti étant nécessairement le problème de sa direction, que le problème de cette direction soit posée, et quand on pose un problème de direction, on ne le pose pas abstraitement, on le pose aussi concrètement, et cela nous concerne tous.
Je crois m'être expliqué suffisamment maintenant sur ce que j'ai voulu dire hier.
Je crois avoir précisé clairement quelles interventions je visais, et j'espère qu'au moins sur ce point il n'y aura plus de malentendu.
Pour le reste, je pense que si nous nous sommes bien compris, nous n'aurons sans doute pas besoin d'y revenir, et si la situation devait durer, nécessairement nous devrions en rediscuter à nouveau.
(Applaudissements)

Le président - Nous reprenons la discussion interrompue hier.
La parole est à Gérard Fuchs.

Collection Jean Jaurès

Gérard Fuchs

Chers camarades, mon intervention va effectivement s'efforcer de renouer le fil du débat de fond qui avait commencé à s'engager hier.

Je crois que nous avons bien conscience que les événements de l'été ont maintenant tracé le cadre dans lequel va s'inscrire l'action du Parti d'ici aux législatives, nous avons bien conscience que la bataille pour ces législatives sera très dure et je voudrais présenter ce matin un certain nombre d'éléments de proposition. Je le ferai dans six directions concernant l'approche de cette bataille pour les législatives. Peut-être, par-là même, cela me donnera-t-il l'occasion de satisfaire certains éléments de curiosité manifestés, par exemple hier, par Jean Poperen, quant à ce qui avait pu se dire ou ne pas se dire à telle ou telle réunion ayant précédé celle de notre Comité directeur.

Un premier point, qui me parait indispensable aujourd'hui, est que nous reconnaissions désormais sans faux-fuyant que nous avons changé de politique depuis 1981.

"Je vous dirai la vérité", a déclaré Laurent Fabius à l'Assemblée Nationale le 24 juillet, et il a répété cet engagement devant les Français, mercredi dernier, à "L'Heure de vérité". Il a raison. Mais je crois que cette expression doit concerner le passé tout autant que l'avenir et qu'il y va, là aussi, de notre crédibilité politique. Quelle serait, en effet, dans l'opinion même de gauche, l'image d'un parti qui refuserait de reconnaître que le gouvernement actuel n'a pas conservé l'intégralité des priorités et des politiques qui étaient celles de mai 1981 ? Cela peut nous conduire alors, c'est vrai - et c'est un risque, je crois, à assumer – à reconnaître que certaines erreurs ont été commises ; cela doit nous conduire, surtout, à expliquer quelles réalités, quelles contraintes ont amené les inflexions auxquelles nous avons dû consentir. Je crois que, sans une claire explication des difficultés de l'action passée, nous ne pourrons pas expliquer et faire comprendre l'action présente et nous ne pourrons pas, par conséquent, engager avec quelques chances de succès la reconquête de l'opinion qui est aujourd'hui notre objectif.

Deuxième direction, concernant la relance de la réflexion et de la proposition du Parti.

J'ai eu l'occasion moi-même, il y a quelques jours, dans un journal, d'employer l'expression de "relance du débat programmatique". J'ai cru comprendre que Lionel Jospin, hier, ne souhaitait pas que ce mot soit employé. Je ne suis pas sur, d'ailleurs, d'avoir parfaitement compris et peut-être sera-t-il amené, là aussi, à nous donner des précisions tout à l'heure, quels étaient à ses yeux le contenu et les limites exactes du débat sur la modernisation auquel il nous a conviés.

S'il souhaite simplement éviter le mot "programme", je crois qu'il n'y a pas là problème entre nous. Je me suis moi-même interrogé quand je l'ai utilisé. Il est vrai que la question de savoir ce que peut représenter la notion de programme pour un parti au gouvernement est certainement une vraie question.

Si, derrière son expression de "relance de la réflexion du Parti" sur les

problèmes de la modernisation, cette relance de la proposition intérieure peut nous permettre de toucher aux principaux problèmes de la société, aux principales difficultés auxquelles se heurte aujourd'hui le gouvernement, je dirai que nous tomberons d'accord sans problème.
Je voudrais en tout cas, pour ma part, donner quelques exemples maintenant de propositions dans des domaines qui me paraissent cruciaux pour les dix-huit mois qui nous attendent.
D'abord, sur l'emploi.
Laurent Fabius nous a indiqué à cet égard les cinq priorités qui seraient les siennes. Je crois que nous pouvons les soutenir sans hésiter. Je voudrais cependant y apporter, pour ma part, une inflexion et deux compléments.
L'inflexion concerne ce qu'il a mentionné sous la rubrique "flexibilité du travail".
Je ne suis pas, pour ma part, un maniaque de la réduction de la durée du travail, ou quelqu'un qui croit qu'il y a là la potion magique qui peut permettre de régler tous nos maux. Pour autant, je pense qu'il y a là une direction sur laquelle l'accent peut être mis de façon peut-être plus fouillée qu'il ne l'a fait lui-même. Nous connaissons quand même, depuis deux ans, des exemples d'entreprises où des créations d'emplois, voire des licenciements évités, ont été dus à une organisation bien conduite de la réduction de la durée du travail ; par "bien conduite", je veux dire une négociation sociale conduite au niveau de l'entreprise, avec le souci, bien-sur, de conserver le niveau de compétitivité de cette entreprise.
Premier complément : je crois qu'en ce qui concerne la position des entreprises, nous avons eu dans nos Commissions d'études, depuis longtemps, des débats pour savoir s'il ne serait pas opportun de remplacer telle fiscalité sur les salaires ou tel prélèvement sur les salaires par un prélèvement assis sur d'autres bases. Je crois qu'il y a là une direction qui mérite d'être poursuivie pour nos réflexions et qui peut inciter certaines entreprises, effectivement, à embaucher davantage qu'elles ne le font aujourd'hui.
Deuxième complément : il est vrai, chers camarades, que les élections européennes sont aujourd'hui derrière nous et que nous avons peut-être, pour certains d'entre nous, davantage le souci de ne plus trop y penser, que de continuer à avoir dans notre mémoire certains des thèmes de notre campagne d'alors.
Je reste, pour ma part, de ceux qui demeurent convaincus qu'il serait possible de gagner un peu de supplément de croissance pour notre pays si l'idée d'une relance concertée, différenciée bien-sur, mais coordonnée, des politiques économiques des différents pays de la Communauté européenne, pouvait être creusée davantage et s'il nous était possible de continuer à examiner avec nos principaux partenaires de la CEE quelles mesures pourraient être prises dans cette direction. Cela ne nous conduira pas, à soi tout seul, à 5% de croissance, mais il y a peut-être 1/2 point ou 1 point à "gratter", et en termes d'emploi nous savons que cela peut être important.
Deuxième thème : la reconquête du marché intérieur.

Fondation Jean Jaurès

Je surprendrai peut-être certains d'entre vous en abordant, moi, ce sujet, mais je tiens à dire que si j'ai toujours combattu avec vigueur, et je continuerai - je vois mon ami Georges Sarre qui sourit, il a raison... - ceux d'entre nous qui considèrent que le problème de notre contrainte extérieure pourrait être réglé par des mesures de contrôle des importations - ce que j'appelle, pour ma part, du protectionnisme - j'ai toujours défendu l'idée qu'effectivement, par des mesures, non pas aux frontières, mais de politique intérieure économique, nous devions nous efforcer de reconquérir certaines parts de marché.

Je ne veux pas être trop long, j'évoquerai aujourd'hui un seul exemple, c'est celui des économies d'énergie.

Il est vrai qu'elles coûtent de l'argent, que cela signifie de l'investissement, mais nous devons être bien conscients aussi du volume d'emplois, du volume de devises qu'un effort accru dans cette direction permettrait d'apporter à notre pays.

Troisième exemple de proposition concernant la vie quotidienne.

J'ai beaucoup aimé la formule employée par le Premier Ministre à propos de l'extrême droite, mercredi, lorsqu'il l'a définie comme apportant de fausses réponses à de vraies questions. Je crois, comme tout le monde ici, bien-sur, que son succès récent doit nous interroger sur les vraies questions qu'elle a mises en avant.

Je voudrais dire à cet égard une chose. Peut-être devrions-nous utiliser davantage, et de façon plus méthodique, l'expérience de nos élus locaux concernant l'action qu'ils ont conduite ces dernières années sur les problèmes de la sécurité ou de l'immigration. Peut-être qu'une sorte de questionnaire du Parti, qui leur serait adressé - ou au moins à ceux des plus grandes villes - permettrait d'avoir matière à préciser nos propres propositions dans ce domaine et à répondre sans aucun doute à une attente considérable des Françaises et des Français.

Cela étant, la vie quotidienne, aujourd'hui, c'est aussi - certains d'entre vous en ont parlé - les nouvelles pauvretés, et je voudrais dire aujourd'hui à ce propos une seule chose : lorsque nous parlons ou lorsque nous parlerons d'emplois d'utilité sociale ou collective, je pense, pour ma part, que c'est d'abord, que c'est avant tout aux chômeurs en fin de droits, ou aux chômeurs dépourvue de droits - et nous savons qu'il y en a parmi les jeunes - que devraient être proposés, sans doute en priorité, ces nouveaux emplois au niveau des municipalités, à un niveau décentralisé.

Enfin, concernant la vie quotidienne, nous sommes tous conscients - et je crois que c'est apprécié de tous côtés dans notre pays - du formidable effort de décentralisation engagé depuis 1981, mais je pense que nous sommes tous conscients aussi que, pour les Français, cet effort de décentralisation n'est aujourd'hui que fort peu perceptible. Il s'est arrêté, c'est vrai, au niveau des élus, et nous devons songer à le prolonger, à lui donner une dimension plus palpable pour les citoyens, à montrer qu'effectivement, parce que le pouvoir de décision s'est rapproché d'eux, leur capacité d'intervention devrait se traduire comme plus active car pouvant, pour la première fois depuis bien longtemps en

Fondation Jean Jaurès

France, se révéler effectivement plus efficace.
Dernier thème de proposition, sur le problème de l'école.
Une trêve est aujourd'hui acquise dans ce domaine, et que nous voyons l'état qui était celui de notre pays au mois de juin dernier, je crois que tout le monde ici ne peut que s'en féliciter. Est-ce que, pour autant, alors, nous devons nous contenter aujourd'hui de dire que l'école doit être le lieu où l'on apprend ? Est-ce que c'est aujourd'hui le seul problème qui se pose au système scolaire français ?
Je ne pense pas que ce soit nécessairement l'intention du nouveau ministre de l'Education nationale. Je suis en tout cas profondément convaincu que si le Parti, parce que cette trêve a été acquise, arrêtait sa réflexion sur l'éducation et ses propositions vers l'extérieur, s'il ne prenait pas en compte, par exemple, ce phénomène à mes yeux fondamental de l'échec scolaire qui demeure - et nous savons qu'il y a là une réalité assez marquante et socialement assez marquée pour, à la fois retenir l'attention des Français et retenir encore une fois notre attention - il ferait une lourde erreur. Je crois que si l'on veut s'attaquer à ce problème, cela signifie aborder non seulement des questions d'autorité des maîtres, de valorisation des maîtres, de rénovation du contenu de l'éducation, mais aussi une réflexion sur la nature de l'école plus ou moins ouverte et sur la nature de la pédagogie. Je crois qu'opposer ces deux termes serait absurde et j'espère qu'aucun d'entre nous n'en aura l'idée...
(Quelques applaudissements)
Je suis heureux de voir d'où viennent les applaudissements !
(Rires)
Chers camarades, je voudrais dire maintenant quelques mots concernant les méthodes de notre réflexion programmatique et les méthodes par lesquelles, à mes yeux, nous devons conduire un peu notre perspective de changement social.
Je crois que cette réflexion sur la méthode est importante pour deux raisons.
Elle est importante parce que trop souvent peut-être notre Parti se préoccupe de communiquer sans bien avoir conscience que, dans la communication, il y a bien-sur un volet propagande, mais il doit aussi y avoir un volet écoute.
Et puis, deuxième raison, je dirai que ce problème de méthode me parait aujourd'hui d'autant plus important que nous avons bien conscience, je pense, que notre marge de manœuvre économique, d'ici à 1986, est extraordinairement étroite et que si nous voulons, par conséquent, marquer d'une façon claire que nous sommes un gouvernement de gauche, c'est aussi par nos méthodes de concertation sociale que nous devons effectuer cette démonstration.
Alors, je ferai là aussi deux propositions.
La première : je souhaite que le débat que nous allons réengager, l'élaboration de nos propositions, inclue une phase de concertation et de rencontre avec les principales organisations syndicales représentatives et avec les principales associations nationales dans notre pays, que nous redonnions l'impression que nous sommes un parti qui réfléchit, mais qui réfléchit à partir d'une écoute.
La deuxième : je souhaiterais une certaine réactivation du rôle du plan dans cet intervalle toujours mal défini...

Collection Jean Poperen

Christian Goux - Très bien !

Gérard Fuchs - ... qui apparaît entre l'élaboration du 9ème plan et la future élaboration du 10ème.
Il est supposé exister des Commissions tripartites. Je souhaiterais, pour ma part, qu'elles servent davantage qu'actuellement de lieux de rencontre où, effectivement, les partenaires sociaux, l'administration, les représentants de la puissance publique puissent débattre ensemble avec suffisamment de recul des problèmes posés par la modernisation.
Chers camarades, je voudrais prendre un exemple concret. Je souhaite qu'il reste entre nous.
Nous parlons en ce moment de l'emploi dans l'automobile. Un certain nombre d'entre nous ici savent bien que, dans un domaine tout à fait différent, qui est celui de l'assurance et des banques, à cause de l'introduction de l'informatique, nous risquons d'avoir demain ou après-demain de nouveaux problèmes d'emploi. Je souhaite, pour ma part, que la concertation sociale sur les problèmes qui seront posés dans cette branche par ces difficultés soit conduite suffisamment à temps pour éviter que notre gouvernement et notre Parti ne se retrouvent, vis-à-vis de cette branche, dans la situation où nous nous sommes trouvés - et ce n'était pas notre faute - vis-à-vis de la sidérurgie ou vis-à-vis de l'automobile ; ce pourrait être notre faute si nous ne changions pas de méthode pour aborder un certain nombre d'autres problèmes, comme celui que je viens d'évoquer.
J'irai très vite, enfin, sur les trois dernières propositions.
La première concerne le rôle de notre Parti et, plus précisément, le souci qui, je crois, doit être le nôtre aujourd'hui de veiller à faire suivre par la pensée et l'expression du Parti l'aggiornamento qu'ont connu la pensée et l'expression du gouvernement. Qu'on me comprenne bien. Les rôles ne doivent, bien-sur, pas être confondus, la complémentarité est évidente et doit être maintenue, mais rien ne serait pire, je crois, pour tout le monde ici, que le maintien d'une situation où la création d'une situation, plutôt, où un gouvernement déciderait au quotidien tandis que notre Parti demeurerait le gardien de l'idéologie Socialiste. Nous avons parfois connu cela dans le passé de la Gauche. Aujourd'hui, je crois que dans notre société de médias, particulièrement, cela serait intenable et je prends un exemple, là aussi, pour bien me faire comprendre.
Si le gouvernement se contentait de parler de rassembler tandis que notre Parti se contentait de continuer à parler de lutte de classes, je crois que nous aurions une difficulté. Je m'explique, pour qu'il n'y ait pas de mauvais procès ensuite.
Nous devons reconnaître qu'il existe au niveau de l'entreprise des antagonismes inévitables et historiquement moteurs de l'évolution sociale autour du partage de la valeur ajoutée ou du partage du pouvoir. Chers camarades, je crois que reconnaître cela n'empêche pas que notre Parti reconnaisse aussi que, par delà le problème patronal du travail, il existe une réalité économique de l'entreprise productrice, et que le développement et la survie parfois de l'entreprise doivent

être également un de nos soucis et peuvent être des terrains sur lesquels certains accords sont nécessaires et une approche moins violemment conflictuelle se révèle positive dans la période actuelle.
Cinquième et avant-dernier point : je voudrais dire un mot sur la montée de ce phénomène du rejet de la politique qu'un certain nombre de journaux s'emploient à mettre en lumière depuis maintenant quelques semaines sous nos yeux.
Je crois effectivement que ce phénomène doit retenir notre attention, parce que, chers camarades, nous savons trop bien par l'histoire que lorsque la République cesse d'être l'affaire de tous, elle a vite fait de cesser d'être la République. Je crois que nous devons combattre ce rejet de la politique. Je crois que nous devons utiliser pour cela ces avancées qui nous sont dues que sont la décentralisation, les lois Auroux, la mise en œuvre de la planification démocratique, et peut-être une certaine réanimation de certaines Commissions du plan. Si nous donnons aux Français davantage le sentiment qu'ils ont leur mot à dire sur les orientations politiques, je crois que, plus que d'autres mesures, cela peut nous aider à les convaincre que la politique doit être l'affaire de tous, et s'il y a un domaine où les intérêts de la Gauche et les intérêts de la Droite sont divergents, c'est bien celui-là. Pour nous, la politique, la gestion des problèmes de tous, c'est effectivement l'affaire de tous et de chacun.
Dernière direction de proposition, c'est le rôle de l'opposition ou plutôt des oppositions car je crois qu'il faut mettre ce mot au pluriel en cet automne 84, et tant mieux. L'opposition nous interroge sur nos propositions et si nous relançons le débat là-dessus, elle le fera sans doute davantage. Mes chers camarades, nous devons nous aussi l'interroger, nous, sur ses propositions ce qu'ont dit Barre, Chirac ou Giscard depuis un an sur le problème de l'emploi. Par ailleurs, je pense que tout le monde ici a remarqué que certains responsables de moindre envergure peut-être, dans le journal "Libération", s'étaient livrés sur un certain nombre des acquis de la Gauche depuis 1981, à des commentaires qui n'étaient pas tous négatifs. Cela ne signifie sûrement pas qu'aujourd'hui, c'est nous qui sommes en passe de rassembler deux Français sur trois. Cela signifie sûrement, en tout cas, que la tâche de l'opposition aujourd'hui n'est pas plus facile que la nôtre, et nous devons la mettre, nous aussi, devant ses responsabilités et devant la nécessité de présenter ses propres propositions.
Chers camarades, j'ai été long. Pour me résumer d'une phrase, je crois qu'aujourd'hui, le défi qui nous est posé, et c'est un vieux défi qui est posé au mouvement Socialiste en général, c'est le défi de concilier réalisme et Socialisme. Je suis de ceux qui, depuis longtemps, croient que c'est possible. Je pense que nous devons maintenant utiliser rapidement les mois qui s'ouvrent devant nous à montrer pour nous-mêmes et pour l'extérieur qu'effectivement, Parti de gouvernement, nous sommes capables de tenir tous ensemble, si possible, les deux bouts de cette unique chaîne.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Le Gall. Ensuite, Garot.

Gérard Le Gall

Mes chers camarades, je voulais intervenir relativement longuement, mais diverses choses que j'avais l'intention de dire ont déjà été dites et redites. Je voudrais simplement mettre l'accent sur trois points.

Le premier, c'est sur la crise. Rapidement.

Le second, c'est sur la Droite et ses divisions.

Enfin, un thème qui n'a pas été abordé : les élections cantonales.

Sur la crise, je crois qu'on aura l'occasion de revenir dans les Conventions futures et dans nos réflexions sur la modernisation, mais je crois qu'il faudrait approfondir non pas notre compréhension théorique de la crise, mais notre discours politique sur la crise.

Je crois qu'il y a beaucoup trop d'ambiguïtés encore dans notre rhétorique sur le sujet et je crois qu'il faudrait là que nous nous expliquions beaucoup mieux et que nous concrétisions les contraintes économiques dans la crise, parce que l'on dit toujours "la crise", on emploie toujours le chômage, l'inflation, le déficit, mais je crois qu'on explicite mal les contraintes les ordres de grandeur des contraintes et que nous soulignons assez mal le fait que notre marge est très étroite. Dès lors qu'on explique relativement mal l'étroitesse de nos marges d'action, naturellement, on laisse des espaces au Parti Communiste et à la Droite pour diverses surenchères. Là-dessus, il faudra que nous nous expliquions plus avant, notamment dans le cadre de la Convention ou des réunions de travail sur la modernisation économique.

Deuxième point sur la Droite.

Personnellement, je pense qu'il est inutile, bien sûr, et personne ne l'a employé, de parler de fascisme pour Le Pen. Personnellement, ma thèse, c'est que l'extrême droite était déjà dans la Droite et qu'elle prend depuis quelques mois une tournure un peu organique, il y a le Front National, mais l'essentiel des thèses du Front National, pas simplement sur le thème de la sécurité ou du racisme, préexistait dans la Droite ; simplement, par une sorte de condensation des phénomènes politiques sur le thème de la sécurité, ces thèses ont trouvé un exutoire, une opportunité, une conjoncture politique favorable, mais je crois que ce qu'il faut bien montrer, c'est qu'il y avait déjà dans la Droite les thèmes de l'extrême droite, et qu'il va y avoir là une contradiction pour la Droite à gérer. J'emploie le mot "contradiction", parce que Jacques Chirac, en Haute-Loire, a souligné les contradictions de la majorité.

En relisant les diverses interventions qui ont été faites depuis quinze jours, il y aura matière ce soir pour Lionel ou pour d'autres intervenants dans l'immédiat, dans la journée ou dans la semaine qui vient, à souligner les contradictions. Rien que dans les dix derniers jours, on a entendu des contradictions sur la réforme électorale, certains étant partisans de l'introduction de plus ou moins de proportionnelle, d'autres du maintien pur et simple du mode de scrutin. Sur la conception même du libéralisme, c'est Barre qui a dénoncé les reaganiens, reprenant la formule de François Mauriac sur le "kennédien". C'est Barre qui a

dénoncé les "reaganiens". Donc, il y a là un débat théorique avec des conséquences pratiques très profondes sur l'action future et sur les propositions de l'opposition. Et bien d'autres... Simone Veil a dénoncé les relations avec Le Pen.
Bref, au cours des dix derniers jours, il y a eu une foultitude de contradictions qui ont été à ciel ouvert, si j'ose dire. Alors, je crois qu'il faut enfoncer le clou là-dessus et bien montrer les difficultés de l'opposition, sans naturellement penser qu'elle sort très affaiblie des batailles de l'automne et sans marquer le pas, semble-t-il, dans sa progression, un léger recul probablement, mais comme le disait le Premier secrétaire, le rapport de force reste plus ou moins maintenu.
Le troisième point : les futures cantonales.
Là-dessus, personnellement, je voudrais lancer une idée ou plus exactement relancer l'idée que j'ai eu l'occasion d'exprimer dans des réunions ou des cercles plus restreints, c'est l'introduction de la proportionnelle, y compris pour les élections cantonales. Cela fait un an que je répète personnellement que je suis Partisan d'une proportionnelle absolue au niveau de l'arrondissement, ce qui permet de faire la synthèse entre la logique de la proportionnelle et la logique du territoire des élections cantonales, à savoir un enracinement ; il y a, dans la plupart des départements, trois, quatre ou cinq arrondissements, et je crois qu'introduire la proportionnelle au niveau de l'arrondissement serait une bonne mesure.
Voilà un an que j'en parle. Malheureusement, l'idée a été repoussée voici quelques semaines, lors d'une réunion un peu plus structurée. Personnellement, je crois qu'il faut remettre sur le tapis cette idée, parce que la majorité est amputée d'une de ses composantes. Avec un mode de scrutin majoritaire à deux tours, quelle serait la situation de nos camarades au deuxième tour si le Parti Communiste non pas disait bonnet blanc et blanc bonnet, mais incitait faiblement les électeurs à voter pour nos camarades au second tour, toute abstraction faite du départ des Communistes, l'échéance de mars 1985 sera un rendez-vous très difficile pour la Gauche et pour le Parti Socialiste, puisque l'élection de référence est 1979, c'est-à-dire l'apogée de la Gauche, pour les élections cantonales. Donc, c'est déjà une échéance difficile. Si on ajoute la donnée du départ du Parti Communiste, je vous laisse imaginer chacun dans vos départements - pour ma part, à Paris, cela ne pose pas problème - les conséquences qu'aurait disons une attitude flottante ou de soutien très faible de l'électorat Communiste sur nos candidats. Ce serait un désastre. L'élection sera difficile. Abstraction faite de cela, elle sera encore plus difficile, d'autant que, dans certaines zones, l'introduction de la proportionnelle permettrait de garantir des positions de progression fortes dans beaucoup de départements et dans beaucoup de régions, et s'il fallait faire la comparaison entre les résultats possibles d'une proportionnelle, il ne faudrait pas faire l'estimation ou la simulation par rapport aux résultats de 1979 ou même par rapport aux résultats estimables de mars 1985, mais par rapport à la réalité politique de mars 1985, c'est-à-dire avec beaucoup d'incertitude sur le comportement du Parti Communiste, avec un mode de scrutin tel qu'on souhaite le maintenir, d'autant

qu'on s'épargnerait un exercice que j'ai eu l'occasion d'assumer ou de coordonner en 1981/82, mais je n'aurai plus le loisir, si j'ose dire, de le faire en 1984, à savoir le découpage cantonal. Cela va être un problème de gestion politique très douloureuse au niveau départemental et national. Personnellement, sans grand espoir, je demande que l'on reconsidère un peu notre approche du problème sur ce point. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Garot. Ensuite, Lindeperg.

Georges Garot

Le premier intervenant hier matin a recommandé que les Socialistes parlent de ce qu'ils vivent et notamment, par exemple, pour les agriculteurs Socialistes, de l'agriculture. Je reprendrai donc sa suggestion en ayant la volonté pour autant de ne pas enferrer mon secteur dans le corporatisme, mon secteur de préoccupation.
Laurent Fabius a cité des objectifs globaux : modernisation, justice sociale, emploi, mais j'ai l'impression que l'opinion publique les a reçus comme devant s'adresser surtout à l'industrie. Il me semble qu'il y a là quelque chose qu'il faudrait revoir dans le discours gouvernemental afin que soient ré-explicités les lieux, les terrains, auxquels ce message s'adresse précisément.
Ceci dit, et pour reprendre le thème de la modernisation, je voudrais dire qu'en matière agricole, ce thème pose un certain nombre de problèmes.
Il est vrai que généralement les résultats de l'agriculture sont présentés de façon positive, puisqu'on fait état de l'augmentation des productions, puisqu'on fait état également aussi du solde excédentaire de la balance commerciale agroalimentaire.
Mais, aujourd'hui, il faut bien voir que parce que la Droite est certainement au pouvoir, et parce qu'aussi la Commission de Bruxelles, n'a pas su mettre des mécanismes en œuvre pour maîtriser l'évolution de ces productions, nous nous trouvons devant des buttoirs : ce sont les quotas, en ce qui concerne la production laitière, ce sont les quotas qui arrivent pour le vin, et qui suivront pour d'autres productions.
Cette situation nouvelle met les agriculteurs en difficulté, et pas seulement eux ; cela concerne aussi l'emploi en amont et en aval de l'agriculture.
Difficulté des agriculteurs : jusque là, les agriculteurs arrivaient à s'en sortir par une augmentation de la production mais, aujourd'hui, comme ce n'est plus possible, il faut qu'ils arrivent à produire autrement, c'est-à-dire à jouer davantage sur la valeur ajoutée.
La modernisation, pour l'agriculture, passe donc de ce fait par une autre conception du développement agricole, et sur ce terrain, cela me donne l'occasion de rappeler au gouvernement que nous attendons une grande réforme, une grande réforme qui a été ouverte par les Etats généraux du développement, qui se sont déroulés, fin 1982, début 1983, une grande réforme qui doit conduire l'agriculture à produire autrement, c'est-à-dire à devenir plus autonome et à

Fondation Jean Jaurès

devenir plus économe en produits d'importation, notamment.
Autre développement, mais par ailleurs : la modernisation. Cela veut dire que le partage de la production se fasse en laissant leurs chances aux jeunes qui veulent s'installer et aux petits et moyens producteurs qui ont encore besoin de croître.
En d'autres termes, il y a lieu de compter non seulement sur les abandons des producteurs âgés, mais également sur une baisse plus forte de la production chez les producteurs, de façon à laisser des marges de manœuvre de croissance aux autres.
Sur ce point, je voudrais attirer l'attention du ministre de l'Agriculture pour que soit respectée la barre des 200 000 litres de lait, au-delà de laquelle il ne devrait pas y avoir d'attribution de références supplémentaires.
Cette modernisation passe donc par un nouveau développement et partage de la production, mais aussi elle appelle la réduction des inégalités…
Or, si je considère sur ce terrain l'évolution des revenus agricoles, je m'aperçois que 1984 accusera une nouvelle baisse du revenu, comme nous en avons enregistré une en 1983.
Je rappellerai simplement que Giscard avait marqué son passage par 7 ans de baisses consécutives du revenu agricole. Ceci pour signaler les disparités qui existent déjà entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie, et ceci aussi pour faire écho aux propos de Marcel Debarge d'hier, qui disait que le pouvoir d'achat était devenu incompressible pour une certaine catégorie de salariés.
Eh bien, ce pouvoir d'achat il est aussi devenu incompressible pour une grande majorité d'agriculteurs, probablement pour les 2/3, il est devenu incompressible, parce que les inégalité ont continué de croître ; ce sont les inégalités qui ont connu des écarts croissants entre les systèmes de production, entre les régions, entre les exploitations, et ces inégalités ont des causes multiples, mais la principale tient dans le fait du régime d'un soutien des prix au niveau communautaire qui n'a pas encore admis jusque là la différenciation dans les volumes.
Ces disparités tiennent également au fait ou à la manière dont sont distribuées dotations, bonifications et subventions aux régimes sociaux agricoles, c'est -à dire des points sur lesquels notre décision est entière et je voudrais, sur ces points, attirer l'attention du gouvernement en disant que pour réajuster le tir, il faut qu'on engage au préalable des mesures conduisant à une meilleure connaissance des revenus agricoles de l'ensemble des revenus agricoles qu'on engage aussi des mesures tendant à mieux identifier le producteur agricole et donc, par là, distinguer ce qu'est le producteur agricole de l'exploitation.
Sur le volet de l'emploi, je rappellerai simplement que 50% des actifs ont plus de 55 ans et qu'en conséquence pour assurer la relève dans l'agriculture, il faudrait réaliser au moins annuellement 30 000 nouvelles installations.
Malgré les efforts du gouvernement depuis 1981, notamment en matière de dotation aux jeunes agriculteurs, en 1982, nous avons enregistré 13 000 nouvelles installation, en 1983 nous étions à 7000. Il y a donc là un problème global qui est très préoccupant, comme est préoccupant le constat d'ensemble pour l'agriculture, mais je comprends qu'en agriculture, comme ailleurs, il n'y a

Collection Jean Jaurès

pas de solution miracle à mettre en œuvre avant 1986. Pourtant, néanmoins, et d'une manière générale, je crois qu'il s'agit de bien gérer avec les moyens que nous avons, c'est-à-dire, par exemple, utiliser pleinement les Offices pour conduire la maîtrise des productions et pour redonner à chaque maillon de la filière ce qui lui revient.
Bien gérer aussi, par exemple, c'est réviser l'attribution des aides publiques, nationales, à l'agriculture, sur lesquelles nous avons toute latitude de décision.
Bien gérer, c'est aussi négocier très âprement au niveau européen. Nous savons déjà que les perspectives de prix pour 1985 sont peu favorables. Il faudra donc que le gouvernement soit très déterminé pour obtenir que ces prix améliorent le revenu agricole.
Mais bien gérer, cela veut dire aussi que nous continuions à mettre en œuvre des réformes structurelles sur le développement, je le disais tout à l'heure, mais aussi sur l'harmonisation des régimes sociaux.
Il faut affiner probablement la réforme fiscale, mais en particulier aussi, et dès 1985, instaurer la retraite à 60 ans en agriculture.
Ce sont là, je le reconnais, des objectifs tout à fait sectoriels, mais ces objectifs sectoriels doivent trouver un avis favorable auprès de nombreux agriculteurs et ils auraient le mérite de contribuer à cette décorporatisation de l'agriculture que nous recherchons tous à l'intérieur du Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lindeperg, ensuite à Janine Parent.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, les déclarations du Premier Ministre ont mis au premier plan les problèmes de formation et certaines phrases du ministre de l'Education nationale ont relancé le débat sur les fonctions de l'école.
Les problèmes posés sont d'intérêt national. Ils ne concernent pas les enseignants, leurs syndicats ou même les parents d'élèves, ils concernent l'ensemble du pays et sont éminemment politiques. C'est pourquoi, par delà le débat public-privé qui a déjà été évoqué hier à plusieurs reprises, il est important que les questions qui touchent aux fonctions de l'école et au contenu de la formation trouvent leur place dans les débats de notre Comité directeur.
La nécessité de la formation fait l'objet d'un large accord dans le pays, mais il ne suffit pas de mettre des jeunes ou des adultes en stage pour régler les problèmes du chômage. Là, comme ailleurs, les solutions miracles n'existent pas et là comme ailleurs il nous faut faire preuve de rigueur et d'imagination, faute de quoi la formation professionnelle envisagée risque de n'être au mieux qu'un correctif de la formation initiale, au pire une formation alibi, parking pour attendre les jours meilleurs.
Je me limiterai sur ce point à quelques remarques autour de trois thèmes.
D'une part, il faut éviter les faux débats, il faut aborder les problèmes d'éducation autrement que de l'intérieur de l'institution scolaire, enfin, il faut

que le service public ne limite pas son action à la formation initiale et s'ouvre largement aux adultes.
Il faut, en effet, éviter les faux débats qui nous acculent à de faux choix.
Le choix n'est pas entre la promotion des élites et la lutte contre les inégalités, le choix n'est pas entre l'instruction et l'éducation, le choix n'est pas encore l'effort, l'autorité et les mutations pédagogiques.
Il n'est certes pas inutile de rappeler que l'effort est indispensable à tout apprentissage et à toute réussite et le ministre de l'Education nationale a bien fait de le dire. Mais il est bien évident que les jeunes ne seront capables de soutenir un effort soutenu que s'ils en découvrent la finalité et s'ils prennent de l'intérêt à ce qu'ils font. Ceci suppose bien entendu un changement des contenus et des méthodes, faute de quoi l'autorité indispensable ne serait qu'autoritarisme.
Il faut donc dire clairement que l'action de rénovation entreprise par Alain Savary sera poursuivie, notamment pour ce qui concerne les zones d'éducation prioritaire, les plans d'action éducative, la formation des maîtres et la réforme des collèges inspirée par le rapport Legrand.
Certains se sont déjà saisis de formules isolées de leur contexte, je dis bien isolées de leur contexte, pour les brandir comme des drapeaux et pour y voir la reconnaissance du bien fondé de leur conservatisme.
Telle ou telle déclaration sur le retour à la tradition et aux valeurs de l'école de la 3ème République ont été interprétées comme des encouragements auprès des nostalgiques d'une école où 10% d'une classe d'âge accédaient à la classe de 6ème.
Beaucoup d'ambiguïtés sont alimentées, je crois, par des erreurs de perspective concernant l'âge d'or de l'école de Jules Ferry. L'école de Jules Ferry était fondée sur des valeurs solides, parce que la société française se reconnaissait massivement dans les valeurs qui fondaient la République. Les instituteurs de Jules Ferry n'étaient rien d'autre que les courroies de transmission d'une volonté politique qui, après avoir mis les valeurs républicaines dans les lois, voulait les inscrire dans les esprits des nouvelles générations.
Notons au passage que les instituteurs sélectionnés parmi l'élite de la jeunesse ouvrière, mais surtout paysanne, ont vu coïncider leur mission avec leur promotion personnelle.
Aujourd'hui, mes camarades, la situation est très différente, aussi bien pour ce qui concerne l'origine sociale des enseignants que pour la difficulté d'une école à transmettre des valeurs et un consensus que la société n'arrive pas à dégager pour elle même.
Alors que l'école de Jules Ferry était adaptée à un monde immobile, il faut que celle d'aujourd'hui permette de maîtriser et d'anticiper le changement.
Alors que jusqu'ici, la formation était imposée à partir de l'offre du système éducatif, il faut aujourd'hui recomposer un système de formation à partir d'une demande qui a changé de nature.
C'est pourquoi je m'interroge sur le bien fondé de la formulation : restaurer l'école de la République, alors qu'il s'agit de rebâtir l'école de la République

Collection Jean Jaurès

d'aujourd'hui, car l'échec à l'époque de Jules Ferry était aussi lourd qu'aujourd'hui et sur les mêmes critères sociaux, la seule différence, c'est que cela ne se voyait pas, les jeunes en échec scolaire étaient absorbés par une industrie qui manquait de bras, où ils trouvaient leur place dans le monde rural, dont ils renforçaient les archaïsmes, il n'y avait pas de millions de jeunes chômeurs qui traînaient dans les rues, éjectés du système scolaire sans formation, mais l'échec était de même nature, mes camarades.

Les Français aujourd'hui ressentent de plus en plus la difficulté de la crise à travers leurs enfants et on demande de plus en plus à l'école de résoudre les problèmes qui dépassent sa compétence.

Là comme ailleurs, et peut-être plus qu'ailleurs, il n'y a pas de solution miracle immédiate, et la durée est une donnée fondamentale.

Rien n'est pire qu'une succession de réformes rapprochées dans le temps, dans un milieu qui a besoin de plusieurs années pour digérer le moindre changement.

Depuis trois ans, les enseignants, plus nombreux qu'on ne le croit mais encore minoritaires, se battent pour une rénovation pédagogique dans le cadre de la lutte contre les inégalités.

Les premiers résultats - je pense à la réforme des collèges, - sont en train d'être enregistrés, mais les acquis sont très fragiles encore et rien ne serait pire qu'un retour de balancier qui balaierait des efforts entrepris et découragerait les bonnes volontés.

Tant que l'Education nationale restera cette lourde machine, les changements demeureront nécessairement très lents, et il est paradoxal de se plaindre des lenteurs de certaines évolutions alors que, dans le même temps, on refuse de remettre en cause la lourdeur d'une institution qui, à bien des égards, échappe à la décentralisation.

Plus l'Education nationale constituera un appareil séparé du corps social, plus il sera difficile de l'adapter aux besoins.

Il est grand temps de jeter sur l'éducation un regard politique car, trop souvent, nous sommes conduits à chercher à synthétiser des analyses syndicales qui ont leur intérêt, mais aussi leurs limites.

Il est de plus en plus insuffisant de conduire une réflexion de l'intérieur de l'institution ; il faut la compléter par une approche extérieure à partir des besoins locaux tels qu'ils s'expriment dans les pays, les micro-régions, les quartiers, les bassins d'emploi.

Le Premier Ministre a eu raison de dire que la coupure entre l'école et l'entreprise est dramatique, et nous payons le retard en matière d'alternance.

L'école est beaucoup trop coupée de son environnement qui n'est pas constitué que d'entreprises, mais aussi d'associations, de groupements divers, de collectivités locales.

L'école doit être en mesure d'établir des contacts avec l'ensemble des acteurs de la vie économique, culturelle et sociale, et d'insérer des projets éducatifs dans les projets de développement

De ce point de vue, certaines des idées présentées dans le rapport Cros devraient être expérimentées ; je pense notamment à l'idée des bassins de formation

Collection Jean Baudis

permettant une meilleure adéquation avec les bassins d'emplois.
C'est pourquoi il est de plus en plus insuffisant de limiter les projets de réforme éducative à la formation initiale.
Il faut lier formation de la jeunesse et formation des adultes pour jeter les bases d'un véritable système d'éducation permanente, rendue encore plus urgente par les mutations économiques et culturelles que nous sommes en train de vivre.
C'est dans ce contexte qu'il convient de s'interroger sur le rôle que peut jouer le service public d'éducation.
Dans l'état actuel des choses, ce rôle est plus que modeste. Si, comme cela a été rappelé hier, 83% des jeunes Français fréquentent l'enseignement public initial, le pourcentage d'adultes bénéficiant de la formation continue organisée par le service public est inversé. Sur 3 millions d'adultes en formation, 500 000 seulement sont accueillis par l'Education nationale. Le service public est donc sous-utilisé.
Il ne s'agit pas d'ouvrir sur ce terrain une nouvelle guerre public-privé, mais beaucoup plus modestement de donner au service public les moyens de faire face à la concurrence sévère à laquelle il est confronté.
Il est possible d'accroître le rôle de l'Education nationale dans ce secteur avec des incidences budgétaires faibles. Des propositions existent, elles seraient de nature, si elles étaient appliquées, à permettre de reprendre l'offensive sur le terrain éducatif.
Par ailleurs, et je crois que ce point est important, ouvrir davantage l'Education nationale aux adultes, c'est aussi un levier pour faire bouger l'enseignement initial, car je crois que l'enseignement initial aura de la peine, compte tenu des pesanteurs de toute nature, à se rénover seul. Il faut que les efforts entrepris de l'intérieur soient relayés par les apports extérieurs.
Les nécessités de la mutation technologique comme les nouvelles perspectives offertes par la décentralisation peuvent constituer une chance, un facteur positif d'évolution circonscrits dans une perspective d'éducation permanente cohérente, répondant aux besoins du pays, à l'attente des travailleurs et des citoyens.
En cette matière comme ailleurs, la volonté ne suffit pas, si nous ne créons pas une dynamique de changement, nous risquons des réflexes de défense et de repli.
Le service public national doit, dans le cadre de la décentralisation, s'adapter à la dimension locale, faute de quoi il risque de devenir un corps de plus en plus étranger à la société.
C'est pourquoi l'Education nationale doit s'habituer à mieux collaborer avec les élus, à travailler avec d'autres institutions, à bâtir des projets éducatifs pour les jeunes et par les adultes, en concertation avec l'environnement économique et socioculturel. C'est, je crois, la seule manière efficace de défendre et de promouvoir le service public d'éducation.
(Applaudissements)

Le président - Janine Parent, ensuite Jean Poperen.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Janine Parent

Nous réclamons tous des investissements pour moderniser, et nous nous proposons de mettre à l'étude, de débattre entre nous et de débattre avec le pays, les problèmes de modernisation. Mais je crois qu'il ne faut tout de même pas oublier, quand on parle de ces investissements, que la majorité d'entre eux sont suppresseurs d'emplois. Et cela, les travailleurs le savent, ils le vivent dans leurs entreprises.

Nous savons néanmoins que cette modernisation et ces investissements sont nécessaires si nous voulons simplement nous mettre à la hauteur d'autres pays et si nous voulons sauvegarder les emplois de demain.

Cela veut dire, c'est bien évident, des efforts de formation, des efforts de formation rapide pour parer au plus pressé et de formation plus profonde à la base, dès l'enseignement. Cela veut dire aussi, puisque nous savons qu'inéluctablement il y aura des suppressions d'emplois, qu'il faudra en créer d'autres ailleurs, et, cela a déjà été dit, d'en recréer notamment dans les petites entreprises, et même de créer de nouvelles petites entreprises.

J'ai quelques réflexions sur ces différents points.

Les petites entreprises : on pourrait recruter des emplois dans d'autres secteurs, et notamment ceux de la machine-outil et des automatismes, mais ce n'est pas immédiat d'une part, et d'autre part cela ne s'adresse pas au personnel qui vient d'être licencié parce qu'on a modernisé son entreprise. Donc ces suppressions, nous savons que nous allons y passer.

Mais je voudrais revenir sur un point qui a d'ailleurs déjà été souligné par quelqu'un. Nous devons dénoncer les agissements des entreprises qui ne modernisent pas mais qui licencient quand même, profitant de la vague de suppression d'emplois et du fatalisme qu'elle entraîne. Tout le monde parle, et même chez nous, des millions de chômeurs que nous allons avoir. Cela crée un certain fatalisme et les entreprises profitent de cette peur pour supprimer des emplois. Je peux vous en parler, je le vis dans mon entreprise. Il y a un souci de productivité accrue, et les travailleurs, ayant peur de perdre leur emploi, font des heures supplémentaires sans rien demander.

Par-dessus le marché il y a un autre avantage à ces suppressions d'emplois : on prend des gens qui atteignent 57 ans, on leur propose un petit peu que ce à quoi ils ont droit et on fait une tractation avec eux; ils partent sur la pointe des pieds, gentiment, moyennant quoi ou bien on ne réembauche pas et on distribue le travail, ou bien on réembauche à des taux inférieurs, je pense qu'il est de notre devoir de dénoncer ces pratiques.

Les efforts de formation : là je voudrais surtout parler de la façon dont les travailleurs les ressentent. L'impression qu'on peut avoir, c'est qu'on ne sait pas très bien quelle formation donner aux travailleurs licenciés, car on ne sait pas très bien encore ce qui va se recréer. Et puis aussi, nous n'avons pas toujours les structures en personnel enseignant ou en matériel d'éducation.

Entendons-nous bien, je ne veux pas jeter la pierre au gouvernement qui choisit cette formule de formation, loin de là, mais il faut aussi que nous ayons conscience quand nous pensons à tous ces problèmes de la façon dont c'est

ressenti par les travailleurs eux-mêmes. Pour beaucoup qui se trouvent dans des secteurs où il va y avoir des licenciements, ils ont l'impression que la formation qu'on leur offre est en fait un préavis allongé, et qu'à la sortie de cette formation, ils vont se retrouver devant les mêmes problèmes. Il faut qu'on sache cela, sans pour autant, je le répète, jeter la pierre au gouvernement.

Créations d'emplois dans les petites entreprises : on a vu hier, et je m'étonne que personne n'en ait encore parlé, sinon dans les couloirs, la position nouvelle d'un des dirigeants de la CFDT qui tendrait à ce que l'on n'oblige pas les petites entreprises qui dépassent le seuil des 10 employés à un certain nombre de choses, comme l'élection de délégués du personnel. Certains camarades sont intéressés par ces suggestions et proposent de les reprendre.

N'oublions pas une chose, c'est qu'il y a les lois Auroux, c'est nous qui les avons faites, et ces lois Auroux sont allées plus loin que le seuil des 10 salariés puisqu'elles ont prévu des délégués de site. Alors vous voyez ce que cela donnerait si nous revenions en arrière, non seulement par rapport aux lois Auroux mais par rapport au Code du Travail qui précédait les lois Auroux.

Je mets donc en garde mes camarades sur cette tentation.

Autre point : c'est Alain Richard, je crois, qui hier a parlé du partage du temps et qui a regretté qu'on ne s'en soit pas saisi, puisque maintenant le gouvernement en parle : on parle de temps choisi, on parle de partage du temps. Je me souviens d'une Commission des résolutions où j'avais demandé qu'on ne mette pas dans une de nos résolutions un terme, une idée plus exactement qui n'avait pas été débattue entre nous, parce que je crois que c'est grave, c'est un sérieux problème, le partage du temps. Peut-être doit-on y arriver, je ne dis pas le contraire, je dis qu'on doit en discuter déjà entre nous.

Je voudrais revenir à un autre point, et là je rejoins Jean-Paul Bachy, ce qui n'est pas anormal. Nous devons discuter de ces points pas seulement entre nous, mais avec les organisations syndicales, ne pas laisser seulement les partenaires sociaux en discuter entre eux. Il est normal qu'ils le fassent, c'est bien là que doivent se prendre les décisions au niveau des entreprises, mais nous avons besoin nous aussi de savoir ce que les organisations syndicales pensent sur ces problèmes, nous avons besoin d'en discuter. Je crois que nous devons reprendre les discussions avec les différentes organisations syndicales sur un certain nombre de points, et par-là même redonner, essayer tout au moins de redonner à ces organisations syndicales une place qu'elles ont sans doute perdue, un peu par leur faute, c'est évident, mais que nous avons tout intérêt à leur redonner. Nous avons besoin d'organisations syndicales fortes. Une meilleure résistance aux pressions du patronat tient, à mon avis, à la représentativité des organisations de salariés.

Marcel Debarge disait hier qu'en ce qui concerne le problème scolaire, le rapport de forces n'était pas apparu à l'opinion faute de mobilisation. Je crois que c'est la même chose vis-à-vis des syndicats. C'est ce qui s'est produit ces trois dernières années, et cela risque de se reproduire.

Nous n'avons pas à avoir peur des manifestations syndicales, sauf lorsqu'elles sont celles du désespoir, et c'est à nous à faire qu'elles ne soient pas seulement

cela. Nous devons reprendre des contacts réguliers avec les organisations syndicales sur les grands problèmes qui se posent, nous devons les aider à reconquérir la place qu'elles doivent avoir.
Un dernier mot sur l'intervention de Gérard Fuchs. Je vais me faire traiter sans doute d'archaïque ou de ringarde, les mots changent et les idées restent. Je dis que je crois toujours à la lutte des classes, peut-être parce que je la vis quotidiennement, et pas seulement moi mais aussi mes camarades de travail. Je prétend même que cette lutte des classes est devenue plus dure qu'avant 1981.
Si ce n'était que l'expression qui choque les camarades, je pourrais passer sur ce point de l'intervention de Gérard Fuchs, je pourrais même essayer de trouver un autre mot, pourquoi pas ? Mais ce n'est pas le mot qui choque, c'est l'idée. C'est l'idée qui choque profondément, et on voit où cela risquerait de nous mener si on le suivait dans cette voie.
(Applaudissements)

Le président - Jean Poperen, ensuite Didier Motchane

Jean Poperen

D'abord, comme je me trouvais un peu indirectement mis en cause en tant que Secrétaire national amené à travailler avec Allouche, comme secrétaire adjoint, je dois lui donner acte qu'en effet je trouve que nous travaillons dans de très bonnes conditions, Allouche et moi, également Nattier, et pour la part de travail qu'il fait avec moi, il me semble qu'il tient pleinement sa place au secrétariat et au Bureau exécutif du Parti.
Mais précisément, et je dois m'excuser si je répète ce qu'a pu dire le Premier secrétaire, je veux lui dire que là n'était pas la question, et qu'à partir de là la mise au point qu'a faite Lionel Jospin s'imposait.
Je tiens tout de même à dire à Allouche - je crois qu'il est parti, je le regrette, mais je le comprends - combien nous avons pu depuis une dizaine de jours éprouver très durement l'injustice des critiques portées au Parti, à un moment où il est tellement attaqué de tous côtés, parce qu'on pense que c'est un des points sur lesquels il faut peser dans cette situation difficile.
L'expression du Premier secrétaire hier était sans équivoque, quant à la réponse qui devait être apportée sur le fond à certaines interventions, notamment l'intervention d'une de nos camarades. Donc la façon dont Allouche s'est exprimé ce matin rendait nécessaire la mise au point qu'a pu faire Lionel Jospin et à laquelle, est-il besoin de le dire, je m'associe pleinement. J'espère que ce ne sera plus nécessaires dans les jours et les semaines à venir.
Je veux quant à moi intervenir brièvement. J'ai présenté, bien sûr, le rapport d'activité, mais notre discussion a été, me semble-t-il, de très grande qualité, et je crois qu'elle est à la hauteur des événements, en effet difficiles, délicats et qui, comme on dit, nous posent problème... les événements en posent toujours.
Alors, ce qu'il nous faut apprécier, c'est exactement où nous en sommes de notre cheminement.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons employé l'expression, - je dis bien "nous", parce que c'est un document sur lequel j'ai consulté un certain nombre de camarades de la direction du Parti, en premier lieu le Premier secrétaire, - dans le rapport d'activité : nouvelle étape.
Cela, c'est l'évidence.
Je n'ai pas l'impression d'avoir dit là quelque chose de très original. C'est l'évidence. C'est une banalité. Nous sommes à une nouvelle étape mais nous avons une discussion... et je ne sais plus hier comment Alain Richard l'a caractérisée.
Il a parlé de la réalité ou non du changement. Il faut tout de même qu'on s'interroge.
Quelle que soit notre analyse à nous, sur la réalité du changement, l'air n'est emplit depuis deux mois mais essentiellement que par la Droite... si on ne peut pas faire référence à la Droite, on ne peut plus rien dire... Le fait est là, et personne ne peut le contester. Regardez le dernier numéro du Point, numéro spécial, numéro diffusé pour bien montrer que dans tous les domaines, c'est le grand tournant, le grand changement, qu'on a tout largué et qu'on a fait tout à fait autre chose que ce qu'on a fait jusqu'ici.
A Partir du moment où nos adversaires disent cela, il faut qu'on s'interroge.
Moi, je n'ai pas cru comprendre que le Premier Ministre pensait que c'était vrai... je pense que c'est une référence... en l'occurrence, comme c'est son gouvernement, il doit bien savoir si ce gouvernement change tout par rapport à ce qui se faisait jusqu'ici... apparemment, ça n'est pas son sentiment et ça n'est pas non plus, me semble-t-il, le sentiment de beaucoup de personnalités. Et, entre autres - argument d'autorité l'avis du Président de la République qui dit : "bon, c'est dans la ligne de ce que je fais et de ce que j'ai fait depuis trois ans".
Je ne me mets pas à l'abri de ces autorités mais par rapport à ce que nous avons fait et engagé, et du point de vue de la conduite de la politique économique - et alors là, je pèse mes mots, c'est ce que nous avons dit dans le rapport d'activité - depuis le printemps 1983 - car là naturellement nous avons changé un certain nombre de choses - par rapport disais-je à cela, ce qui a été fait et dit depuis maintenant six semaines par le Premier Ministre n'autorise pas à parler de changement.
Si on parle de changement, à partir de là, c'est un procès d'intention... alors le style là... ce sont des choses qui sont en discussion.
La méthode et la manière, le changement d'orientation politique, c'est de cela que nous avons à discuter.
Là, je dis non, et j'attends qu'on me démontre le contraire. Cela vaut pour différents domaines et d'abord pour la façon dont nous apprécions les conditions sociales d'application de notre effort.
Or, le Premier Ministre - et je ne pense pas que ce soit un salut en passant parce qu'il fallait bien le faire pour faire plaisir aux Socialistes - dès le début de son intervention à Antenne 2 hier soir, et en conclusion, a insisté sur la nécessité de la justice sociale.

Fondation Jean Jaurès

Laurent Fabius a travaillé longtemps avec nous, c'est un élu d'une région ouvrière qui sait que sa politique ne réussira pas si nous ne faisons pas sentir que la rigueur, nous ne la faisons pas seulement parce que les conditions nous l'imposent mais que nous la faisons avec le souci permanent de la justice sociale.
Autre chose est après de savoir quelle mise en œuvre concrète nous pouvons faire de cette justice notamment quant à sa répartition au travers de la fiscalité et là, je mesure comme vous tous - nous avons eu ces derniers temps quelques échanges avec des amis qualifiés pour apprécier notre marge d'initiative à cet égard, elle est très étroite - les difficultés mais, Richard, permets-moi de te dire que ce n'est pas parce qu'il est difficile de faire du quantitatif qu'il faut se résigner à considérer que tant pis pour le quantitatif.
Le malheur - et tous les indicateurs d'opinion le montrent, les plus récents sondages de ce point de vue sont écrasants - c'est que c'est là-dessus qu'on nous juge, c'est là-dessus que cela se jouera.
Même si la marge est infime, il faut essayer de l'utiliser et de l'exploiter... je ne dis pas cela pour gêner le gouvernement. Il faut concrètement, jusqu'à la dernière minute, et cela veut dire d'ici mercredi, utiliser toutes les possibilités. C'est là-dessus qu'on nous juge... que voulez-vous que j'y fasse ? C'est le grand débat sur la grand poussée de l'individualisme. Ce sont ces gens-là que nous aurons et qui nous voterons en mars 1985... faites attention là-dessus... et puis faisons très attention, généralement à tout ce que nous disons justement parce que le moment est difficile.
Moi j'ai l'impression - je le dis devant le Comité directeur, j'ai l'impression que comme nous sommes en présence en effet de contraintes dures, très pressantes : c'est la nature de la crise., etc. je ne reprends pas ce qu'a pu dire le Premier Ministre dans son intervention à Antenne 2 mais c'est un élément important de l'analyse mais c'est tout de même en conclusion du rapport d'activité... mais à la faveur de cela, alors quand même, de grâce, laissez de côté l'idée qu'à chaque fois qu'on s'explique ici, entre nous, c'est le procès d'intention.
D'abord, je fais observer que pour ce qui est des procès d'intention dont on serait victimes depuis quelque temps, j'ai été servi... c'est très curieux. Les gens ne veulent pas me le dire... bon, mais quand je lis ce que j'ai noté tout à l'heure des formules notamment de Gérard Fuchs, explicitées d'ailleurs par lui directement puis ensuite alors sur un terrain déterminé par mon ami Gérard Lindeperg sur l'aggiornamento... c'est-à-dire que du fait des circonstances, cela nous oblige à des changements politiques... mais dans quelle perspective historique ? Je vous pose la question. Est-ce que nous en avons changé ?
Il me semble que si le Président de la République a pris soin de répéter que nous étions dans la même voie, eh bien les circonstances sont ce qu'elles sont... la route n'est pas toujours droite mais l'objectif est le même.
Si à la faveur de cela, on nous fait l'aggiornamento de toute la pensée Socialiste, je pense qu'il faut en discuter.
C'est tout...
(Rires et applaudissements)

... Je dis qu'il faut en discuter... vous ne l'attendiez pas celle-là ?
(Rires)
... C'est dur... on a entendu hier que lâcher 800 F, etc. oui, vous pouvez dire, "800 F, cela ne change pas le vote"... je voudrais bien... je n'ai pas l'impression que cela se présente comme cela là où je me trouve. Je ne dis pas qu'à partir de là, tout le reste ne compte plus mais je dis que c'est une façon d'aborder le problème.
Je ne reprendrai pas exactement ce que vient de dire Janine sur la lutte des classe mais j'ai seulement remarqué que Gérard Fuchs dit :"il y a l'affrontement des classes"... mais là, je rejoins Janine... je n'ai pas le culte des mots... mais si vous me démontrez que ce qu'avançait Janine c'est-à-dire que dans la plupart des entreprises. la Lutte des classes est plus dure avant mai 1981 que maintenant, eh bien là, je vous paye des nèfles... Bien sûr, en même temps on peut dire qu'il ne faut pas ignorer la réalité de l'entreprise et que, bien entendu, dans les luttes qu'ils mènent les travailleurs n'obtiennent des résultats qu'autant que l'entreprise tourne et marche et que l'entreprise progresse... qui a jamais dit et écrit cela ?
C'est fantastique d'avoir l'air de laisser penser qu'on se "fout" de la marge de l'entreprise parce qu'on parle de la lutte des classe... le procès d'intention, là, chers camarades, de quel côté est-il et la caricature où est-elle ?
L'aggiornamento a un sens précis... mais là-dessus, rassurez-vous... on va être un certain nombre de gens à dire et à écrire un certain nombre de choses qui sont indispensables.
C'est vrai qu'il faut remettre sur le métier toute une série de nos idées mais encore, pas tout à fait dans la direction que vous espérez car je crois aussi qu'on n'arrivera pas aux mêmes conclusions... ce qui d'ailleurs n'est pas dramatique.
On est là, entre Socialistes, pour justement s'expliquer.
Alors j'en terminerai là-dessus car je ne veux pas allonger outre mesure le débat mais je voudrais seulement que le Comité directeur prenne conscience que ce débat, il faut l'avoir et qu'il ne faut pas seulement - et je pense que vous le comprenez - qu'il soit inégal car il se développe au travers des médias.
Pourquoi est-il très inégal ?
Parce que les grandes idées qu'a reprises ici, avec une grande habileté Gérard Fuchs, puis qu'a reprises Gérard ensuite, c'est un fait, ne nous racontons pas d'histoires, font qu'elles bénéficient de l'essentiel des concours médiatiques, y compris de ceux qui se réclament de la Gauche... je ne veux pas vous faire un dessin... je dis que si le débat n'a pas lieu ici, il est complètement inégal et à chaque fois qu'on veut l'avoir ici, on nous dit : "ne divisez pas le Parti".
Le "Matin, le "Nouvel Observateur" tous les jours y vont, et nous, nous ne devons rien dire. Nous, on nous dit : "vous divisez le Parti, et comme on n'a pas d'instrument autrement en dehors du Parti"... Là, cela ne marche pas. Nous développons nos idées dans le Parti, et ça ne nuit pas au Parti de discuter...
(Applaudissements)
Alors sur l'école, je dois dire que Gérard est toujours très direct au fond et c'est bien. C'est pour cela qu'on a de grands et intéressants débats. Est-ce que dans ce

Fondation Jean Jaurès

qu'il a dit, est-ce que dans ce qu'a dit le ministre, notamment dans son message de rentrée, il a laissé de côté tout l'effort rénovateur qui était entrepris ? Moi, je n'ai pas compris cela.

Gérard Fuchs - Ce n'est pas ce que je dis non plus.

Jean Poperen - voilà exactement ce qui me paraît inacceptable. Toute ton intervention, ou alors je ne comprends rien à rien, était pour dire :"mais surtout, ne faisons pas..." Tu n'as pas dit, tu as suggéré. Je prends le Comité directeur à témoin. Tu as suggéré en permanence qu'il y avait ce danger et pourquoi ? Parce que tu considères qu'il y a un risque de changement ? Ecoutez, pourquoi, si vous avez cette crainte, si vous pensez qu'il y a ce risque ne le reconnaissez-vous pas ? C'est de cela qu'on discute et pas d'autre chose.

Robert Chapuis - Qui a dit : la société désagrégée ?

Jean Poperen - Ecoute, ici personne ne défend la société désagrégée !
Tu ne diras pas que j'invente, j'ai noté ce que tu as dit. Les conservateurs... les syndicats conservateurs... on a entendu tout ça tous ces jours ci...

Robert Chapuis - Le mot "syndicats conservateurs" n'y est pas, je suis désolé !

Jean Poperen - ... lourdeur des institutions... séparé du corps social... Bien.
Dans le même temps, moi, j'ai entendu hier matin - donc, tu comprends bien que, quand même, cela nous amène à avoir cette réflexion entre nous - cette institution "inadaptée... archaïque... inefficace...".
J'ai entendu une fois de plus les propos - que tu as peut-être entendus aussi - de Claude Imbert dans la même direction.
Alors, tout de même, il faut savoir.
Quant à ce que tu as dit sur l'appel lancé parle ministre de l'Education nationale, qui encore une fois mettait comme priorité la nécessité de rénovation mais rappelait un certain nombre d'évidences, tu as, après Gérard Fuchs, me semble-t-il, fait le procès d'une menace quant à la volonté de rénovation.
Moi, je crois que le ministre de l'Education nationale a eu raison de rappeler quelques évidences de base, et là, mes chers camarades, oui, c'est un autre élément de débat, parce que depuis des années et des années, par exemple, on veut faire croire qu'on peut former les jeunes à l'école élémentaire sans l'effort d'apprendre ! Je dis : cela ne peut pas continuer, parce que cela a été un des éléments de l'affaiblissement de notre système éducatif du secteur public, cette idée que l'on pouvait, à coups de méthodes nouvelles qui ont fait fureur - et dont une partie est valable - se dispenser de ce qui était la contrainte de l'effort préalable de l'enfant. Je crois que ce n'est pas vrai et je crois que, par conséquent, il faut que nous ayons sur cette question le débat.
L'idée de l'autorité des maîtres... Il me semble bien que, quand même, tu as parlé de cela... ou alors, si on me dit maintenant que j'ai entendu tout mal, je

Fondation Jean-Jaurès

n’ai rien entendu ! L’idée de l’autorité des maîtres, oui... vous savez très bien que, sous prétexte de rénovation, et là aussi d’aggiornamento et de je ne sais quel courant vaguement libertaire, c’est une idée qui a été fortement battue en brèche. Qu’à partir de là les maîtres aient leur part de responsabilité, que les enseignants aient leur part de responsabilité, que les syndicats aient leur part de responsabilité, c’est tout à fait certain, mais il y a là un certain nombre de données de base que nous ne pouvons pas laisser de côté, et moi, je sais gré au ministre de l’Education nationale de les avoir rappelées, ainsi que d’avoir, bien entendu, en même temps, rappelé l’importance du contenu, parce que vous comprenez, la rénovation pédagogique et tout ce qui est rénovation, c’est parfait, mais d’abord, qu’est-ce qu’on enseigne ? Cela, c’est une condition importante pour que nous y voyions clair les uns et les autres.

Naturellement, pas les mêmes choses qu’à l’époque de Jules Ferry... seulement, il y a, là aussi, un procès d’intention ! Il y a parmi nous beaucoup d’élus, beaucoup de maires ; est-ce que vous vous baladez dans les écoles de votre commune, de votre circonscription ? Où avez-vous vu et entendu qu’ils enseignaient la même chose, non seulement qu’il y a un siècle, mais même, qu’il y a vingt ans ? C’est faire un singulier procès d’intention à ce qui est justement l’effort de rénovation, de mise à jour ! Les exemples qu’a cités Chevènement, notamment la référence à ces directeurs d’école qui s’emploient, avec leurs propres deniers, à doter leur école de matériels modernes, de matériels informatiques, tout cela est tout à fait significatif sur ce qu’est l’état d’esprit actuel des enseignants. C’est donc leur faire procès que de dire - et c’est quand même la caricature sur laquelle nous vivons - qu’ils n’ont pas bougé.

Vous comprenez donc qu’il faut que nous fassions très attention à ce sujet... Enfin, quel est le titre de "L’Express" de cette semaine ? Quel était le titre de plusieurs hebdos depuis trois semaines ? Quel est le thème constant ? Quel est le titre du numéro spécial du "Monde" ? C’est vraiment la démoralisation de l’ensemble de ce que représente le corps enseignant, et si vous considérez que cela n’a pas de répercussion sur ce qu’est le corps vivant du mouvement Socialiste dans ce pays, alors moi, je vous le dis, je ne sais pas dans quel univers vous vivez, dans quelle gauche vous vivez, parce que cela, c’est la réalité vécue !

Fuchs a dit : il y a la trêve... Mais écoutez, Ayrault a rappelé ce qu’était la trêve dans un certain nombre de départements de l’Ouest ! Vous me direz que ce n’est pas partout, mais enfin, tout de même, est-ce qu’on va, au nom de la trêve, laisser tomber ceux qui mènent ce combat dans ces régions ? Nous en avons d’ailleurs décidé autrement.

C’est en ce sens que je disais tout â l’heure : il faut discuter. A coup sur, après certaines interventions que nous avons entendues depuis hier, qui étaient du plus grand intérêt - notamment celles que nous avons entendues ce matin - il faut discuter. Il faut que, ce débat, nous trouvions les moyens, au-delà de ceux qu’a prévus le Premier secrétaire et dont nous avons mesuré l’importance, de le mener, de le conduire dans les meilleurs délais chez nous, et qu’il ne se déroule pas seulement sur notre périphérie, ce qui, à coup sur, mettrait le Parti lui-même,

l'orientation qu'il s'est donnée, l'application de la politique du gouvernement, dans de singulières difficultés.
(Applaudissements)

Le président - Didier Motchane, et ensuite Alain Busnel

Didier Motchane

Mes chers camarades, les interventions que nous avons entendues me dispenseront de répéter des choses très importantes qui ont permis de commencer à nouer ce débat. Je pense, en particulier - je les cite dans l'ordre chronologique, qui se trouve être d'ailleurs l'ordre logique - à celle de Georges Sarre, hier - je ne vais pas répéter ce qu'il a dit - dans une large mesure à celle du Premier secrétaire, et aujourd'hui, dans une certaine mesure également, à celles de Janine Parent et de Poperen. Je ne veux pas faire de jaloux - je ne peux me permettre cette prétention - mais j'ai trouvé dans beaucoup d'autres, y compris dans celle de camarade avec lequel je sais que le débat nous a souvent écartés et est susceptible de nous écarter encore - y compris dans celle de Fuchs et dans celle de Lindeperg - des choses intéressantes, en tout cas qui méritent réflexion.
Quoi qu'il en soit, je voudrais me borner à parler de deux choses. Je ne parlerai pas de la Gauche - ou indirectement - je voudrais parler de la Droite et je voudrais parler de la lutte idéologique, de la lutte culturelle.
A cet égard, je voudrais dire que la proposition du Premier secrétaire de faire travailler, de faire discuter le Parti sur - on prend le mot actuellement en circulation - la modernisation, me parait non seulement une excellente initiative, mais quelque chose d'absolument indispensable pour préparer le Parti à la bataille en cours et aux échéances que nous avons presque immédiatement devant nous.
Je voudrais tout de même, avant d'aborder ces deux points, dire quatre mots sur la question de savoir - selon ce que pensent les uns et les autres, ce qu'on lit ici ou là - si l'on est en train, on a, ou l'on va changer de politique.
Je ne pense pas que ce soit de bonne méthode de se poser ce genre de question aussi formellement. La Gauche en général, le Parti en particulier, et naturellement le gouvernement, ou les gouvernements successifs, incorporent et reflètent un certain nombre de positions, un certain nombre de discussions qu'il leur appartient de rendre cohérentes et, selon les circonstances, selon les exigences ou les défis du moment, telle ou telle inflexion, tel ou tel raisonnement prédominent.
Je suis de ceux qui pensent - mais je crois d'ailleurs que tout le monde le pense - et là encore, sans s'attacher aux mots, que depuis 1981 notre gouvernement, ou nos gouvernements, ont eu plusieurs démarches, il y a eu des inflexions. Je peux être tenté, on peut être tenté, ou pas, d'appeler cela changement de politique.
Je ne veux pas revenir sur ce qu'a dit Sarre, je rappellerai simplement qu'aujourd'hui très probablement personne, y compris au gouvernement, y

compris peut-être le Président de la République, ne peut encore savoir dans quelle mesure il sera légitime, dans quelque temps, de qualifier cette étape nouvelle. En revanche, ce que je crois savoir - et cela, c'est notre devoir à tous - c'est ce qu'il faut proposer au gouvernement, c'est ce qu'il faudrait faire, tout en sachant, comme l'a dit Sarre, que quand on a dépassé un carrefour, on ne peut plus rejoindre le but fixé en revenant en arrière, et il faut trouver en partie d'autres embranchements.
Je parlerai d'abord du rassemblement, et ensuite de la modernisation.
Je crois que le point le plus important est de décider, pour nous, si notre rassemblement est un rassemblement négatif ou si nous avons la capacité de rassembler sur une perspective, sur une politique.
Or, nous voyons bien que la difficulté des temps nous expose à confondre le court terme, le très court terme, le très-très court terme, avec une durée un peu plus longue, et nous fait concevoir le rassemblement comme un rassemblement avec un contenu très faible, un rassemblement négatif.
Or, le rassemblement négatif, il en a existé en France, il peut en exister en France, mais la Droite est et sera toujours mieux placée pour l'animer que nous.
Regardez ce qui se passe à droite, regardez l'ascension patiente et progressive - et à mon avis tout à fait logique - de Barre et de ce qu'il représente dans la Droite. Une des forces de Barre, c'est qu'il donne l'impression d'être celui qui pourrait le plus donner à une majorité de droite et à une politique de droite le contenu, la perspective dont elle manque, et nous savons bien que la Droite se garde - car elle n'en a pas les moyens - de proposer un dessein pour la France, de proposer véritablement une politique.
Je pense à la formule élégante dont Fabius a usé à la télévision, qui a été rappelée ici. Quand on lui demandait ce qu'était pour lui l'extrême droite, il a dit : l'extrême droite, c'est de mauvaises réponses données à de bonnes questions. Formule élégante et qui n'est pas fausse. Mais si on caractérise ainsi l'extrême droite, mes chers camarades, comment caractériserions-nous la Droite ?

Jacques Huntzinger - De très mauvaises réponses !

Didier Motchane - Donc, si bien entendu nous avons à tirer profit des dissensions réelles, des conflits de personnes, des divisions de la Droite, le choix que nous devons faire est de savoir si nous sauverons, nous préserverons et nous continuerons notre entreprise, ce que représente, ce que doit continuer à représenter le 10 mai, en en conservant les moyens, et d'abord les moyens politiques, c'est-à-dire une majorité à la Gauche, ou si nous aurions raison, comme quelques-uns d'entre nous sont enclins à le penser, de nous dire : aujourd'hui, notre objectif doit être de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'opposition majoritaire.
Que signifie ce raisonnement selon lequel la Gauche pourrait être minoritaire et l'opposition aussi ? Ce n'est pas un raisonnement insensé, mais c'est un raisonnement qui se cantonne exclusivement à la dimension parlementaire, institutionnelle des choses, et il faut le lier à une appréciation de la réalité du

pays, de la société française, de ses conflits et des mouvements qui s'y passent et qui, naturellement, seront formidablement accélérés par les événements politiques, en particulier par cet événement politique que seront les élections législatives de mars 1986.
Alors, ce débat sur le rassemblement que nous devons mener, nous devrons aussi le mener autour de quoi nous allons rassembler, sur la modernisation, comme l'on dit. Je pense que nous avons les moyens de le mener. Je ne voudrais pas être là encore trop prétentieux, et d'ailleurs, je crois que le péril, heureusement, pour le Parti n'est pas tel qu'il me pousse, moi, alors que d'autres sont plus qualifiés pour le faire, à lancer pour ce débat un appel à l'union et à la concorde, mais enfin comme je pense - et cela, j'ai la prétention de le dire - que le CERES a certainement apporté une contribution plus que proportionnelle aux efforts nécessaires à l'union et à la concorde de notre Parti, je crois que c'est un effort que nous devons faire sur nous, et les difficultés des temps nous faciliteront peut-être les choses, car je crois que nous allons vers des moments où il y aura une convergence, en quelque sorte, spontanée, ce qui n'est pas toujours le cas, entre le bon sens et la vertu, dans les très grandes difficultés qui nous attendent.
En ce qui concerne la modernisation, je dois dire que "moderne", "modernisation", "modernité", un certain nombre d'entre nous n'ont pas un goût particulier pour ces mots qui sont intéressants, qui sont entrés dans le lexique de la langue française, sauf erreur de ma part, en 1823, dans une petite nouvelle de Balzac, qui s'appelle "La clé des champs" et qui, ensuite ont été repris dans une des chroniques artistiques, esthétiques, de Baudelaire... (mouvements divers)... Je vous fais grâce des citations... Il y aurait des citations amusantes d'ailleurs que l'on pourrait faire à ce sujet... Mais sérieusement, il y a un mauvais usage de la modernité, de la modernisation, et il y a un mauvais emploi de ces mots car qui ne voit que parler de modernité et de modernisation, cela peut être et c'est d'ailleurs le langage de ceux qui veulent faire jouer un rapport de forces et un rapport de classes, si j'ose dire, actuellement dominant, c'est l'idée qu'il y a une détermination du social, c'est-à-dire de la société, par le technique, comme si le technique n'était pas un produit de la société, il y a aussi un recours à la modernité par des gens qui, finalement, ont peur de vieillir, qui ont peur d'être vieux, des gens qui sont vraiment vivants n'ont pas tellement besoin de se dire tous les matins : "Allons, soyons modernes, comment faire pour cela ?".
En même temps, je ne suis pas du tout contre ce qui est souvent une nécessité qui est de se faire comprendre, et pour se faire comprendre, on est malheureusement parfois obligé de prendre des chaussures qui glissent, les mots qui sont dans la tête des gens, ceux qui sont mis en circulation. Nous parlons du changement, nous parlons aujourd'hui de modernisation, pourquoi pas ? Mais à la condition, comme dirait Merleau-Ponty, d'appliquer à cela non seulement des critères d'efficacité, mais des critères de sens. Quelle modernisation ? Modernisation de quoi ? Pour qui ? Et pour quoi ?
Je pense que notre Parti a un lien à établir et je crois que nous devons le lui demander, nous le demander, le demander en particulier au Premier secrétaire,

établir ce lien entre la démarche et le langage du gouvernement qui doit tenir compte des contraintes de la tactique, des jeux culturels, de la compréhension commune, et le sens que nous devons donner, que nous donnons à ce que nous sommes là pour faire.
Quelques camarades ont parlé de lutte de classes en montrant bien que ce n'était pas le mot qui les intéressait. Je ne suis pas de ceux qui, comme Laurent Fabius, en 1979, a usé d'une formule qui d'ailleurs était une bonne formule, pour dire qu'entre le plan et le marché, il y avait le Socialisme, et je ne lui reprocherai pas ni de l'avoir dit à ce moment-là, ni de ne plus tellement le répéter aujourd'hui... (sourires), mais je dirai que ce qui est important, c'est que nous soyons capables de faire comprendre qu'entre le plan et le marché, il doit y avoir quelque chose, quelque chose que nous caractérisions socialement de manière un peu plus claire et plus précise, que de parler d'économie mixte, et que, de toute manière, pour qu'il y ait quelque chose entre le plan et le marché, ou pour faire quelque chose avec le plan et avec le marché, encore faut-il qu'il y ait un plan, et quand je dis "plan", je ne pense pas seulement au 9ème plan, mais d'une manière plus générale à cette démarche, à cette politique, à ce dessein pour la France, à cette perspective que nous appelons le changement, et c'est cela que nous devons donner comme contenu à la modernisation.
Je souhaite que nous abordions ce débat proposé par Lionel tout à l'heure non seulement avec l'intention de nous faire plaisir - j'espère que cela nous fera aussi plaisir d'ailleurs - mais en pensant à son efficacité pour l'existence, pour le rôle du Parti, pour le rôle que le Parti doit jouer vis-à-vis des gens bien sûr, mais aussi vis-à-vis de notre gouvernement.
Il y a autre chose que je voudrais dire, enfreignant un peu les limites que je me suis donné, mais je serai bref, c'est qu'en ce qui concerne les Communistes, je crois que nous avons raison de rassurer nos militants, de dire - je l'ai entendu – que ce n'est pas rien de se trouver un peu seuls pour soutenir le poids de cette entreprise. Mais il faut être très précis et très prudent dans l'emploi de ces mots. Il ne faut pas insulter l'avenir, y compris le proche avenir.
Je suis de ceux qui pensent que le débat interne du Parti Communiste, à mon sens, à notre sens, n'est pas très bien parti, mais je suis aussi de ceux qui constatent - et cela, je crois qu'il est impossible si on est sérieux de ne pas le constater - que, dans les cinq ans qui viennent, il n'y aura pas de majorité de gauche sans les Communistes. Donc, s'il est clair qu'on ne refera pas l'union que nous avons connue, il faudra trouver d'autres chemins, elle se fera par définition à travers d'autres événements. Il faut tout de même savoir que c'est aussi un moyen nécessaire de notre politique, nous avons réussi, nous avons réussi de 1977 à 1981, à rétablir dans des conditions qui n'étaient pas celles que nous avions souhaitées, tout le monde n'aurait peut-être pas été d'accord avec cela il y a quelques temps, mais maintenant, je crois que davantage le seront, des conditions qui n'étaient peut-être pas les meilleures, les plus faciles, mais enfin, on n'a pas tellement le choix, cette alliance de 1979 à 1981. eh bien, nous devons réfléchir aux conditions dans lesquelles ce problème, dans des formes assez différentes, se pose maintenant pour nous, et ne jamais oublier comme

précaution préliminaire que bien fous seront ceux d'entre nous qui ne voient pas qu'à travers toutes les manifestations de l' anti-Communisme, y compris celles et il y en a malheureusement qui sont assez bien justifiées, qui peuvent être justifiées ou suscitées par les Communistes eux-mêmes, au fond de cela, ce qu'il y a, c'est de l' anti-Socialisme.

En ce qui concerne la lutte d'idées, je veux dire l'organisation de notre effort dans le sens que Lionel a proposé tout à l'heure, si j'ai bien compris, je pense absolument que nous devons atteindre rapidement davantage de cohérence et peut-être aider le gouvernement à davantage de cohérence. Je ne suis pas d'accord, par exemple, mais je n'en fais ni un drame, ni même un reproche, car je peux comprendre que, tactiquement et momentanément, cela ait pu être la bonne manière de parler, je ne suis pas d'accord avec la géographie idéologique esquissée en quelques secondes - de toute manière, le genre ne permet pas une véritable analyse - par Fabius à la télévision, en disant : voilà, il y a trois familles, il y a les tristes étatistes jacobino-étatistes... (mouvements)... d'un côté, il y a les libéraux, il y a les étatistes, il y a les libéraux à tout crin, les reaganiens, et entre eux, il y a les gens qui, de l'économie mixte, veulent faire quelque chose. Je pense que cette cartographie peut être utile ou habile à employer ; il est clair, et le débat du Comité directeur l'a montré, qu'elle n'est pas tout à fait exacte.

On a dit clairement, on a eu raison, que c'était cela, et pour l'instant, que ce n'était pas autre chose, et que Creusot-Loire est une entreprise privée. Je ne crois pas que l'on puisse dire que le problème de Creusot-Loire soit une affaire privée. Je crois qu'on ne peut pas laisser - et nous aurions un peu tendance à le faire - continuer à discréditer la puissance publique, c'est-à-dire la responsabilité collective, et réussir l'effort auquel Fabius a appelé les Français, en particulier dans le domaine de la formation, de l'investissement et de la création de ces emplois d'utilité sociale qui ne seront pas pour la majorité d'entre eux, sans doute, des emplois de fonctionnaires, mais qui ne seront créés qu'avec le concours de la puissance publique et des collectivités locales. On ne peut pas faire ce grand écart-là.

Il faut avoir le courage - je ne dis pas que, par principe, nous en manquons, par principe, nous l'avons, mais disons qu'il faut le manifester de manière plus claire encore - il faut avoir le courage je ne dirai pas d'agiter notre drapeau, parce qu'il ne s'agit pas de manifestations emphatiques ou rhétoriques, mais d'expliquer ce que nous sommes, de donner notre explication de la modernisation, c'est-à-dire de la société, en employant le langage qui peut être compris par tout le monde, en sachant délimiter.

On ne peut rassembler que là-dessus. Il faut délimiter, non pas pour exclure, mais pour convaincre, pour montrer ce que l'on est, pour montrer ce que l'on va faire.

Et puis, et je m'en arrête là, il s'agit aussi d'en tirer les conséquences, dans un ordre de choses tout à fait pratique et concret dans notre action, l'action du Parti lui-même et l'action du gouvernement.

Notre marge de manœuvre, Christian Goux a eu raison de le rappeler, est ce

qu'elle est, elle est effectivement très rétrécie, c'est une raison de plus de ne rien en laisser perdre, et je pense que le Parti, c'est-à-dire le Comité directeur doit l'indiquer aujourd'hui clairement et précisément, bien sûr, au gouvernement. Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Busnel. Ensuite, Finel, dernier orateur.

Alain Busnel

Camarades, j'avais l'intention d'évoquer devant le Comité directeur ce que je crois être une question importante aujourd'hui, à savoir la lutte pour le développement dans l'opinion de nos valeurs. Vous imaginez qu'à l'heure où j'interviens, je ne peux pas le faire, mais je crois que nous aurions grand tort d'ignorer cette question qui est importante, je citerai seulement deux problèmes sans les développer pour demander que lors du prochain Comité directeur, nous ayons la possibilité d'en débattre.
Je cite deux choses et je fais référence à l'intervention de Roger Fajardie d'hier : à l'heure où s'ouvre le procès du père Bof (?), à l'heure où se développent des phénomènes extrémistes religieux musulmans - mais d'autres formes peuvent exister par ailleurs, - à l'heure où le Vatican prend des positions que je qualifierai de réactionnaires, très rapidement sur les problèmes de contraceptions dans les pays sous-développés, est-ce que nous devons taire, au moins entre nous mais même à l'extérieur, le fait qu'il y a là, en germe, des valeurs opposées aux valeurs du Socialisme, sous prétexte que nous avons en notre sein des militants, des camarades qui se reconnaissent dans l'idéologie religieuse ?
C'est un débat que nous n'aurons pas aujourd'hui mais que nous devrons avoir.
Deuxième question que j'évoquerai également : Worms disait hier que la décentralisation était un élément de transformation des mentalités, et je suis d'accord. Mais, je dirai d'un mot que s'il veut dire par là qu'il y aurait dans la tête des gens plus de prise de conscience des réalités économiques au niveau régional, très bien, j'en suis d'accord, mais est-ce qu'il n'y a pas aussi dans le développement de cette décentralisation des germes de développement de l'esprit de clocher, et l'esprit de clocher, je suis désolé mes camarades, il n'est pas une valeur de gauche, il est même, à mon sens, je n'irai pas plus loin, une des racines d'une valeur importante de la Droite, voire de l'extrême droite.
Je n'interviens pas sur ces points, je n'ai pas le temps de le faire et j'aurais renoncé à prendre la parole, si un point n'était pas urgent.
Il s'agit de l'effort qui est demandé aux Français par le gouvernement, effort que, vous imaginez bien, je soutiens.
Mais, mes camarades, nous allons avoir très prochainement la discussion budgétaire. Je suis persuadé, profondément persuadé, que l'effort que nous demandons ne sera pas, ne pourra pas être accepté par lès couches sociales, par les électeurs qui nous ont fait confiance, si nous ne sommes pas capables de faire des signes un petit peu plus manifestes que cet effort est bien, ou mieux

réparti que celui qui était demandé avant, et je ne voudrais pas qu'il y ait confusion sur ce sujet.
L'effort qui est demandé aux salariés est clair : il concerne le pouvoir d'achat, il concerne, bien sûr, le chômage, il est visible à tout le monde, mais l'effort que nous demandons aux catégories les plus favorisées, celui-là est moins clair, et c'est là où je voudrais demander qu'on approfondisse cela d'ici les décisions budgétaires.
Dans les favorisés, nous avons tendance à mettre deux catégories, nous Socialistes.
D'une part, ceux qui créent les richesses ; j'entends les chefs d'entreprises. Je dis que l'effort que nous devons demander à ces catégories n'est pas financier, c'est un effort de travail. Nous devons demander à ces entreprises de créer des emplois et, croyez-moi, pour les chefs d'entreprises c'est un effort personnel de travail que nous leur demandons.
En revanche, il y a une autre catégorie, qui est la richesse non productive, et c'est bien là que le problème est posé, et c'est ceux-là qui réussissent toujours, aux yeux de l'opinion tout au moins, à s'en tirer comme on dit.
Eh bien, je souhaiterais que nous soyons capables de faire clairement montrer que, vis-à-vis des plus favorisés - entre guillemet - nous savons faire la différence entre ceux qui, par leur travail, leur argent, vont créer des richesses, et ceux qui mettent leur argent dans des domaines non productifs, et je souhaite franchement qu'ayant fait cette distinction, nous soyons capables de montrer à l'opinion que l'effort que nous demandons aux Français sera plus important pour ceux dont les richesses ne sont pas employées de façon productive.
Les mesures ne sont pas toujours faciles à prendre, je n'en disconviens pas, mais elles doivent être recherchées.
Cela peut être un approfondissement de l'effort sur les successions, une modification de l'IGF ; il faut trouver des formules, même si nous n'obtenons pas le consensus populaire pour que la richesse non productive soit appelée à l'effort de façon aussi manifeste que le reste, et que, par là, la justice sociale prenne une réalité beaucoup plus vécue.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Finel, dernier orateur.

Patrice Finel

Comme disait Alain Richard hier, Alain qui a d'ailleurs beaucoup servi de référence à ce Comité directeur et je m'en félicite, c'est toujours un plaisir d'intervenir dans ce Comité directeur, j'ajouterai quand on peut, c'est-à-dire quand l'emploi du temps le permet, mais je dirai que comme dans le Tour de France, il vaut mieux être le dernier que perdu dans l'anonymat du peloton.
Je voudrais donc intervenir uniquement sur trois points.
D'abord, sur le problème du chômage des jeunes : d'après les premiers éléments qui sont venus à ma connaissance par la presse, les mesures envisagées par le

ministre du Travail me paraissent tout à fait intéressantes et je crois que sur cette question le Parti Socialiste se doit d'aller au devant des décisions qui seront prises et ce en examinant le bilan et les faiblesses que nous pouvons déjà tirer des actions de l'insertion sociale des jeunes telles qu'elles ont été mises en place à l'issue du rapport de Bertrand Schwartz. On peut ainsi voir un certain nombre de faiblesses du dispositif et en tirer des éléments.
Le premier, c'est l'effet de massification du dispositif qui a entraîné une gestion administrative des stages.
Le deuxième, c'est qu'il a entraîné une dérive des stages clé en main sans rapport avec la réalité locale souvent.
En plus, ce dispositif a peu à peu marginalisé le mouvement associatif, souvent à l'initiative de ses actions et ce au profit des institutions, que ce soit l'Education nationale ou un certain nombre de collectivités.
Ce dispositif a aussi montré que pour être efficace, il a besoin d'une dimension humaine ; ainsi, par exemple, dans les demandes de stages en entreprises faites par les jeunes, ceux ci préfèrent souvent être en stage chez un artisan ou dans une PME plutôt que dans une grande entreprise ou dans une administration.
Face aux propositions actuelles et au projet d'activité d'utilité sociale qui paraissent très intéressantes, on doit tirer plusieurs points.
D'une part, il ne faut pas leurrer les jeunes, je dis cela par rapport au slogan qui avait été utilisé au temps du plan Rigout sur un métier pour réussir. Il ne s'agira pas dans ces activités d'utilité sociale d'un emploi, ni d'un travail dans lequel on fait carrière, mais d'une activité sociale dans un temps de non-emploi, et c'est très important par rapport à l'avenir et à la perception de ce plan.
Par rapport à cela, on ne doit pas sombrer dans l'artisanat qui, pour rappeler de mauvais souvenirs dans les consciences dans ce pays, aurait un rapport, caricatural certes, avec les "chantiers de jeunesse ", mais je crois qu'il s'agit bien d'organiser là des structures, que ce soit associative, coopérative ou autres, sur ce qu'on appelle aujourd'hui des entreprises intermédiaires qui, en fait, pour une partie de leur activité, fonctionnent sur la même base qu'une entreprise en fonction des lois du marché, pour la partie production.
Je crois que, par rapport à ce projet, se pose aussi un problème qui est celui de la taille ; nous devons encourager la constitution de petites structures passant contrat pour remplir une mission, plutôt que d'employer directement des jeunes dans le cadre de grandes structures, qu'elles soient publiques ou privées, d'ailleurs car, en fait, c'est ce que je disais sur les stages en entreprises, là aussi les jeunes recherchent des contacts humains et, dans les grandes structures, se sentent un peu perdus, anonymes.
Je crois que le développement de ces secteurs d'activité, sur une base décentralisée, permet - et là on concrétise un de nos objectifs - le rassemblement dont on parle, car pour que cela fonctionne, cela exige localement de définir un créneau insuffisamment ouvert, dans lequel il y a des possibilités et donc un travail en commun et des contacts avec les Chambres de commerce, de l'artisanat, de l'industrie, et je crois que, là, il y a un lien entre des secteurs de protection et d'assistance sociales, et des structures économiques.

Fondation Jean Jaurès

Je crois que dans ce dispositif qui s'annonce, le rôle du Parti doit être important pour encourager les dynamismes locaux, pour relancer le dialogue social.
La deuxième question que je voudrais apporter, d'autres en ont parlé, c'est le problème de l'union des forces populaires et de l'union de la Gauche.
Moi, je crois que, sur ce point, on ne peut pas se borner à constater les choix qu'a faits le PCF, qu'il continue à faire dans la période récente.
Je pense que, quoi qu'on pense de l'avenir du PC et de son échec éventuel aux prochaines élections, de toute façon il continuera à organiser, à court et moyen terme, une frange non négligeable de la Gauche française, et que nous devons empêcher, c'est de notre responsabilité, que cette partie du peuple de gauche ne soit mise hors-jeu du champ politique par une position suicidaire, du type blanc bonnet, bonnet blanc, et que, par rapport à cela, nous devons contribuer à ce que ce courant continu à prendre en charge l'exploitation des difficultés et des contraintes de l'exercice du pouvoir, et que nous maintenions une attitude de pouvoir par rapport au PC sur les questions concrètes, par exemple sur l'avenir de l'automobile, puisque Philippe Herzog a fait des propositions au nom du PCF.
Sur des questions comme ça, nous devons continuer à maintenir des liens qui empêchent la direction du PC, d'emmener sur une base sectaire ce courant de l'opinion.
Je crois, et c'est le dernier point - et c'est tout à fait en lien et en transition avec celui-ci, - que dans le cadre de notre stratégie d'anticipation, le Parti doit aborder pleinement le problème du mode de scrutin pour 1986, parce que, bien évidemment chacun le sait, ce n'est pas sans rapport avec la question précédente, puisque chaque mode de scrutin induit un certain type d'alliance ou d'accord, et je crois que l'essai de la constitution d'un pseudo centre gauche européen, avec la liste ERE n'est pas si loin, et nous avons à nous poser cette question avec la dimension de notre stratégie qui est de rassembler les forces de transformation sociale, et non pas de contribuer à l'éparpillement qui, de fait, ne peut, me semble-t-il, conduire qu'au conservatisme.
Je pense que, dans l'avenir, il est important qu'on ait, dans le Parti, cette discussion qui est tout à fait cruciale pour l'avenir et la pérennité de la Gauche au pouvoir.
Je m'arrêterai là, parce qu'il est tard. Il y a d'autres questions, mais je crois que l'essentiel, dans la période qui vient, c'est que le PS établisse une cohérence entre l'action gouvernementale et ses axes programmatiques pour l'avenir.
C'est une révolution culturelle lente du Parti ; c'est comme ça que nous éviterons la mise hors-jeu du Parti et qu'en fait nous favoriserons le rassemblement pour la victoire et la pérennité du gouvernement de gauche.
(Applaudissements)

Le président - La discussion générale est close. Il nous reste à examiner les conclusions des deux groupes de travail d'hier soir, d'une part sur le texte politique et, d'autre part, sur l'organisation des campagnes.
D'abord, le texte politique, rapporté par Jean Poperen.

Collection Jean Daniel

Jean Poperen

Le petit groupe de travail a abouti à une proposition de texte qui a subi un peu, jusqu'au dernier moment, quelques compléments dont je ne crois pas qu'ils modifient son esprit. Du coup, il n'a pas été tapé et distribué, mais je vous rassure : il n'est pas long, nous avons tenu à peu près notre pari.

Nous avons tenu à peu près notre pari de réaliser, à partir du projet que nous avait préparé Gérard Le Gall, un texte de dimension modeste, plus modeste qu'à l'ordinaire; je parle de la dimension.

Voilà ce que cela donne.

"L'été a modifié le paysage politique. Les initiatives du Président de la République ont permis de situer de la façon la plus nette où étaient dans notre pays les défenseurs des libertés publiques et individuelles, et par là même de désarmer l'opération montée de toutes parts par les forces de Droite. Elles ont permis de créer un meilleur climat pour la vie démocratique.

Le Premier Ministre a défini avec netteté les objectifs du gouvernement : moderniser, rassembler. Le Parti Socialiste se sent en accord avec ces objectifs. Dans la ligne de l'effort accompli sous la direction du gouvernement précédent, la politique d'assainissement de notre économie sera poursuivie. Cela exige effort, solidarité, courage de la part de tous, cela exige de la même manière de notre Parti un langage de vérité, une série d'actions permettant d'aller au devant de l'opinion publique pour expliquer, pour communiquer, pour interroger.

La modernisation voulue par le gouvernement permettra d'accroître la productivité, la compétitivité, elle assurera les mutations indispensables. Elle est la condition du développement à venir de l'emploi. Elle se réalisera d'autant mieux que seront garanties les conditions de la justice sociale par un effort permanent pour une meilleure répartition des richesses, entre autres par des moyens de fiscalité équitables.

La bataille pour l'emploi exige le rassemblement de toutes les énergies, d'abord des forces populaires. Or voilà qu'après qu'ils aient refusé de participer au gouvernement, après qu'ils aient annoncé une sorte de soutien à la carte, on peut se demander si les dirigeants du Parti Communiste Français ne s'orientent pas maintenant vers une véritable rupture. Ils prendraient ainsi la lourde responsabilité de se désolidariser de la Gauche dans une phase cruciale de l'action de celle-ci. Pour sa part le Parti Socialiste, fidèle à sa politique d'union, demeure plus que jamais un animateur du rassemblement de toute la Gauche, et plus largement de tous ceux qui ne se résignent ni aux inégalités ni aux injustices, qui veulent agir pour la mise en œuvre des réformes accomplies depuis mai 1981.

Les oppositions, sans programme et en proie à la guerre des chefs, ont été désorientées après les événements de l'été. L'opinion n'a pas compris qu'elles aient empêché l'expression des citoyens par leur attitude d'hostilité à la proposition du référendum. Elle est en désaccord avec leur demande de dissolution de l'Assemblée Nationale. Beaucoup de gens sont inquiets de voir

les chefs de la Droite s'allier avec l'extrême droite comme ils l'ont fait en Corse. Poursuivre dans les meilleures conditions l'indispensable modernisation de la société française, notamment de son appareil de production, implique que s'engagent plus avant le dialogue et la concertation avec l'ensemble des forces syndicales et associatives. Cela implique que la politique budgétaire du crédit dégage des possibilités supplémentaires d'investissement. Les initiatives qu'engage le Parti Socialiste sont conçues pour mobiliser toutes les énergies pour la réussite de la politique gouvernementales.
Avec cette préoccupation, le Comité directeur décide la tenue d'une Convention du Parti Socialiste sur "Modernisation et progrès social" dont le Bureau exécutif fixera la date, et l'organisation d'une grande campagne d'information et de débat avec la population sur le thème «Les Socialistes en direct avec vous»".
Du coup je m'aperçois que dans la précipitation nous ne mentionnons pas la campagne immédiate.

Lionel Jospin

Un mot seulement. Si j'ai proposé que la rédaction soit faite comme cela, c'est qu'il faut voir maintenant le calendrier. Il reste effectivement des décisions à prendre, qui devraient être à mon avis du ressort du Bureau exécutif. D'abord il faut fixer la date et la période de la Convention. Il y a tout de même des cantonales et un certain nombre d'éléments qu'il faut prendre en compte. D'autre part, il faudra trancher après examen, parce qu'elle n'est pas encore vraiment tranchée, la question de savoir si ce que j'ai proposé, qui est repris ici, donne finalement son contenu, enrichi par le travail du petit groupe de travail du Comité directeur, son contenu et sa méthode à la campagne de rentrée, ou bien si c'est une action qu'on mènera plus tard, la campagne de rentrée étant préparée comme elle avait été conçue par les trois secrétaires nationaux.
Moi je crois qu'il faut encore examiner cela. Je crois que la pensée de Christiane Mora, si j'ai bien compris, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, c'est que c'est la campagne immédiate qui devrait avoir ce caractère. Mais je me pose un seul problème. Je voudrais, moi, que ce soit quelque chose d'une très grande ampleur qui marque l'opinion, qui permette de travailler l'impact social, si j'ose dire, vraiment en profondeur, et je ne suis pas sûr qu'on puisse le faire dans le rythme qu'exigerait une campagne de rentrée, c'est-à-dire dans 15 jours.
Mais je ne propose pas qu'on ait ce débat au Comité directeur. Du moment qu'on a le même sentiment sur ce qui est nécessaire, discuter avec les militants du Parti, Convention, discuter avec les gens et réagir et proposer, travail de masse, je propose que le Bureau exécutif examine cela maintenant parce qu'honnêtement il reste encore des petits problèmes.

Jean Poperen

D'accord.
Il y a donc encore cette zone d'incertitude, mais qui tient davantage maintenant

Fondation Jean-Jaurès

au calendrier. je crois que l'harmonisation des deux initiatives est acquise. C'est la pensée du Premier secrétaire et cela semble être celle de la secrétaire à la communication propagande. Nous nous orienterons donc dans cette voie.
Cela dit, nous avons cinq semaines d'ici le 15 octobre, puisque nous avons envisagé la première campagne à partir du 15 octobre. Nous avons donc peut-être le temps d'ajuster. Enfin nous verrons d'ici mercredi. Il faut que soient pris les contacts nécessaires pour que ce soit au point d'ici le Bureau exécutif.
Voilà en tous cas le texte que nous proposons.

Le président - Sur le texte présenté par Jean Poperen, y a-t-il des observations ?

Un camarade

Le texte qui nous est soumis montre qu'on peut dans un texte court dire un certain nombre de choses claires et importantes, comme l'affirmation sans ambiguïté de l'accord que nous avons avec les objectifs gouvernementaux de modernisation et de rassemblement.
On devrait pouvoir aussi discuter plus clairement un certain nombre d'amendements, puisque le texte est court.
Je voudrais à cet égard proposer deux amendements, un qui est un petit peu long et l'autre très court.
Le premier viendrait préciser justement comment nous concevons cet accord avec la politique du gouvernement et le rôle du Parti. Il pourrait intervenir à la fin du 4ème paragraphe de la première page, c'est-à-dire après "pour interroger". Le plus simple, je crois, est que je vous le lise.
"Agir aux côtés du gouvernement, accompagner son action, ne signifie pas pour le Parti Socialiste de suivre l'événement, mais au contraire de le devancer. C'est dès aujourd'hui que le Parti prépare ses réponses aux problèmes de demain et non dans la précipitation, sous la contrainte de l'actualité.
Ainsi en est-il des luttes à mener contre les nouvelles inégalités, les nouvelles pauvretés, les nouvelles exclusions."
J'ouvre une petite parenthèse pour dire qu'il me parait important de souligner ce point qui a été présent dans de nombreuses interventions.
"Pour cela, nous affirmerons et préciserons nos :

- positions sur la politique salariale, le pouvoir d'achat et les prélèvements obligatoires,
- le traitement économique du chômage et la nouvelle politique de l'emploi,
- la transformation interne de la protection sanitaire et sociale et les transferts sociaux,
- le partage du travail et le temps choisi,
- les nouveaux espaces de liberté ouverts par la décentralisation et l'élargissement de la capacité de participation et des droits des citoyens.

Ces échéances sont celles de la rentrée. Le Parti Socialiste facilitera ainsi une négociation entre partenaires sociaux qui devrait s'engager sur ce terrain."
Le deuxième amendement qui est beaucoup plus court, rassurez-vous, se situe à

Fondation Jean Jaurès

la 2ème page, à la fin du premier paragraphe, après "mai 1981". Il me semble en effet qu'on pourrait peut-être préciser un peu plus la dernière modification. J'ai remarqué que par rapport au texte initial il y avait une petite modification sur le fait que le Parti Socialiste ne devrait pas se résigner au fait que le Parti Communiste nous laisse en chemin. Je pense que cela correspond effectivement à un sentiment qu'un certain nombre d'entre nous doivent avoir. Il faut être très clair sur ce sujet.
On pourrait préciser encore en ajoutant à la fin du texte :
"Le Parti Socialiste entend maintenir le dialogue avec le Parti Communiste Français, l'interpeller sur les questions concrètes, évitant ainsi qu'une partie des femmes et des hommes de Gauche ne se réfugient dans des positions purement négatives, face aux transformations sociales en cours."

Le président - Sur ces deux amendements, Jean Poperen ?

Jean Poperen

Je dirai qu'un texte court, si on l'allonge de cette façon, cesse d'être un texte court. Mais enfin ce n'est pas un argument suffisant.
Du point de vue de la méthode, je voudrais dire amicalement que nous avons travaillé dans de bonnes conditions, que ce sont des idées qui ont été beaucoup développées, et que je ne comprends pas très bien que vous les repreniez maintenant. On pouvait en discuter hier soir ou ce matin. Je parle du premier amendement. Mais même cela, ce n'est pas un argument suffisant.
Moi, franchement, je crois que cela rompt complètement l'équilibre du texte qui est un texte vraiment d'analyse très rapide, à grands traits, des données essentielles de la rentrée politique. Il a son équilibre.
Alors je veux bien qu'on retienne cela comme élément de réflexion, d'examen par le Bureau exécutif, émanation du Comité directeur, pour notre travail à venir dans les mois prochains, mais vraiment, toute cette énumération... sans compter qu'il faudrait une discussion, car certaines propositions peuvent être retenues, d'autres moins. Non, vraiment, je vous demande de retirer cet amendement.
Quant au deuxième point, je dirai qu'à l'inverse, c'est vrai qu'on en a discuté. Il nous a semblé, dans notre discussion en groupe de travail, qu'il ne fallait pas, nous, apparaître comme voulant pousser l'escalade, il vaut mieux leur laisser cela.
Donc aujourd'hui, qu'est-ce qu'on dit ? La question a été posée hier sous une forme un peu humoristique mais très parlante par Lionel Jospin : où en sont-ils ? Il va sans doute le redire ce soir au Club de la Presse. Maintenant c'est dit. Que nous en venions dans les semaines et les mois qui viennent, si eux poursuivent sur cette lancée, ce qui est hautement probable, à poser des questions précises, d'accord. Je pense que ce serait prématuré de le dire dès aujourd'hui dans la résolution. Ce que nous disons et ce qui a été dit hier par le Premier secrétaire à propos du Parti Communiste me semble suffisant. Il ne faut pas en rajouter.
Je crois que notre dossier est plutôt bon, à l'évidence c'est eux qui portent la

Fondation Jean-Jaurès

responsabilité de l'escalade, restons-en là.
Quant à les interpeller, cela, on le fera sûrement.

Le président - Qui veut encore intervenir sur les amendements ?

Un camarade - Juste un amendement. Je pense que la justice sociale arrive un peu tard dans le texte. On pourrait peut-être, lorsqu'on parle de l'effort de tous, trouver une formule du genre "l'effort proportionnellement réparti de tous". Je ne sais pas si c'est suffisamment explicite, mais il me semble que cela pourrait venir là.

Jean Poperen - Où est-ce ?

Le camarade - Je n'ai pas le texte sous les yeux, mais c'est assez tôt.

Jean Poperen - Franchement, à quelques lignes près... Nous avons beaucoup travaillé sur ce texte, nous avons discuté pour savoir où on mettait cela. Il n'est pas de (?), évidemment, sinon ce ne serait pas la peine de discuter, mais vraiment, je ne vois pas tellement l'intérêt.

Le président - Bon. Alors les deux amendements, vous les maintenez ? Le rapporteur s'y oppose.
Y a-t-il d'autres observations ?

Gisèle (?) - A propos du Parti Communiste, on parle de rupture, et par rapport à la première remarque que faisait Jean Poperen tout à l'heure, je ne sais pas s'il est vraiment opportun d'utiliser ce terme, au moment où nous souhaitons les interpeller sur ce point. Ensuite, on parle de langage de vérité au début du texte. Je n'ai peut-être pas écouté très attentivement, mais il ne faudrait pas qu'on ait le sentiment que nous voulons tenir un langage de vérité et qu'il y a une ambiguïté à ce sujet, c'est-à-dire qu'on soit amené à penser que dans la période précédente il n'en était pas de même.

Le président - Est-ce que Jean Poperen veut répondre ?

Jean Poperen - Sur la première remarque, le mot est dur, c'est vrai, mais je voudrais tout de même faire observer que la phrase est interrogative. Moi je ne tiens pas absolument à la formule, mais alors je te demande ce que tu proposes.
Je relis : on peut se demander - on prend beaucoup de précautions, on a même rajouté le "peut", c'est Lionel qui l'a fait rajouter- si les dirigeants du Parti Communiste ne s'orientent pas maintenant vers une véritable rupture."
Honnêtement, je crois qu'on peut vraiment se le demander !
Sur l'autre point, je crois que la remarque est juste.

Le président - Qu'est-ce que tu proposes ?

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Dans la salle - "Plus que jamais un langage..."

Jean Poperen - Oui, c'est ce qui m'était venu à l'esprit. Evidemment, quand on dit cela, on peut penser que ce n'était pas tout à fait la vérité avant.

Dans la salle - "Continuer notre langage de vérité".

Jean Poperen - Je relis la phrase, pour que la recherche soit collective. "Cela exige effort, solidarité, courage de la part de tous, cela exige de la même manière de notre Parti un langage de vérité." Oui, vraiment, la remarque est juste.

Dans la salle - "Poursuivre..."

Le président - Qu'est-ce que tu proposais, Gisèle ?
…

Le président - Motchane, sur ces deux propositions ?

Didier Motchane - La difficulté manifeste que l'on a à trouver une solution montre qu'il y a vraiment lieu de qualifier le moins possible les conditions de production et de réhabilitation de la vérité. Je voudrais dire qu'en ce qui concerne la rupture, je partage la position de Gisèle. C'est pour cela que je pense que Jean Poperen a raison de maintenir le texte, car nous disons - et nous avons raison de le dire - que la responsabilité de la rupture, ce sont les Communistes qui doivent l'avoir d'abord.
Nous devons savoir que, dans toute séparation de corps, il y a une relation et cela n'est certainement pas sans rapport avec les conditions dans lesquelles la question de l'union se pose pour le Parti Communiste.
Il faut dire les choses et c'est bien effectivement la question qui est posée...

Le président - Tu maintiens cette phrase ?

Jean Poperen - Ce que je propose - car je pense que l'observation de Didier Motchane a tout de même sa valeur - c'est une série d'actions permettant d'aller au devant de l'opinion publique pour interroger et pour faire passer le langage de vérité.

Dans la salle - Très bien.

Jean Poperen - ... Très bien, non…

Le président - J'en reviens aux deux amendements. Ils sont maintenus. Je les mets aux voix.

Contribution Jean-Jaurès

Que ceux qui sont d'avis de les adopter veuillent bien lever la main ?
Avis contraires ?
Ils ne sont pas retenus.
Y a-t-il encore des amendements ?

Françoise Seligmann - Je propose une suppression. Je ne comprends pas pourquoi on parle de Socialistes, défenseurs des libertés "publiques et individuelles"... Je propose qu'on mette "libertés" tout court... ou alors qu'on m'explique...

Dans la salle - collectives...

Françoise Seligmann - ... Je ne comprends pas. Et si l'on mettait "libertés", tout court ?

Jean Poeren - Je propose "collectives et individuelles". Je suis gêné parce que, en vérité, je serais plutôt de l'avis de Françoise : la qualification des libertés n'ajoute rien.

Le président - Vous êtes plutôt de cet avis ?

Dans la salle - Oui.

Didier Motchane - Expression des libertés... oui, l'expression des libertés publiques veut dire que c'est une chose reconnue en France... dans le droit administratif et, dans la compréhension commune des gens, cela a un sens... on peut l'expliquer.
Je ne vois pas d'inconvénient à mettre "libertés publiques". Cela a un sens précis.

Lionel Jospin - Cela paraît assez simple. Ou on dit "les libertés", et cela ne pose pas de problèmes... ou on dit "les libertés publiques", et cela ne pose pas non plus de problèmes, ou on dit "les libertés collectives et individuelles" et cela ne pose pas de problèmes, mais on ne dit pas "les libertés publiques et individuelles"...

Alain Richard - Je voudrais, en deux mots - et pas sur le fond politique, mais sur le texte - soulever une image auprès de l'opinion.
On voit bien que dans tous les problèmes de communication, il y a toujours, sous-jacent, un petit malentendu sur notre interprétation des libertés et sur la priorité que nous donnons aux libertés collectives par rapport aux libertés individuelles. Il est donc important que le mot "individuelles" y soit.
Je suis donc en accord avec Lionel : "Les libertés publiques sont des libertés individuelles".

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Je vais mettre le texte aux voix... Marie-Noëlle demande une explication de vote.

Marie-Noëlle Lienemann

Je crois que ce Comité directeur avait plusieurs missions avant le franchissement de l'étape de l'été.
D'abord, affirmer son soutien, moderniser et rassembler.
Dans l'ensemble, le texte prend acte de cette évolution et soutiens les grandes orientations. Ces mots ont déjà un sens concret pour certains Français.
Je crois tout de même qu'en fait, dans nos textes et dans notre motion, on constate qu'aucune de ces grandes orientations ne figure et ceci nous paraît montrer une trop grande prudence par rapport à ce soutien nécessaire. Nous pensons donc que de ce côté-là, le Parti montre trop de prudence dans sa motion.
Ensuite, je crois que cela risque de mettre hors-jeu les militants en tout cas, ponctuellement d'entretenir cette tentation de mise hors-jeu des militants et, en tout cas, les associations et les syndicats, l'extérieur risque d'être déçu. Ils attendent davantage de nous qu'une concrétisation du langage.
Par ailleurs, le Parti devrait davantage se préoccuper des échéances de la rentrée et des échéances lourdes qui vont venir. Nous avons fait un amendement qui tente à les reprendre en particulier sur le thème de la modernisation car le fait est qu'on n'a pas l'impression que le Parti s'oriente vers les échéances de la rentrée, mais se contente d'un discours beaucoup trop vague.
Ensuite, nous avons souhaité qu'une démarche d'anticipation soit engagée par le Parti et, de ce point de vue, nous prenons acte des propositions de Lionel Jospin sur la préparation d'une Convention.
Je voudrais dire aussi que nous avons quand même de vives inquiétudes quand nous regardons le passé. A Bourg-en-Bresse, nous avons fait la synthèse sur les perspectives du Parti. Que sont-elles devenues ? Les Conventions proposées alors, nous semblent d'actualité. Nous avions voté au dernier Comité directeur trois Conventions ?
Que sont-elles devenues ?
J'espère que cette fois-ci les choix faits, en particulier sur la Convention "modernisation et progrès social" seront les bons et seront définitifs.
J'ai aussi l'impression qu'elles viennent tardivement.
J'ai l'impression que certaines ouvertures se font tardivement, par exemple celle de la révolution culturelle de la Gauche qui devait s'engager aujourd'hui.
Nous avons le sentiment que le Comité directeur joue la prudence. Je voudrais simplement terminer en disant que nous prenons acte de la volonté de débat et que nous prenons acte des engagements et que nous jugerons sur les actes.

Le président - Je mets aux voix le texte tel qu'il a été modifié.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien lever la main ?
…
Merci.

Avis contraires ?
Il n’y en a pas.
Abstentions ?
7.
Il y a encore deux textes que Jean-Paul Bachy m’a fait passer : un sur Creusot-Loire et l’autre sur Citroën.
Je vous les lis rapidement :
"Projet de motion sur Citroën". Au moment où elle vient d’obtenir L’autorisation de supprimer un certain nombre d’emplois, la direction de Citroën prend une responsabilité pour l’avenir industriel de la marque si elle s’en tenait à sa politique répressive et antisyndicale traditionnelle. Les conditions humiliantes dans lesquelles s’est opérée la reprise du travail la semaine dernière et le filtrage occasionné par la direction relève d’un esprit de provocation peu propice à créer un climat social positif dont l’entreprise a besoin pour se redresser.
Le Comité directeur du Parti Socialiste souhaite que dès le début de la semaine prochaine, les conditions de travail et de circulation redeviennent normales. Il souhaite que puissent s’engager de véritables négociations sur les problèmes en suspens : "réinsertion des salariés, etc." Y a-t-il des observations ?

Jean-Pierre Cot - Il semble difficile de ne rien dire sur l’intervention de la police dans un texte sur Citroën. Or, cela est très difficile.

Jean-Paul Bachy - On l’avait envisagé au départ. Ceci dit, le problème qui se pose, c’est qu’il y a eu une demande d’enquête faite par le ministère de l’Intérieur sur l’attitude des forces de police sur des problèmes ponctuels et, notamment, sur l’accrochage avec Akka Ghazi. Je ne sais pas si la mention de cela dans le texte rajoute finalement beaucoup de choses... simplement, je crois qu’on peut se féliciter que le gouvernement souhaite clarifier l’attitude de la police, en l’occurrence sur ce point précis... mais je ne pense pas qu’on puisse rajouter beaucoup d’autres éléments.

Le président - Fuchs...

Gérard Fuchs - On peut souhaiter, me semble-t-il, que le gouvernement fasse connaître les conclusions de l’enquête dont parle Jean-Paul.

Le président - Michel Françaix ?

Michel Françaix - Je voulais dire, en ce qui concerne ce texte, qu’il aurait eu plus de force s’il avait été fait il y a huit jours et si on n’avais pas attendu le Comité directeur... Je suis persuadé que les médias ne seront plus intéressés.

Dans la salle - Le Parti s’est exprimé, Michel.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Je mets ce texte aux voix avec le rajout de Bachy.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien lever la main ?
…
Merci.
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Adopté à l'unanimité.
Deuxième texte :
"Pendant des années, la Droite au pouvoir n'a rien fait pour redresser la situation de Creusot-Loire, situation que ses dirigeants, - notamment Pineau - ont laissé se détériorer.
Soucieux de préserver l'emploi du groupe et d'assurer l'avenir d'une activité industrielle, les pouvoirs publics ont cherché depuis plusieurs semaines à créer des conditions favorables à une reprise de Creusot-Loire, dans le cadre d'un plan industriel global.
C'est pourquoi ils ont amorcé sur place, au Creusot, dans le cadre d'une table-ronde, la négociation entre les industriels candidats à la reprise et les organisations syndicales.
C'est pourquoi le gouvernement a proposé aux partenaires sociaux un échéancier de discussions qui se poursuivront dans les prochains jours.
C'est pourquoi il a donné aux uns et aux autres la garantie que toutes les données économiques et sociales du dossier seront examinées sans a priori.
Réuni les 8 et 9 septembre 1984, le Comité directeur du Parti Socialiste apporte son soutien aux travailleurs et aux élus concernés.
Il ne doute pas du sens des responsabilités des partenaires en présence et de leur souci de trouver des solutions positives répondant à un double souci :

- soutenir l'emploi dans les sites menacés ;
- relancer les activités de Creusot-Loire et de ses filiales dans le cadre d'un ensemble cohérent.

Il invite les parties concernées à faire aboutir les négociations engagées dans les meilleurs délais."
Y a-t-il des observations sur ce texte ?
Alain Richard ?

Alain Richard - Il me semble, s'agissant d'une entreprise privée avec laquelle il y a un lourd contentieux, que c'est un choix discutable de mentionner le nom d'un dirigeant.
Quand on dit "les dirigeants", cela peut vouloir dire beaucoup de choses, à commencer par le baron Empain et les dirigeants de la société Financière. Je ne veux pas couvrir Pineau-Valencienne, mais c'est à mon avis mauvais, en termes de communication, de faire apparaître que c'est lui - avec le "notamment" - le grand accusé, alors que l'affaire est plus complexe, d'après les camarades qui connaissent le dossier.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le président - Bachy, qu'est-ce que tu en penses ?

Jean-Paul Bachy - Pas d'objection.

Le président - On peut retirer le nom ?
Bien. Alors, cela devient simplement : "... que ses anciens dirigeants ont laissée se détériorer..." D'accord ?
Worms ?

Jean-Pierre Worms

Deux choses.
D'une part, pendant des années la Droite n'a rien fait. C'était une entreprise privée. Un des problèmes, sur Creusot-Loire, c'est qu'on fait porter au gouvernement la responsabilité qui était celle de l'entreprise, et ensuite, pendant la période de dépôt de bilan, celle du Tribunal de commerce. Or, dans la mesure où on essaye de "dé-piéger" par rapport à la responsabilité initiale du gouvernement de la Gauche, est-ce que c'est très habile de faire croire qu'avant le dépôt de bilan la responsabilité de la politique de l'entreprise était celle du gouvernement de la Droite ?
Par conséquent, là, l'attaque du texte me semble un peu maladroite.
Deuxièmement, en ce qui concerne le soutien aux propositions, je crois, Jean-Paul - de mémoire - que tu parles d'un ensemble cohérent. Or, ce qui apparaît d'ores et déjà, c'est que s'il y a un nouveau plan proposé, il y a de fortes chances que ce ne soit pas un ensemble cohérent mais sans doute, plutôt une vente par appartements qui va poser des tas de problèmes ; c'est ce qui est actuellement en train d'être préparé par le gouvernement. Donc, il ne s'agirait pas de se trouver en pleine contradiction. C'est là-dessus que se situe tout le débat entre le gouvernement et la population du Creusot.

Le président - Bachy, sur les deux propositions de Worms ?

Jean-Paul Bachy - Sur la première, je crois quand même que dans la mesure où les pouvoirs publics, à l'heure actuelle, risquent d'être mis en accusation sur ce terrain, il faut bien rappeler le poids des responsabilités de la Droite, ou du moins du patronat de Creusot-Loire, dans la période antérieure à 1981, où déjà un certain nombre de prémices des difficultés auxquelles se heurte le groupe à l'heure actuelle étaient visibles et sensibles.

Jean-Pierre Worms - Le patronat de Creusot-Loire, oui.

Jean-Paul Bachy - Bien. Donc, moi, sur le fond, et sous réserve de la rédaction, je suis d'accord, mais il faut bien, je crois, charger les responsabilités antérieures à 1981 et bien les dénoncer.
Sur le deuxième aspect, je vois bien le sens de la remarque. Je dirai que je ne

Fondation Jean Jaurès

pense pas qu'il faille que l'on rentre, en tant que Parti, dans la discussion - ne serait-ce que parce qu'on n'en a pas la capacité totale - des solutions envisageables ou pas...
Jean-Pierre Worms - D'accord, mais tu le fais en disant "un ensemble cohérent". Dis "une solution cohérente", oui, mais "un ensemble cohérent", c'est une structure.

Jean-Paul Bachy - D'accord, sur ce plan-là, cela va. Si on dit "une solution", pas de problème.

Lionel Jospin - Attendez... Je n'ai pas suivi parce que je regardais le problème du télégramme pour les écoles publiques... La première phrase, vous la rédigez comment, alors ? Est-ce qu'il y a une proposition qui a été faite ?

Jean-Paul Bachy - Non.

Lionel Jospin - Moi, je crois que l'argument qui a été donné est exact en logique, et il faudrait donc peut-être rédiger quelque chose du genre de : "Pendant des années, les anciens dirigeants de Creusot-Loire ont laissé se détériorer gravement l'entreprise - ou la situation - sans que le gouvernement de l'époque, ou les gouvernements de l'époque, ou les gouvernements de droite de l'époque, ne prennent en compte cette évolution..."

Jean-Pierre Worms - O.K.

Le président - D'accord sur cette formulation ?

Lionel Jospin - Parce que nous-mêmes, maintenant, nous sommes confrontés à ce problème.

Le président - D'accord ?
Alors, avec cette modification, je mets ce texte aux voix.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien lever la main.
…
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Adopté à l'unanimité.
Je donne maintenant la parole à Christiane Mora pour le rapport sur les campagnes.

Christiane Mora

Je veux d'abord vous remercier des dix à quinze minutes dont vous retarderez

Fondation Jean-Jaurès

votre déjeuner pour écouter le rapport que je fais au nom du groupe de travail.
Je dois souligner, parce que je m'en réjouis, que c'est un travail vraiment collectif qui a été mené pour vous faire les propositions que j'expose maintenant, autant au niveau de la direction du Parti, entre le secrétariat à la propagande et les autres secteurs, qu'au niveau précisément du Comité directeur.
Le travail que nous avions préparé au niveau de la direction du Parti allait dans le sens à la fois de ce qui a été dit dans vos interventions, dans le débat général, et des propositions faites par le Premier secrétaire, hier, ce qui fait que, bien entendu, il s'agit de propositions qui, je crois, en réalité, ne feront difficulté à personne, et qu'il restera en effet, comme le disait Lionel, au Bureau exécutif à aménager le calendrier de façon que nous prenions de plus en plus l'habitude de respecter ce souhait de bon sens de nos fédérations, à savoir ne pas faire 36 000 choses à la fois, et en tout cas pas plusieurs choses à la fois.
Ce qui est clair, c'est que pas plus vous-même, Comité directeur, que nous, au niveau de la direction du Parti, nous ne souhaitions pour cet automne ce que j'appellerai une campagne publicitaire, mais au contraire s'est dégagée l'idée d'une campagne véritablement sur le terrain, même si les moyens que nous allons vous proposer, les modalités, sont plus modestes parfois que ceux que nous mettons en œuvre et en ordre lors des campagnes électorales comme au mois de mai et au mois de juin.
Voyons l'objet et l'orientation politique de cette campagne d'automne ; je dis bien d'automne, pas de rentrée, parce que je sais bien que la rentrée politique s'étale sur une longue période, mais enfin tout de même, si c'était une campagne de rentrée, elle serait, en effet, à mettre en œuvre dès demain.
C'est donc une campagne politique d'automne, dont l'un des objectifs est que le Parti soit présent sur le terrain, auprès de la population, au moment où le débat budgétaire va se dérouler à l'Assemblée, car compte tenu du contexte et de ce qu'on vient de dire du Parti Communiste, il est clair que nous aurons d'autant plus intérêt à ce que cette campagne se déroule activement fin octobre et au mois de novembre. Je donne cette indication par rapport à la question de Lionel, tout à l'heure, sur le calendrier. Je crois qu'il faudra prendre cela en compte : entre le 20 octobre et le début novembre, il y aura intérêt à être sur le terrain pour être capable de répondre à l'impact que pourront avoir les critiques de la Droite et celles du Parti Communiste.
L'objectif, en fonction de ce que nous avons dit fin juin, encore hier et aujourd'hui, c'est de consolider autour de notre Parti un courant de sympathie suffisant pour que le Parti Socialiste, qui est le seul Parti rassembleur, soit désormais en mesure de pouvoir compenser ce qui se passe à gauche.
Nous vous proposons donc, en effet, une campagne dont l'axe serait : les Socialistes en direct avec vous.
Premier point, cette campagne nous permettrait d'être â l'écoute des citoyens.
Vous avez tous relevé, dans toutes les interventions, y compris ce matin, cette préoccupation. Nous la prenons en compte.
Cette campagne nous permettrait d'être à l'écoute des citoyens, des travailleurs, par rapport à leurs préoccupations quotidiennes.

Collection Jean Jaurès

Nous pensons que nous pourrions ainsi mettre l'accent sur ce qui est le rôle propre du Parti, son action et son intervention dans le cadre de la politique de la majorité gouvernementale et parlementaire. Ce souhait a été véritablement celui des responsables fédéraux avec qui nous avons travaillé pendant l'été ; un certain nombre de Premiers secrétaires fédéraux souhaitent que le Parti retrouve, tout en continuant bien entendu à expliquer le mieux possible la politique du gouvernement, son terrain.
Donc, nous nous efforçons de prendre en compte cette préoccupation par cette campagne.
En outre, le Parti doit être - je ne dis pas redevenir - plus sans doute que dans les dernières années, le reflet de l'expression des travailleurs. Etre à l'écoute, c'est quand même bien cela, ce n'est pas simplement, pour le plaisir, faire une démarche qui pourrait apparaître comme démagogique parfois, mais c'est être le relais. C'est-à-dire que nous rejoignons là ce qu'est la définition même d'un parti Socialiste à nos yeux.
Le deuxième intérêt de cet axe de campagne et des modalités d'animation dont je vais vous parler dans un instant, c'est que cela doit nous amener à intensifier nos explications sur les valeurs fondamentales du Socialisme et, donc, de notre Parti.
Un certain nombre d'interventions sont revenues là-dessus pendant le Comité directeur, mais rappelez-vous - je fais allusion surtout à des documents qu'ont reçus les Premiers secrétaires fédéraux avant les européennes - que l'enquête d'opinion que nous avions menée sur l'évolution de l'électorat Socialiste, en avril 1981, nous montrait déjà qu'une partie de notre électorat était déçue, ou disons démobilisée, parce que cette explication sur les valeurs n'apparaissait plus suffisamment dans ce que nous pouvions faire comme campagne d'explication et de propagande.
Nous serons donc en direct, c'est-à-dire que nous écouterons et que nous expliquerons en même temps notre action actuelle, en référence à notre projet et à nos valeurs fondamentales.
Au-delà de cet effet politique et des effets à court terme que nous pouvons espérer de cette campagne, je crois, pour conclure sur ce point, que nous pouvons en espérer un effet à plus long terme.
Les effets à court terme, c'est clair, vous le savez déjà :
- campagne de recrutement. Il faut que cette campagne nous permette, soit de voir revenir à nous les camarades qui ont pu nous quitter depuis 1982 ou 198 3 - il y en a - soit, bien entendu, de faire venir à nous sympathisants, adhérents, des gens nouveaux dans notre Parti. Je crois - ce n'est pas la peine d'y insister beaucoup - que c'est une des conditions pour pouvoir marquer un redressement électoral dans la campagne des prochaines cantonales : il faut que nous ayons plus de troupes. Je disais aux camarades du groupe, hier, à quel point j'avais été frappée des informations qui nous sont remontées des fédérations depuis un an sur la difficulté d'un certain nombre de nos sections à constituer des listes pour les municipales de l'année dernière. Nous n'avons plus suffisamment de réserves, soit dans nos adhérents, soit dans nos sympathisants. Je n'oublie pas

que les Conseils municipaux comportent désormais plus de monde - pour faire face à des obligations électorales. Attention que le phénomène ne soit pas le même l'an prochain, pour les cantonales, et cela se prépare maintenant, par une campagne de recrutement propre à attirer à nous des gens nouveaux... (mouvements divers)... Oui, je pense que les remous sont des remous approbateurs ; il faut moins de monde pour les cantonales, mais il faut être sûr de trouver les gens tout à fait valables et en liaison avec la population. Pour les présidentielles, il y aura plutôt pléthore, à mon avis...

A plus long terme et plus profondément, nous souhaitons, je souhaite, vous dire au nom de ce groupe de travail et des camarades qui le composaient que notre souci, je dirai, plutôt politique dans cette campagne, doit être de réintroduire la notion de rapport de forces dans la tête des gens qui sont notre base sociale.

Vous savez comme moi que l'une des causes de la démobilisation de notre électorat a été le phénomène suivant : beaucoup de gens ayant voté pour nous en 1981 se sont conduits, après, comme si, une fois que la Gauche était au pouvoir, eh bien, mon Dieu, c'était au gouvernement de tout faire. Le gouvernement, pour beaucoup de gens, est censé tout faire et en avoir la capacité.

La notion de rapport de forces, c'est-à-dire de la présence de cette masse de travailleurs auprès du gouvernement, donc la notion de lutte, indispensable pour faire aboutir notre action, est une notion que nous devons, dans notre intérêt, dans celui des syndicats aussi, essayer de réintroduire dans la vie politique, en tout cas dans la vie politique à gauche.

Deuxième point de cet exposé, et cela ira plus vite, rassurez-vous ; faut-il ou non cibler cette campagne ?

Vous savez, quand on mène les campagnes d'action du Parti - on le voit maintenant depuis un certain temps - nous les menons en général comme des campagnes électorales, c'est-à-dire que nous allons tous azimuts, nous nous adressons à toute la population.

Une des préoccupations du secteur communication-propagande - et je pense que mon ami et camarade Michel Françaix en sera bien d'accord - c'est que, quand on veut être vraiment efficace, il vaut mieux cibler une campagne, c'est-à-dire viser une catégorie de gens dans la population qui nous intéresse de façon que notre langage soit plus efficace qu'un langage trop général.

Les camarades du groupe m'ont fait remarquer à quel point c'était difficile de changer brutalement des habitudes et je ne vous proposerai donc pas de cibler au sens étroit, strict de la communication, cette campagne, mais quand même de donner au Parti des recommandations pour que lorsqu'une section ou une fédération se sentent capables, par le travail antérieur qu'elles ont fait, de cibler cette campagne, elles puissent le faire.

Je vous dis simplement ceci : tout le travail que nous avons fait à la communication-propagande nous amène à considérer qu'il y a deux tranches d'âge qui sont, par leur comportement électoral, notamment, parmi les plus troublées par rapport à l'action que nous menons depuis trois ans et par rapport au Parti ; ces tranches d'âge, ce sont les 35/50 ans et les 18/24 ans, ces 18/24 ans qui étaient trop jeunes il y a quelques années, nous avons eu là-dessus beaucoup

de discours et d'analyses. Moi, ce que je vous recommande si vous le pouvez, c'est de mettre en place un travail de sections et nous aurons l'occasion d'en reparler dans huit jours avec les fédéraux propagande, qui permette de cibler sur les 35/50 ans, parce que ces gens-là, surtout les familles, sont en même temps les parents des autres, et nous voyons apparaître dans toutes les enquêtes d'opinion que leur préoccupation de l'avenir, c'est non seulement leur préoccupation par rapport à leur emploi, par exemple, maintenant par rapport à leur sécurité, mais par rapport à l'avenir de leurs enfants, d'où l'intérêt de pouvoir cibler en direction de ces gens-là. Ils sont parmi les plus touchés visiblement par cette montée de l'individualisme qui a commencé, il y a au moins vingt à vingt-cinq ans et dont nous récoltons maintenant les fruits dans notre action politique.

Troisième point : le thème de la campagne.

Nous attendions quant à nous du Comité directeur qu'il nous fixe ce thème et donc le contenu pointu, si vous voulez, le contenu politique de cette campagne. Nous n'avons donc eu aucune difficulté à retenir la proposition qui a été faite par Lionel en tant que Premier secrétaire qu'il s'agisse d'une campagne qui se préoccupe du vécu, en tout cas des préoccupations quotidiennes des gens. C'est là qu'il restera à harmoniser au niveau du Bureau exécutif, car notre avis à nous, franchement, c'est que le vécu des gens, leurs préoccupations quotidiennes, c'est l'emploi, ce sont les inégalités persistantes et c'est la sécurité.

Vous voyez que je reprends là ce qui a été dit dans diverses interventions dans ce Comité, encore par Fuchs ce matin qui a insisté sur cette préoccupation de la sécurité.

Seulement, cela suppose que nous ayons une mise au clair au niveau du Bureau exécutif sur la liaison entre ces trois thèmes, mais ils apparaissent tellement dans les préoccupations, dans tout ce que les gens nous ont dit, à nous, parlementaires notamment, que c'est cela que nous vous proposons comme thèmes de la campagne : l'emploi, les inégalités persistantes, la sécurité.

Les modalités d'animation. Ce sera mon dernier point, rassurez-vous, mais là, il faut que nous fassions du nouveau. Contrairement d'ailleurs à ce que certains d'entre nous, au niveau de la propagande, avaient d'abord pensé, mais là, nous avons vraiment, nous, l'aggiornamento, notre réflexion - par rapport à ce qui a été dit dans le Comité directeur, ce n'est pas toujours facile et c'est pour cela que je n'ai pas de texte ronéoté à vous communiquer maintenant - nous sommes arrivés à la conclusion suivante : si on veut vraiment que cette campagne soit une campagne à la base de la population - Lionel, la formule est bonne - donc une campagne de masse, une campagne sur le terrain, il faut privilégier les petites réunions. Je crois qu'il faut maintenant franchement franchir la barre. Les meetings, les grandes réunions publiques ont leur utilité, je ne propose pas de les abandonner, notamment en campagne électorale, dans la mesure où ils sont repris par les médias, mais vraiment, pour une campagne sur le terrain, il faut privilégier les petites réunions suivant deux formules :

- la réunion dite d'appartement, appelez cela comme vous le voulez, la réunion chez des gens, à leur domicile, qui nous permet dans l'ensemble

de voir l'état d'esprit des nôtres, je veux dire du noyau solide de notre électorat.

- la réunion de quartier ou d'entreprise, petite réunion encore une fois, qui nous permet d'aller au-delà et d'atteindre des gens qui ne sont pas forcément dans la mouvance Socialiste traditionnelle, qui peuvent être des gens de la mouvance Communiste - voyez à quel point cela rejoint le souci de notre résolution politique - et en même temps des gens parmi ces salariés et ces travailleurs modestes qui, dans les dix dernières années, votaient à droite, mes chers camarades, et dont on peut penser que, maintenant, un de nos devoirs est précisément de nous adresser à eux.

On ne va quand même pas ad vitam aeternam se contenter de répéter qu'il y a 40% de smicards qui votent à droite. Moi, je voudrais bien qu'on se préoccupe de leur faire mieux connaître le Parti Socialiste, notamment en milieu rural ou dans les milieux périurbains les plus nouveaux où ce phénomène est le plus important.

Les supports, c'est-à-dire les moyens de communication dont nous avons besoin. Le groupe a émis un avis unanime et pressant : le besoin pour chaque adhérent du Parti d'un "Poing et la Rose Adhérent" dès la fin septembre dans les foyers, en tout cas début octobre, un document écrit qui reprenne les éléments d'explications sur lesquels tout le Parti est d'accord par rapport à l'emploi, par rapport aux inégalités persistantes, par rapport à la sécurité.

Point n'est besoin, là, de réunir un Congrès maintenant. Qu'il s'agisse de nos textes antérieurs de Comité directeur, de l'intervention du Premier secrétaire à l'Assemblée Nationale le 24 juillet, que vous avez tous eue et que vous connaissez donc, qu'il s'agisse des textes émanant de ce Comité directeur développés par ceux de nos camarades qui ont le plus accès à la documentation, nous vous demandons ce "Poing et la Rose Adhérent", rédigé rapidement, court mais qui donne à tous nos militants précisément avant cette campagne les éléments qui peuvent leur faire défaut pour articuler les trois thèmes, notamment par rapport au souci de modernisation exprimé par le gouvernement.

Ensuite, nous vous proposons de réaliser un questionnaire. On a fait une expérience au mois de mars là-dessus, mais soyons francs entre nous : il y a eu un mélange des genres. L'idée qui était celle du Secrétariat national en mars, en vous proposant un questionnaire large, c'est l'idée que nous reprenons aujourd'hui, c'est-à-dire un questionnaire assez ouvert, pas trop pour permettre le dépouillement, mais assez pour que les gens s'expriment vraiment, puisque nous cherchons à les faire s'exprimer en dehors du bulletin de vote.

En même temps, il y avait le souci du groupe parlementaire que nous avons assumé, qui était d'avoir un support pour les comptes rendus de mandat des députés. Le mélange des genres a fait qu'on faisait un peu trop les questions et les réponses. Là, nous vous proposons quelque chose de plus ouvert comme matériel national, aidant nos camarades à aller vers les gens, ce qui n'est pas facile.

Troisièmement, une vidéo-cassette. C'est une décision qu'on avait prise dans le secteur propagande. Cela a l'air d'être agréé par tout le monde. Une vidéo-

cassette que nous réaliserions sur la base du premier travail lancé déjà par nos sections, qui permettrait de montrer déjà le Parti à l'œuvre dans cette campagne en direct avec les gens.
Enfin, quatrièmement, soyez tranquilles, tout ce qu'il faudra comme affiches. Sachez simplement que notre orientation, au secteur communication, c'est de privilégier maintenant la petite affiche. Ceux qui ont des moyens et qui ont envie d'en coller des grandes, ils en auront, pas de panique ! 118 auront aussi de nouveau, parce que cela a l'air d'être un peu oublié depuis 1981, un petit vade-mecum sur la manière de coller, on va revoir cela avec les fédéraux la semaine prochaine. L'affichette, vous l'avez vu encore pour l'école, moi, je vois les commandes des fédérations, c'est quand même cela qui est le plus efficace.
Dans toute la mesure du possible - et c'est la dernière indication que je vous donne sur les modalités sur le terrain - localement, nous allons recommander au Parti, si vous en êtes d'accord, de se montrer le moins seul possible ; je rejoins là une remarque, je ne sais plus qui l'a faite ce matin, qu'il ou qu'elle m'en excuse, d'un camarade. Nous avons sur le plan local - et l'action engagée l'an dernier pour les acteurs du changement avait bien préparé le terrain - des contacts avec la vie associative, avec d'autres forces qui sont parfois petites, mais qui sont organisées. Dans cette démarche vers les gens, essayons de les associer à notre effort, qu'il s'agisse de réunions de quartier ou de réunions d'entreprise. Mais surtout veillons à ce que cette démarche se traduise par des actions lorsqu'on nous aura dit : "Eh bien ! Voilà ce qu'il faudrait et qui ne va pas". Efforçons-nous d'associer largement autour du Parti Socialiste les gens, les individus, je pense à d'anciens électeurs Communistes notamment, mais aussi les groupes qui voudront bien se joindre à cette action.
Vous le voyez, qu'il s'agisse de l'emploi, des inégalités ou de la sécurité, le champ peut être assez large.
Enfin, l'idée du secteur communication propagande qu'on va essayer de mettre en œuvre avec ERAM et Debarge notamment - on a vu cela mercredi dernier - c'est de voir comment nous pourrions réutiliser le concours des Comités de soutien de juin dernier. Je ne fais pas l'article là-dessus, mais vous avez tous lu les noms des Comités de soutien ; c'était plus intéressant qu'en 1981. Or, un certain nombre des gens qui sont venus nous donner leurs signatures nous ont dit - je pense à des artistes, à des journalistes, à des syndicalistes - "vous charriez, chaque fois qu'il y a une élection, vous venez nous voir pour qu'on vous donne notre nom et notre signature, mais nous voudrions faire un peu plus". On ne va pas laisser passer cela. Moi, je propose qu'on aille retrouver ces gens-là et qu'on leur demande s'ils sont toujours décidés, et qu'ils soient associés à la deuxième phase de la campagne.
Ce sera vraiment ma conclusion maintenant : le déroulement de la campagne, sinon le calendrier, parce que je rejoins tout à fait Lionel, il y a une mise au point nécessaire ne serait-ce que par rapport à toutes les activités que le Parti a prévues. Nous vous proposons une campagne en trois phases :

- première phase, dont le lancement interviendrait en octobre, mais qui serait une phase de lancement du travail du Parti, sans grands "rataplans"

publics. Le Parti se met au travail avec les documents dont je parlais tout à l'heure avec un minimum d'organisation de ces petites réunions au niveau des sections. Pendant cette phase, nous, nous réaliserions la vidéo-cassette dont je parlais.

- Deuxième phase, mettons par exemple début novembre ou courant novembre. Là, on donne un écho public à ce qui a déjà été fait car souvent, voyez-vous, ce qu'on nous reproche, y compris vous-mêmes, mes chers camarades, c'est ceci : "Il y a un lancement à grands fracas, mais après, il faut faire ce qu'on a dit qu'on ferait".
  Cette méthode nouvelle qui nous mettrait d'abord au travail et qui nous permettrait de donner un écho public à ce qu'on aurait déjà fait aurait un double avantage, et ce sont nos camarades du secteur entreprises qui nous l'ont fait remarquer, c'est que nous conforterions ceux qui se sont déjà mis au boulot, d'une part, et que, d'autre part, ceux qui ne sauraient pas encore qu'on fait cette campagne sur le terrain seraient alertés. Cela créerait une dynamique, ce qui est le but recherché par toute campagne.
- Troisième et dernière phrase : il faut tirer un bilan d'une campagne comme celle-là. Je pense qu'avant la mi-décembre - s'il y a un Comité directeur, on le fera avec un CD, sinon peut-être avec une réunion des Premiers secrétaires fédéraux qu'organise Bertrand régulièrement - il faut avoir un premier bilan précis interne au Parti. Et puis, il y a le dépouillement du questionnaire. Cela ne se lance pas dans la nature, sans qu'on donne aux gens qui l'auront rempli le résultat. Donc, cela se dépouille. Ce dépouillement, comme on n'est pas informatisé, demande du temps. Je pense que début janvier, nous pourrons avoir réussi le dépouillement aussi exhaustif que possible de ce questionnaire. Cela veut dire que nous aurons appris ce qu'il y a dans la tête de nos électeurs mieux que nous ne le savons et, permettez-moi de vous le dire, par rapport au début du CD, cela tranchera, cela arbitrera entre certaines opinions divergentes qui se sont fait jour ici, si c'est mené correctement. Naturellement, nous pourrons en tirer profit pour la campagne des cantonales. Ce sera une méthode rationnelle, sinon scientifique. Sachant ce que les gens ont en tête par rapport à nous, les principales questions qu'ils ont en tête, nous pourrons alors, soit au bénéfice d'une Convention si elle se situe à ce moment-là, soit tout simplement au bénéfice de la préparation des cantonales, avoir une campagne des cantonales qui, elle aussi, contribue à répondre aux questions que les gens nous posent.

Le président. - Merci, Christiane.
Vous avez entendu le rapport de Christiane Mora.
Y a-t-il des observations sur ce rapport ?
S'il n'y a pas d'observations, je considère que le Comité directeur fait sien le rapport de Christiane Mora. Nous sommes bien d'accord ?
…
Bien.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Rapidement, la parole est à Martine Buron, pour le télégramme en réponse à la fédération de Loire-Atlantique.

Martine Buron

Nous avons préparé un télégramme assez bref.
"Comité directeur du PS réuni les 8 et 9 septembre, apporte plein appui à fédération Loire-Atlantique pour action démocratique engagée pour ouverture écoles publiques dans plusieurs communes du département.
S'indigne du refus de certains maires de droite de permettre l'exercice du pluralisme et demande au Gouvernement de tout mettre en œuvre pour que ces ouvertures aient effectivement lieu".

Le président - Vous êtes d'accord sur ce texte ?

Dans la salle - Est-ce qu'on ne pourrait pas faire apparaître le terme de liberté ? Nous sommes des défenseurs de la liberté, nous voulons la liberté…

Le président - Le pluralisme.

Dans la salle - Liberté, c'est mieux.

Martine Buron - Exercice de la liberté de choix.

Dans la salle - Oui.

Le président - Liberté de choix à la place de pluralisme.

Jean Poperen - Il faudrait dire : à la fédération du Parti Socialiste et à toutes les organisations démocratiques, sans cela on a l'air de dire : le Parti et les organisations démocratiques.

Le président - Le Comité directeur est d'accord sur ce texte ? Merci.
Dernier point de l'ordre du jour : Lionel Jospin pour les modifications apportées aux organismes centraux du Parti.

Lionel Jospin

Chers camarades, nous avons des décisions à prendre en ce qui concerne à la fois le Bureau exécutif et le Secrétariat national du Parti.
En effet, pour ce qui concerne le Bureau exécutif; nous devons remplacer 3 camarades : Jean Pronteau, Pierre Joxe et Michel de la Fournière.
Jean Pronteau nous a quittés, il n'est plus et je lui ai rendu hommage devant le Président de la République et l'ensemble des dirigeants du Parti.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Joxe m'a écrit pour me dire que, conformément à une pratique que nous avons suivie pour d'autres responsables politiques à qui étaient confiées des fonctions ministérielles, sa nomination comme ministre de l'Intérieur et de la décentralisation le conduisait à demander à ne plus être membre du Bureau exécutif.
Je voudrais le remercier pour la part qu'il a prise à ce Bureau exécutif, comme membre titulaire et aussi comme président du groupe. André Billardon d'ailleurs, président du groupe parlementaire à l'assemblée nationale et André Saki (?) président du groupe Socialiste à l'intérieur du groupe Socialiste européen, sont tous les deux appelés à participer aux travaux du Bureau exécutif, comme nous le faisions d'ailleurs précédemment pour Gérard Jaquet, sinon pour Pierre Joxe qui était intrinsèquement membre du bureau par ailleurs.
Michel de la Fournière a été nommé conseiller culturel à Alger, et il retrouve là un champ d'action et de préoccupation qui a été étroitement lié à sa vie de militant politique ou syndical. Je voudrais également le remercier pour la part qu'il a prise aux travaux du bureau et à l'animation du Parti comme titulaire du secrétariat aux droits de l'Homme et aux libertés.
Je propose au Comité directeur, après avoir évidemment discuté avec un certain nombre de camarades et reçu leurs suggestions, dans certains cas leurs propositions, que ces camarades soient remplacés par les suivants :
Dominique Strauss-Kahn, qui était membre suppléant du Bureau exécutif, et dont je souhaite qu'il devienne titulaire, parce qu'il doit assumer d'autres responsabilités dont je vous parlerai dans un instant.
Christian Goux, qui était aussi membre suppléant du bureau et dont je pense - il vient de s'excuser, il aurait souhaité attendre, mais il fallait absolument qu'il parte, il avait une contrainte - qu'il nous apportera au Bureau exécutif ou plutôt il continuera à nous apporter, étant membre "plein", ce qu'il nous a déjà apporté de connaissance d'un certain nombre de problèmes.
Daniel Frachon, ancien secrétaire des Yvelines, qui a été membre une certaine période du bureau, dirigeant expérimenté, qui connaît bien le terrain et que j'accueillerai volontiers si le Comité directeur en est d'accord.
Ces décisions à prendre, quelle que soit votre opinion en ce qui concerne les noms, doivent l'être en tout état de cause et impliquent que deux camarades entrent comme suppléants au Bureau exécutif. Je propose que ces camarades soient, si vous en êtes d'accord :
Jean-Pierre Destrade et Jean-Louis Joseph, camarades qui représentent deux régions importantes, où le Socialisme est bien représenté et où en même temps il y aura des batailles politiques à mener dans la période qui viennent, j'entends des batailles extérieures, je veux dire par là que ce sont des régions à la fois fortes et fragiles à certains égards qui seront mieux encore représentées ; ils sont d'une génération de militants, de responsables, qui ont bien travaillé et qui peuvent accéder ainsi à de nouvelles responsabilités et se former.

Le président - Je crois qu'il serait bon que le Comité directeur se prononce sur les suggestions faites pour le Bureau exécutif. Il s'agit de remplacer Pronteau,

Collection Jean Jaurès

Joxe, Michel de la Fournière par Dominique Strauss-Kahn, Goux, Frachon, les deux premiers étaient membres du bureau comme suppléants et deviendraient titulaires ; ils seraient remplacés à leur poste par Destrade et Joseph.
Est-ce que vous êtes d'accord sur l'ensemble de ces modifications ? Que ceux qui sont d'accord veuillent bien lever la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le Bureau exécutif est donc ainsi modifié.

Lionel Jospin - Il faut opérer également un certain nombre de changements au niveau du secrétariat en raison même des décisions que nous venons de prendre.
Il faut, en effet, remplacer Jean Pronteau au secrétariat aux études et je propose que Dominique Strauss-Kahn, secrétaire adjoint aux études assume cette responsabilité. C'est une responsabilité très importante, elle l'a toujours été, ce poste a été occupé souvent par des dirigeants importants du Parti, le dernier titulaire était Jean Pronteau, il est difficile à remplacer et ce secrétariat aux études, compte tenu des débats menés au Comité directeur et de ce que sera notre Congrès, sera un secrétariat à l'évidence important.
Je compte donc beaucoup sur lui et sur son nouvel animateur pour que le travail soit mené à plein.
Je pense que Dominique Strauss-Kahn, qui est un jeune responsable en a la capacité, il aura, bien évidemment, à le démontrer en élargissant ses préoccupations au-delà peut-être du champ sur lequel il avait davantage travaillé jusqu'ici ; vous vous souviendrez qu'il était secrétaire adjoint surtout chargé des questions économiques.
Il faut remplacer Michel de la Fournière au secrétariat aux droits de l'Homme et aux libertés et je propose que Pierre Brana prenne cette fonction. Pierre Brana était Secrétaire national adjoint aux relations extérieures, il travaillait à côté de Marcel Debarge; c'est un homme de la province lui aussi, c'est un responsable expérimenté, qui, dans le travail du Parti, dans les relations entre les hommes, est un élément, je crois, d'équilibre. Il aura une fonction plus importante, en tout cas qui risque d'exiger de lui davantage de disponibilité encore, puisqu'il est le titulaire d'un Secrétariat national.
Par là même, il quitte le Secrétariat national aux relations extérieures et comme j'ai un souci quasiment homéopathique des équilibres et qu'il ne me parait pas, compte tenu d'un certain nombre de commentaires que j'ai entendus concernant la formation d'autres structures, que ce soit le moment de ne pas respecter cet équilibre, je proposerai donc, non pas peut être que l'on remplace Pierre Brana au Secrétariat national aux relations extérieures, mais que tenant compte des compétences, qu'on puisse confier, en remplacement de Dominique Strauss-Kahn, une fonction de secrétaire adjoint aux études à Gérard Fuchs.
Il a et é un parlementaire européen, c'est un homme assez compétent dans un certain nombre de domaine, et de plus c'est un responsable politique ; je dois dire que lorsqu'il n'a pas pu, en raison des contraintes qui ont pesé sur nous, être maintenu sur la liste en position d'être élu au Parlement européen, alors qu'il

avait bien travaillé, j'ai ressenti qu'il y avait là une injustice et j'ai apprécié personnellement, sur un plan humain et politique, la façon dont il l'a accepté.
Je pense qu'il peut apporter au secrétariat aux études un certain nombre de compétences qu'il devra mettre au service du Parti dans sa diversité, bien évidemment, car ce secrétariat est important dans la période qui vient.
Enfin, après les propositions qui ont visé au fond à des remplacements, je voudrais faire une proposition nouvelle qui résulte, là aussi, d'éléments nouveaux :
Yves Lebas, qui est délégué auprès du Premier secrétaire et qui a pris la responsabilité de délégué à la presse, va partir après avoir travaillé pendant près de dix ans au Parti. Il est à une étape de sa vie où il souhaite s'insérer davantage dans des structures de caractère professionnel, en tout cas, ne plus être un militant permanent, avec ce que cela a un peu d'harassant au Parti et, donc, il est souhaitable de le remplacer au moment même où je me trouve chargé de responsabilités supplémentaires avec l'élection au Parlement de Strasbourg, charge à laquelle je ne peux pas me soustraire maintenant... je crois que cela pourrait être très mal interprété, compte tenu de ce qu'avait fait la tête de liste précédente avec, lui, une commodité que d'autres n'ont pas, puisque vous vous souvenez que c'était pour laisser sa place... donc, je pense que si la. tête de liste européenne, après avoir été élue, disait : je m'en vais... pour le troisième qui aurait à diriger la campagne européenne, quand il dirait : je suis foncièrement européen… cela passerait moins bien !
Je dois donc prendre ma part de ce travail à Strasbourg, même si elle sera plus chichement comptée que celle de Pierre Lot et d'autres, et j'ai besoin d'être aidé sur le secteur presse-porte parole, et je souhaiterais que Jean-Pierre Destrade si vous en étiez d'accord, devienne secrétaire général adjoint, non devienne Secrétaire national à la presse, porte parole, et qu'il m'aide à remplir cette fonction que je dois remplir par ailleurs.
Un certain nombre de dispositions que j'avais prises, dans la mesure où il n'y avait plus de secrétariat à la presse tournant notamment les points de presse et permettant qu'un certain nombre de représentants du Parti expriment le Parti, n'ont pas à être modifiées, mais lui aura à s'insérer de façon plus régulière dans cette utile noria et aura à accomplir certaines fonctions qui exigeront de lui, expérimenté, sagace et provincial, et dans une province tellement problématique, qu'il sache trouver, ou plutôt qu'il continue à trouver mais plus longtemps le chemin de Paris.
Par ailleurs, chers camarades, bien...

Le président - Nous allons peut-être nous prononcer là-dessus.
Je rappelle que Dominique Strauss-Kahn devient Secrétaire national aux études, Pierre Brana, Secrétaire national aux droits de l'Homme et aux liberté, Gérard Fuchs secrétaire adjoint aux études, Jean Pierre Destrade, secrétaire adjoint à la presse, porte-parole.
Est-ce que vous êtes d'accord avec ces propositions ?
Qui ceux qui sont d'accord veuillent bien lever la main ?

Fondation Jean Jaurès

…
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le secrétariat est donc ainsi modifié.

Lionel Jospin - Enfin, chers camarades, le problème que je veux évoquer maintenant ne relève pas directement de la décision du Comité directeur, ni même de ma décision; et d'ailleurs, comment pourrait-il y avoir sur ces questions décision du Premier secrétaire sans décision du Comité directeur ? Il s'agit de l'ISER.
Vous savez que Jean Pronteau était à la fois Secrétaire national aux études et président de l'ISER, c'est-à-dire de notre Institut d'étude et de recherche. A sa mort, j'ai demandé à Colette Audry, qui est directrice, je crois que c'est le titre, d'en assurer l'intérim, ce qu'elle a fait bien volontiers. Mais après avoir discuté avec elle, car j'avais pensé qu'elle pouvait prendre éventuellement cette responsabilité - cela n'aurait d'ailleurs pas changé grand chose, entre nous, par ce que de toutes façons elle est un peu la cheville ouvrière, enfin un élément important de l'ISER - j'ai compris qu'à cette étape de sa vie de militante et de sa vie tout court, compte tenu de ce qu'elle veut, je crois, aussi se consacrer à son travail personnel, à son travail de création, notamment littéraire, elle ne le souhaitait pas, et elle m'a confirmé encore hier qu'elle ne souhaitait pas assumer cette responsabilité et qu'elle souhaitait pleinement conserver sa responsabilité actuelle.
Donc, après en avoir discuté avec elle, je pense que notre camarade Gérard Delfau, sans que ses fonctions au secrétariat du Parti en soient modifiées, pourrait éventuellement se consacrer à cette tâche. Ce sera au conseil d'administration de l'ISER à en décider, mais je crois qu'il est bon que le Comité directeur soit informé, et il n'est pas interdit au Premier secrétaire, compte tenu des liens étroits qui existent entre cet Institut Socialiste d'étude et de recherche et le Parti, qu'une suggestion soit faite : c'est celle que je fais.
Cela contribuera à faire en sorte que l'action de cet Institut se poursuive et que nous puissions mener tous ces débats dont nous avons pensé qu'ils étaient nécessaires, et que Jean Poperen évoquait encore à l'instant, et cela pourrait contribuer à compléter un dispositif qui fera que la direction sera quantitativement en ordre, et j'espère qualitativement, tout à fait décidée à travailler mieux encore, ce qui me parait souhaité par tous.

Le président - Il s'agissait simplement d'une information du Comité directeur, ce qui ne nous empêche pas de renouveler tous nos vœux à Gérard Delfau pour sa future tâche. Nous n'avons donc pas à nous prononcer.
Le Comité directeur est terminé. Je vous remercie.
La séance est levée.

Fondation Jean Jaurès